Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12367 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 30 OCTOBRE 1984

Solidarité appelle au calme après l'annonce de la mort du Père Popieluszko

Le ministre polonais de l'intérieur, le général Kiszczak, a annoncé, samedi 27 octobre, que l'un des trois ravisseurs du Père Popieluszko avait reconnu avoir tué le prêtre. Alors que l'émotion est très vive en Pologne, les dirigeants de Solidarité s'efforcent de maintenir le calme.

Tout faire pour éviter de tomber dans le piège, d'entrer dans le jeu de mystérieux « provocateurs » : tel semble être le souci essentiel des dirigeants de Solidarité, dix jours après l'enlèvement du Père Jerzy Popieluszko, dont la mort est désormais à peu près certaine.

« Nous ne nous laisserons pas manipuler, nous ne nous mêlerons pas aux luttes pour le pouvoir, car nous ne voulons pas le prendre », a déclaré à Gdansk M. Lech Walesa, en ajoutant : il n'est pas question de servir de *« chair à canon »* pour *« offrir le pouvoir »* aux responsables de cette provocation, de cette *« saloperie qu'on nous a faite, à nous tous, du premier ministre* [le général Jaruzelski] *jusqu'à l'homme de la rue »*. Le président de Solidarité, qui avait pris la parole devant quinze mille personnes participant à une messe à l'église Sainte-Brigitte de Gdansk, a fermement dissuadé la foule d'aller manifester devant le monument aux victimes des répressions passées.

Dimanche soir, à Varsovie, c'est aussi sans le moindre incident que plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans et autour de l'église Saint-Stanislas, là où le père Popieluszko célébrait chaque mois ses fameuses *« messes pour la patrie »*. L'assistance, visiblement choquée, a entendu des enregistrements de la voix du prêtre extraits des homélies où il dénonçait le mensonge et l'oppression, et rappelait avec une lucidité prémonitoire : *« Pour la vérité, il faut parfois payer. »*

(Lire la suite page 2.)

Contre tous les Polonais ?

Qu'un ministre de l'intérieur, un général étroitement associé à l'équipe dirigeante, vienne longuement expliquer à la télévision que des officiers de ses propres services ont enlevé et sans doute assassiné un prêtre catholique devenu une sorte de héros national et un symbole de l'opposition au régime communiste, voilà qui paraîtrait invraisemblable partout ailleurs qu'en Pologne. Mais ce pays nous a habitués depuis quatre ans à l'incroyable. Et c'est l'une des premières leçons de cette affaire nauséabonde et encore très mystérieuse : la fameuse « normalisation » dont se targue le général Jaruzelski n'est qu'une fine pellicule de glace, bien fragile sur une eau *qu'on aurait tort* de croire morte.

A priori, la responsabilité avouée de membres de la sécurité devrait constituer un coup très dur pour l'équipe au pouvoir. Dans ce type de régime, la milice et, derrière elle, la police politique ne sont pas seulement un rouage, un instrument parmi d'autres, mais l'un des deux piliers du pouvoir, l'autre étant évidemment l'influence soviétique. Au moment même où les soupçons qui pèsent sur la responsabilité des services secrets de l'Est dans l'attentat contre le pape semblent de plus en plus crédibles, l'enlèvement du Père Popieluszko risque de renforcer encore l'aversion qu'une bonne partie de la population polonaise nourrit à l'égard du régime qui lui est imposé — et donc de rendre plus difficile encore l'issue de la crise.

Les *dirigeants de* Solidarité, loin de saisir l'occasion de mettre le pouvoir en difficulté, de prendre appui sur la vague d'émotion et de colère qui agite le pays, font pourtant tout ce qu'ils peuvent pour *éviter* que l'affaire ne dégénère.

Souci d'empêcher une provocation, des affrontements qui seraient suivis d'une nouvelle répression, pour le plus grand profit du ceux qui veulent tordre définitivement le cou au mouvement né en 1980 ? Sans doute. M. Walesa, qui se retrouve une fois de plus en première ligne, a toujours plaidé pour la « voie pacifique », toujours voulu refuser de jouer la politique du pire. Mais comment ne pas voir que, en même temps qu'il lui tend une perche, il rend un fier service au général Jarulzelski en affirmant que cette « saloperie » (l'enlèvement, l'assassinat du prêtre) est dirigée aussi bien contre le chef du gouvernement que contre l'homme de la rue, en un mot contre « tous » les Polonais. C'est accréditer par là la thèse, précieuse entre toutes pour l'équipe dirigeante, d'une offensive menée contre elle par des « durs » avides de répression totale.

Que M. Walesa lui-même et les autres dirigeants de l'opposition adhèrent totalement à une thèse aussi simpliste est fort douteux, mais le fait est qu'ils offrent ainsi au général Jaruzelski l'occasion, peut-être unique, de se démarquer clairement des fameux « ultras » du parti et de tenter, à *partir de la* crédibilité ainsi retrouvée, de renouer un dialogue jusque-là constamment refusé avec la société. Si jamais le « martyre » du Père Popieluszko avait ce résultat, ce serait la preuve que la Pologne n'a pas tort de croire aux miracles.

Les luttes d'influence dominent la réunion du comité central du PCF

Le comité central du Parti communiste, réuni lundi 29 et mardi 30 octobre, examine le projet de résolution qui doit être soumis à la discussion des militants en vue du vingt-cinquième congrès, prévu pour le mois de février prochain.

Ce texte, préparé par une commission dont le rapporteur est M. Paul Laurent, membre du secrétariat, devait traduire, sous une forme plus concise, les orientations du rapport présenté par M. Georges Marchais, le 17 septembre dernier, au comité central.

Les choix faits par la direction du PCF depuis la décision de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius n'apparaissent pas encore avec clarté. L'impression donnée par les quelques informations et rumeurs, souvent invérifiables, qui ont circulé, depuis un mois, autour du comité central est celle d'une lutte d'influence, dont l'explication de la ligne politique, illustrée par le rapport de M. Marchais, est le terrain plutôt que l'enjeu véritable.

C'est ainsi, par exemple, que la formule du *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »*, mise en avant, dans le texte présenté par le secrétaire général, comme définissant *« l'objectif central »* visé désormais par le PCF, a été corrigée, dans *l'Humanité-dimanche* du 14 octobre, par M. Roland Leroy, membre du bureau politique, qui parlait de *« rassemblement populaire à vocation majoritaire »*.

Le directeur de *l'Humanité* traite volontiers avec une certaine ironie la formule qui est censée résumer l'orientation nouvelle des communistes. Il précisait toutefois, dans cet article de l'hebdomadaire central du PCF, qu'il ne s'agit pas d'un retour à l' « union à la base » des années 1978-1981, car, expliquait-il, *« alors, nous appelions à unir « en bas » pour permettre un accord « au sommet »*, alors que la démarche d'aujourd'hui est *« tout autre »*. Pour M. Leroy et pour ceux qui partagent sa façon de voir, l'essentiel *est d'affirmer l'autonomie du PCF* par rapport au PS. Les communistes ne doivent ni régler leur pas sur celui des socialistes ni polémiquer contre eux.

Cette position permet de dénoncer comme périmée non seulement la stratégie du programme commun, abandonnée depuis 1978, mais aussi la tentative qui avait été faite par la direction du parti, depuis lors, pour sortir de cette stratégie. Il s'agit, en même temps, de rassurer ceux qui craignent le retour à un type de confrontation avec le PS, qui avait abouti à priver le PCF d'un quart de son électorat en 1981. En somme, M. Leroy et ses amis se présentent comme les seuls détenteurs d'une stratégie véritablement novatrice, mais dont ils ne se sont pas souciés, jusqu'à maintenant, de préciser le contenu.

Cette lutte d'influence se déroule sous le couvert d'un soutien affiché à la direction du parti et à son secrétaire général. Plusieurs orateurs, lors de la réunion de septembre du comité central, avaient mis en garde ceux qui pouvaient être tentés de voter le *rapport de M. Marchais en* espérant conserver, ensuite, leur liberté d'action.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Tollé en Grande-Bretagne

M. Scargill
président du syndicat des mineurs reconnaît avoir eu des contacts avec le régime libyen

LIRE PAGE 44 L'ARTICLE DE FRANCIS CORNU

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU SALVADOR

Le pari de M. Duarte

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le président salvadorien a gagné un pari personnel. En se rendant le 15 octobre sans escorte dans une zone de guérilla pour dialoguer avec les représentants de la rébellion, il a impressionné les Salvadoriens très sensibles au panache. Sa cote de popularité est au plus haut; mais les Escadrons de la Mort l'ont condamné pour *« trahison »*. Il prend la menace au sérieux, sans plus : *« Avant l'élection présidentielle, ils voulaient déjà ma peau. »* Napoleon Duarte est une force de la nature, un politicien instinctif doublé d'un fonceur. Pendant l'entretien qu'il nous a accordé au palais présidentiel, nous avons aussi découvert un homme survolté par la volonté de réussir la pacification de son pays.

— En mai, vous disiez : « Pas de discussion avec la rébellion » avant que les conditions de la » sécurité soient rétablies pour » tous les Salvadoriens. » C'est donc le cas...

— Oui, je l'ai dit, et je viens de le prouver. Les représentants civils de la rébellion venus de l'étranger par avion ont traversé tout le pays en voiture, depuis l'aéroport jusque dans le nord du Chalatenango. Ils sont repartis de même. Je ne voulais pas parler avec eux sans être certain que leur sécurité serait assurée...

— Mais les autres Salvadoriens ?

— C'est vrai. On ne peut pas bluffer. La rencontre de La Palma n'aurait pas été possible en mai, ou en juin. Mais il y a encore beaucoup à faire pour que la sécurité soit garantie à tous les citoyens. Nous sommes pourtant sur la bonne voie. Sur la pente descendante de l'insécurité. A La Palma, j'ai personnellement pris tous les risques. Le danger pouvait venir de la guérilla et des Escadrons de la mort. Sans parler des fous isolés. Ce genre d'événement suscite facilement des frénésies...

— Les services juridiques de l'archevêché affirment que les activités des Escadrons sont de nouveau en hausse depuis septembre ?

— Je ne crois pas que ce soit vrai. Tout dépend de l'interprétation des chiffres et des témoignages. Les services en question ont tendance à ne recueillir que les témoignages favorables à la gauche. En septembre, trois bombes sont tombées sur un village. On m'en a parlé à l'étranger : les trois bombes s'étaient transformées en cent soixante-huit bombardements... Est-ce que les services en question ont entendu parler du meurtre du maire du village de Dulce-Nombre-de-Maria, dans le Chalatenango, par la guérilla ? Non. Pas plus que de l'assassinat à la mi-octobre, dans la capitale, d'un employé des télécommunications. La violence n'est pas terminée. Il y aura encore des hauts et des bas. Et même peut-être, à court terme, une aggravation provoquée par l'amorce d'un processus de paix.

— Est-ce que la restructuration des services de sécurité de l'Etat, soupçonnés d'excès, est suffisante ?

— Nous avons limogé et muté à la base et au sommet. Plusieurs centaines d'agents ont été touchés.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 8.)

LA RÉUNION DE L'OPEP

Bataille pour le prix du pétrole

De notre envoyée spéciale

Genève. — Les principaux acteurs de la scène pétrolière sont tous rassemblés lundi 29 octobre à Genève autour des treize ministres des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis dans le cadre d'une conférence consultative extraordinaire. Négociants, représentants de grandes compagnies pétrolières, plus nombreux qu'à l'accoutumée, ministres de certains pays producteurs de brut non membres de l'Organisation (Mexique, Egypte) associés aux travaux et observateurs de tout poil guettent dans l'incertitude les décisions de l'Organisation.

L'enjeu est de taille : rien de moins qu'une nouvelle baisse de l'ensemble des prix mondiaux du pétrole, dont le coup d'envoi a été donné il y a deux semaines par les décisions successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Nigéria (membre de l'OPEP) de réduire leurs tarifs officiels. Et si l'objectif de l'Organisation — éviter à tout prix cette baisse — est simple, les moyens à mettre en œuvre sont, eux, fort compliqués.

Rarement en effet les treize membres de l'OPEP auront eu à résoudre un problème aussi délicat. *« La situation est très anormale. Même dans les années 70, quand le marché était très difficile, il n'y en a jamais eu d'analogue. Ce n'est pas explicable »*, assure un membre de la délégation iranienne. Que l'OPEP soit menacée d'une baisse des prix, à la veille de l'hiver, saison de forte demande, et alors que les stocks des compagnies sont, de l'avis général, relativement bas, que l'escalade militaire dans le Golfe se poursuive et que l'OPEP, selon les statistiques officielles, ait conservé depuis le mois d'août un niveau de production faible, a effectivement de quoi surprendre. *« Personne ne s'attendait à cela en cette période de l'année »*, a reconnu, dimanche 28 octobre, le ministre nigérian du pétrole, M. Tam David-West.

L'origine de cette situation, la plupart des experts s'accordent sur ce point, n'est pas, comme lors des dernières crises, un problème quantitatif d'équilibre entre l'offre et la demande, mais l'inadaptation persistante de la grille des prix relatifs (différentiels) de l'OPEP à la réalité du marché, et les entorses aux prix officiels qui en ont résulté : rabais de tous ordres ; accords de troc ; faux accords de façonnage, etc. *« Le premier point fondamental à régler est le problème des différentiels. Nous ne pouvons pas continuer à faire l'autruche. Le second est la moralité : il faut sincèrement accorder nos actes à nos discours »*, a assuré M. Tam David-West.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 38.)

LES ÉTATS-UNIS A LA VEILLE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Regards sur l'Amérique

Lire pages 21 à 24 la première partie de notre supplément

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

- La polémique sur l'« emprunt Giscard »
- Paribas après son aventure américaine
- La mutation financière aux Etats-Unis

Lire pages 13 à 15 les articles de PAUL FABRA, FRANÇOIS RENARD et SERGE MARTI

APRÈS L'ANNONCE DE LA MORT DU PÈRE POPIELUSZKO EN POLOGNE

Solidarité appelle au calme

(Suite de la première page.)

De nombreuses banderoles étaient accrochées aux grilles qui entourent l'église, affirmant par exemple : *« Ils ne pourront jamais briser la nation. »* Des tracts lancés au-dessus de la foule par des inconnus, portaient ces mots : *« Les travailleurs luttent en Pologne pour leurs droits, non comme les gouvernants, par la terreur et la violence, mais de manière pacifique. »*

Les colonnes de la Zomo (milice de choc), équipées de canons à eau, qui avaient investi le quartier ne sont pas intervenues.

Au même moment, devant une assistance beaucoup plus réduite, à la cathédrale Saint-Jean, le cardinal Glemp, primat de Pologne, se bornait à *« prier pour le père Popieluszko, qu'il se trouve parmi les vivants ou parmi les morts »*. Il a comparé le rapt du prêtre à l'attentat contre le pape Jean-Paul II et déclaré qu'il fallait réagir à ces *« événements extrêmement difficiles »* par l'amour du prochain.

De leur côté, les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de dégager totalement leur responsabilité dans le rapt et le meurtre probable d'un prêtre contre lequel elles avaient multiplié sans succès les pressions et menaces diverses.

L'intervention du général Kiszczak

Après que le premier secrétaire du parti, le général Jaruzelski, eut demandé au comité central de condamner à l'unanimité cet acte de *« banditisme politique »*, c'est le général Kiszczak, ministre de l'intérieur et membre du bureau politique, qui est intervenu pendant vingt minutes, samedi soir 27 octobre, sur les deux chaînes de la télévision, pour faire le point sur cette affaire, où ses propres services sont gravement compromis.

Le ministre a donné pour la première fois le nom des trois responsables présumés du rapt, tous officiers des services de sécurité. Il s'agit du capitaine Crzegorz Piotrowski, trente-trois ans, du lieutenant Waldemar Chmielewski, vingt-neuf ans et du lieutenant Leszek Pekala, trente-deux ans. Le général Kiszczak a désigné le capitaine Piotrowski comme l'*« organisateur de l'enlèvement »*. Ce dernier aurait avoué *« avoir tué de ses propres mains »* le Père Popieluszko. Cependant, a ajouté le ministre, les recherches entreprises à l'endroit indiqué n'ont donné aucun résultat.

Toutefois, l'un des deux autres policiers arrêtés a affirmé, selon le général Kiszczak, avoir laissé le prêtre en vie, dans les environs de Torun. Là aussi, les recherches n'auraient rien donné, et le ministre a insisté sur le caractère contradictoire et changeant des dépositions des trois hommes.

L'assassin présumé aurait, toujours selon le ministre, affirmé avoir agi *« pour des raisons politiques »*, estimant que *« le pouvoir réagissait trop mollement »* aux activités du Père Popieluszko, qui *« semait le désordre »*.

Ses deux associés auraient déclaré avoir *« obéi aux ordres »*, en toute *« bonne foi »*.

« Une des hypothèses les plus solides est que le Père Popieluszko est mort », a encore déclaré le ministre, en ajoutant que la participation d'autres personnes à l'enlèvement ne pouvait être pour l'instant *« ni confirmée ni exclue »*. Parlant sur un ton très grave, le général Kiszczak a déclaré que l'enquête se poursuivait pour savoir s'il y avait un *« instigateur secret »* derrière cette *« provocation menaçant la ligne du renouveau socialiste, et donc la Pologne socialiste »*. Il a lancé à ce propos une mise en garde sévère aux *« ennemis de l'Etat »* qui seraient tentés de *« se nourrir de cette tragédie afin d'amener une partie de la population à se livrer à des activités aux conséquences incalculables »*.

L'avertissement est à rapprocher de celui qui avait été lancé la veille, mais en des termes beaucoup plus violents, par l'agence officielle PAP, à certains anciens prisonniers politiques actifs au sein du comité de soutien au Père Popieluszko.

Le principal animateur de ce comité, M. Seweryn Jaworski, ancien responsable de Solidarité aux aciéries de Varsovie, est déjà menacé d'une inculpation : c'est lui qui avait affirmé samedi que le Père Popieluszko était toujours en vie et aux mains de membres de la police politique. De son côté, le primat, Mgr Glemp, a demandé aux membres de ce comité de cesser leurs activités dans les locaux de la paroisse de Saint-Stanislas, pour éviter d'irriter les autorités. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

M. Cheysson : *quelque chose d'affreux*

L'annonce de la mort du Père Popieluszko a provoqué de nombreuses réactions en France. Invité de l'émission de TF 1 « Midi-Presse », M. Cheysson a estimé, dimanche 28 octobre, que l'assassinat du prêtre était *« quelque chose d'affreux »*, ajoutant : *« On peut penser que la responsabilité ne vient pas du plus haut niveau. »* A propos des relations franco-polonaises, il a indiqué qu'*« il n'était pas sûr »* que la mort du père Popieluszko *« vienne interférer avec ce qu'on peut faire en Pologne »*. Le ministre des relations extérieures a affirmé que *« la population polonaise, avec laquelle nous sommes passionnément liés, nous demande notre aide ». « Nos rapports avec le gouvernement polonais restent nécessairement froids, mais il faut que nous trouvions les moyens de rétablir le contact avec la réalité polonaise, comme nous le demande Solidarité, comme nous le demande l'épiscopat polonais. »*

● A l'ouverture de l'Assemblée plénière des évêques français à Lourdes, Mgr Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale, a déclaré au nom de ses collègues : *« Nous avons témoigné combien nous partagions une fois de plus les graves soucis de nos frères, et la mort du père Popieluszko nous bouleverse tous. Que le primat de Pologne et Mgr Stroba, ici présent, et par eux, toute la Pologne, sachent combien nous condamnons cet assassinat.*

» Du Père Jarlan au Père Popieluszko, de l'Afrique du Sud au Vietnam, nos frères chrétiens, laïcs, prêtres, évêques, souffrent et meurent, pour la foi et l'Évangile, a-t-il ajouté. *Leur martyre est pour nous lumière. Leur passion réveille nos tiédeurs. Nos angoisses sont au cœur de notre prière. »*

« C'est le temps des assassins », a déclaré de son côté, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. *« Il y a deux armes pour lutter, la vérité et le pardon sans lequel il n'y pas de justice humaine. La victoire des assassins, ce serait que le reste des hommes oublient le crime. »*

● Évoquant le sort du Père Popieluszko, Jean-Paul II a surtout exprimé ses inquiétudes pour la paix en Pologne, nous indique notre correspondant à Rome, Philippe Pons. Parlant en polonais, le pape a déclaré : *« Nous prions encore pour le Père Popieluszko et nous remercions tous ceux qui, en Italie et dans le monde, se sont unis à nous. »* Puis, d'un ton grave, il a ajouté : *« Nous demandons à Dieu qu'il donne la paix à notre patrie et nous espérons que cette nouvelle souffrance renforcera le renouvellement spirituel de notre nation. »*

On estime dans les milieux polonais du Vatican que le pape est très préoccupé par les conséquences que pourrait avoir la confirmation de la mort du Père Popieluszko. Le secrétaire de la Conférence épiscopale polonaise, Mgr Dabrowski, est à Rome pour informer le pape des résultats des travaux de la commission mixte entre l'Église et le pouvoir polonais, qui s'est réunie il y a deux semaines à Varsovie.

Saint Georges et le dragon

De grands yeux pleins de fièvre, dans un visage aux joues creuses, pâles. Une silhouette svelte soulignée par la soutane. Ce fils de paysan aurait pu jouer les Julien Sorel, dans un pays où l'on peut toujours faire, dans l'Eglise, une assez confortable carrière. Il avait choisi une autre voie, décidé, depuis sa chaire, non de séduire, mais de servir. Pour lui, la morale chrétienne et l'exigence de vérité et de justice qui avait inspiré Solidarité, c'était la même chose. Il le croyait et il ne se lassait pas de le dire. Ce n'était pas vraiment un très grand orateur ni un intellectuel de haut vol. Mais un caractère.

Même si son nom était devenu célèbre en Pologne bien avant son enlèvement, le personnage restait, à trente-huit ans, un peu mystérieux pour le plus grand nombre. Vicaire de la paroisse de Saint-Stanislas, à Varsovie, il était connu, dès août 1980, dans les milieux proches du KOR, qui venait à peine de naître, mais ne s'y était pas vraiment lié. Au sein de sa paroisse, il est plus particulièrement chargé à partir de l'été 1980 de s'occuper du personnel des grandes aciéries « Varsovie », celles-là mêmes où apparaîtront les militants syndicaux parmi les plus déterminés : tel ce Seweryn Jaworski, autre figure étonnante, qui semble tout droit sorti d'une galerie de portraits de révolutionnaires du début du siècle, avec, en plus, une croix à la boutonnière – c'est lui qui, dès la disparition du prêtre, a tout naturellement pris la tête du « comité de soutien » aussitôt improvisé !

Pendant la période « légale » de Solidarité, le Père Popieluszko organise des débats sur l'enseignement social de l'Eglise, s'affirme dans son rôle d'« aumonier » des aciéries. Mais c'est à l'heure de l'épreuve – après l'écrasement du syndicat, le 13 décembre, – qu'il se révèle véritablement.

A partir de mars 1982, en plein « état de guerre », il organise ces fameuses « messes pour la patrie », célébrées depuis chaque dernier dimanche du mois. Le nom donné à l'office est à lui seul tout un programme : la patrie, la vraie, ce n'est pas celle que prétend représenter un pouvoir artificiel, mais bien celle qui a refait surface en août 1980, et qui survivra à décembre 1981, comme elle a survécu à tant d'autres épreuves. On prie pour les prisonniers politiques, (ils sont alors des milliers), les acteurs récitent des poèmes plus audacieux les uns que les autres, le Père Popieluszko dénonce le « mensonge », la propagande, l'oppression.

Il évita soigneusement de verser dans la harangue politique, mais le sens est transparent, et ses paroles réchauffent le cœur de l'assistance. Au fil des mois, la foule se fait de plus en plus nombreuse. Une tradition s'établit, qui survivra à l'état de guerre, et même à l'amnistie.

Ce sont de bien étranges messes, interminables. Des milliers de personnes, qui n'ont pas trouvé de place dans l'Église, stationnent sur le parvis et dans les rues avoisinantes – ou plutôt sur les trottoirs, car il ne faut pas donner à la milice le prétexte d'intervenir. Des haut-parleurs déversent vers l'extérieur les paroles de l'homélie. Les télévisions occidentales filment, pour la centième fois, les milliers de doigts qui font le « V » – dérisoire – de la victoire.

Dans des voitures banalisées, les « civils », engoncés dans leurs manteaux, attendent, notent, enregistrent.

Un peu plus loin, à tout hasard, stationnent quelques cars de zomos (la police de choc). Mais le Père Popieluszko, s'il n'a pas peur des mots, prend garde de ne pas jouer les agitateurs. A l'issue de ses messes, on ne manifeste pas. Quiconque s'y risquerait serait considéré comme un provocateur, il l'a maintes fois répété. L'assistance, docile, se disperse tranquillement.

Un « martyr » encombrant

Voilà ce que M. Urban, porte-parole du gouvernement, mais aussi « chroniqueur », qualifiait de « séances de haine », mises en scène par un « fanatique politique », « Savonarole de l'anticommunisme »... Ces séances, y avait-il jamais assisté ? Peu importe : Popieluszko est l'exemple même du « cléricalisme combattant », comme on dit dans les résolutions du comité central – ce comportement intolérable qu'il s'agit de faire cesser.

Les ennuis sérieux commencent. Le prêtre est inculpé d'abus de sacerdoce, convoqué à de multiples reprises à la milice, refuse de s'y rendre. Ses paroissiens, ouvriers et vieilles dames côte à côte, se constituent en garde du corps... Finalement, en décembre 1983, le prêtre, dûment chapitré par ses supérieurs hiérarchiques, accepte de se rendre à la convocation. Aussitôt, on le met aux arrêts. Pendant ce temps, une « perquisition » est opérée dans son appartement (qu'il n'habite d'ailleurs pas). On « découvre » des milliers de publications clandestines, et même, « des explosifs » ! Une provocation, déjà ? Dès cette époque, on songe à un mauvais coup de certains services de la police politique.

L'épiscopat s'agite, le prêtre est bientôt libéré. Mais le cardinal Glemp, quelques jours plus tard, réprimande dans son message de Noël ces ecclésiastiques qui accordent trop d'importance à leur engagement social, en un mot, qui font de la politique. Pourtant, le Père Popieluszko, auquel le pape avait témoigné sa sympathie personnelle, n'a pas été éloigné de sa paroisse, contrairement à certains autres prêtres trop remuants. Cet été encore, le primat lui avait tout de même suggéré de « demander une bourse d'étude » au Vatican. Si c'est un ordre, avait répondu en substance l'abbé, j'obéirai. Mais ne comptez pas sur moi pour me porter volontaire.

En juillet, les charges qui pesaient contre lui furent suspendues, dans le cadre de l'amnistie. Mais ni cette clémence soudaine – et conditionnelle – ni les lettres de menaces qu'il disait recevoir par dizaines, ne l'incitèrent à modifier son comportement. Les « messes pour la patrie » continuaient, et le prêtre, désormais célèbre, était invité à porter la bonne parole ailleurs – comme à Torun, où il devait se rendre le soir de son enlèvement, – tandis que son exemple commençait à faire de plus en plus d'émules dans le clergé. Le « père Jerzy » (Georges) n'a pas terrassé le « dragon » – même si ses amis ont accroché, à dessein, dimanche soir, dans son église, un tableau représentant la célèbre scène. Du moins s'est-il bien battu. Ceux qui l'ont enlevé et sans doute tué ont-ils songé que, dans un pays comme la Pologne, un « martyr » pouvait se révéler plus encombrant qu'un petit prêtre vivant ?

JAN KRAUZE.

Italie

● *La filière bulgare.* – Le ministre bulgare des affaires étrangères a convoqué, samedi 27 octobre, l'ambassadeur d'Italie à Sofia, M. Giovanni Battistini, pour lui signifier son *« énergique protestation »* à la suite de la décision italienne d'inculper trois Bulgares pour complicité dans l'attentat contre le pape Jean-Paul II en mai 1981. D'autre part, le quotidien soviétique les *Izvestia*, a qualifié dimanche de *« farce »* orchestrée par la CIA et les services de renseignements italiens, les poursuites engagées contre Sergueï Antonov. Il s'agit de l'*« une des plus scandaleuses provocations de notre époque »*, entrant dans le cadre d'une *« campagne antisocialiste »*. – *(AFP, AP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Burkina

● ARRESTATIONS AU SEIN DE LA LIPAD. – Onze personnalités, dont quatre anciens ministres, membres de la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD), ont été arrêtées à Ouagadougou, a-t-on appris, dimanche 28 octobre, de très bonne source. Parmi elles figurent notamment M. Soumane Touré, secrétaire général de la Confédération des syndicats voltaïques, ainsi que MM. Arba Diallo, Adama Touré, Philippe Ouedraogo et Emmanuel Dadjouari, respectivement ministres des affaires étrangères, de l'information, de l'équipement et de l'éducation nationale dans le précédent gouvernement (*le Monde* du 24 août). – *(AFP.)*

Bangladesh

● REPORT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. – Pour la seconde fois depuis son arrivée au pouvoir, le président du Bangladesh, le général Hossein Mohammad Ershad, a reporté à une date indéterminée les élections législatives prévues pour le 8 décembre prochain, *« compte tenu de la situation actuelle »*. L'opposition a entamé une série de manifestations pour réclamer l'abrogation de la loi martiale et la mise en place d'un gouvernement de transition avant la tenue des élections. – *(Reuter.)*

Egypte

● REMANIEMENT A LA TÊTE DU PARTI AU POUVOIR. – Le président Moubarak a nommé jeudi 25 octobre les nouveaux membres du bureau politique de son Parti national démocrate. Le maréchal Abdelhalim Abou-Ghazala, ministre de la défense, n'y figure plus, tout en conservant son portefeuille ministériel. – *(Reuter.)*

Japon

● NOUVEAU MANDAT POUR M. NAKASONE. – Le premier ministre et président du Parti libéral démocrate japonais (PLD, au pouvoir), M. Yasuhiro Nakasone, a été choisi, le dimanche 28 octobre pour rester à la tête du PLD, à l'issue de deux jours d'intenses tractations entre les principaux dirigeants du parti. Le maintien de M. Nakasone pour un nouveau mandat de deux ans à la présidence du parti – fonction traditionnellement liée à la charge de premier ministre – était loin d'être acquis, notent les observateurs. M. Nakasone était en effet soutenu par l'ancien premier ministre M. Tanaka dont plusieurs dirigeants du PLD souhaitaient voir diminuer l'influence sur le parti. *(AFP.)*

Mozambique

● REPRISE DES NÉGOCIATIONS. – M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et le général Jacinto Veloso, ministre mozambicain de l'économie, ont eu trois heures d'entretiens, vendredi 26 octobre, à Pretoria, qui ont porté sur l'application du cessez-le-feu entre Maputo et la RNM (Résistance nationale du Mozambique), qui a fait l'objet d'un accord de principe passé le 3 octobre. Toutefois, aucun représentant de la RNM n'a participé à cette nouvelle rencontre. – *(AFP, Reuter.)*

Somalie

● TROUBLES DANS LE NORD. – Selon des voyageurs arrivés samedi 27 octobre à Djibouti, des troubles ont éclaté la semaine dernière dans le nord somalien et les principales villes de la région (Hargheisa, Berbera et Burao) sont isolées par l'armée et soumises à un couvre-feu nocturne. Toutes les liaisons routières se font sous protection militaire. Des partisans du SNM (*Mouvement national somalien*), rebelle au régime du général Syaad Barré, auraient attaqué quatre cantonnements militaires dans la région. – *(AFP.)*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

OJD 1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

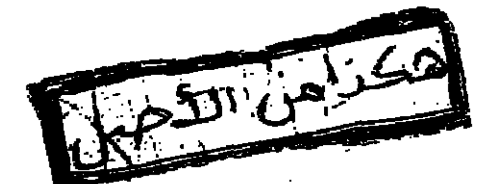
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'UEO se réuniront deux fois par an

Rome. — Ce lundi matin 29 octobre, l'assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale s'est réunie dans les locaux de la Chambre des députés italienne, sous la présidence de M. Jean-Marie Caro, député UDF du Bas-Rhin. Cette séance exceptionnelle devait prendre acte de la *« déclaration de Rome »* et du plan de relance de l'organisation adoptés l'avant-veille par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, RFA).

Ces décisions ont été prises avec plus d'ensemble qu'on ne pouvait le craindre, même si l'on reconnaît au détour d'une phrase, une concession à tel ou tel des partenaires. Comme celle qui précise à la fin du communiqué technique que *« les divers arrangements proposés »* ne doivent entraîner aucune augmentation du budget ni des effectifs de l'UEO, et qui a dû aller droit au cœur de la délégation britannique.

Les Sept se sont, en principe, interdit toute confusion des genres : si l'Union de l'Europe occidentale est la seule organisation européenne compétente en matière de défense, elle ne saurait se substituer sur le terrain politique à la Communauté. De même — M. Cheysson l'a rappelé samedi avec une certaine sécheresse — l'extension de la coopération stratégique entre les Sept ne doit pas être interprétée comme un premier pas vers la création d'un commandement militaire intégré, d'ailleurs difficilement compatible avec celui de l'OTAN.

Pourtant la relance de l'UEO s'inscrit dans un processus plus vaste qui, depuis un an et demi environ, et malgré les vicissitudes de la Communauté, incite les Dix (ou du moins une majorité d'entre eux) à chercher un peu à tâtons les voies de l'*« Union européenne »*. C'est ce terme que M. Genscher, qui présidait la réunion de Rome, a utilisé pour évoquer la finalité politique de l'entreprise. Le ministre allemand a aussi parlé de l'émergence d'une nouvelle *« identité européenne »*.

Cette volonté a été, il est vrai, sans cesse tempérée par le souci de ne pas laisser croire aux Etats-Unis qu'un groupe de leurs alliés européens était en train de prendre plus ou moins discrètement ses distances.

De notre envoyé spécial

M. Genscher a insisté à de nombreuses reprises : il s'agit, a-t-il dit en substance, de renforcer le pilier européen de l'OTAN dans l'intérêt de l'ensemble des membres de l'alliance, mais sans perdre de vue que la sécurité de toutes les nations qui la composent est indivisible. Y compris bien entendu celle des Etats-Unis et des pays européens n'appartenant pas à l'UEO, qui seront d'ailleurs informés un par un du détail de la réunion de Rome. *« Ce ne sont pas,* a ajouté M. Genscher, *les Américains qui sont trop forts au sein de l'Alliance atlantique, ce sont les Européens qui ne le sont pas assez. »*

Des moyens modestes

Les moyens qui vont être mis en œuvre paraissent relativement modestes. La formule d'une réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des Sept (jusqu'à présent seuls les premiers se réunissaient) va faire école : le conseil des ministres de l'UEO se réunira deux fois par an au lieu d'une, sans compter les sessions informelles tenues en fonction de l'actualité, et sous une présidence annuelle tournante. Ses travaux seront intensifiés, des groupes de travail pourront être mis en place et le secrétariat général sera adapté à ces nouveaux besoins.

Plusieurs rapports sont d'ores et déjà commandés au conseil permanent. Ils porteront sur la réorganisation complète du comité permanent des armements et de l'agence pour le contrôle des armements, sur la meilleure utilisation des experts militaires en matière de contrôle, et sur les relations de l'UEO avec les opinions publiques respectives des pays membres. Le secrétariat général devra présenter ses propres propositions de réorganisation. Les relations entre le conseil et l'assemblée seront sensiblement améliorées, le rôle de la présidence de cette dernière étant revalorisé.

Quant à la demande d'adhésion portugaise, la seule qui ait été officiellement formulée (bien que celle de l'Espagne soit très officieusement envisagée), elle a été accueillie avec une sympathie de principe sur le plan politique, mais qui n'exclut pas d'importantes réserves techniques — lesquelles s'appliqueraient sans doute davantage encore à une démarche similaire de la part de Madrid. Sur le fond, l'adhésion portugaise, voire demain espagnole, pourrait être un moyen de renforcer ce fameux *« flanc sud de l'OTAN »* dont les faiblesses réelles ou supposées ont fait l'objet de tant de rapports depuis tant d'années. D'un autre côté pourtant, on observe — et M. Cheysson ne s'en est pas fait faute — que l'une des forces essentielles de l'UEO est de rassembler des pays qui partagent, à peu de chose près, les mêmes orientations en matière de défense — y compris nucléaire, — même si le statut des uns et des autres est fort différent à cet égard. Dans ces conditions, n'est-ce pas aller au-devant de sérieux problèmes que d'admettre un ou plusieurs nouveaux membres qui ne seraient pas, sur ce terrain essentiel, sur la même longueur d'ondes ?

Visiblement, cette candidature pose aux Sept un problème qu'ils connaissent bien dans un autre cadre : celui de l'Europe communautaire. Et que l'on pourrait résumer en disant qu'on ne peut pas à la fois élargir et approfondir une union politique quelle qu'elle soit. L'un et l'autre sont concevables, mais il faut savoir d'avance, et expliquer, où l'on veut aller. Manifestement l'UEO a décidé d'approfondir. Il restera à un prochain conseil des ministres des Sept, à qui l'examen de cette demande a prudemment été renvoyé, à trouver l'art et la manière de l'expliquer à M. Soares.

B. B.

● *L'agence Tass et la réunion de Rome.* — Commentant la session de l'UEO, l'agence soviétique accuse la RFA de voir *« dans le renforcement de cette alliance une possibilité de faire renaître le militarisme allemand, après avoir réussi, grâce à l'intervention de la France, à faire tomber les dernières barrières devant son accession aux armes offensives »*. Tass accuse encore la France de vouloir *« renforcer son propre rôle dans la solution des problèmes au sein de l'organisation militaire de l'OTAN »* et de s'assurer *« une part du gâteau »* des commandes militaires. — *(AFP.)*

La déclaration de Rome

La déclaration de Rome adoptée samedi 27 octobre par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale — indique notamment :

« Conscients de la nécessité constante de renforcer la sécurité occidentale et des dimensions géographiques, politiques psychologiques et militaires qui sont particulières à l'Europe occidentale, les ministres ont marqué leur résolution de mieux utiliser le cadre de l'UEO en vue d'approfondir la coopération entre les Etats membres dans le domaine de la politique, de la sécurité, et de favoriser le consensus (...).

» Les ministres ont rappelé que, depuis trente-cinq ans, l'alliance atlantique, qui demeure le fondement de la sécurité européenne, a permis de sauvegarder la paix sur le continent. Celle-ci a rendu possible la construction européenne. Les ministres sont convaincus qu'une meilleure utilisation de l'UEO contribuera, non seulement à la sécurité de l'Europe occidentale, mais aussi à l'amélioration de la défense commune de l'ensemble des pays de l'alliance atlantique, et au resserrement des liens de solidarité de ses membres.

» Les ministres ont mis l'accent sur le caractère indivisible de la sécurité dans la zone du traité de l'Atlantique nord. Ils ont rappelé en particulier la contribution essentielle et substantielle de tous les alliés européens et ont souligné l'importance capitale de la contribution de leurs alliés qui ne sont pas membres de l'UEO pour la sécurité commune. Ils ont souligné la nécessité d'une concertation aussi étroite que possible avec eux, en tant que complément à leur effort commun (...)

» Les ministres ont décidé d'avoir des discussions approfondies et de chercher à harmoniser leurs vues sur les conditions spécifiques de la sécurité en Europe, notamment sur : les questions de défense, la limitation contrôlée des armements et du désarmement ; les incidences sur la sécurité européenne de l'évolution des rapports Est-Ouest ; la contribution de l'Europe au renforcement de l'alliance atlantique, compte tenu de l'importance que revêtent les relations transatlantiques ; le développement d'une coopération européenne en matière d'armement, à laquelle l'UEO peut donner une impulsion politique. Ils peuvent également examiner les incidences pour l'Europe des situations de crise dans d'autres régions du monde. »

M. Moubarak s'entretient avec M. Mitterrand du problème palestinien

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, devait s'entretenir ce lundi 29 octobre avec M. François Mitterrand. Après Paris, où il séjournera jusqu'à mardi, le président égyptien doit se rendre à Bonn pour une visite de trois jours. Cette tournée européenne, a indiqué l'ambassade d'Egypte à Paris, *« souligne la grande importance que l'Egypte attache au rôle de l'Europe dans la recherche d'une paix juste et durable au Moyen-Orient »*. L'ambassade relève également que la tournée du président Moubarak *« survient au moment où l'Egypte déploie tous ses efforts dans la voie d'une solution du problème palestinien, d'un retrait des troupes israéliennes d'occupation du Liban et d'un règlement du conflit irano-irakien »*.

Selon l'agence (égyptienne) du Moyen-Orient, M. Moubarak souhaiterait convaincre les Européens de faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils engagent le dialogue avec l'aile modérée de l'OLP, c'est-à-dire la tendance Arafat. Il aimerait, en effet, renforcer la position du président de l'OLP, qui doit affronter une contestation permanente de la part des Palestiniens soutenus par la Syrie.

Pendant son séjour à Paris, M. Moubarak devait discuter également du développement des relations économiques avec la France, notamment du financement d'un accord de coopération nucléaire qui permettrait à la France d'extraire de l'uranium dans le désert égyptien et de former des Egyptiens pour la gestion et l'entretien de centrales nucléaires. Par ailleurs, on indique, au Caire, que la France a autorisé l'Egypte à exporter du matériel militaire de conception française mais assemblé en Egypte. — *(AFP, AP.)*

LE 44e SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Les conséquences de l'affaire Flick pèseront sur la rencontre entre M. Kohl et M. Mitterrand

Ce lundi 29 octobre s'ouvre à Bad-Kreuznach, station thermale de la Rhénanie natale du chancelier Kohl, le quarante-quatrième sommet prévu par le traité de l'Elysée. *Ces consultations semestrielles* entre Paris et Bonn offrent en principe peu de surprises ; d'autant moins même qu'elles ne sont désormais plus les seules occasions, pour le président français et le chef du gouvernement ouest-allemand, de se rencontrer. Les réunions du conseil européen, d'autres rencontres comme celle de M. Mitterrand et M. Kohl à Verdun fin septembre, sans parler des retrouvailles ministérielles ou encore la prochaine visite à Paris de M. von Weizsäcker, président de la République fédérale, font que le contact est désormais à peu près continu entre la France et la RFA, et que ce nouveau sommet ne devrait être, normalement, qu'une formalité.

Mais il survient à une période où l'Allemagne fédérale connaît une phase d'agitation politique et de tension, non plus du fait du terrorisme ou du pacifisme mais bien des scandales à répétition qui secouent les partis, le Bundestag et demain sans doute le gouvernement. A Rambouillet, fin mai, le chancelier Kohl s'inquiétait des conséquences de « l'affaire Lambsdorff ». A Fontainebleau, en juin, au conseil européen, lui-même et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, ne pensaient visiblement qu'au sort de leur collègue de l'économie et s'interrompaient sans cesse pour aller téléphoner à Bonn. Que sera-ce cette fois-ci, alors que l'affaire Flick, même si elle menace l'ensemble de la classe politique ouest-allemande, vise au premier chef la CDU du chancelier ?

On se garde de prendre à la légère du côté français le risque que ce nouveau scandale comporte, non seulement pour la majorité parlementaire ouest-allemande, mais aussi pour une certaine image de la République fédérale. Dans la partie délicate qui se joue actuellement sur le plan international, en particulier pour la sécurité occidentale, tout ce qui peut affaiblir Bonn, maillon central de la chaîne de résistance à l'*offensive psychologique* des Soviétiques, suscite la préoccupation de Paris. Et si M. Mitterrand peut trouver une sorte de consolation à constater que le plus menacé des deux pouvoirs n'est peut-être pas — pour l'instant — celui qu'on aurait cru, il est loin d'éprouver la moindre *Schadenfreude*, la moindre jubilation maligne, devant les malheurs de son interlocuteur allemand : il y a beau temps que, entre Paris et Bonn, la solidarité autour de quelques grands principes l'emporte sur les inclinations partisanes.

De Dublin à la Chine

Les sujets techniques ne devraient pas manquer cependant à ce qui serait dans un autre contexte un sommet de routine. Sur le plan européen, avant le conseil des Dix qui aura lieu à Dublin à la fin de l'année, Français et Allemands vont confronter leurs points de vue sur l'augmentation des ressources propres de la Communauté et sur la préparation de la nouvelle convention de Lomé avec les pays des ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). La consultation sera d'ailleurs élargie aux échanges Nord-Sud et à la question de la dette du tiers-monde.

En matière diplomatique, les deux délégations feront le point sur les relations Est-Ouest en général et sur la question des euromissiles américains en particulier. Mais MM. Kohl et Mitterrand doivent aussi se raconter par le menu leurs entrevues respectives avec MM. Ceausescu et Kadar, puisque les chefs d'Etat roumain et hongrois ont récemment été reçus à Bonn et à Paris. En outre, M. Gensvcher, qui se rendra courant novembre à Varsovie, fera avec M. Cheysson un tour d'horizon de l'*« Ostpolitik »* de la République fédérale et dressera pour ses interlocuteurs français un bilan des relations interallemandes après le report, sur le « conseil » de Moscou, de la visite que M. Honecker devait faire en RFA. Enfin, M. Kohl devrait parler à M. Mitterrand de son voyage en Chine.

Quant aux grands dossiers bilatéraux figurant au programme de ce quarante-quatrième sommet, ils sont au nombre de quatre. Il s'agit de la libre circulation des personnes entre les deux pays (faut-il aller plus loin que les récents allégements des contrôles à la frontière franco-allemande ?), de la production en commun de certains matériels militaires (l'avion de combat européen, mais aussi l'hélicoptère antichars dont Paris et Bonn avaient arrêté le principe lors du sommet de Rambouillet), de la coopération industrielle — le projet de TGV Paris-Cologne-Bonn nécessitera des études préliminaires jusqu'à la fin de l'année prochaine au moins, et beaucoup de spécialistes se montrent pour le moins réservés — et de la lutte contre la pollution.

Sur ce dernier point, la RFA, en adoptant une législation qui va imposer l'usage d'une essence sans plomb aux automobilistes, a sans doute accédé à une revendication insistante de ses écologistes, mais aussi posé un sérieux problème à ses partenaires européens. On n'espère pas, du côté français, la faire revenir sur sa décision. On aimerait même bien aujourd'hui n'avoir, à propos de la République fédérale, que ce souci-là...

BERNARD BRIGOULEIX.

Bonn ajourne sa décision sur la construction d'un satellite militaire d'observation

Les Allemands ont demandé aux Français un délai avant de se prononcer sur le projet de satellite militaire construit en commun à des fins d'observation. C'est ce qu'on indiquait, de source autorisée à Paris, avant la réunion du sommet franco-allemand. Ce projet avait été mis à l'étude, lors de la précédente rencontre de mai dernier à Rambouillet, par un groupe de travail issu des cabinets des deux ministres de la défense, MM. Manfred Wörner et Charles Hernu.

Après l'abandon par la France, pour des raisons financières, de son projet SAMRO de satellite militaire de reconnaissance optique, le dessein d'un satellite commun aux deux pays avait été lancé comme étant un témoignage de leur volonté d'avancer sur la voie d'une coopération accrue en matière militaire. Un groupe de travail mixte avait été constitué pour étudier les besoins des deux pays et la faisabilité du projet.

Coopération multilatérale

Récemment, les Allemands ont réaffirmé qu'ils entendaient bénéficier de capacités autonomes d'observation militaire, de façon à n'être pas prisonniers des informations que les États-Unis sont censés donner à leurs alliés à partir de leurs propres satellites-espions. Cette autonomie en matière d'observation militaire, reconnaît-on à Bonn, passe par un accord entre Européens, en particulier avec les Français.

Le délai réclamé par les Allemands est interprété, au ministère français de la défense, comme la conséquence d'une volonté de Bonn de mieux fixer les responsabilités de la politique spatiale entre, d'un côté, le ministère ouest-allemand de la recherche et, de l'autre, les autorités militaires avec lesquelles il y aurait quelques divergences de point de vue. Des arbitrages seraient nécessaires, tout comme il serait nécessaire, selon le ministère ouest-allemand de la défense, de réexaminer les caractéristiques et les performances du satellite, ainsi que son coût. La part de Bonn dans ce projet est, en effet, évaluée à 1 milliard de marks.

Il semble aussi que, du côté de Bonn, on soit préoccupé du fait que la loi de programmation militaire 1984-1988, adoptée en 1983 par le Parlement français, ne réserve que très peu de crédits d'étude à ce projet de satellite-espion commun.

Si ce programme peut donner l'impression de marquer le pas, il n'en est pas de même pour tous les autres projets militaires en coopération de part et d'autre du Rhin. Après les avions Alpha-Jet et Transall, les missiles antichars Milan et Hot, et le missile antiaérien Roland, la France et l'Allemagne fédérale ont décidé de relancer d'autres collaborations.

Lors du sommet de Rambouillet, les deux pays ont signé un accord pour la fabrication d'un nouvel hélicoptère de combat qui servira à l'appui des troupes au sol et à la lutte antichars. Précédemment, il avait été décidé de se lancer dans l'étude d'un missile supersonique antinavires, d'une tête explosive améliorée pour le missile antichars Hot, d'une batterie pour torpille et d'un canon automatique à munition sans douille.

Parallèlement, la France a choisi de réaliser avec l'Allemagne fédérale et avec d'autres partenaires européens ou membres de l'alliance atlantique une série de matériels d'armement classique. Il s'agit d'accords de coopération multilatérale où Paris et Bonn jouent souvent un rôle primordial.

Avec l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, la France a signé deux accords portant sur la définition de missiles antichars dits de troisième génération et sur la production d'un viseur infrarouge pour le missile antichars Milan. Avec l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie et les Pays-Bas, la France a conclu un accord pour l'étude de certaines techniques propres à la fabrication de radars avancés. Avec ces mêmes pays, auxquels il faut ajouter l'Espagne et le Canada, la France a signé un accord pour l'étude d'une frégate « Post-90 », qui remplacera les frégates actuelles.

Mais le projet de coopération le plus marquant est, sans doute, la décision, le 9 juillet dernier, de commencer l'étude technique et industrielle d'un nouvel avion de combat, dénommé FACE (futur avion de combat européen) entre la France, l'Allemagne fédérale, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Il s'agit de concevoir plus d'un millier d'appareils.

Côté français a indiqué M. Hernu, le projet, estimé à 80 milliards de francs pour les besoins de l'armée de l'air et de l'aéronavale, est l'un des plus importants jamais conçus.

JACQUES ISNARD.

ASIE

JACQUES ABOUCHAR RACONTE

« La prochaine fois, cela fera beaucoup plus mal »

Exténué, tendu – il sera tout près de craquer, dimanche à Antenne 2-Midi, en découvrant la mobilisation qui s'est faite autour de son cas, – Jacques Abouchar garde beaucoup de sang-froid *et pas mal d'humour.* Assez pour raconter avec flegme, sans en rajouter – en arrivant à Orly samedi soir, – une longue aventure dont il ne cache pas qu'elle a été très dure et au cours de laquelle il a connu quelques-unes de ces peurs qui vous nouent l'estomac.

Le soir de l'embuscade d'abord – le sourire entendu de l'officier soviétique confirme que le groupe était attendu, – quand il a fallu choisir entre faire le mort et se dresser dans les phares des blindés, au rique de se faire faucher par une rafale. Devant ses interrogateurs ensuite, dont il a pu craindre qu'ils ne recourent à des méthodes musclées pour lui arracher des « aveux ».

Une fois surmontées les premières émotions du combat, pourtant, les choses ne se passent pas trop mal avec les militaires soviétiques qui l'ont fait prisonnier. Jacques Abouchar dit même avoir été traité « *avec une certaine gentillesse* » par l'officier tankiste qui commandait la patrouille. A Kandahar, où il est conduit, le ton change cependant. Quinze heures d'interrogatoire, « *sans brutalité* », mais sans non plus un instant de repos.

Direction Kaboul, par avion, et nouvel *interrogatoire, toujours par* les Soviétiques, six heures durant. Scène ubuesque par moments. L'officier qui l'interroge veut du « *concret* » – l'organigramme de la CIA en Afghanistan ? – mais partage avec notre confrère d'Antenne 2 un « *alcool géorgien* » qui a le don de l'exciter, mais endort de plus en plus le prisonnier qui en est à sa troisième nuit sans sommeil. Tourmenteur et *tourmenté* finissent par un souper où le premier trouve de bon goût de célébrer l'amitié franco-soviétique.

Et puis le journaliste français est remis aux Afghans. Moment pénible, raconte Jacques Abouchar, qui se demande « *si les choses sérieuses ne vont pas commencer* ». Il n'y aura pas, en fait, de violences physiques, mais une longue opération d'usure – « *vingt jours d'interrogatoire, du marathon* ». Dure épreuve où, côté afghan, tous les arguments sont bons : sa qualité de journaliste ne figure pas sur son passeport, on a trouvé dans ses bagages deux fioles de médicament qualifié de « *poison* », les lettres d'introduction dont il est porteur pour la résistance prévoient des « *opérations militaires de caractère historique* », enfin l'escarmouche au cours de laquelle il a été capturé aurait fait des victimes côté soviéto-afghan.

Sur la base de ces accusations, on veut que Jacques Abouchar « *entre dans un scénario* », qu'il « *coopère* ». Il s'accroche, en fait, à sa qualité de journaliste professionnel, entré illégalement en Afghanistan, certes, mais non « *espion* », et maintient de son mieux cette attitude, aussi bien lors de son procès que – épreuve, dit-il, plus pénible encore – lors de la « *conférence de presse* » où il est exhibé.

Après, c'est l'attente, à peine coupée par une entrevue très surveillée avec le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Barraux. Attente dans des cellules que le journaliste d'Antenne 2 partage avec un nombre variable de codétenus. Surprise : la majorité de ces derniers ne sont pas des membres de la résistance islamique mais des marxistes convaincus, cadres de l'armée, du PC afghans. Etrange éclairage jeté, dans cette prison de Kaboul, sur quelques réalités politiques mal connues de l'Afghanistan occupé.

Une chose encore : Jacques Abouchar garde de son aventure le sentiment d'un « *très net durcissement* » des autorités soviéto-afghanes. C'est, lui a-t-on dit, « *la première et la dernière fois* » que les choses se passent de la sorte. « *La prochaine fois,* juge-t-il, *cela fera beaucoup plus mal.* » L'avertissement ne peut être plus clair.

La plupart des membres du Comité pour la libération de Jacques Abouchar étaient présents samedi soir pour accueillir à Orly le journaliste d'Antenne 2, que le premier ministre, M. Fabius, et le président de l'Assemblée nationale, M. Mermaz, attendaient à sa descente d'avion. Présence notée également – discrète au demeurant – de M. Gremetz, responsable des relations internationales au comité central du PCF. Sauf erreur de notre part, les formations de l'opposition n'étaient pas représentées.

A. J.

Comment l'embuscade a été préparée

Peshawar (Pakistan) (AFP). – L'embuscade au cours de laquelle Jacques Abouchar a été capturé le 17 septembre dernier avait vraisemblablement été planifiée par l'état-major soviéto-afghan à Kandahar à la suite d'informations fournies par un agent des services secrets afghans, le Khad, opérant dans la ville frontière pakistanaise de Chaman d'où partait l'équipe d'Antenne 2.

Un employé du Kahd à Kaboul a fait parvenir à l'envoyé spécial d'Antenne 2, Olivier Warin, des indications sur la mise en place de l'embuscade qui visait à « *capturer vivants les journalistes français* ». Ce message était recopié en persan sur un morceau d'étoffe blanche roulé dans la doublure du pantalon d'un messager afghan arrivé jeudi 25 octobre à Peshawar en provenance de Kaboul.

Voici le texte de ce message :

« *Les nouvelles que vous* (NDLR) : Olivier Warin) *avez demandées sont les suivantes : le 15 septembre, Abdul Rehman, qui travaille à Chaman pour les services secrets de Kaboul, a transmis par radio au poste militaire afghan de Spin Boldak* (proche de la frontière) *un message indiquant que des journalistes français avaient l'intention d'entrer dans la province de Kandahar. Message transmis à 17 h 05 locales avec mention : urgent transmettre à l'état-major de Kandahar.*

» *L'information a été transmise au commandant de la garnison de Kandahar, le général Nurul Haq Oloumi. Celui-ci a aussitôt informé les conseillers soviétiques basés à l'aéroport de Kandahar. Et les Russes aussi se sont mis en contact avec leurs instances supérieures au sujet desquelles nous n'avons aucune information.*

» *Ensuite, les conseillers soviétiques, Nurul Haq Oloumi et le chef de la zone militaire sud, le général Abdul Halim, se sont réunis et ont décidé que les ressortissants français devaient être capturés vivants. On a donc transmis à l'agent Abdul Rahman à Chaman l'ordre de s'informer sur les mouvements des Français. Après enquête, Abdul Rahman a appris que les Français partiraient le 17 septembre pour Kandahar avec un groupe d'au plus trente moudjahids.*

» *Dès réception de ce message, un groupe composé de soldats russes et afghans, a été envoyé à la rencontre des Français et finalement au cours de l'opération, ils ont réussi à capturer Jacques Abouchar, ressortissant français, et deux moudjahids.* »

● *Débat sur l'Afghanistan.* – Le Bureau international Afghanistan et le Mouvement de soutien à la résistance afghane organisent, ce lundi 29 octobre, à 20 heures, au Centre Sèvres (35, rue de Sèvres, 75006 Paris), un débat avec la participation de journalistes et de médecins – dont le docteur Philippe Augoyard – « *entrés illégalement* » en Afghanistan.

Chine

L'archevêque de Manille en visite à Pékin

Pékin *(Reuter).* – Le cardinal philippin Jaime Sin est arrivé, le samedi 27 octobre, à Pékin, en visite informelle, et a annoncé sa volonté de rencontrer les dirigeants chinois pour discuter de la réconciliation de l'Eglise catholique chinoise avec le Vatican.

Mgr Sin, archevêque de Manille, dont le père chinois avait émigré et s'était marié avec une Philippine, a déclaré que son but principal était de voir ses proches et la terre de son père.

Mais il a ajouté qu'il espérait « *rencontrer des dirigeants du gouvernement chinois* » avec lesquels les problèmes de la réconciliation entre le Vatican et l'Association catholique patriotique chinoise (qui a rompu avec Rome en 1957 et désigné ses propres évêques) « *pourraient être abordés* ».

L'Association catholique patriotique chinoise regroupe environ trois millions de fidèles. Mais certains catholiques chinois se rendent aussi à des messes clandestines célébrées par des prêtres fidèles au Vatican.

Dimanche, Mgr Sin a rencontré à l'église de l'Immaculée Conception l'évêque de Pékin, Mgr Fu Tieshan.

● *Soutien au général Fabian Ver.* – Soixante-huit officiers supérieurs philippins, dont le chef des trois armes, ont réaffirmé leur « *soutien total* » au général Fabian Ver, ancien chef d'état-major impliqué officiellement dans l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino. Le manifeste, publié le 28 octobre par *Bulletin Today,* l'un des trois journaux gouvernementaux, n'a pas été signé par le nouveau chef d'état-major, le général Fidel Ramos. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

Tchad

Les pourparlers de Brazzaville sont suspendus « sine die »

Les Français ont évacué Abéché et Ati

La réunion préparatoire à la conférence de réconciliation entre Tchadiens a été suspendue *sine die,* samedi 27 octobre dans la soirée, à Brazzaville. Dimanche matin, les Français ont replié sur la capitale tchadienne les éléments encore présents à Abéché, principale ville de l'Est tchadien. Lundi matin, les éléments encore présents à Ati, à 450 km à l'est de N'Djamena, ont été repliés sur la capitale tchadienne. M. Claude Cheysson a estimé que la double opération de retrait franco-libyen se déroulait « *pratiquement dans les conditions prévues* » et a annoncé que le déploiement des observateurs français et libyens aurait lieu lundi au plus tard.

Selon M. Gouara Lassou, ministre tchadien des affaires étrangères, « *la Libye a torpillé* » la réunion de Brazzaville. Pour le représentant de l'ancien GUNT (gouvernement d'union nationale de transition de *M. Goukouni Oueddeï, dont le siège* est à Bardai, dans le Nord), N'Djamena porte la responsabilité de l'échec pour avoir refusé de siéger, dans la capitale congolaise, en tant *que simple faction tchadienne, et revendiqué la* « *légitimité* » *d'un gouvernement.* D'autres délégations ont exprimé ce point de vue, partagé, selon l'AFP, par certains officiels congolais, qui ont confié, en privé, leur « *déception* » face à « *l'intransigeance* » de N'Djamena.

L'échec de ces pourparlers entre Tchadiens n'a pas empêché les Français de cautionner un retrait mili*taire qui, en principe, doit prendre* fin à la mi-novembre. Les troupes françaises au Tchad sont désormais regroupées à N'Djamena. Le ministre français des relations extérieures a annoncé dimanche, à TF 1, que des observateurs français étaient partis le matin même pour la Libye, d'où ils doivent gagner le Nord tchadien. Il a également déclaré que les observateurs libyens arriveraient à N'Djamena lundi.

Les autorités tchadiennes continuent, cependant, d'affirmer que les troupes libyennes « *sont toujours présentes en force à Fada, dans le Nord-Est tchadien* », ainsi que l'a déclaré samedi, M. Idriss Debi, commandant en chef de l'armée de M. Hissène Habré. N'Djamena s'ap*puie, entre autres choses,* sur les in*formations livrées par quinze ralliés,* membres de la faction du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire), qui se sont rebellés contre le GUNT de M. Goukouni. Parmi ces ralliés, nous a déclaré M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad à Paris, figurent deux dirigeants militaires du CDR, qui ont fait état de combats entre leurs partisans et ceux de M. Goukouni Oueddeï. Selon leur témoignage, les « ministres » de la défense et de l'information de l'ex-GUNT auraient été blessés au cours de ces combats à Fada.

Radio-Bardai, l'émetteur du GUNT, a aussitôt démenti cette information, tout en reconnaissant qu'une « *fusillade* » a eu lieu à Fada. « *Un groupe d'agitateurs anti-unitaires,* a précisé la radio, *a lâchement ouvert le feu sur l'assistance au cours d'un meeting ; la riposte a été foudroyante, certains ont été arrêtés et d'autres ont réussi à prendre la fuite pour se réfugier dans la gueule du loup.* » Cet aveu de Radio-Bardai confirme l'ampleur des dissensions apparues en août, au sein du GUNT.

J.-C. P.

AFRIQUE

REÇU A ALGER PAR LE PRÉSIDENT

M. Barre a été l'objet de nombreuses marques d'attention de la part des dirigeants

De notre correspondant

Alger. – Invité en Algérie par le ministre de l'enseignement supérieur et le recteur de l'université d'Alger pour y prononcer une conférence, M. Raymond Barre a été l'objet de nombreuses marques d'attention, que la presse et la télévision nationales ont rapportées. L'ancien premier ministre a été reçu pendant près d'une heure par le président Chadli, samedi 27 octobre. L'entretien a porté sur la situation internationale et les relations bilatérales, y compris les questions relatives à l'immigration.

M. Barre, qui est arrivé vendredi et regagne Paris mardi et, a rencontré plusieurs ministres qui ont offert un dîner en son honneur, samedi, devait être l'hôte à déjeuner du premier ministre, M. Brahimi, ce lundi. Au cours d'une réception à l'ambassade de France, il s'est entretenu avec les représentants élus de la communauté française. Il a aussi rendu visite au cardinal Duval, archevêque d'Alger, et devait se recueillir, lundi, à l'ancien cimetière Saint-Eugène, où sont enterrés de nombreux compatriotes.

« Déséquilibres internationaux et développement économique », thème de la conférence prononcée dimanche après-midi dans un hôtel de la capitale, a permis à M. Barre de parler des politiques les mieux adaptées à une situation de crise tant dans les pays industrialisés que dans les nations en développement.

Devant un auditoire comprenant des ministres, des étudiants et des professeurs souvent nourris de lectures marxistes, M. Barre a dit, sans ambages, les choses telles qu'il les voit. Des applaudissements ont ponctué ses propos et aussi ceux d'intervenants qui ont exposé avec une franchise égale des vues opposées. Ferme sur ses positions, le conférencier s'est montré plus conciliant et débonnaire avec ce public que ne l'avait été autrefois le premier ministre face à la contradiction.

M. Barre nous a dit que parmi les responsables algériens plusieurs étaient ses anciens élèves. D'autres lui ont confié avoir lu ses ouvrages alors que, militants nationalistes, ils étaient dans les prisons françaises. L'ancien professeur a cru comprendre que certains n'étaient pas mécontents que ses appels au réalisme, au refus de se payer de mots, soient lancés ici, en 1984.

Plusieurs membres du corps diplomatique avaient tenu à assister à la conférence. Sans doute pour enrichir leur culture, mais aussi pour observer par eux-mêmes un événement dont chacun comprend qu'il débordait du cadre universitaire.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LA PRÉSENCE DE M. CHEYSSON A ALGER LE 1er NOVEMBRE

Les réactions hostiles ne tiennent pas compte de l'intérêt de la France *déclare le président Chadli*

« Il est dommage que vingt-deux ans après, certains citoyens français – certes minoritaires – n'aient pas encore admis l'indépendance de l'Algérie. Peut-être ont-ils été intoxiqués par la façon dont certains partis relancent ce problème pour de simples raisons électorales. Mais je pense que ces prises de position (hostiles) ne tiennent pas compte de l'intérêt de la France. » C'est ce qu'a répondu le président Chadli dans une interview à l'hebdomadaire *le Point* à propos des remous provoqués en France par la présence à Alger de M. Claude Cheysson aux cérémonies du 1er novembre.

Les réactions d'*El Moudjahid*, samedi 27 octobre, sont beaucoup plus vives. Le quotidien national estime *« indécents et scandaleux »* ces remous et qualifie de « charivari » les réactions hostiles d'une partie de la classe politique française. *« Tel invoque l'« honneur »,* écrit le journal, *qui était, au sein du gouvernement français, l'espion attitré de l'OAS, dont le dessein avoué fut d'assassiner le chef de ce même gouvernement. Tel autre parle d'« inélégance », qui torturait à plaisir les patriotes algériens. Un troisième est « troublé », qui s'est accommodé pourtant de toutes les vicissitudes des Républiques françaises successives et fait figure de caméléon politique par excellence. Et que dire de celui qui n'avait pas dix ans en 1954 et qui s'exclame sur les « cruels souvenirs » et les « souffrances subies » durant la guerre d'Algérie ? »* Le quotidien rappelle, à ce propos, les souffrances subies par les Algériens et conclut : *« Le peuple algérien n'impose à personne d'être son ami. Il a invité tous ceux qu'il pense l'être. »*

Interrogé à l'émission de TF 1 « Midi-presse », dimanche 28 octobre, M. Claude Cheysson a insisté sur les *« rapports exceptionnels »* qui existent entre les deux pays en soulignant que la France ne pouvait être absente aux cérémonies du 1er novembre. *« Ce serait une vraie trahison pour ce qui a été fait auparavant* (par les Français d'Algérie) *si nous disparaissions de ce pays en laissant la place aux Américains, aux Italiens, aux Anglais... »* Il a également souligné qu'il ne peut y avoir de politique méditerranéenne sans l'Algérie et rappelé que, dès le 1er novembre 1963, le général de Gaulle, par *« un geste délibéré »*, avait présenté ses vœux. Enfin, il a indiqué qu'il comptait *« saluer »* le 1er novembre, les six Français assassinés le jour de l'insurrection.

M. Jacques Roseau, porte-parole de l'organisation de rapatriés le RECOURS, a qualifié de *« spécieux »* le raisonnement de M. Cheysson et d'*« inadmissibles »* ses justifications. *« Rien ne serait plus abominable que d'utiliser maintenant ces victimes* [françaises] *pour mieux faire passer le geste en faveur de ceux qui furent hier leurs bourreaux »*, déclare un communiqué, qui conclut : *« Les Français d'Algérie récusent les flatteries tardives de M. Cheysson à leur égard et ses projets de recueillement sur les assassinats qu'il prétend vouloir saluer. L'ambiguïté de cette formule traduit d'ailleurs le désarroi engendré par ce geste au sein même du gouvernement. »*

Par ailleurs, M. Jean-Paul Bataille, sénateur RI, invite tous les maires du Nord à fleurir les monuments aux morts de leurs communes le 1er novembre.

M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise et responsable du courant AGIRS (néo-rocardien) au PS, estime que la visite de M. Cheysson *« n'était pas nécessaire »* et qu'elle est *« une indélicatesse pouvant heurter les sentiments... de beaucoup de Français »*. A Fougères (Ille-et-Vilaine), cinq élus RPR ont quitté la séance du conseil municipal, vendredi, parce que le maire socialiste, M. Michel Faucheux, refusait de condamner la visite de M. Cheysson.

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE : LA VOIE DE LA RÉCONCILIATION

Nous avons reçu de M. Jean-Pierre Gonon, secrétaire général de l'Association France-Algérie une lettre dont voici de larges extraits :

L'Association France-Algérie sera présente à Alger pour la célébration de la fête nationale algérienne. Elle y sera avec une conscience claire du sens et de la portée de son geste, mais aussi déterminée à ne laisser prise à aucune exploitation partisane.

Elle y sera présente non pas, comme certains voudraient le faire croire, avec légèreté ou insouciance, mais avec la gravité qu'impose en ce jour anniversaire du 1er novembre 1954 le souvenir des drames terribles qu'ont vécus les deux peuples pendant les années d'affrontement.

Elle y sera aussi présente pour célébrer, aux côtés des représentants du gouvernement français, la vraie victoire que Français et Algériens ont su remporter sur eux-mêmes, celle de s'engager, dès la fin de la guerre, dans la voie de la réconciliation et de l'amitié.

Le souvenir des drames, oui, mais de tous les drames. Celui des Français innocents, victimes d'attentats aveugles et qui n'étaient pas tous, tant s'en faut, des colonialistes, celui de ces Français, aussi, abattus par d'autres Français, perdus simplement parce qu'ils osaient défendre une certaine image de la France, celui de milliers d'Algériens – et peu importe le chiffre, il est de toute manière accablant – abattus, torturés, emprisonnés, disparus parce qu'ils réclamaient une patrie. Le drame des uns et des autres, condamnés par l'obstination de quelques-uns, à une bien mauvaise guerre. Tous en sont restés marqués.

● PRÉCISIONS. – M. Jean Vaujour qui était directeur de la sécurité générale en Algérie le 1er novembre 1954 précise les déclarations qu'il nous a faites dans *le Monde* daté 28-29 octobre (page 6). Je vous indique que ce n'est pas lui mais le président du conseil, Pierre Mendès France qui estimait que le gouverneur général Léonard ne pouvait appliquer une nouvelle politique. *« Je précise,* nous indique-t-il, *que les élus à l'Assemblée algérienne qui pour la plupart étaient maires, reprochaient à M. Léonard de ne pas les avoir informés de l'imminence des risques d'attentats et de ne pas pratiquer une politique d'autorité à l'égard des nationalistes ».*

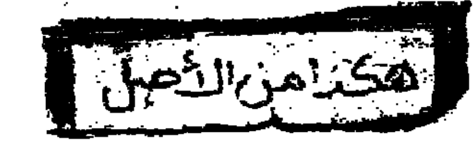
Ethiopie

L'AIDE AUX VICTIMES DE LA FAMINE CONTINUE DE FAIRE L'OBJET D'UNE VIVE CONTROVERSE

Les secours continuent de s'organiser pour tenter de sauver les quelque 6 millions d'Ethiopiens menacés de famine dans des régions septentrionales. Selon l'UNICEF, une centaine parmi les quelque 50 000 réfugiés entassés dans les camps de la région de Korem meurent de faim quotidiennement. Mais l'acheminement de l'aide fait l'objet d'une vive controverse entre Addis-Abeba et les pays donateurs.

Les autorités éthiopiennes ont rejeté le principe de la création d'une commission indépendante chargée de veiller à le répartition équitable de l'aide. Alors que deux avions Hercules C-130 de la Royal Air Force attendent, à Chypre, le feu vert d'Addis-Abeba pour participer aux opérations de secours, le gouvernement éthiopien a qualifié d'*« insignifiante »* cette opération et reproché à la communauté internationale de *« répondre à des incidents sensationnels, alors que la situation en Ethiopie dure depuis un moment »*. Addis-Abeba fait valoir, entre autres choses, que les demandes d'aide d'urgence remontent au printemps. De son côté, la presse et certains gouvernements occidentaux ont reproché aux officiels éthiopiens de n'avoir pas fait de l'aide aux victimes de la sécheresse une priorité. – *(AFP, Reuter.)*

● *Dixième sommet de la CEAO.* – Le général Moussa Traoré, président du Mali, a ouvert, samedi 27 octobre, à Bamako, la dixième conférence des chefs d'Etat de la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, qui regroupe le Burkina, ex-Haute-Volta, la Côte-d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal), ainsi que le sixième sommet de l'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense, passé par les Etats membres de la CEAO et le Togo). Seuls les chefs d'Etats de Côte-d'Ivoire et du Togo sont absents. La France est représentée par M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération. – *(AFP.)*



AFRIQUE

Guinée

SIX MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Pour les militaires, l'heure des choix...

De notre envoyé spécial

Conakry. — Est-ce la fin de l'état de grâce pour les militaires guinéens, qui, voilà six mois, ont ravi le pouvoir, sans mal et sans effusion de sang, à l'entourage divisé et inconséquent de Sekou Touré ? Avec les premiers tests, l'heure des choix est arrivée pour le Comité militaire de redressement national (CMRN) du colonel Lansana Conté. La rentrée scolaire — la première digne de ce nom depuis des années, — a lieu dans quelques jours. Depuis le 21 octobre, une deuxième mission du Fonds monétaire international met au point les réformes draconiennes jugées nécessaires pour relancer l'économie. Le CMRN étudie, de son côté, la « loi fondamentale » qui régira la Guinée pendant la période de transition militaire.

Or le flottement est encore sensible. Les Guinéens en sont toujours à évacuer leurs « *allergies* », selon la formule du bouillant ministre des affaires étrangères, le capitaine Facinet Touré. Allergie au parti : « *Je ne veux plus entendre parler de partis, ni même d'associations* », résume, pour ce qui le concerne, le président Conté. Allergie à tout un vocabulaire politique — révolution, socialisme, démocratie populaire, « *homme nouveau* » — dont ils ont été assommés par l'« *autre* » — ainsi qu'on appelle ici Sekou Touré, qui décidément est tombé dans les oubliettes de l'histoire. Allergie aux fonctionnaires, dont les salaires de misère — le sily, monnaie locale, s'échange, au marché noir, au dixième de sa valeur officielle — expliquent en grande partie la léthargie et la corruption.

Un équilibre ethnique difficile

Les Guinéens aspirent pleinement — c'est toujours cela de pris — le grand bol d'oxygène, un peu inespéré, qu'on leur sert depuis le 3 avril, date de la prise du pouvoir par le CMRN. Mais ils demeurent partagés, à l'image de leur capitale, grouillante mais noyée sous les orages tropicaux de saison, qui laisse une impression contradictoire de fébrilité et d'engluement.

D'importantes décisions ont, certes, été prises. Deux codes ont été adoptés, ceux du commerce et des investissements. Les impôts en nature — très impopulaires chez les paysans — ont été supprimés. Des états généraux de la justice, de la santé et de l'éducation ont été réunis, apparemment dans le meilleur esprit. Près de trois cent mille Guinéens de l'étranger, sur un million ou deux d'exilés, ont regagné leur pays. Tous les amis de la Guinée — « *et nous connaissons nos vrais amis* », précise le capitaine Facinet Touré — ont été sollicités. Les investissements, dans ce pays en ruines mais aux ressources fabuleuses, ont repris. Et surtout, élément le plus positif de six mois de pouvoir militaire, la paix sociale a été préservée. « *De la lenteur, c'est vrai, mais pas de dérapage* », juge un Guinéen, très au fait de ce qui se trame dans les couloirs du pouvoir. Depuis le 3 avril, il n'y a pas eu, c'est exact, d'accident de parcours sérieux. Le colonel Conté lui-même paraît tout à fait lucide sur une stabilité qu'il juge encore « *fragile* ». « *En prenant du recul, je dirais que nous n'avons été bons qu'à 50 %* », ajoute-t-il. Il n'ignore pas qu'au départ lui-même et les autres membres du CMRN ont dû intervenir, rapidement, pour séparer les successeurs de Sekou Touré. « *Ils auraient mis le pays à feu et à sang* », dit-il. Il n'oublie pas non plus que d'autres complots étaient en préparation, y compris dans les casernes, et que les appétits de pouvoir sont toujours réels. Intrigues et rumeurs vont bon train. « *Je ne sais pas tout ce qui se passe, mais je suis au courant de l'essentiel* », répond-il. Il était chef de file, il lui reste à faire comprendre qu'il est le « *patron* ». Cela aussi, il le sait. « *Je n'ai pas voulu du pouvoir, mais, tant que je suis président, je prends mes responsabilités et c'est moi qui commande* », rétorque l'officier.

Sous cette présidence soucieuse de paix sociale, jusqu'ici plutôt débonnaire et, en tout cas, maniant rarement la sanction, « *les Guinéens ne sont sûrement pas malheureux* », ainsi que l'admettent volontiers beaucoup d'entre eux. Mais les cadres de l'ancien régime refont surface, pour défendre leurs propres intérêts. Les petits fonctionnaires se sentent frustrés d'avoir encore affaire, souvent, à des hauts fonctionnaires qui, comme par le passé, forment un écran entre eux et les ministres. Le « *problème national* » — l'expression est du colonel Conté, — c'est-à-dire la cohabitation entre les principaux groupes ethniques, est un équilibre difficile, tant Sekou Touré avait privilégié les Malinkés, son ethnie, et semé la division chez les autres, notamment en lançant une guerre ouverte contre les Peuls du Fouta-Djalon.

Ces derniers ont beau être divisés entre eux, ils demeurent, dans l'ensemble, sur la réserve à l'égard de l'expérience qui se développe sous la houlette du président Conté, un Soussou. « *Pas de bâtons dans les roues, pas d'engagement non plus* », telle paraît être, dans l'immédiat, leur ligne de conduite en dépit de la chaleur de l'accueil réservé récemment au chef de l'Etat dans le Fouta-Djalon. Quant aux Malinkés, ils n'ont pas tous renoncé, tant s'en faut, à jouer les premiers rôles. L'un deux, le colonel Diara Traoré, occupe le fauteuil de premier ministre.

Après des années pendant lesquelles la délation a été la méthode de gouvernement, il ne faut pas s'étonner du poids des méfiances. Les femmes veulent avoir leur mot à dire. Les marabouts — les neuf dixièmes de la population étant musulmans — se méfient un peu de cet Etat laïc. Les employés de dizaines de sociétés d'Etat s'inquiètent des conditions d'une « *privatisation* » souhaitable et inéluctable. « *Il faut que tout le monde se sente à sa place, que personne ne puisse se dire laissé pour compte* », rétorque le chef de l'Etat, en parlant de toutes ces tensions latentes. « *Il s'agit de ne pas se faire d'illusions* », ajoute-t-il.

Au départ, pour ne pas bouleverser les habitudes, les trente-deux ministères existant sous Sekou Touré ont été maintenus. La plupart ont été affectés à des militaires. L'expérience n'est pas concluante et le président Conté exprime l'intention d'y mettre un peu d'ordre. Les ministères vont être regroupés. Déjà, pour donner plus de cohésion à son action, le CMRN a formé un bureau exécutif d'une dizaine de militaires, qui coiffe le gouvernement. A plusieurs reprises, le président Conté est intervenu pour réprimander ceux de ses collaborateurs qui « *se conduisent mal* » ou font des « *déclarations intempestives* », notamment à l'étranger.

La reconstruction

Entre autres choses, que le torchon brûle, malgré les démentis, entre le chef de l'Etat et son premier ministre est l'évidence. Tous les deux le démentent. Le colonel Diara Traoré met même les rumeurs de divergences, dans son langage imagé, sur le dos de « *bobaristes* » et de « *détracteurs dans l'ombre* ». Mais il reste que le « *bicéphalisme* » guinéen n'est pas une recette. « *Diara a trop d'ambition*, nous dira un Guinéen bien introduit, *et pour réaliser un équilibre et mettre fin aux appétits de complot, il faudrait à la fois renforcer la position du chef de l'Etat et intégrer les ethnies dominantes.* » Il n'y a qu'une solution, ajoute-t-il : « *Supprimer le poste de premier ministre et le remplacer par quatre ministères d'Etat aux compétences élargies.* » Ainsi Soussous, Forestiers, Malinkés et Peuls auraient-ils une place égale au soleil. Une telle solution permettrait de faire davantage de place au capitaine Jean Traoré, brillant ministre des mines, un Forestier qui passe pour le favori du chef de l'Etat.

A Conakry, les officiels n'ont qu'un mot à la bouche : la reconstruction. Et il faut reconnaître qu'en dépit du malaise encore sensible les choses commencent à bouger sérieusement. Les délégations étrangères se succèdent. L'hôtel de l'Indépendance — que Sekou Touré avait fait agrandir en vue d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine auquel son successeur a sagement renoncé — affiche complet. Au milieu des coupures de courant, on parle affaires, dons, assistance, crédits, coopération. Les Français, depuis peu, se sont engagés à jouer les locomotives (*le Monde* du 24 octobre). On songe à recycler les quelque mille cinq cents diplômés des universités cubaines.

Les Américains ont réalisé leur projet concernant l'extraction du diamant — 500 000 tonnes au bout du compte, contre 30 000 en ce moment par an, ce qui constituerait un beau paquet de devises pour remplir les caisses vides de l'Etat. Le président a fixé l'autosuffisance alimentaire pour objectif, l'an prochain, ce qui éviterait d'importer de 50 000 à 60 000 tonnes de riz par an ou, du moins, de compenser ces importations par des exportations de café et de produits vivriers. « *La Guinée peut, effectivement, arrêter d'importer du riz, vendre un peu de café et vivre de ses cultures vivrières* », résume, de son côté, un expert français.

Le riche potentiel agricole et minier du pays invite, lui aussi, à un changement de rythme, même s'il faut commencer par une dévaluation brutale du sily, à laquelle les dirigeants ne sont pas hostiles mais dont les conséquences sociales les inquiètent et qu'ils veulent, de toute façon, opérer en connaissance de cause. « *Si on demande un ultime sacrifice au peuple*, dit à ce propos le capitaine Facinet Touré, *il l'acceptera.* » Mais, d'un autre côté, il reconnaît qu'« *il faut que les conditions d'existence des gens changent* ». Beaucoup de Guinéens sont de cet avis. « *Il ne faut plus confondre laisser-faire et liberté* », nous ont dit plusieurs d'entre eux.

Sept mois après la mort de Sekou Touré, l'état des lieux n'étant pas encore terminé — et il ne pourrait en être autrement dans cet Etat sans statistiques et sans points de repère, — l'occasion d'opérer un redressement se présente. Le besoin s'en fait sentir et, surtout, la chance est à saisir. « *De tempérament, je me sens médecin, pas chirurgien* », avoue le président Conté. Avant d'ajouter : « *Je crois que l'homme est perfectible, mais il y a une limite. Jusqu'ici, j'explique et, parfois, je menace. Mais, un jour, je vais me fâcher. Vous allez apprendre, bientôt, des choses désagréables.* »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

PROCHE-ORIENT

LU

UN LIVRE D'ÉRIC ROULEAU

Les Palestiniens vus de près

LE drame palestinien est lourd de tant de passions qu'il est presque impossible d'en parler sans se passionner soi-même. En contraste avec le livre de Nadia Benjelloun-Ollivier dont on a parlé récemment (1), celui d'Eric Rouleau, sans verser pour autant dans le misérabilisme, nous fait entendre à chaque instant, comme s'il parlait, le cri de ce peuple parqué hors de sa terre natale, de cette patrie à laquelle, comme tous les autres, il a pourtant droit. « *Peuple de trop* », pour reprendre l'expression de Bechir Gemayel, elle-même reprise, consciemment ou non, de l'écrivain Rabi. La différence est que ce dernier l'appliquait aux juifs.

Le parallèle entre les deux destins, palestinien et juif, ne doit certes pas être poussé trop loin. Les Palestiniens sont des Arabes parmi d'autres, avec la même langue, la même culture, les mêmes religions, musulmane ou chrétienne. La spécificité des juifs est fondée sur le concept d'élection divine. Ils peuvent considérer comme mineurs, en regard des persécutions qu'ils ont eux-mêmes subies, les malheurs des Palestiniens. Reste que l'errance des uns n'a pu prendre fin que grâce à l'errance des autres, et que le niveau d'éducation atteint par la diaspora palestinienne, comme la valeur de ses élites, crée entre les deux peuples d'incontestables ressemblances.

Mais, contrairement au proverbe célèbre, il ne suffit pas de se ressembler pour s'assembler. Chaque peuple a tendance à pratiquer à l'égard de l'autre la formule également célèbre de l'« *ôte-toi de là que je m'y mette* » : seules de petites minorités arrivent, pour le moment, à dépasser la logique de l'affrontement pour admettre l'évidente nécessité de l'acceptation mutuelle. Rouleau montre, dans son livre, au fil des pages consacrées aux épreuves successives subies par la résistance palestinienne, du Septembre noir jordanien de 1970 à la rupture entre Damas et Arafat, suivie des combats fratricides de Tripoli au Liban, en 1984, que petit à petit le « *réalisme* » gagne du terrain au sein de l'OLP. Mais elle est toujours en quelque sorte en retard d'une négociation. Après avoir cru un moment que tout était possible, elle voit se réduire considérablement ses atouts. Une action militaire sur place, de type vietnamien, est impossible. Et aucun Etat, fût-il arabe, ne soutient vraiment le mouvement palestinien, même s'il en est beaucoup pour le financer. Les armes arabes ont tué plus de Palestiniens, au total, que les armes israéliennes.

A quoi s'ajoute un évident problème de crédibilité. L'OLP fédère, sous la houlette de Yasser Arafat, des courants parfaitement contradictoires dont il n'arrive à maintenir l'entente qu'au prix de compromis acrobatiques et d'un langage perpétuellement ambigu.

La frustration d'un peuple

A vouloir tout à la fois rassurer les durs et les partisans de la négociation, il ne parvient le plus souvent qu'à faire douter les uns et les autres de sa propre bonne foi. C'est particulièrement vrai de l'« *attitude ambivalente* » que reflète, selon Rouleau, la manière dont les fedayin « *justifient le terrorisme* ». « *Le Fath, par exemple*, écrit-il, *condamne officiellement l'assassinat politique, mais donne sa caution à des crimes abominables.* »

Quoi d'étonnant à ce qu'en Israël, et pas seulement en Israël, tant de gens aient tendance à ne voir dans l'OLP qu'une association de terroristes, voire de bandits purs et simples, sans foi ni loi, en tout cas des empêcheurs de danser en rond. Le livre de Rouleau, même s'il peut à l'occasion faire grincer des dents, a le mérite de montrer l'autre côté de la médaille, la longue désespérance et la colère de ce peuple qui se sent rejeté, y compris par ses « frères » arabes, et dont la frustration nourrit, comme il est naturel, des rêves de vengeance.

Pour ce faire, il ne s'est pas contenté de visiter les Palestiniens eux-mêmes, dans leurs camps et dans leur exil, du Liban au Golfe, de la Syrie à Israël. Une année sabbatique passée au Council on Foreign Relations de New-York lui a permis de pousser à fond l'étude de la politique américaine dans la région, dont il montre bien à la fois l'ambition et la confusion. Il faudrait cependant la compléter par une étude analogue de la politique soviétique qui n'apparaît guère qu'en filigrane.

De toute façon, il s'agit moins ici d'un ouvrage historique ou d'un travail d'analyse que d'un reportage en plusieurs épisodes, écrit avec le talent journalistique que l'on connaît à notre ami et qui constitue, d'abord, au travers d'innombrables conversations, un incomparable témoignage sur les mentalités et la vie des Palestiniens.

ANDRÉ FONTAINE.

★ Eric Rouleau, *les Palestiniens d'une guerre à l'autre*, La Découverte-*le Monde*, 228 pages, 72 F.

(1) *Le Monde* du 7 septembre.





PROCHE-ORIENT

Israël

NOUVELLE MANIFESTATION DU TERRORISME JUIF

Un attentat anti-arabe en plein cœur de Jérusalem a fait un mort et onze blessés

De notre correspondant

Jérusalem. — Le terrorisme juif se manifeste à nouveau. Six mois après le démantèlement d'un réseau clandestin par les services de sécurité israéliens un attentat anti-arabe a été perpétré, dimanche 28 octobre, au cœur de Jérusalem, faisant un mort et onze blessés.

En plein après-midi, l'autobus assurant la liaison Jérusalem-Hébron a été attaqué à la roquette dans la partie juive de la capitale, à quelques dizaines de mètres des remparts de la vieille ville. Une trentaine de passagers arabes se trouvaient à bord lorsque le projectile, une arme antichars Tow, a frappé le véhicule à hauteur du toit, au-dessus de la portière arrière. *« A 10 centimètres près,* soulignera plus tard un enquêteur, *le bilan aurait été dix fois plus lourd. »*

La victime de l'attentat est un jeune homme de vingt ans, Ismaïl Almator, qui habitait un village proche d'Hébron. La police a arrêté, puis relâché, trois suspects juifs et découvert dans les jardins surplombant la route le lance-roquette meurtrier. Elle a trouvé près de cette arme, facilement dissimulable, une lettre anonyme rédigée en hébreu et revendiquant l'attaque en la décrivant comme un *« acte de représailles »* après l'assassinat, il y a une semaine dans Bethléem, d'un jeune couple d'étudiants israéliens (*le Monde* du 25 octobre).

Ce double meurtre avait suscité une vive émotion parmi les colons juifs de Cisjordanie, prompts à lui donner une portée politique. Son auteur, un réfugié palestinien résidant au camp de Daheishe, avait agi, selon la police, pour des motifs *« nationalistes »*. Mais il semble acquis que ce meurtrier est un malade mental. Peu après son arrestation, il a qualifié son acte de *« stupide »*. Il avait été traité dans deux hôpitaux psychiatriques, à Amman puis à Bethléem. Après cet assassinat, les représentants des implantations du sud de la Cisjordanie ont préconisé *« la destruction des trois premières rangées de maisons du camp de Daheishe »*, lequel longe précisément la route Jérusalem-Hébron à une dizaine de kilomètres au sud de la capitale.

Dans leur lettre signée *« les vengeurs »*, les auteurs de l'attentat de dimanche revendiquent la responsabilité d'une attaque à la grenade contre un café de la vieille ville commis le 22 septembre. Ils menacent de frapper à nouveau et citent la liste des armes en leur possession. Le chef du gouvernement, M. Shimon Pérès, s'est déclaré *« révolté »* par l'attentat de dimanche et *« déterminé à détruire le terrorisme sous toutes ses formes »*. Selon le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, les auteurs de l'attaque appartiennent à *« un groupe de fanatiques décidés à se faire justice eux-mêmes »*. *« Nous allons nous occuper d'eux »*, a-t-il ajouté.

Chef du mouvement Kach, le rabbin et député israélien Meir Kahane a salué l'attaque comme *« un acte de vengeance courageux »* commis *« en raison de l'impuissance du gouvernement à lutter contre les actes terroristes anti-juifs »*. *« Si les Arabes,* a-t-il poursuivi, *veulent circuler en toute sécurité, ils n'ont qu'à émigrer. »* Le rabbin Kahane est favorable à l'expulsion massive des Arabes d'Israël. Quelques heures avant l'attentat, son mouvement avait fait savoir qu'il *« abandonnerait son attitude jusqu'ici respectueuse des lois »*. En mars, certains de ses partisans avaient ouvert le feu près de Ramallah sur un autobus transportant des ouvriers arabes, blessant six d'entre eux.

Fondateur du mouvement annexionniste Gouch Emounim (Bloc de la foi), le rabbin Moshe Levinger a déclaré que *« de tels incidents surviendront fatalement qaussi longtemps que des hommes se lèveront pour faire ce que le gouvernement ne fait pas »*. Le réseau terroriste juif, démantelé fin avril après la découverte des charges explosives dans huit autobus de Jérusalem-Est, était animé par des militants du Gouch Emounim. Vingt d'entre eux comparaissent en justice depuis la mi-septembre, et leur procès devrait durer plusieurs mois.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *Le comité exécutif de l'OLP* a réagi violemment, dimanche 28 octobre, à l'attentat contre un autobus arabe, en affirmant que les Palestiniens *« ne resteront pas silencieux face à ces opérations terroristes »*. L'OLP ajoute que de pareils attentats, *« planifiés et soutenus par les dirigeants sionistes, n'atteindront pas leurs objectifs et ne feront pas trembler notre peuple dans les territoires occupés »*. Ces actes, affirme, enfin, l'OLP, *« ne vont pas pousser notre peuple à vider les terres mais l'inciteront à s'y attacher, à poursuivre sa résistance contre l'occupation, et le défi au terrorisme »*. — *(AFP.)*

LES PRINCIPAUX ATTENTATS ANTIPALESTINIENS

Les réseaux terroristes juifs ont commis une série d'attentats au cours de ces quatre dernières années. Voici les principaux :

2 JUIN 1980. — Un triple attentat à la bombe vise le maire de Naplouse, M. Bassam Shakaa, qui est amputé des deux jambes, M. Karim Khalaf, maire de Ramallah, est également grièvement blessé, tandis que M. Ibrahim Tawil, maire d'El-Bireh, y échappe miraculeusement.

30 AOUT 1981. — Un mort et quatorze blessés palestiniens dans une explosion à Hébron en Cisjordanie.

11 AVRIL 1982. — Un déséquilibré d'origine juive ouvre le feu sur la foule à *l'Esplanade* des mosquées de Jérusalem et fait quatre morts et plusieurs blessés.

11 AVRIL 1983. — Des colons endommagent plus de cent véhicules appartenant à des Palestiniens de Hébron.

26 JUILLET 1983. — Des civils israéliens ouvrent le feu à l'intérieur de l'enceinte du collège universitaire de Hébron, tuant quatre étudiants palestiniens. A Naplouse, une Palestinienne est tuée par des civils israéliens.

1er AOUT 1983. — Une bombe explose dans les locaux du quotidien palestinien *Al Fajr* de Jérusalem sans faire de victime.

15 OCTOBRE 1983. — Une bombe explose dans un magasin de Hébron, tuant une personne et en blessant deux autres.

8 DÉCEMBRE 1983. — Des inconnus ouvrent le feu sur la foule à Naplouse, tuant une fillette de neuf ans et blessant quatre autres personnes.

DÉCEMBRE 1983 ET 27 JANVIER 1984. — Une série d'attentats à la bombe et à la grenade visent des institutions chrétiennes et musulmanes de Jérusalem.

4 MARS 1984. — Un attentat contre un bus palestinien près de Ramalah fait six blessés parmi les passagers.

27 AVRIL 1984. — Des charges explosives de forte puissance sont désamorcées dans huit autobus palestiniens à Jérusalem. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le « New York Times » et le « Washington Post » appellent à voter pour M. Mondale

De notre correspondant

Washington. — En dépliant, dimanche 28 octobre, le *New York Times*, M. Mondale a dû avoir un mouvement de lassitude. Un sondage, un de plus, prédisait sa défaite devant M. Reagan, qui le distancerait aujourd'hui de 18 points (53 % contre 35 %) dans les intentions de vote. Cela signifie que la remontée opérée par le candidat démocrate après le premier débat télévisé de la campagne a fait place, après le second, à une nouvelle dégringolade.

Le prix de popularité

Ce mouvement était attendu. Le directeur de campagne de M. Mondale l'en avait averti mercredi dernier, et l'on ne voit maintenant plus ce qui pourrait empêcher M. Reagan d'être réélu, mardi 6 novembre, pour quatre ans.

Si pourtant M. Mondale a poursuivi sa lecture du *New York Times*, il y aura sans doute trouvé de quoi continuer à se battre — pour l'honneur si ce n'est pour la Maison Blanche. Sous le titre « Mondale président », le plus prestigieux des quotidiens américains y appelait en effet à voter pour lui.

Le contraire eût surpris de la part de ce journal avant tout libéral, mais le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas mâché ses mots. *« Pourquoi il ne faut pas réélire le président ? »* demande le quotidien, après lui avoir reconnu le double mérite d'*« incarner un large renouveau de fierté dans le pays »* et d'avoir amélioré la situation économique de *« beaucoup »* d'Américains. Réponse : d'abord *« parce qu'il a payé notre reprise et sa popularité avec la douleur de millions de personnes privées d'emplois dans les quatre dernières années, et les centaines de milliards de dollars que le gouvernement devra emprunter dans les quatre prochaines »*. Ensuite, *« parce que tout le reste de sa politique intérieure est répugnant : M. Reagan a puni les pauvres, fait reculer les droits civils* [et] *mis le nez de l'Etat dans les domaines, privés par excellence, de la religion et de la vie de famille »* ; parce que enfin, la diplomatie menée par M. Reagan, *« inefficace pour la plus grande part, a aussi été dangereuse* [puisqu'il a] *non seulement échoué à stabiliser la course aux armements mais l'a conduite vers de nouveaux sommets et n'a aucune stratégie crédible pour en reprendre le contrôle »*.

Pour le *New York Times*, l'élection de M. Mondale permettrait en revanche des décisions *« plus franches et équitables »* pour réduire le déficit budgétaire, et amènerait à la Maison Blanche un homme ayant la *« volonté »* de travailler au contrôle des armements et une *« conception éclairée et humaine »* du rôle de l'Etat. Ces trois avantages contrebalanceraient largement les quatre *« défauts »* du candidat démocrate : le *« manque de flamme »* manifesté dans sa campagne, son incapacité à définir une solution de rechange claire à M. Reagan ; l'infériorité de l'expérience politique de Mme Ferraro par rapport à celle de M. Bush et les *« lourdes dettes »* contractées par le candidat démocrate auprès des syndicats et des différents groupes qui le soutiennent.

A en croire le sondage publié par le même *New York Times*, la majorité de l'électorat est plus proche en politique étrangère de M. Mondale que de M. Reagan, mais attache moins d'importance à ces questions qu'à la situation économique et aux qualités de *leadership* du président sortant.

Lundi matin, le *Washington Post* appelait à son tour *(« avec enthousiasme et sans nous excuser »)* à voter Mondale (1) mais le magazine *Time* accordait à M. Reagan vingt-quatre points d'avance, *Newsweek* dix-sept, et le quotidien *USA Today* vingt-trois. M. Mondale a prié ses collaborateurs de ne pas *« faire une fixation »* sur les sondages, qu'il démentira le 6 novembre, affirme-t-il. Sa campagne, dit son porte-parole, se poursuivra jusqu'à la dernière minute et pas seulement pour l'honneur.

BERNARD GUETTA.

(1) D'autres journaux ont également pris position : le *San Francisco Examiner*, le *New York Daily News*, le *Miami Herald*, le *Chicago Tribune* et le *Kansas City Times* pour M. Reagan ; le *Philadelphia Inquirer*, le *Detroit Free Press*, le *Minneapolis Star and Tribune* et le *Milwaukee Journal* pour M. Mondale.

(Lire pages 21 à 24 notre supplément « REGARDS SUR L'AMÉRIQUE ».)

Chili

LE GOUVERNEMENT FAIT FACE A UNE NOUVELLE « PROTESTATION NATIONALE »

Le gouvernement du général Pinochet s'efforce de limiter l'ampleur de la nouvelle journée de protestation nationale de ce lundi 29 octobre (ainsi que de la grève du mardi 30 octobre), lancée à l'initiative du Commandement national des travailleurs (CNT). Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées le dimanche dans les bidonvilles de la capitale et notamment des responsables d'organisations politiques au niveau local. En outre, le commandement militaire de Santiago a décidé de censurer, à partir de ce lundi, toutes les informations relatives aux arrêts de travail et aux manifestations politiques.

Des journées nationales de protestation se succèdent au Chili, à raison d'une par mois en moyenne depuis mai 1983. Leur objectif déclaré est d'obtenir le départ du général Pinochet, au pouvoir depuis 1973, et en principe en fonctions jusqu'en 1989 au moins.

Cependant, le Front patriotique Manuel-Rodriguez, une organisation de lutte armée qui a fait son apparition en mars dernier, et que les militaires considèrent comme le bras armé du Parti communiste, a revendiqué l'attentat perpétré le 26 octobre contre le siège de la junte. Une charge explosive avait détruit six voitures.

Dimanche, un puissant engin a, d'autre part, endommagé un pont routier à Curico, à 200 kilomètres au sud de Santiago, a annoncé la police. — *(AFP, Reuter.)*

Bolivie

La grève de la faim du président Siles Zuazo n'est guère soutenue

La décision du président social-démocrate M. Hernan Siles Zuazo d'observer, depuis le 25 octobre, une grève de la faim, après la censure dont il a fait l'objet de la part du Parlement, ne rencontre qu'un faible écho en Bolivie. En particulier, la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB) et l'Eglise, également très influente, ont affirmé que ce jeûne n'était pas le moyen le plus adéquat pour résoudre les graves problèmes que connaît le pays. L'opposition conservatrice ayant, comme il était prévisible, condamné ce geste du chef de l'Etat, il n'y a guère, de fait, que les partis membres de l'actuelle coalition gouvernementale de gauche pour appuyer la démarche de M. Siles Zuazo.

La censure du Congrès (où la droite est majoritaire) est survenue après confirmation que le principal responsable bolivien de la lutte contre la drogue avait reçu l'aval du président pour rencontrer, l'année dernière, M. Roberto Suarez, le *« roi de la cocaïne »*. Le chef de l'Etat a précisé qu'il s'agissait, en la circonstance, de mesurer le degré d'armement de l'intéressé avant de lancer contre lui les forces de répression. Cette version, pourtant, a été démentie par le haut fonctionnaire, qui a assuré avoir été chargé d'entreprendre des pourparlers, M. Raphael Otazo. M. Suarez, selon la presse bolivienne, aurait proposé de mettre 2 milliards de dollars à la disposition de l'économie nationale en faillite — ce que le chef de l'Etat avait refusé.

L'état de santé du président, qui est âgé de soixante et onze ans, commençait à préoccuper son entourage.

Cependant, une vaste opération de lutte antidrogue a été menée la semaine précédente dans le nord-est de la Bolivie, avec la participation des forces de police, de l'armée de l'air et des membres du Bureau des narcotiques des Etats-Unis (DEA). Elle a, selon les sources officielles, permis de s'emparer de 300 kilos de cocaïne dans trois propriétés de M. Roberto Suarez. — *(AFP, Reuter.)*

Guatemala

REGAIN DE VIOLENCE POLITIQUE DANS LA CAPITALE

Guatemala (*AFP, Reuter*). — Six personnes ont été assassinées en quatre jours dans la capitale guatémaltèque. La violence politique est, depuis trente ans, chose quotidienne dans ce pays où l'extrême droite, en liaison avec les forces de sécurité, traque non seulement une guérilla endémique, mais ses présumés sympathisants — paysans indiens ou citadins réputés progressistes. Mais, depuis le coup d'État du général Rios Montt, en 1982, la capitale avait été relativement préservée — alors que, à l'inverse, la terreur redoublait dans les campagnes.

Ce regain de violence a fait une victime illustre : le doyen de la faculté d'économie de l'université de San-Carlos, principal établissement d'enseignement supérieur du pays. M. Vitalino Giron Coronado a été tué le 27 octobre d'un coup de feu alors qu'il se rendait en voiture aux obsèques d'un autre professeur de San-Carlos. M. Carlos de Leon Guidel, lui-même assassiné jeudi dernier au volant de son véhicule.

Ce même jeudi, un député d'extrême droite, membre du Mouvement de libération nationale (MLN), M. Santos Hernandez, avait été tué, quelques heures plus tôt, par un groupe armé, en compagnie de ses deux gardes du corps.

Enfin, dimanche, un citoyen américain de vingt-sept ans, M. Hasser Wolff, membre du Corps des volontaires de la paix (*Peace Corps*), a été tué d'une balle dans la tête.

El Salvador

« L'Internationale socialiste comprend mieux ce qui se passe en Amérique centrale » nous déclare le président Duarte

(Suite de la première page.)

Une nouvelle philosophie, une nouvelle méthodologie ont été inculquées à ces services maintenant séparés du commandement de l'armée. Nous avons fait des enquêtes sur les commandants locaux dans les villages, les chefs de la police locale pour mettre bon ordre quand cela était nécessaire.

Une amnistie

— Est-ce que la Constitution permet une négociation avec les rebelles en armes ?

— La Constitution ne dit rien de précis là-dessus. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne peut pas en changer les principes. Je veux le dialogue dans le cadre strict de la Constitution. Mais on peut aussi la modifier légalement, par une action parlementaire. Cela dit, certaines concessions — que l'on peut imaginer dans le cadre d'un processus de négociation, (qui n'a pas, je le précise, commencé) — seront difficiles sinon impossibles. Il serait inconséquent de dire aux guérilleros : vous vous rendez, vous laissez vos armes, et on vous met en prison. Mais on peut imaginer une amnistie. Les rebelles ne seraient plus alors des délinquants.

— Le Front Farabundo-Marti affirme vous avoir remis un programme en vingt-neuf points ?

— C'est faux. Ils n'ont présenté aucun plan. Et j'ai un témoin de moralité, l'archevêque Monseigneur Rivera Y Damas qui était présent. Nous allons publier un communiqué officiel pour la mise au point.

— Le major d'Aubuisson (1) dit que la rencontre de La Palma est une « bouffonnerie » parce qu'il n'y a pas eu accord de trêve.

— Le thème de la trêve n'a pas été abordé du tout, parce qu'il ne pouvait pas l'être. La guérilla ne pouvait pas proposer une trêve sans paraître en position de faiblesse. Quelqu'un dans leur délégation l'a reconnu devant nous.

— Les signataires de la déclaration franco-mexicaine de 1981 n'ont-ils pas eu raison trois ans trop tôt ?

— Pas du tout. C'était une ingérence étrangère. Ils voulaient intervenir dans nos affaires internes, et en fait soutenir la gauche. Le contexte est complètement différent aujourd'hui. Nous voulons parler entre Salvadoriens et régler nos problèmes nous-mêmes.

— Mais ils souhaitaient que l'opposition armée bénéficie d'une certaine représentativité. Ce que vous êtes en train de lui accorder.

— Un dialogue implique nécessairement une représentativité. Qu'il y ait deux personnes, dix ou mille. Mais on ne peut pas reconnaître une association des assassins salvadoriens ou les Escadrons de la mort. Je cherche la paix, et je rencontre ceux qui me paraissent indiqués pour arriver à ce but souhaité par le peuple salvadorien.

— L'Internationale socialiste vous a promis une aide ?

— A moi ?

— Oui, pour réussir votre processus de pacification ?

— Je crois que l'Internationale socialiste comprend mieux ce qui se passe en Amérique centrale, et particulièrement au Salvador. Elle est maintenant en faveur d'une solution politique juste, en accord avec les réalités profondes du pays.

— La rencontre de La Palma n'est-elle pas un coup de pouce donné à Ronald Reagan face à Walter Mondale ?

— Peut-être. Ce n'est pas sûr. Peut-être aux deux. Et tout cas, si j'étais Reagan ou Mondale, je sais bien que je ne pourrais pas éviter de parler de l'Amérique centrale, du Salvador et de Duarte. »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

(1) Leader de l'extrême droite.

La guérilla intensifie ses actions

Les combats, qui se sont intensifiés au Salvador dans les quelques heures qui ont suivi la rencontre du 15 octobre à La Palma entre le président Duarte et la guérilla, se sont rapprochés de la capitale, les samedi 27 et dimanche 28 octobre. Les rebelles ont attaqué une base gouvernementale à El-Salto, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de San-Salvador. Selon un porte-parole militaire, les gouvernementaux ont eu deux tués et six blessés.

La capitale elle-même, totalement contrôlée par les forces de sécurité ces trois dernières années, est à nouveau le théâtre d'attentats. Une patrouille de police a été prise dans une embuscade au cours de la semaine écoulée. Un garde de l'ambassade des Etats-Unis, citoyen salvadorien, a été tué, le 26 octobre, par trois jeunes gens se proclamant membres des Forces populaires de libération, un des cinq groupes de guérilla membre du Front Farabundo-Marti de libération nationale.

Sur le front oriental, l'incertitude demeure sur les origines de l'accident d'hélicoptère qui, la semaine dernière, a décapité le commandement de la zone, provoquant la mort de quatorze militaires dont quatre des officiers. La guérilla, qui a, la première, annoncé l'événement, maintient que l'appareil a été abattu par des tirs de mitrailleuses. Les forces armées confirment la thèse de l'accident. Le FMLN déclare que ses hommes ont désormais échappé à l'opération d'encerclement lancée le 19 octobre par deux mille cinq cents gouvernementaux contre son principal front, à l'est du pays. Selon Radio-Venceremos, l'organe d'information et de propagande de la guérilla, les gouvernementaux ont eu soixante-huit tués. L'armée, elle, annonce une vingtaine de morts chez les rebelles.

Ceux-ci, enfin, maintiennent leur pression en vue de désorganiser l'économie nationale. Après le sabotage d'une centrale hydro-électrique à Apopa, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, au cours duquel au moins douze soldats sont morts, de nombreuses attaques de véhicules privés ont été enregistrées sur les routes du pays. La guérilla avait, en effet, annoncé, le 17 octobre, qu'elle détruirait tous les camions, autobus et automobiles qu'elle surprendrait à circuler. — *(AFP, AP, Reuter.)*

LE CONGRÈS DU CDS

M. Méhaignerie : « Nous serons les militants de la clarté »

Toulouse. – Après avoir écouté vendredi les bilans d'activité de leur président, M. Pierre Méhaignerie, et de leur secrétaire général, M. Jacques Barrot (*le Monde* daté 28-29 octobre), les mille huit cents délégués du CDS, réunis pour trois jours en congrès à Toulouse, se sont efforcés de rendre moins « flous » leur image, de définir les contours d'un parti qui se veut « ouvert » et « tolérant », et ne veut pas être réduit à l'étiquette de barriste (*le Monde* du 27 octobre).

Samedi matin, le débat sur la plate-forme politique du CDS leur a permis d'insister sur les « valeurs » auxquelles ils sont attachés et de préciser les grandes lignes d'un futur projet de gouvernement au travers de *« propositions concrètes », « réalistes »*, qui pourraient *« être appliquées rapidement »*.

Ce débat s'est poursuivi l'après-midi par une réflexion sur les *« enjeux politiques »* du parti. Au cours de cette réflexion sont notamment intervenus M. Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée des communautés européennes – dont le discours enflammé a obtenu un très vif succès, – MM. René Monory, sénateur de la Vienne, et Bernard Stasi, désormais premiers vice-présidents du parti, et M. Jean Lecanuet, président d'honneur, qui ont notamment précisé leurs positions face à M. Barre, et une éventuelle alliance privilégiée entre le RPR et le PR.

Soucieux de rappeler qu'il appartient à la « grande famille démocrate chrétienne », le CDS a voulu aussi réserver une soirée aux représentants des « partis-frères » et notamment à M. Andres Zali Zaldivar, président de l'Union mondiale de la démocratie chrétienne, et M. Egon Klepsch, président du groupe PPE au Parlement européen.

Le congrès s'est achevé dimanche avec les interventions de quatre futurs candidats centristes aux élections législatives, et les discours de MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, reconduits dans leurs fonctions de président et de secrétaire général. Pour leur part, les Jeunes démocrates sociaux, qui lancent une campagne d'affichage marquant les *« liens privilégiés »* qui les attachent à M. Raymond Barre, ont réélu à leur tête M. Jean-Pierre Abelin, membre, depuis quelques mois, de l'Assemblée des communautés européennes.

« Nous serons les militants de la clarté », a affirmé M. Pierre Méhaignerie. Cette clarté que réclame le président du CDS supposait que soient précisées les idées et la doctrine d'un parti qui ne souhaite pas, comme l'a souligné M. Bernard Stasi, joindre sa voix à celle de *« certains apôtres frénétiques du libéralisme »*, mais employer un *« langage de vérité »* répondant aux préoccupations *« réelles »* des Français. *« Nous ne serons jamais le parti des batteurs d'estrades, des coups de pub, des exaltations passagères ou des virages à 180 degrés »*, a souligné M. Jacques Barrot.

Cette clarté supposait aussi que soient rappelées la place qu'entend occuper le CDS au sein de l'opposition, la nature des liens qu'il entend entretenir avec ses partenaires et avec les « présidentiables » de l'opposition.

Elle supposait enfin que soit précisée sa stratégie dans la perspective des élections de 1986 et d'une éventuelle cohabitation entre un président de la République et une majorité de coloration politique différente. Car même si les responsables du CDS ne veulent pas tomber dans le débat *« politicien »*, ils ne cherchent pas, ont-ils dit, à esquiver certaines questions qui agitent *« à tort »*, peut-être, ou de manière *« prématurée »*, la classe politique.

Au sein d'une opposition *« largement unie sur les idées et sur le projet de société qu'elle propose aux Français »*, comme le reconnaît M. Méhaignerie, le CDS veut se distinguer en insistant sur la nécessité de défendre un certain nombre de

De notre envoyée spéciale

valeurs : la liberté et son *« contrepoids »*, la solidarité, mais aussi la responsabilité, le progrès et la fidélité – en dénonçant les *« excès »* d'un libéralisme *« échevelé »* qui pourrait, selon M. Barrot, *« dégénérer en un individualisme exacerbé »*.

Enrichir la pensée libérale

« La vie sociale française connaîtrait une véritable régression, a expliqué le secrétaire général du CDS, *si elle devait se réduire à un face-à-face entre l'Etat et des individus liés uniquement par des rapports de force et d'intérêt. Notre vocation*, a-t-il précisé toutefois, *n'est pas de décrier ou d'affaiblir la pensée libérale, c'est de l'enrichir. »* L'enrichir en lui apportant en plus *« la marque de l'humanisme »* dans la tradition de la famille démocrate chrétienne. *« Le recul de l'Etat ne sera un progrès de la démocratie que s'il se traduit par un réveil du citoyen »*, insiste M. Stasi qui juge que *« présenter le libéralisme comme la potion magique qui doit guérir tous les maux de la société française, serait manquer à cette exigence de vérité »* dont fait état le CDS.

S'ils veulent se démarquer des *« ultras-libéraux »* et se refusent à proposer aux Français une *« idéologie simplificatrice »*, les centristes veulent aussi se distinguer de leurs partenaires de l'opposition en défendant un *« style »* et une *« morale »*, en s'attachant à mettre au point un certain nombre de *« propositions constructives »* sans tomber dans le piège d'un programme *« à la rigidité inadaptée »* ou dans le *« flou de promesses inconséquentes »*. *« Notre arme*, insiste le président du CDS, *ne doit pas être le rêve de lendemains qui chanteront mais la vérité. Pas de miracle, mais la proposition de l'effort. Pas le mirage d'une nouvelle idéologie « explique-tout » mais des actes concrets décidés par des hommes vrais. »* Pour mieux faire apparaître cette volonté, M. Méhaignerie a voulu que son parti, tout en continuant de travailler sur sa plateforme politique qui deviendra l'ouvrage de référence du CDS, prenne d'ores et déjà neuf engagements (*lire l'encadré ci-dessous*) qui permettent, dès maintenant, à l'opinion de mesurer, en quelque sorte, sa sincérité.

La « manière » CDS

Car au-delà même des idées, c'est sur son comportement que le CDS veut être jugé, sur ce que M. Jacques Barrot appelle *« la manière du CDS »*. *« Je veux que vous ayez une attitude qui nous distingue dans la vie politique du pays »*, a demandé M. Méhaignerie.

Cette attitude de *« tolérance et d'ouverture d'esprit »* mais aussi de *« rigueur et de fermeté »* a ses exigences *« quant aux conditions de l'union de l'opposition, quant aux conditions de l'union de notre retour au pouvoir »*, a remarqué M. Stasi. *« Depuis 1981*, a-t-il souligné, *nul n'a pu nous prendre en défaut et nous avons, je crois, donné suffisamment de gages de notre volonté d'union. Je me demande même, en pensant aux élections européennes, s'il ne nous est pas arrivé d'en donner trop. »* S'il a, comme les autres responsables du CDS, insisté sur cette nécessité de l'union, mais pas de « l'uniformité », M. Stasi est, cependant, allé un peu plus loin en évoquant les *« embrassades de Joinville-le-Pont »*, autrement dit la poignée de mains entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac lors du conseil national du PR, le dimanche 21 octobre.

« Nous avons applaudi, a-t-il dit, *et nous ne voulons pas un seul instant douter de la sincérité de ces effusions. Nous ne voulons pas croire que l'ancien président de la République a choisi de s'entendre spectaculairement avec celui de ses premiers ministres qui lui a été infidèle à seule fin de tenter d'isoler, voire d'éliminer, celui dont la fidélité ne lui a jamais manqué. Pour nous, en tout cas, c'est là une exigence à la fois de morale et d'efficacité, l'union doit toujours se faire dans la clarté et ne doit jamais donner lieu à des opérations ambigües ou à des manœuvres d'exclusives. »*

Pour sa part, M. Méhaignerie devait remarquer que l'opposition semblait avoir du mal à gérer sa *« pluralité de personnalités »*, tandis que M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, *« cet aéronef à géométrie variable »*, souhaitait que le débat sur les présidentiables et le choix d'un candidat *« se fassent au sein de cette famille élargie »* qu'est la confédération. *« Chacun d'entre nous peut avoir une préférence pour une personne, voire l'exprimer*, a-t-il reconnu, *mais j'estime qu'il est urgent d'attendre l'heure du choix de l'UDF tout entière »*. Le CDS, s'il continue d'afficher ses *« convergences de vues »* avec M. Barre, convient de cette nécessité d'attendre avant de se déterminer, mais avec l'espoir de pouvoir peser sur le choix d'un présidentiable de tout le poids que lui donnerait un large succès aux élections législatives. *« Le jour où nous approcherons de cette échéance*, a notamment déclaré M. Monory, *« le CDS, je l'espère, aura beaucoup progressé. On verra si nous trouverons quelqu'un capable de mettre dans son escarcelle présidentielle l'essentiel de ce que nous représentons. Mais il n'est pas inutile quand on négocie d'entretenir un certain rapport de forces. »*

Cette exigence de clarté méritait que les responsables du CDS expliquent aussi leur attitude face à l'éventualité d'une cohabitation. Ils ont voulu se montrer prudents en soulignant qu'ils n'avaient pas les clefs de la réponse, à la différence de M. Mitterrand et des électeurs. Ils se déclarent en tout cas hostiles à une *« cohabitation-compromission »* et M. Jean Lecanuet a, quant à lui, demandé que M. Mitterrand *« dise avant 1986 s'il lie son destin à celui de l'alliance socialiste et communiste qui l'a porté au pouvoir »*. Curieusement, au moment où le CDS réfléchit à l'image qu'il veut se donner, M. Lecanuet a choisi de rendre un vibrant hommage à M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, *« ce jeune homme éblouissant qui représente la nouvelle vague de la France »*, comme s'il voulait déjà opposer au secrétaire général du PR, M. Léotard, le jeune maire de Toulouse plutôt que M. Méhaignerie, président du CDS et pas tellement plus âgé !

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

NEUF ENGAGEMENTS

M. Pierre Méhaignerie a demandé à son parti de *« se battre »* dès aujourd'hui sur les « engagements » suivants :

– Limiter pendant plusieurs années la croissance des dépenses publiques à un niveau plus bas que la croissance de la richesse nationale (...).

– Alléger énergiquement les carcans réglementaires et les contraintes administratives (...).

– Maintenir et adapter le système de protection sociale en préservant les acquis et la qualité du régime de protection sociale mais aussi en ouvrant des perspectives positives d'évolution de ce système (...).

– Définir une politique familiale qui réponde à la fois aux contraintes financières mais aussi à la gravité du déclin démographique de la France (...).

– Promouvoir la formation des hommes, en utilisant mieux l'énorme potentiel de formation existant (...).

– Rendre le pouvoir aux Français, en luttant contre la centralisation politique, administrative, financière (...).

– Introduire partout la motivation, le risque, la responsabilité, l'initiative (...).

– Etre le garant du pluralisme et de la liberté de l'information.

– Donner à toutes les réflexions et à toutes les décisions la perspective européenne et internationale, en manifestant une volonté de fermeté – face au bloc soviétique – et de dialogue pour développer les relations économiques et culturelles entre les peuples.



AU COMITÉ CENTRAL DU RPR

M. Pons : « Nous n'offrirons pas le retour à un libéralisme sauvage »

Le comité cental du RPR qui s'est réuni samedi 27 octobre à Paris, a adopté le rapport de synthèse qui servira de base aux travaux des assises nationales du mouvement les 17 et 18 novembre à Grenoble. Ce document est l'aboutissement des débats qui se sont tenus dans les fédérations autour d'un questionnaire que le secrétaire général, M. Bernard Pons, avait adressé aux instances locales du RPR.

Commentant les travaux du Comité central, M. Pons a souligné l'unanimité qui s'étant dégagée en faveur d'une attitude d'opposition déterminée au pouvoir actuel. En effet, selon lui, *« M. Fabius a peut-être changé les apparences, mais il n'a en rien modifié le fond de la politique socialiste »*. Il a insisté ensuite sur la nécessité de l'union de l'opposition et affirmé que personne au Comité central n'avait évoqué l'élection présidentielle de 1988. Tous les intervenants ont parlé, en revanche, des élections législatives de 1986 et quelques-uns des cantonales de 1985.

M. Pons a lancé un avertissement à ses amis en leur disant : *« Rappelons-nous les élections législatives de 1978 où le Parti socialiste et le Parti communiste avaient la victoire à portée de la main et où ils ont perdu en raison de leurs divisions. »* Il a mis en garde contre *« les manœuvres du pouvoir »* pour diviser l'opposition par l'exploitation des attitudes de ses représentants.

Enfin le secrétaire général du RPR a insisté sur la nécessité de mieux faire connaître le « message » de son mouvement et les solutions qu'il propose afin qu'on ne puisse plus l'accuser de manquer de programme pour 1986. Il a proclamé : *« Si nous gagnons les élections législatives, nous provoquerons une rupture en appliquant une nouvelle politique basée sur la liberté, la responsabilité et la volonté d'action. »* Il a souligné que les gaullistes ne doivent pas avoir de complexes envers le libéralisme. Selon lui, en 1981, *« les Français voulaient le changement, mais pas la socialisation du pays. Nous ne leur offrirons pas le retour à un libéralisme sauvage, mais un Etat solide qui sera le garant des libertés »*.

Le rapport de synthèse adopté par le Comité central affirme : *« Incontestablement, l'action du mouvement a joué un rôle majeur et sans doute déterminant non seulement dans la résistance efficace aux initiatives désastreuses du pouvoir, mais surtout dans la perception donnée de son échec sans appel par une majorité de Français. »*

Il cite *« la capitulation en rase campagne »* du gouvernement sur l'école, sur la presse et les annulations de textes prononcées à vingt reprises par le Conseil constitutionnel saisi par l'opposition. Pour M. Pons, cela prouve que *« David peut finir par triompher de Goliath »*. Le document ajoute : *« La rupture en juillet 84 de la coalition socialo-communiste, qui sur le fond n'a strictement rien modifié à la politique gouvernementale, ne peut absolument pas changer notre attitude. Nous devons donc demeurer d'une extrême vigilance, notamment pour préparer, si nécessaire, la mobilisation des Français contre l'adoption d'un nouveau mode de scrutin législatif uniquement destiné à dévoyer le suffrage universel pour échapper au verdict populaire.*

» Cette attitude d'opposant déterminé n'est en aucun cas incompatible avec un débat politique courtois et tolérant. » M. Pons a lancé un appel à tous les Français qui sont *« déçus, inquiets et angoissés devant l'avenir »* et pour lesquels *« l'échec du socialisme a porté atteinte à la confiance qu'ils accordaient à l'action politique »*.

Par ses propositions et par le grand retentissement qu'il compte donner à ses assises de Grenoble, le RPR veut aussi faire barrage aux séductions qui s'exercent sur certains de ses militants de la part tout à la fois de M. Raymond Barre et de M. Jean-Marie Le Pen mais dont le Comité central a préféré ne pas parler ouvertement.

ANDRÉ PASSERON.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Millon (PR) : pas de « cohabitation » possible

M. Charles Millon, député (UDF-PR) de l'Ain, qui était, dimanche 28 octobre, l'invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », a réaffirmé que, si M. Giscard d'Estaing *« garde toute* [son] *amitié*, [il] *préfère la démarche de M. Barre et souhaite participer à son action politique »*. Une semaine après le conseil national du PR, qui avait permis la rencontre, devant les militants de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, M. Millon a estimé que les responsables de l'opposition doivent *« montrer leur union »* sans exclusive.

Le député de l'Ain est, comme M. Barre, partisan du maintien du mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives. L'introduction d'une dose de proportionnelle – proposée notamment par M. Giscard d'Estaing – *« nous ferait entrer dans la VIe République ou revenir à la IVe »*, a-t-il dit.

Il a jugé que la cohabitation *« ce serait la crise politique, économique et sociale. Des conflits permanents se produiront entre le président et le premier ministre. Aucun investisseur étranger ou français n'investira en voyant cette dyarchie à la tête de la France. Il y aura stagnation des investissements, le chômage se développera, les finances publiques seront complètement déséquilibrées, la crise sociale risquera de s'aggraver »*.

Pour éviter cela, un seul moyen selon M. Millon : *« La victoire de l'opposition en 1986 devra être à ce point écrasante que le président de la République devra en tirer les conclusions et se retourner vers le peuple. »* Il a ajouté : *« Trois solutions se présenteraient alors à lui : démissionner et se représenter, organiser un référendum ou dissoudre l'Assemblée nationale en engageant sa propre responsabilité. »*

● *Les adhérents directs de l'UDF.* – La convention nationale des adhérents directs de l'UDF, réunie samedi 27 octobre à Paris, a élu son bureau national et désigné M. Paul Girod, sénateur (Gauche dém.) de l'Aisne, délégué général, *« chargé de représenter les adhérents directs dans les différentes instances où ils ont à intervenir »*.

M. Michel Pinton, qui assumait depuis octobre 1983 les fonctions de président des adhérents directs, a remis ses pouvoirs à M. Jean Lecanuet, président de l'UDF. M. Pinton, ancien secrétaire général de l'UDF, est membre du nouveau bureau national des adhérents directs et continue de siéger au bureau politique de l'UDF, où il a été élu.

Le nouveau bureau se compose de la façon suivante : MM. Marcel Bancilhon (Rhône-Alpes), Michel Bartélémy (Bouches-du-Rhône), Ernest Cartigni (Seine-Saint-Denis), Alain Delcamp (Cantal), André Fourçans (Val-d'Oise), Paul Gache (Gard), Mme Françoise Launay (Paris), MM. Raymond Mege (Seine-Saint-Denis), Michel Pinton (Essonne), Jean-Marie Poirier (Val-de-Marne). S'y ajoutent cinq membres de droit : MM. Jean Begault, député du Maine-et-Loire, Paul Girod, sénateur de l'Aisne, Daniel Hoeffel, sénateur du Bas-Rhin, et Philippe Mestre, député de Vendée, ainsi que M. Michel Debatisse, ancien secrétaire d'Etat et membre de l'Assemblée européenne.

Lors des prochaines cantonales

LE FRONT NATIONAL VEUT PRÉSENTER DES CANDIDATS PARTOUT

(De notre correspondant.)

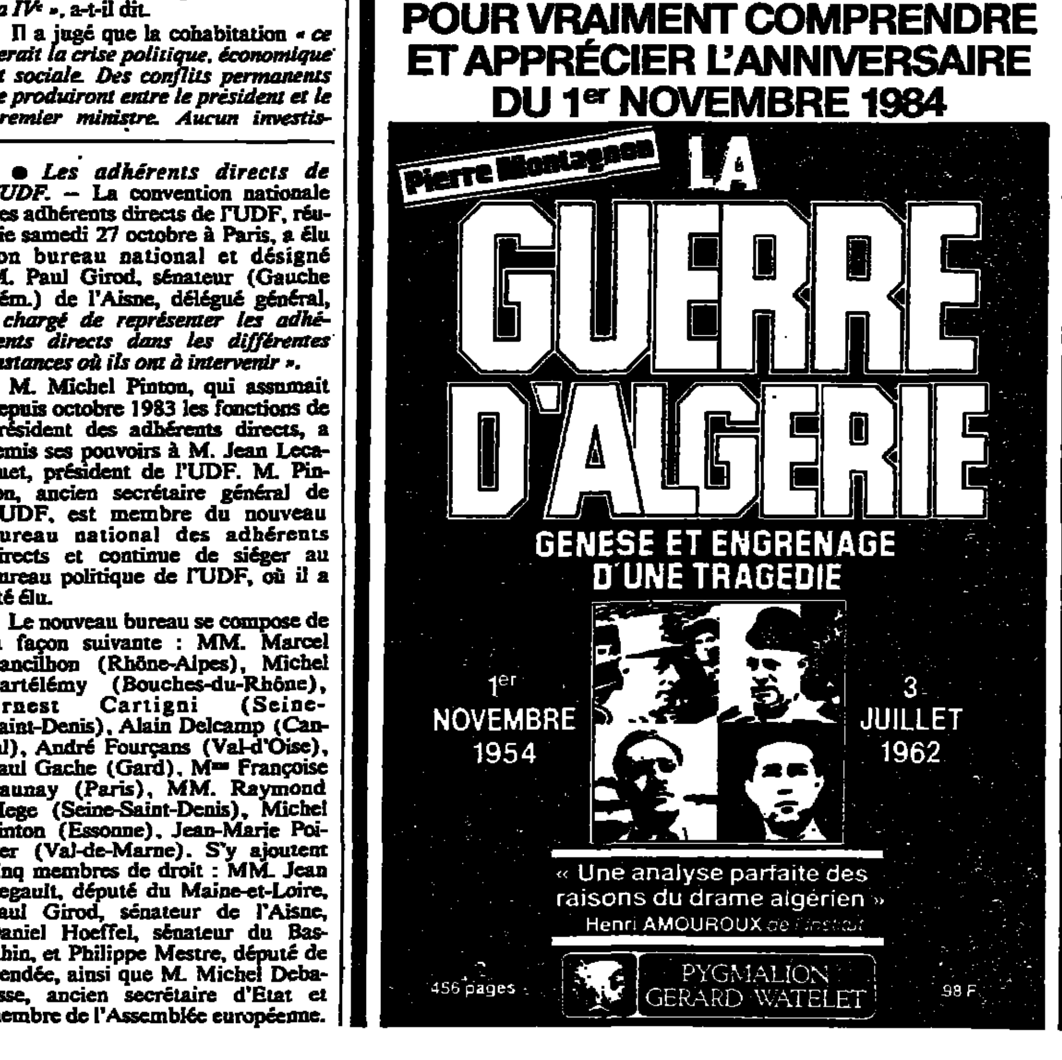
Ajaccio. – C'est parce que *« la Corse est une région exemplaire, qui fut toujours aux avant-postes de la liberté »*, que M. Jean-Marie Le Pen avait choisi Ajaccio, où se tenaient les assises départementales du Front national, le samedi 27 octobre, pour prononcer ce qu'il a appelé *« un discours de portée nationale »*. Le chef de file de l'extrême droite s'en est pris tout à la fois à la gauche et à la droite parlementaires. *« Les moyens mis en œuvre pas les actuels dirigeants de notre pays ou ceux préconisés par la majorité d'hier pour organiser le redressement français sont parfaitement inadaptés*, dit-il. *Leur langage est débranché du réel. Au fond, ils perdent pied; ils n'ont plus la force psychologique et morale qui leur permettrait d'affronter courageusement les difficultés du moment (...). Que leur reste-t-il, sinon l'espoir que des combinaisons d'états-majors ou des restructurations partisanes leur permettront de dissimuler encore une fois l'impuissance où ils sont ? »*, se demande M. Le Pen, qui ajoute : *« La classe politique française s'imagine pouvoir se sauver elle-même par un tour de passe-passe; elle est sur un chemin illusoire. »*

Le président du Front national a annoncé qu'en mars prochain son parti présentera des candidats dans tous les cantons renouvelables et que ces candidats n'iront pas en ordre dispersé : *« Anticipant sur la probable réforme électorale, ils se présenteront en listes départementales. La véritable expression populaire, par le moyen que je propose, aura pu clairement se faire connaître. Dans la réalité nationale – les élections européennes et les élections de Corse l'ont démontré – le scrutin proportionnel existe déjà. Avant qu'une nouvelle loi n'ait épousé la réalité, je ne fais que prendre une longueur d'avance. »*

Enfin M. Jean-Marie Le Pen a déclaré que le but du Front national n'est pas de *« devenir le cinquième grand parti politique français, ambition dérisoire »*. *« Comment me trouverais-je satisfait de figurer dans nos institutions sous l'apparence d'un échantillon? Le Front national doit exister en grandeur nature dans notre vie publique. »*

P. S.

● *Mme Bouchardeau et le PSU.* – La fédération de Bretagne du PSU réunie en congrès à Lorient (Morbihan) le 21 octobre, a demandé à Mme Huguette Bouchardeau, ministre chargé de l'environnement et ancien premier secrétaire du PSU *« de quitter soit le gouvernement soit le PSU »*, car *« si le socialisme a été trahi par le gouvernement, l'autogestion l'a été par la direction actuelle du PSU »*.



POLITIQUE

RÉUNI EN CONSEIL NATIONAL

Le CNIP rend publiques « cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance »

Plus de cinq cents délégués ont participé, samedi 27 et dimanche 28 octobre, aux travaux du conseil national extraordinaire du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), réuni à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). *Le président du parti,* M. Philippe Malaud, membre de l'Assemblée européenne, a rendu publiques *« cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance »*.

***Ce programme,* beaucoup plus détaillé que celui des autres formations de droite, *s'inspire dans le domaine économique et social d'options* ultra-libérales empruntées souvent aux économistes reaganiens et rejoint, dans le projet de société qu'il esquisse, certaines des orientations radicales prises par le Front national, que le CNIP souhaite associer à une union de l'opposition.**

Dans ses choix économiques, le parti de M. Malaud propose notamment d'abroger les quatre ordonnances de 1945 relatives au contrôle des prix, aux infractions à la législation économique, à la réglementation des changes et au placement des travailleurs, pour les remplacer par quatre projets de loi « *instaurant comme principe fondamental la liberté dans le domaine des prix, des changes, du crédit et de l'embauche* ».

Dans ses choix sociaux, il préconise la suppression du monopole syndical de présentation des candidats aux élections des comités d'entreprise, la limitation du droit de grève (en prévoyant notamment de rendre « *illicites* » les grèves « *politiques et idéologiques* »), la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, l'abrogation ou la modification des lois Auroux, l'abrogation de l'ordonnance de 1982 ayant fixé à trente-neuf heures la durée légale hebdomadaire du temps de travail, la suppression de la taxe professionnelle, la fiscalisation des allocations familiales.

Dans le domaine fiscal, le CNIP se déclare partisan d'une réduction massive de l'impôt direct « *sur la partie investie du revenu* », de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'impôt sur les plus-values, des droits de succession pour les biens investis dans les activités de production.

Partisan d'une « *sécurité accrue* », la formation de M. Malaud propose notamment de rétablir la peine de mort, d'augmenter les effectifs de police, de créer une police de l'immigration. Pour réduire le nombre des immigrés, elle préconise la création d'une « *banque de données* » sur les étrangers, l'octroi d'aides au retour, la modification du code du travail (« *afin de rétablir l'obligation de lire et écrire le français pour qu'un travailleur étranger puisse être éligible aux institutions représentatives du personnel* »), l'expulsion immédiate de tous les étrangers ayant commis un délit, la suppression de l'article du code de nationalité « *qui dispose qu'un enfant né en France de parents étrangers est automatiquement français* », etc.

Favorable à l'organisation d'un référendum sur un projet de réforme du statut de la fonction publique, le CNIP estime que la grille des rémunérations des fonctionnaires doit être supprimée et que le traitement des fonctionnaires doit être établi « *au moins pour moitié en fonction du travail effectif, du rendement, de la qualité du service rendu et des économies réalisées* ». Plaidant pour une démocratie « *mieux équilibrée* », le CNIP opte en outre pour l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel aux élections législatives « *avec un seuil de 5 %* » et pour la révision de la Constitution de 1958, « *afin de donner au Sénat les moyens d'exercer réellement sa part du pouvoir législatif* ». Il précise à ce sujet qu'une majorité qualifiée de deux tiers des députés devrait être requise à l'Assemblée nationale pour l'adoption de certains des projets de loi rejetés par les sénateurs.

M. Malaud espère que ces cent propositions seront examinées par les autres formations de droite et contribueront à la définition d'une « *plate-forme commune* » de l'opposition avant les élections législatives de 1986.

Le CNIP proposera, d'autre part, aux autres formations de l'opposition « *une procédure de décantation des candidatures et de présélection d'un candidat unique de la droite* » à l'élection présidentielle de 1988. « *Les préférences,* dit M. Malaud, *doivent s'incliner devant l'impérieuse nécessité de débarrasser une fois pour toutes notre pays des sangsues socialistes.* » Les échanges de vues ont été suivis par les représentants des autres formations et de différents clubs de l'opposition (UNIR, CAR, Avenir et libertés, Cercle de la cité), ainsi que par une délégation de la CSL et le président de la Fédération pour l'unité des rapatriés, M. Joseph Ortiz.

LES RADICAUX VALOISIENS A LYON

Une mobilisation difficile pour l'« alternance raisonnable »

De notre correspondant régional

Lyon. — Le Parti radical a organisé, samedi 27 octobre, une « rencontre interrégionale » en vue de la préparation du congrès des valoisiens qui se tiendra à Nancy du 23 au 25 novembre. Premier constat : la mobilisation des troupes paraît difficile. A peine cent militants pour un rassemblement concernant quatre régions, et non des moindres, Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté et Auvergne... L'« alternance raisonnable » proposée par le président du Parti radical, M. André Rossinot, le choix réitéré d'une voie « *médiane, pluraliste et républicaine* » ne semble pas mobiliser un nombre significatif de militants.

Sur le plan politique, les distances paraissent de plus en plus marquées par rapport à l'UDF. « *Le Parti radical a vocation à retrouver son identité. Nous ne sommes pas à l'UDF pour l'éternité* », a indiqué M. Roussinot, au cours d'une conférence de presse. Si, « *pour le moment* », les radicaux sont favorables à un dialogue « intra-UDF », le souci est grand de se démarquer par rapport aux autres formations de l'opposition dont on souligne l'absence de projets.

Après la phase de « *survie* », puis celle de l'« *organisation* », les radicaux veulent aborder le stade de l'« *expression* ». Il y va, a estimé M. Roussinot, de leur « *responsabilité historique* ». Au centre gauche, le Parti radical a choisi d'occuper un « *espace libre* ». Là où sont oubliés « *le manichéisme politique et le manichéisme des personnes qui télescopent leurs problèmes personnels et les problèmes de fond* ». Même si sa formation entend participer, en 1986, à la sanction de l'« *échec* » des socialistes, ceux-ci « *ne sont pas des pestiférés* ».

M. Rossinot a enfin entériné définitivement la nomination de M. Jean-Charles Lignel, PDG du *Progrès de Lyon*, à la tête de la fédération du Rhône du Parti radical. Ce dernier a justifié son adhésion par la « *tradition* » radicale qui avait « *fait* » l'élection à la mairie de Lyon de l'illustre ancêtre Edouard Herriot. Il semble peu soucieux des remous locaux — « *qui concernent quatre personnes* » — qui ont été provoqués par sa prise de pouvoir ultra-rapide. Peu enclin à se laisser encombrer par les « *problèmes* » que pose son engagement, au sein du *Progrès* comme à l'intérieur de la majorité municipale où siège — en tant qu'adhérent direct de... l'UDF — son ennemi intime, l'avocat André Soulier. Celui-ci, premier adjoint, sera toujours interdit de citation et de photographie dans *le Progrès*. Si un manquement à cet interdit était constaté « *il y aurait des sanctions immédiates* », a averti M. Lignel, qui ne pardonne pas à M. Soulier « *d'être l'avocat du* Dauphiné libéré *après avoir été pendant cinq ans celui du* Progrès ». Les réunions du bureau départemental de l'UDF promettent d'être animées... Paradoxe supplémentaire, M. Lignel se trouve aujourd'hui dans le même camp politique que son rival M. Robert Hersant à qui il livre un combat commercial — et judiciaire — farouche.

CLAUDE RÉGENT.

LA « MARCHE POUR LA PAIX » A PARIS

Un rassemblement très inférieur à ceux des années 1982 et 1983

La « marche pour la paix », organisée à Paris, le dimanche 21 octobre, par l'Appel des cent et le Mouvement de la paix, a réuni de trente mille à trente-cinq mille personnes, selon la police, trois cent cinquante mille personnes selon M. Georges Séguy, animateur de l'Appel des cent. Deux cortèges, partis l'un de la place d'Italie, l'autre de la place de Clichy, ont convergé vers la place de la République, où a été donné, vers 18 heures, un spectacle « son et lumière ».

Le comédien Pierre Santini, signataire de l'Appel des Cent, a donné lecture d'un message affirmant, notamment : « *Par-delà nos différences, la diversité de nos sensibilités et de nos positions sociales, nous voulons intervenir ensemble, de tout notre poids, de toute notre volonté, pour que la négociation se substitue à l'escalade nucléaire, pour que les richesses dilapidées à l'Est comme à l'Ouest, dans le gouffre du surarmement soient consacrées aux œuvres de vie, au combat contre les fléaux du sous-développement, tel que la faim dans le monde.* »

En tête des cortèges, à côté des animateurs de l'Appel des cent (M. Séguy, l'écrivain Suzanne Prou, le comédien Claude Piéplu, entre autres), plusieurs dirigeants du Parti communiste étaient présents : M. Georges Marchais, MM. Maxime Gremetz, André Lajoinie et Paul Laurent, membres du secrétariat ; M. Guy Hermier et Mme Francette Lazaro, membres du bureau politique ; M. Jack Ralite, membre du comité central, ancien ministre. La CGT était représentée par M. Bernard Lacombe, membre du secrétariat confédéral.

La PCF et la CGT ont fourni le gros de la manifestation, à laquelle participait aussi le Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES). La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a défilé sous ses propres mots d'ordre, une vingtaine de soldats en uniforme formant les premiers rangs de son cortège.

Vingt-cinq délégations de mouvements pacifistes, venant de différents pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est, mais aussi des Etats-Unis et de la Chine, ont participé à la manifestation. Les organisateurs ont reçu, en outre, des messages d'une vingtaine de mouvements, ainsi que du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, la « marche » se situant dans le cadre de la semaine de l'ONU pour le désarmement.

La mobilisation obtenue pour cette manifestation a été très inférieure à celle qui avait répondu aux précédentes initiatives patronnées par l'Appel des cent, en juin 1982 et en juin 1983. Il s'agissait, alors, de s'opposer à l'implantation de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe de l'Ouest, destinés à équilibrer ceux qu'avaient mis en place, de leur côté, les Soviétiques. Le mouvement pacifiste français avait pu, bien que nettement plus faible, s'appuyer sur celui qui se développait en Allemagne fédérale. L'affaire des euromissiles étant à présent dépassé, le PCF et la CGT ne pouvaient espérer beaucoup mieux que le rassemblement, relativement modeste en regard des moyens mis en œuvre, qu'ils ont réalisé dimanche.

P.J.

Quatre élections cantonales

MANCHE : canton de Bréhal (deuxième tour).

Inscr. 6 680 ; vot., 3 484 ; suffr. expr., 3 324. MM. Rolland, ss étiq., 1 832, *ÉLU* ; Mesnage, ss étiq., 1 492.

Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jean Girot (div. d.). Celui-ci avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 991 voix contre 696 à M. Lecostey, PS, et 333 à M. Manvoisin, PC, pour 4 020 suffrages exprimés, 4 143 votants et 6 241 inscrits.

La victoire de M. Bernard Rolland, premier adjoint au maire de Bréhal, ne constitue pas une surprise, puisqu'il était arrivé largement en tête au premier tour de ce scrutin partiel avec 31.60 % des suffrages. Il en a recueilli 55,11 % au second. M. Rolland, qui se présentait sans étiquette mais se situe dans l'opposition, a confirmé son avance sur M. Mesnage, adjoint au maire d'Hudimesnil, autre candidat sans étiquette d'opposition.

La gauche ne participait pas à ce second tour. Son unique représentant, M. Manvoisin, PC, avait été éliminé à l'issue du premier tour. Le PS, pour sa part, ne présentait pas de candidat.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants :

Inscr. : 6 679 ; vot., 3 464 ; suffr. expr., 3 325. MM. Rolland, 1 051 ; Mesnage, 879 ; Adam, ss étiq., 503 ; Hérard, ss étiq., 463 ; Tribéhou, ss étiq., 208 ; Manvoisin, PC, 166 : Remoué, ss étiq., 55.]

HAUTE-MARNE : canton de Chevillon (deuxième tour).

Inscr., 5 140 ; vot., 3 133 ; suff. expr., 2 836 — MM. Kaltenbach, RPR, 1 474, *élu* ; Bozek, div. d., 1 362.

M. Kaltenbach succède à René Rollin, UDF, décédé en septembre dernier, qui était conseiller général de ce canton et président de l'assemblée départementale de la Haute-Marne. René Rollin avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1982 avec 2 217 voix contre 812 au candidat socialiste, M. Porcar, et 560 au candidat communiste, M. Gaillet, pour 3 589 suffrages exprimés et 3 726 votants. Il y avait 5 123 électeurs inscrits.

M. Jean Kaltenbach était arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 35,88 % des suffrages exprimés. Tout comme dans le canton de Bréhal (Manche), ce second tour de scrutin se résumait à l'affrontement de deux candidats d'opposition, les autres candidats du premier tour n'ayant pas atteint le seuil nécessaire pour se présenter au second (10 % des inscrits). Les résultats du premier tour avaient été défavorables au PS, qui avait enregistré une perte de plus de 14 points par rapport au scrutin de 1982. Le PC en revanche avait réussi à maintenir ses positions. Ces résultats avaient été les suivants :

Inscr., 5 132 ; vot., 3 064 ; suff. expr., 2 937 — MM. Kaltenbach, 1 054 ; Bozek, 708 ; Roche, div. d., 492 ; Gaillet, PC, 431 ; Porcar, PS, 252.

CHER : canton d'Argent-sur-Sauldre (deuxième tour)

Inscr., 4 300 ; vot., 2 716 ; suff. expr., 2 639. — MM. Boinvilliers, RPR, 1 260 ; Doucet, div. d., 703 ; Senée, PS, 469 ; Cochennec, PC, 207. *Il y a ballottage.*

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Roger Jamain (div. d.), décédé le 22 septembre dernier. Conseiller général de ce canton depuis 1971, Roger Jamain avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 293 voix contre 482 à M. Leroux, PC, et 315 à M. Danse, PS, pour 3 090 suffrages exprimés et 3 175 votants. Il y avait 4 376 électeurs inscrits

M. Jean Boinvilliers, RPR, maire de Brinon-sur-Sauldre, ancien député, arrive en tête de ce scrutin de ballottage avec 47,74 % des suffrages. Il devance M. Didier Doucet, conseiller municipal (div. d.) de Vierzon. Les deux candidats de l'opposition recueillent 74,38 % des suffrages, score tout à fait comparable à celui réalisé par Roger Jamain lors du renouvellement cantonal de mars 1979 (74,20 %). La gauche, dans son ensemble, retrouve elle aussi son potentiel de 1979 (25,61 % des suffrages, au lieu de 25,79 % au précédent scrutin). Mais si le PS enregistre une progression sensible (17,77 % des voix au lieu de 10,19 % en 1979), le PC, lui, subit une perte de près de huit points, et son candidat, M. Cochennec, qui n'a pas atteint le seuil des 10 % des électeurs inscrits ne pourra participer au second tour de ce scrutin partiel.

SOMME : canton de Conty (premier tour).

Inscr., 5 646 ; vot., 3 903 ; suff. expr., 3 824 — MM. Jeunemaître, UDF, 824 : Brailly, RPR, 755 ; Occis, opp., 718 ; Lacherez, PS, 521 ; Trantan, CNIP, 358 ; Dacheux, opp., 324 ; Poitevin, PC, 324. *Il y a ballotage.*

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Claude Jeunemaître, opp., décédé le 16 août dernier. Celui-ci avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 134 voix contre 898 à Mme Gillet, PS, 775 à M. Nédélec, PC, et 372 à M. Blin, écol., pour 4 179 suffrages exprimés, 4 295 votants et 5 219 électeurs inscrits.

M. Marcel Jeunemaître, UDF, père du conseiller général décédé et maire d'Essertaux, est arrivé en tête de ce scrutin de ballottage avec 21,54 % des suffrages. Les résultats de cette élection partielle sont largement favorables à l'opposition. Les cinq candidats qui la représentaient recueillent 77,90 % des suffrages, alors que Claude Jeunemaître, unique candidat de la droite en mars 1979, avait réuni sur son nom 51,06 % des voix. M. Marcel Jeunemaître ne devance son adversaire du RPR, M. Brailly, maire de Pacouël, que de 69 voix.

Le Parti socialiste et le Parti communiste sont loin de retrouver leurs scores respectifs de mars 1979. Le candidat PS, M. Lacherez, obtient 13,62 % des suffrages, alors que M. Gillet en avait recueilli 21,48 %, soit une perte de plus de sept points. Passant de 18,54 % des suffrages en 1979 à 8,47 % cette fois, le PC pour sa part enregistre un recul de plus de dix points.

La réunion du comité central du PCF

(Suite de la première page.)

L'un de ceux qui avaient tenu ce langage est M. Pierre Blotin, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise. M. Blotin a précisé sa pensée, par la suite, dans un débat reproduit par l'hebdomadaire *Révolution* (daté 19-25 octobre).

La situation actuelle du PCF, expliquait-il, résulte non d'une « *mauvaise gestion* » de la « *politique d'union par des accords de sommet* », mais du fait que « *cette politique (...) n'était pas la bonne* ». En d'autres termes, la direction actuelle n'est pas responsable de l'affaiblissement du parti, et ceux qui l'ont critiquée veulent, en réalité, mettre le PCF « *à la remorque du gouvernement Fabius* ». Pourtant, dans le même débat, M. Blotin observait que le PCF était resté tributaire de sa stratégie antérieure, officiellement abandonnée en 1979, remarque qui était une autre façon de mettre en cause la direction du parti.

Celle-ci est donc suspecte, aux yeux des uns, de fuir dans « l'union à la base » les conséquences de son incapacité à tirer avantage de son retour à l'union avec le PS de 1981 à 1984 ; les autres lui reprochent de ne pas avoir su dégager le PCF, à partir de 1978, de la politique d'union qu'il avait pratiquée auparavant et qui avait abouti à la rupture de 1977 avec le PS.

les conditions de cet affrontement sont telles qu'il ne traduit que peu ou pas au sein des fédérations. Les enquêtes de nos correspondants dans le Nord, en Lorraine et en Loire-Atlantique font apparaître comme marginale la persistance des critiques qui s'étaient exprimées au mois de juin.

« *Aucun problème* », peut affirmer en substance M. Alain Bocquet, député, premier secrétaire de la fédération du Nord. « *Le peu d'ouverture admis au mois de juin a été vite compensé par un verrouillage pendant les vacances* », observe un militant anonyme. Lui-même juge le rapport présenté par M. Marchais en septembre « *assez intéressant pour ce qui est de l'analyse de la situation française, y compris les erreurs d'orientation du gouvernement* », mais il n'est pas d'accord avec les explications données sur le recul du parti et sur son changement d'attitude vis-à-vis du gouvernement et du PS. Pour ce militant, « *les communistes auraient dû quitter le gouvernement dès le moment où on a parlé d'austérité* ». Quant au « rassemblement populaire », il souligne que c'est là le b, a, ba de tout militant communiste.

Un peu d'autocritique

Autre écho à Nantes, où un vieux militant, minoritaire mais fidèle, isolé mais écouté de ses camarades, affirme : « *En Loire-Atlantique, aujourd'hui, on peut ne pas partager l'analyse officielle sans se faire excommunier.* » Aussi n'hésite-t-il pas à se déclarer en désaccord avec l'idée selon laquelle l'expérience du programme commun entre le PCF et le PS « *a été source d'illusions, de confusion, de reculs* ». « *Au contraire,* dit-il, *cette période d'avant 1977 a été unitaire et mobilisatrice. On a connu un mouvement de masse, un rassemblement des forces populaires, dans lequel les communistes étaient au premier rang. Si l'on avait poursuivi le développement des luttes dans le cadre du programme commun, le mouvement populaire serait arrivé, en 1981, sur une position supérieure, comparable à celle de 1936 ou de 1945.* »

En Lorraine, M. Roland Favaro précise qu'il s'exprime en tant que l'un des responsables régionaux de son parti, lorsqu'il déclare : « *Si la discussion est vive et intéressante sur la base du rapport de Georges Marchais, c'est que les luttes ont été fortes au printemps, notamment autour du plan acier.* » Selon les responsables régionaux du PCF, « *le sentiment général des communistes lorrains a été favorable au départ des ministres communistes du gouvernement :on ne pouvait pas faire autrement* ». Des militants, notamment dans la sidérurgie, avaient souhaité ce départ dès le printemps dernier. « *Les Lorrains ont été déçus ; ils ont été sensibles aux insuffisances de la politique gouvernementale ; les nationalisations nécessaires n'ont pas porté tous leurs fruits* », expliquent les responsables du parti.

Les mêmes estiment que, après le recul du PCF aux élections européennes, une condition nécessaire à un renversement de la tendance serait une analyse critique de la période 1981-1984. « *Il faudrait une réflexion plus autocritique sur la période 1981-1984* », disent-ils. Dans le même temps, un élu municipal, M. Gérard Jeannesson, adjoint au maire de Commercy (Meuse), déclare : « *Je ne peux ni accepter ni cautionner la politique actuelle du Parti communiste. L'absence totale d'une réflexion sur la responsabilité de la direction du parti et des ses élus, l'impasse où ont été enfermées les aspirations populaires me paraissent révoltantes. Je ne vois pas, par ailleurs, l'utilité de participer à la préparation et au déroulement,* a fortiori *à la mise en œuvre des décisions d'un congrès où, pour l'essentiel, les choix sont réglés d'avance, jusqu'au contenu des éléments de discussion privilégiés par les militants du parti.* »

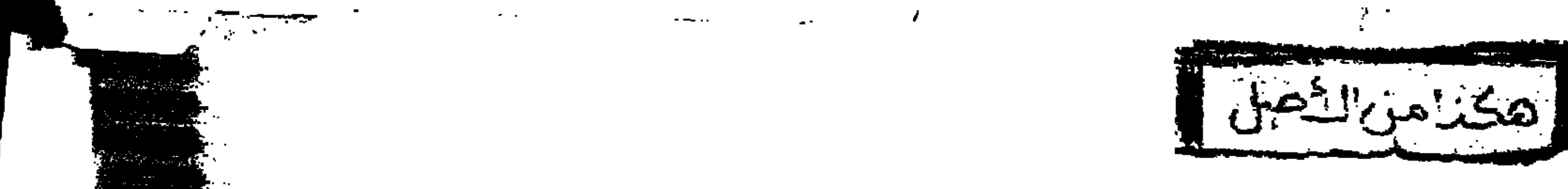
L'élément d'autocritique pour la période 1981-1984, souhaité par les responsables lorrains, pourrait figurer dans le projet de résolution examiné lundi et mardi. Il était envisagé, aussi, que ce texte renforce quelque peu la référence aux accords électoraux que le PCF pourrait passer, dans l'avenir, avec le PS. M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat, s'était employé à rassurer, sur ce point, ceux qui craignent que la rupture de juillet n'ait des conséquences au niveau des municipalités et des départements gérés par la gauche (*le Monde* du 9 octobre).

Les conséquences de l'affaire Abouchar

Les rivalités au sein de la direction du parti se sont manifestées récemment dans la façon dont elle a réagi à l'affaire Abouchar. La position exprimée par M. Leroy, le 21 octobre, défendant le droit à l'information incarné par le journaliste d'Antenne 2, avait été entérinée, deux jours après, par le bureau politique, mais l'issue de l'affaire avait été fâcheuse pour le PCF, qui s'était refusé à désigner publiquement les Soviétiques comme maîtres du sort d'Abouchar. M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, qui était à Orly samedi soir, pour accueillir Jacques Abouchar, a confirmé dimanche, sur Radio - Monte - Carlo, que le PCF « *examine les conséquences qu'il tirera* » de l'attitude des Soviétiques, qui avaient annoncé eux-même, à des responsables socialistes qui plus est, la libération du journaliste emprisonné à Kaboul. M. Marchais a laissé entendre, pour sa part, sur Antenne 2 que le comité central pourrait discuter de cette affaire.

La question des rapports avec les pays de l'Est et, au premier chef, avec l'URSS, étant considérée, jusqu'à maintenant, comme devant demeurer hors des débats préparant le congrès. La direction pourrait donc demander simplement au comité central d'appuyer l'attitude et la démarche éventuelle qu'elle aura arrêtées. Toutefois, le faux-pas qu'elle a commis, dans cette affaire, est susceptible de fournir un nouvel argument à ceux qui, de façon feutrée, mettent en cause sa responsabilité dans les déboires du PCF.

PATRICK JARREAU.



UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE

Mgr Vilnet met en garde les chrétiens contre « la montée des idéologies élitistes »

L'assemblée des évêques français réunie à Lourdes devait se terminer lundi 29 octobre. A la veille de cette clôture, Mgr Jean Vilnet, réélu président de la Conférence épiscopale pour trois ans, a fait une déclaration sur plusieurs sujets d'actualité, dénonçant l'inculpation en Afrique du Sud de l'archevêque de Durban, Mgr Denis Hurley, se félicitant de la libération de Jacques Abouchar, et exprimant son émotion à propos de l'assassinat du Père Popieluszko (voir page 2). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il aborde plusieurs autres thèmes, dont celui du racisme en France.

« Vous avez dit ici à Lourdes que l'Eglise « pèse inévitablement d'un certain poids politique » *et vous avez dénoncé* « la montée d'idéologies élitistes » *qui sont* « l'antithèse de l'Evangile ». *Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de « faire de la politique » ?*

– Depuis deux ans, les évêques sont intervenus fréquemment. Leurs interventions ont été parfois contestées, mais leur opportunité et leur valeur évangélique ont été reconnues plus tard. L'appel aux chrétiens, par exemple, pour envisager « de nouveaux modes de vie », et, pour les plus fortunés, de partager avec les plus démunis. Certains ont vu dans ce texte un appel à la résignation ou à la passivité face au combat légitime pour la productivité. Or il ne s'agissait pas de cela, et aujourd'hui nous sommes davantage écoutés.

» La commission épiscopale pour les migrations a récemment réveillé la conscience des catholiques, en s'associant aux démarches de solidarité, pour la défense du statut des familles immigrées et pour résister à toutes les formes de xénophobie. Ce langage, qui suscite des oppositions chez certains, trouve un écho chez un nombre croissant de nos concitoyens soucieux du respect de l'étranger et de l'équilibre d'un pays pluriethnique, comme la France.

» La commission sociale de l'épiscopat, exprimant à haute voix ce que constataient depuis longtemps les œuvres sociales et caritatives chrétiennes, a, dernièrement, lancé un cri d'alarme sur la marée montante de la pauvreté, qui marginalise, de plus en plus, dans notre population. Pauvreté très réelle, quoique souvent cachée. Cette fois-ci, l'écho m'a semblé large et positif.

» J'ai estimé nécessaire de mettre en garde contre la montée de thèses, et donc d'idéologies, qui voudraient imposer que l'étranger doit vivre à l'étranger ; qu'il n'y a pas de devoirs réciproques entre populations d'origine, voire de couleur, différentes – quand on ne va pas jusqu'à laisser entendre, comme d'autres l'ont fait voici plusieurs décennies, qu'il y a des êtres supérieurs et donc des êtres inférieurs, et des races de valeur inégale.

» L'Eglise porte en elle un message sur le respect de tout homme, sur l'éminente dignité de chaque personne et sur les chances égales de réussite dans la vie, dans tous les domaines, y compris spirituel. Voilà pourquoi les chrétiens doivent résister à la montée de ce que j'ai appelé des « idéologies élitistes », avec tout ce qu'elles comportent de risques redoutables pour la vie sociale d'une nation.

» L'Eglise, dans un pays comme le nôtre, ne peut pas être inapparente. Les mois récents en ont apporté la preuve ! J'appelle « politique » la vie et les relations d'une société vraiment démocratique. La langue française donne un sens sensiblement différent à la phrase « faire de la politique ». Pour la défense de causes qui relèvent des libertés publiques, les évêques se sont manifestés selon les modes d'expression acceptés dans les relations politiques de notre démocratie. Mais l'Eglise n'a pas sollicité le concours particulier et inévitablement partial de certains partis politiques face à d'autres partis politiques.

» L'Eglise doit veiller, lorsqu'elle agit pour défendre des droits essentiels, à ne pas le faire dans une perspective corporatiste, pour son seul intérêt, et encore moins en risquant de déséquilibrer la nation. Mais, en pareille circonstance, elle attend de l'Etat, des gouvernants, du législateur et des organisations politiques que l'on comprenne, et éventuellement que l'on protège, les points de droit qu'elle rappelle ou revendique lorsqu'ils paraissent menacés.

Une déclaration sur l'euthanasie

– La déclaration « Gagner la paix » votée par l'assemblée plénière à Lourdes l'année dernière a fait couler beaucoup d'encre. Vous aviez dit, à l'époque, que le débat était ouvert et devait se poursuivre. Y a-t-il eu des suites importantes à cette prise de position ?

– Cette déclaration, publiée en novembre 1983, avait semblé à certains inattendue et hâtivement rédigée. Elle paraissait propre à l'Eglise qui est en France, et indépendante des prises de positions des autres épiscopats sur le même sujet. Ce n'était pas le cas. Des contacts avaient notamment été pris avec les évêques des Etats-Unis et d'Allemagne fédérale. Dans ces trois pays, la question de l'armement nucléaire se pose différemment, selon les politiques militaires de chacun.

» A peine la déclaration des évêques français était-elle rendue publique que le synode national de l'Eglise réformée de France prenait, à La Rochelle, une position notoirement différente. Depuis lors, une intense réflexion se poursuit dans les milieux chrétiens. On prépare un document élaboré par des protestants et des catholiques, qui fera, je crois, progresser la réflexion sur les problèmes de l'armement, de l'équilibre international et aussi de la non-violence.

– On parle beaucoup des questions éthiques qui se posent aujourd'hui de façon plus aiguë dans le domaine de la médecine. L'épiscopat prépare-t-il une intervention à ce sujet ?

– L'Eglise a instauré un dialogue entre les moralistes chrétiens et les chercheurs. Les évêques avaient pris la décision, voici deux ans, de se doter d'un « centre éthique » pour suivre ces questions.

» La commission épiscopale chargée des questions familiales sera sans doute amenée à donner prochainement le point de vue de la morale catholique sur l'euthanasie, les manipulations génétiques et les pratiques nouvelles de fécondation artificielle. L'enjeu pour l'homme est de trop grande importance pour que l'Eglise, soucieuse de l'homme, de son épanouissement, de sa liberté, de sa vocation divine, y soit indifférente.

Catéchèse et calomnie

– Vous avez exprimé l'hypothèse que la querelle scolaire est « dépassée », *en ajoutant que le débat s'est déplacé vers les* « vraies questions », *touchant la réforme du système scolaire...*

– La querelle scolaire qui a secoué la France ces derniers mois est-elle « dépassée » ? Je tends à le croire. Lorsqu'une maison séculaire, marquée par l'usure du temps, est secouée par un cyclone, il faut évidemment veiller dans l'immédiat à ce qu'elle ne s'écroule pas. Dès que le cyclone s'est éloigné, il faut, sans attendre, faire appel à tous les corps de métier pour stabiliser et améliorer l'édifice. L'édifice dont je parle ici est celui de tout le système scolaire dont dispose la France pour l'éducation de ses fils. Autrement dit, repoussons les séquelles du cyclone et mobilisons-nous tous pour l'amélioration, unanimement attendue, de cet édifice. C'est une œuvre nationale urgente et de grande envergure, dans le respect des droits de tous et avec le concours des parents, de l'Etat, des enseignants et aussi des grandes familles spirituelles.

– Ce n'est un secret pour personne que le renouveau de la catéchèse en France a provoqué une controverse, jusque dans l'épiscopat lui-même. Vous avez même parlé de « calomnie » *à propos de certaines campagnes de dénigrement. Quel est le véritable enjeu de cette « querelle des catéchismes », et n'est-ce pas finalement les enfants qui risquent d'en pâtir ?*

– Si j'ai parlé de calomnie, c'est parce que depuis de longues années certaines campagnes de dénigrement continuent à l'encontre des efforts considérables fournis par toute l'Eglise en France pour l'éducation de la foi des enfants. Je voulais rendre justice à tous ceux, très nombreux, qui contribuent à un tel effort, dans la fidélité à la foi et dans une totale loyauté envers l'Eglise.

» Querelle des catéchismes ? Certains semblent l'entretenir, mais il ne faut pas grossir ce genre de prise de position.

» Quant à l'épiscopat, il n'est pas traversé par une controverse qui le diviserait. Le résultat des travaux de l'assemblée qui s'achève le prouve, où les évêques sont préoccupés de fournir aux enfants de France, pour qui les parents veulent une éducation chrétienne, un cadre et un contenu d'instruction, et donc de nourriture de la foi, qui soient authentiques, substantiels et fidèles au message du Christ. Il faut et aussi que la catéchèse soit assimilable par ces enfants dont l'éveil à la culture passe par une pédagogie scolaire profondément renouvelée et par des moyens d'information et de formation qui débordent de toutes parts le cadre de l'école. Et les enfants, ne l'oublions pas, grandissent dans un milieu familial et social qui, dans une énorme proportion, ne lui parle en rien du message chrétien.

» Tel est donc l'enjeu, paradoxal et extraordinairement difficile, qui se propose à l'Eglise pour dire Jésus-Christ à des centaines de milliers d'enfants et de jeunes, avec le concours actuellement de quelque 220 000 catéchistes.

» La variété et la qualité des livres sur lesquels s'appuiera cette transmission de la foi sont d'une importance exceptionnelle. Le livre *Pierres vivantes* est de ceux-là. Le million d'exemplaires déjà répandus révèle son importance.

» Tout doit être mis en œuvre pour que cet ouvrage soit de la plus excellente qualité. Voilà pourquoi il vient de faire, de la part des évêques français, en lien avec Rome, l'objet des soins les plus méticuleux. »

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

BOMBAGE RACISTE

Vienne. – Curieux procès. Ou plutôt, curieuse audience. Il n'est pas si fréquent de retrouver à la barre des prévenus un homme surpris en flagrant délit de « bombage » d'inscriptions racistes. Il était pourtant bien là, Aimé Serpollet, trente-cinq ans, chômeur, auteur démasqué par un « renseignement anonyme » d'une inscription abjecte sur un mur de sa ville de Vienne : *« Les Arabes au four. Vive... »* (suivait une croix gammée). Il était là et... personne ne lui a rien demandé : pas de questions sur ses motivations, aucune curiosité sur son itinéraire politique. Les faits ont été établis, sa culpabilité retenue : c'en était assez, semble-t-il, pour éclairer l'opinion du tribunal de grande instance qui le jugeait le 22 octobre, en compagnie des auteurs d'un tract anonyme distribué la même nuit par des militants du RPR.

Serpollet, lui, avait adhéré au Front national, après un meeting « chaud » présidé par M. Le Pen, trois mois auparavant à Lyon. Il était devenu recruteur-trésorier du mouvement dans la région. Il sera exclu dix jours après son « exploit » nocturne.

En l'absence de curiosité de la présidente du tribunal, il faudra se contenter d'informations glanées au cours des plaidoiries des parties civiles – dont l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés – ou de la défense, présentée avec des pincettes, par une avocate commise d'office. On apprendra ainsi que l'auteur des inscriptions était accompagné par un « guetteur » membre du RPR qui, depuis, assure n'avoir rien vu...

Le substitut a requis une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis – dont cinq semaines fermes – contre Serpollet. Jugement le 18 décembre. – *(Corresp.)*

EN CALIFORNIE

Un cœur de babouin a été greffé sur un bébé

La petite fille âgée de deux semaines à laquelle une équipe chirurgicale de l'hôpital de Loma-Linda en Californie a greffé, vendredi 26 octobre, le cœur d'un jeune babouin se trouve, selon le porte-parole de cet hôpital, dans un état stationnaire.

Atteinte d'une malformation cardiaque incompatible avec la vie, la petite fille a été opérée par le docteur Leonard Bailey, qui mise sur le fait que le système immunologique commandant les réactions de rejet n'est pratiquement pas opérant à l'aube de l'existence. Aucun cœur d'enfant n'était disponible, et l'équipe californienne estime que l'enfant était, sans la greffe, condamnée à très brève échéance.

Une solution désespérée

Les greffes d'organes inter-espèces sont, plus encore que celles que l'on pratique d'un être humain à un autre, soumises aux lois du rejet. A trois reprises seulement, de telles greffes ont été tentées chez l'homme, notamment par le professeur Barnard en 1977 et en 1978 ; elles s'étaient traduites par des échecs. L'équipe californienne bénéficie de l'existence d'un nouveau médicament, la cyclosporine A, qui pourrait, cette fois, faciliter les suites opératoires. Il n'est pas exclu qu'elle ait choisi cette solution désespérée dans l'attente d'un cœur humain disponible. Un bébé âgé de dix jours avait subi une greffe cardiaque humaine, le 30 juillet dernier à Londres, et n'avait survécu que quelques jours à cette tentative très diversement appréciée par les milieux spécialisés en raison de son caractère expérimental.





ÉDUCATION

A quoi sert l'école ?

Le « malmenage » des jeunes cerveaux

Et si l'école n'était pas faite pour les enfants ? Les observations des médecins sont à cet égard des plus instructives. L'école ne tient pas compte du rythme de vie des enfants, des étapes de leur développement, du cheminement de la maturité des uns et des autres. C'est la cause, pour beaucoup, de troubles physiques et de retards scolaires. Avec le professeur Robert Debré, qui avait attiré l'attention sur le « malmenage » scolaire, le docteur Guy Vermeil (qui vient de prendre sa retraite de chef de service de pédiatrie au centre hospitalier d'Orsay) est, en tant que médecin, l'un des grands spécialistes des répercussions du système scolaire sur la santé et l'équilibre mental des écoliers. Il a notamment attiré l'attention sur l'absurdité des rythmes scolaires (1). En vain.

Pourtant, son expérience de médecin est riche en enseignements dont il veut convaincre l'opinion publique.

Ainsi, notre système scolaire ne tient-il pas suffisamment compte de la maturité de chaque enfant. « *L'erreur fondamentale*, estime le docteur Vermeil, *a été de confondre démocratisation de l'enseignement et uniformisation.* » Puisque tous les élèves n'ont pas la même maturité au moment où ils entrent à l'école, il faut accepter que certains abordent la lecture à cinq ans, d'autres à huit et la plupart à sept ans. Cela veut dire que l'entrée en sixième se fera entre dix et quatorze ans précise le Dr Vermeil. Pour lui, l'important n'est pas que les enfants commencent et terminent l'apprentissage *en* même temps, mais qu'ils aillent « *au même endroit* », c'est-à-dire au maximum de leurs capacités. L'homogénéité des classes en matière de niveau scolaire n'aurait alors de meilleure garantie que l'hétérogénéité des âges des élèves.

Le médecin apporte une autre preuve à l'appui de cette démonstration : l'avance scolaire des filles sur les garçons qu'explique une maturité physiilogique plus avancée. Or, la « *maturité que confère la maturité sexuelle est importante* ». Elle intervient sur les centres d'intérêt, la compréhension des phénomènes sociaux, des sciences sociales, de la littérature. C'est elle qui permet de comprendre, par exemple, le personnage de Phèdre. On distingue ainsi du point de vue de la maturité deux périodes-clés dans la vie de l'écolier : le début de la scolarité obligatoire et la puberté avec les deux années qui la précèdent. Un défaut de maturité peut alors compromettre toute une scolarité. Pourtant, l'école méconnaît trop souvent les étapes du développement de l'enfant et surtout la grande dispersion de ces étapes en fonction de chacun. Cette méconnaissance explique, selon le docteur Vermeil, un tiers des échecs scolaires.

Il raconte, à titre d'expérience, qu'on a contrôlé le quotient intellectuel (QI) d'enfants jugés aptes à passer dans la classe supérieure : il atteignait 115 à 120 alors que des élèves dits en difficulté obtenaient un QI de 100, considéré comme normal.

Au redoublement *(« absurdité pédagogique »)*, à la rééducation *(« processus monstrueux qui remplace l'apprentissage par le dressage »)*, le docteur Vermeil suggère de substituer la méthode du « *tâtonnement* » avec retour en arrière si nécessaire. Après tout, ce n'est pas un déshonneur si cela est bien expliqué à l'enfant mais surtout à l'opinion publique – parents en tête – qui renforce les défauts du système scolaire en demandant toujours plus et toujours plus vite aux écoliers. Or, ajoute le docteur Vermeil « *on n'a pas le droit de demander à un enfant quelque chose qu'il ne peut pas donner. C'est criminel* ». Il ne conteste pas pour autant l'accent mis sur le sens de l'effort, voire le travail pendant les vacances, trop longues en outre en raison du déséquilibre des rythmes scolaires (journée, semaine, année). A condition que cet effort soit « *rentable* ».

De toute façon, « *l'alimentation intellectuelle se prend par petites bouchées en quantités raisonnables* ». Le professeur Debré avait déjà démontré la nécessité de respecter au cours d'une même journée plusieurs alternances : « *Sommeil et veille, faim et satiété, repos et activité, mouvement et immobilité, silence et bruit, obscurité et lumière, affection et agression, activités de travail et activités de jeu, goût de la nouveauté et goût de la répétition* (2) ». Un enfant privé de sommeil ou de jeu en semaine ne récupèrera pas le dimanche, estiment les pédiatres, c'est, disent-ils, « *antiphysiologique* ». En revanche, quand le temps consacré au travail dépasse sa capacité d'attention (trois quarts d'heure d'affilée au maximum et beaucoup moins pour les plus jeunes) il « *déconnecte* ».

Au total, seulement 30 % des écoliers français seraient à l'aise dans le système actuel. Les autres n'étant pas pour autant incapables d'apprendre, on mesure tout le gâchis engendré par une telle méconnaissance du développement de l'enfant. Pourtant, la physiologie du cerveau nous apprend, explique le même pédiatre, que les stimulations reçues par l'enfant contribuent à construire son « *organisation cérébrale* », c'est-à-dire les « *connexions des cellules du cerveau* ». Si celles-ci ne servent pas, elles disparaissent. Si, au contraire, elles sont stimulées elles vont se développer. Ainsi l'enfant issu d'un milieu stimulant bénéficie d'un « *réseau plus dense* » qui le rend « *apte à apprendre plus facilement* ». Pour rattraper leur « *retard* », les autres doivent être soumis aux mêmes stimulations « *afin de ne pas commencer à un niveau cérébral qui ne leur permette pas de suivre* ».

Autre enseignement : les deux hémisphères du cerveau, le gauche (celui de « *l'intellect* », de « *l'emmagasinement des connaissances* », de l'abstraction) et le droit (celui qui permet « *l'imagination, le sens social, le contrôle des humeurs* »...) « *se fécondent mutuellement* ». Or nous avons trop tendance à instruire les enfants comme s'il n'y avait que le seul hémisphère gauche, en d'autres termes de les prendre « *pour des entonnoirs à connaissances* ».

De même, l'équilibre entre le corps et l'esprit est indispensable aux yeux du médecin. La course à pied ou la musique loin de faire perdre du temps dans les apprentissages dit fondamentaux les renforcent au contraire indirectement.

Entre la transmission des connaissances et l'épanouissement de l'enfant, le docteur Vermeil ne choisit pas. S'il donne raison à ceux qui veulent revenir à l'idée que l'enfant doit apprendre à exercer sa mémoire, pratiquer une « *gymnastique intellectuelle* » moyennant « *quelques coups de pied aux fesses de temps en temps* », c'est à condition de ne pas oublier que « *l'on n'apprend que si on y prend plaisir* ». Et de cela tout le monde ou presque est capable. « *Le gâchis de l'école*, conclut-il, *est de remplacer le plaisir d'apprendre par le dressage sans plaisir.* » « *Nous tuons la curiosité*, ajoute-t-il, *à force de répondre aux questions que les enfants ne posent pas et de ne pas répondre aux questions qu'ils posent.* »

CATHERINE ARDITTI.

(1) *La Fatigue à l'école.* Editions ESF.

2) R. Debré et D. Douady. *La Fatigue des écoliers français dans le système scolaire actuel.* Rapport au conseil de la recherche pédagogique du 18 janvier 1962.

● *Rentrée agitée au centre universitaire Saint-Charles.* – La rentrée est agitée au centre Saint-Charles (Paris 15e), siège de l'UER d'arts plastiques et de sciences de l'art de l'université de Paris-I (Panthéon, Sorbonne). Le conseil de l'UER a donné – collectivement – sa démission pour protester contre l'insuffisance des moyens attribués à cet enseignement dispensé dans les locaux d'une usine désaffectée, peu adaptés aux disciplines artistiques. Enseignants et étudiants réclament aussi le paiement des salaires de l'ensemble du personnel, notamment des vacataires, nombreux à intervenir au centre Saint-Charles, et qui n'ont pas été rémunérés depuis plusieurs mois.

EN BREF

La révocation de la police de M. Gandossi est annulée

Le tribunal administratif de Paris a annulé, le 5 octobre, l'arrêté signé le 8 juin 1983 par M. Gaston Defferre et révoquant de la police M. Didier Gandossi, alors président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, extrême droite). Cette révocation avait suivi une manifestation policière organisée le 3 juin dans les rues de Paris et au cours de laquelle plusieurs ministres avaient été pris à partie.

Pour annuler cette révocation, le tribunal estime que le ministre de l'intérieur a commis une « *erreur manifeste d'appréciation* ». Il souligne que rien ne prouve que M. Gandossi ait été directement à l'origine des faits qui lui sont reprochés ni que ses adhérents aient participé à la dernière partie de la manifestation, celle qui devait mal tourner. Le ministère de l'intérieur a décidé de faire appel de cette décision devant le Conseil d'Etat.

M. Gandossi nous a déclaré avoir l'intention de demander sa réintégration dans la police « *dans les prochains jours* ». Il est aujourd'hui directeur de la police municipale de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), créée par le maire (RPR) de cette commune, M. Patrick Balkany. Jusqu'en janvier 1983, M. Gandossi était gardien de la paix. Il était devenu ensuite permanent de la FPIP, mais n'appartient plus à ce syndicat, explique-t-il, en raison de « *divergences* », qui l'oppose aux nouveaux dirigeants de cette organisation.

MÉDECINE

LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSERM

La recherche : un investissement pour l'humanité

La recherche, et singulièrement la recherche médicale, peut-elle, doit-elle, être définie comme des priorités par des sociétés où s'accumulent les difficultés économiques ? A cette question qu'il a posée d'emblée en clôturant, dimanche 28 octobre à la Sorbonne, le colloque international organisé par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), M. Laurent Fabius a apporté une réponse sans équivoque. La recherche, a déclaré le premier ministre, « *est un investissement : il n'en est pas de plus décisif, de plus positif* ». (...) « *Priorité majeure* », pour des raisons qui sont tout aussi « *philosophiques que politiques, économiques et sanitaires* », elle ne doit pas pour autant reposer entièrement sur l'impulsion de l'Etat : les progrès de la recherche, a souligné M. Fabius, ne se feront pas sans l'industrie, c'est-à-dire sans une étroite association « *de l'évolution des connaissances* » et « *de la production des biens* ».

Mais ils ne se feront pas non plus seulement dans les limites des frontières nationales, et le premier ministre a dégagé, à cet égard, deux orientations essentielles pour l'avenir : multiplier les échanges avec les autres pays industrialisés, en particulier en Europe, et par exemple dans le domaine des biotechnologies ; mais aussi renforcer les efforts en direction du tiers-monde, car, a déclaré M. Fabius, il n'est pas possible de progresser en ce domaine de la recherche dans les pays industrialisés « *au détriment de la satisfaction des besoins fondamentaux de santé des trois quarts de l'humanité : il s'agit d'ailleurs d'un seul et même devoir. (...) Car si la lutte pour le développement a un sens et des chances de résussite, c'est bien dans le large champ de l'action pour la vie* ».

Faux débat

C'est sur ce thème, précisément, que les chercheurs et moralistes réunis par l'INSERM (1) avaient axé les conclusions de leurs travaux. A la fin de ce siècle, a souligné le professeur André Capron (Lille), huit individus sur dix vivront dans les pays en voie de développement, un milliard d'êtres humains seront affamés et autant souffriront du paludisme, en l'état actuel de nos prévisions. Et pourtant, a-t-il ajouté, le débat entre sciences fondamentales et recherche appliquée au développement apparaît comme un « *faux débat* » : « *Comment prétendre que puissent être éradiquées, ou du moins contrôlées, certaines des grandes endémies parasitaires sans l'apport décisif que constituent les techniques les plus performantes de la biologie cellulaire et moléculaire ? Comment, en revanche, imaginer que la découverte la plus remarquable de la biologie, celle d'un vaccin contre le paludisme par exemple, puisse avoir quelque chance d'application étendue sans que soient pris en compte la stratégie vaccinale, les facteurs économiques et la réalité du terrain ? Il suffit, à ce propos, de songer que, même à une époque où la plupart des grandes maladies bactériennes et virales peuvent faire l'objet d'une immunisation préventive, à peine un sixième de la population du globe peut avoir accès aux vaccinations...* »

C'est en ce sens aussi que s'est exprimé le professeur Jean Hamburger, rappelant la « *dérisoire confrontation* », l'« *arithmétique grotesque* » dont l'histoire contemporaine multiplie les exemples : d'ici à l'an 2000, la faim aura tué autant d'êtres humains que la médecine aura sauvé d'urémiques ; les effets positifs de la réanimation et de l'application des antibiotiques auront sans doute équilibré – en termes purement numériques – en quarante ans l'impact dévastateur de la seconde guerre mondiale... Aussi est-ce sur l'interrogation des moralistes que s'est achevé le colloque de la Sorbonne : « *Longtemps*, a déclaré le professeur Hamburger, *les scientifiques ont cru qu'il leur suffisait de découvrir, abandonnant à d'autres le soin de décider de l'usage qui est fait de leurs découvertes.* » Ces temps sont révolus. « *Une nouvelle responsabilité est née.* »

Une nouvelle responsabilité et une nouvelle angoisse, comme l'a souligné pour sa part le philosophe Michel Serres. Jusqu'à présent, a-t-il dit, « *nous n'avons pu grandir que parce que nous avons fait de la langue notre nourriture* ». La langue, le langage, la parole qui dit et, de ce fait, structure. Aujourd'hui, « *la morale s'adapte à la recherche et à ses applications* », non l'inverse : elle a cessé de précéder le mouvement même de la pensée. « *N'allons-nous pas, alors, changer le temps, notre temps ?* »

CLAIRE BRISSET.

(1) Au cours de la dernière « table ronde » organisée lors de ce colloque célébrant son vingtième anniversaire, l'INSERM avait réuni autour du professeur Jean Rosa, MM. Mohamed Abdelmoumène (Organisation mondiale de la santé), André Capron, Richard Doll (Grande-Bretagne), Mmes Claudine Herzlich et Nicole Monplaisir, MM. Ramalingaswami (Inde) et Marc Sankalé.

M. Chevènement veut renforcer l'instruction civique à l'école

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, samedi 27 octobre, à Belfort, qu'il annoncerait officiellement en novembre le renforcement de l'instruction civique à l'école. Le ministre de l'éducation nationale s'exprimait au cours d'une réunion du conseil communal de prévention de la délinquance de Belfort, ville dont il est maire. « *Au risque de paraître rétro*, a-t-il dit, *il me paraît important de rappeler les règles élémentaires de la vie organisée au sein d'une société comme la nôtre* ». M. Chevènement a précisé que « *si l'instruction civique doit dépendre, pour l'essentiel, de l'éducation nationale, l'école n'est pas la seule concernée* ». Selon lui, son enseignement et son respect incombent également aux « *parents et aux autorités en général* ».

En fait, l'instruction civique n'a jamais disparu des programmes scolaires, même si elle tient peu de place dans l'emploi du temps réel des classes. A l'école élémentaire, une « éducation morale et civique » est prévue par les textes officiels. Au cycle moyen, elle doit notamment contribuer à « *favoriser l'épanouissement harmonieux de l'enfant, pour lui-même et pour son insertion heureuse dans une collectivité organisée* » (programme de 1980). Un colloque sur le thème de « L'initiation civique de la jeunesse », organisé par le médiateur, M. Robert Fabre, avec la participation de M. Chevènement, doit avoir lieu à Paris les 22 et 23 novembre prochain.

Une femme aurait participé à l'assassinat de Grégory

Un pas pourrait être franchi en ce début de semaine dans l'enquête sur le meurtre de Grégory Villemin, à Lépanges-sur-Vologne (Vosges) (*le Monde* daté 28-29 octobre). La diffusion, vendredi 26 octobre, d'un deuxième portrait-robot et les premiers résultats attendus des expertises d'écritures et de voix devraient apporter des éléments nouveaux sur la personnalité du, ou, plus vraisemblablement, des auteurs de l'enlèvement et du meurtre de Grégory.

Il y aura bientôt deux semaines que le corps ligoté de Grégory Villemin, quatre ans et demi, était retrouvé, à 21 h 30, le mardi 16 octobre, à Docelles (Vosges).

Depuis, les gendarmes ont multiplié les investigations, interrogations, vérifications. Des traces de talon féminin, relevées le long d'un talus qui conduit à la Vologne, les ont convaincus qu'une femme a participé à l'enlèvement.

Les enquêteurs continuent de se heurter au silence. Les appels à témoins ont rapporté peu d'informations. Entre eux, les gens parlent davantage. Notre correspondante Claudine Cunat insiste sur le malaise que crée chez nombre de Vosgiens l'omniprésence d'une quarantaine de journalistes. « *On dirait des voyeurs* », dit une vieille. Un enseignant de Bruyères : « *A croire tous ces journaux, les Vosges seraient peuplées de gens froussards, de clans mystérieux.* »

Peut-être faudra-t-il que l'agitation retombe, que les journalistes s'effacent du paysage, que les gendarmes rentrent à la caserne pour que des langues se délient.

C. V.

CARNET DU Monde

Naissances

– Corinne Van der Linden
et Marc Detrait
ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Martin, Simon,

le 20 octobre 1984, à 8 h 50.

3, rue Jacques-Duclos,
94800 Villejuif.

Décès

– M. et Mme André Gribenski,
ses enfants,
M. et Mme Marc Venet,
ses petits-enfants,
Mme Pauline Wargnier,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul DELSAUX,
ingénieur I.D.N.,

survenu à Paris le 20 octobre 1984, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'incinération aura lieu le mercredi 31 octobre 1984.

On se réunira au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 15.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, rue Coëtlogon,
75006 Paris.

Remerciements

– *Mme Bernard Cartier,*
M. Gilles Cartier,
M. et Mme Michel Estieu,
M. et Mme Laurent Boiteux
Et toute la famille,

très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Bernard CARTIER,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Pour le huitième anniversaire de la mort de

Sergine
CHAMBELLANT DE MAILLY,

le 29 octobre, une *pensée émue* est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

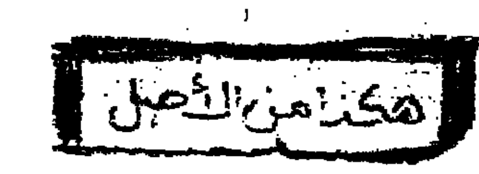
– A l'occasion du huitième anniversaire de la disparition de

M. G. M. FAKRA,

une *pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, estimé, aimé.*

– Marcel MINGAM,
prêtre,
est né à la Vie éternelle, le 30 octobre 1982.

Lourdes : « *Pain rompu pour un monde nouveau.* »
Priez pour lui.



ÉCONOMIE

Paribas optimiste malgré l'écroulement de son rêve américain

LUNDI 6 août 1984, à 9 h 30 du matin, les deux mille employés de Becker Paribas, l'une des principales banques d'investissement et de placement (Investment Banks) de New-York (la seizième) et l'un des grands spécialistes du « papier commercial » (effets de commerce) aux Etats-Unis, eurent un coup au cœur : sur le télex de l'agence Dow Jones tombait l'annonce de la vente de leur firme par son propriétaire, le groupe français Paribas, à la première société de courtage des Etats-Unis et du monde, Merrill-Lynch. Outre le montant de la transaction, 100 millions de dollars payés en actions de l'acheteur, ils apprenaient en même temps que la plus grande partie d'entre eux n'étaient pas compris dans le marché, et donc, se trouvaient privés de leur emploi.

Sans doute, depuis quelque temps, tout le monde savait qu'« il se préparait quelque chose » : la firme perdait de plus en plus d'argent depuis le début de l'année, et Paribas avait dû en remettre deux mois avant. On murmurait que, effrayé par la vitesse à laquelle se creusait le « trou », le groupe français se préparait à jeter l'éponge et cherchait activement un acquéreur. C'est égal, même aux Etats-Unis, où les décisions brutales sont fréquentes, le coup était dur. Il l'était au premier chef pour les employés : certes, sur l'énorme place financière de New-York, le marché du travail est large, mais la conjoncture se dégradait pour les intermédiaires financiers, et même le géant Merrill-Lynch se voyait contraint d'amputer de 2 500 personnes son effectif total de 40 000. Il l'était également pour le groupe Paribas, qui voyait s'écrouler le rêve, nourri depuis dix ans, de devenir l'une des grandes maisons de New-York dans le négoce et le placement des investissements financiers : valeurs mobilières, obligations, bons du Trésor, effets commerciaux, etc.

Sur les bords de l'Hudson et ailleurs, les commentaires étaient sévères : grave défaillance dans le management, atteinte au professionnalisme, mauvais coup porté au prestige français, etc. Sans doute, ces amabilités étaient-elles, le plus souvent, le fait des banquiers français de New-York, très peu amènes entre eux, mais qui retrouvent l'unanimité pour vilipender Paribas, vieux concurrent aux « folles prétentions ». Ils y ajoutaient de gourmandes précisions sur l'importance des pertes du cédant, bien plus de 100 millions de dollars, chiffres avancés également par la presse américaine.

Trois erreurs reconnues

Traduisant les sentiments de la place de Londres, notre collaborateur Christopher Hughes, qui commentait l'opération dans sa chronique du 12-13 août 1984, évoquait *« la volonté de la communauté bancaire américaine d'expulser du marché les banques étrangères qui tentent présentement de s'y précipiter »*. Il hasardait même que *« peut-être, elle apparaîtra un jour comme le Gettysburg (1) des Européens au terme d'une guerre où la sécession aura été le fait des Américains »*.

Rue d'Antin, au siège parisien de Paribas, on veut minimiser les conséquences fâcheuses de la vente de Becker, en appuyant sur le caractère très « franco-français » des amabilités exprimées plus haut. *« Nos confrères nationaux nous ont toujours jalousés pour notre compétence et nos résultats. »* Les pertes ? Elles sont bien moins importantes qu'on ne l'a dit et *« pas de nature à affecter nos résultats de fin d'année »*. La transaction avec Merrill-Lynch ? Elle est avantageuse pour les deux parties : la grande société de courtage américaine ajoute à sa panoplie ce qui lui manquait, à savoir un grand département de papier commercial, et pourra utiliser un déficit fiscal reportable, ce qui est toujours intéressant ; Paribas renforce des liens déjà existants, puisque tous deux sont associés depuis 1981 au sein d'une participation commune dans le groupe Sung Hung Kai à Hongkong. L'association, ajoutons-le en passant, est pour le meilleur et pour le pire, car, en 1983, il leur fallut voler au secours de ce groupe, gravement menacé par la crise de confiance qui déferla sur une colonie britannique anxieuse pour son avenir.

Enfin, cette transaction ne fait-elle pas de Paribas le premier actionnaire de la première firme de courtage mondiale avec 3,3 % de son capital et une option de 2 % supplémentaires ? Les sceptiques répondent que la faiblesse de ce pourcentage empêchera Paribas d'exercer la moindre influence sur la politique de cette firme. Peut-être, est-il rétorqué, mais le paquet d'actions a été obtenu à un cours bas (31 dollars pièce) et ne peut que se valoriser, ce qui compensera, et au-delà, les pertes sur Becker.

La décision, fait-on encore remarquer, d'arrêter les frais brutalement en cédant la firme, a été jugée sage dans les milieux new-yorkais spécialisés, qui savent à quelle vitesse une situation peut se dégrader dans le secteur de l'Investment Banking.

A ce sujet, on reconnaît, rue d'Antin, que trois erreurs majeures *ont été commises. La première le fut* en 1974, lorsque Paribas, dépourvue de guichets commerciaux aux Etats-Unis, et disposant seulement d'une petite *Investment Bank fondée dans* les années 60 (Paribas Corporation), en fit un véritable complexe et décida de frapper un grand coup en rachetant, en association avec la banque d'affaires britannique S.G. Warburg, 40 % d'une investment bank de province, Becker, créée en 1893 à Chicago. L'objectif était de l'agrandir et de la « faire monter » à New-York pour se placer dans le peloton de tête. Hélas, Becker, firme provinciale du Midwest, et qui s'en glorifiait (*« Aggressively Midwestern »*) n'arriva *jamais à se « new-yorkiser »*. Très forte dans le domaine du papier commercial, elle voulut tout faire, et se mesurer aux grands ténors comme Morgan Stanley et autres.

La seconde erreur fut de s'associer avec S.G. Warburg, dont le chef, sir Siegmund Warburg, avait de grandes ambitions aux Etats-Unis. Or, M. de Fouchier, président de Paribas, à l'époque, qui avait auparavant échangé des participations croisées avec la banque britannique, voulait, fort de la dimension de son groupe, mener le jeu outre-Atlantique. Comme les deux partenaires étaient déjà concurrents sur le marché international des émissions d'obligation et du crédit « syndiqué », ils portèrent leur concurrence aux Etats-Unis et se neutralisèrent. La conséquence fut que Becker ne disposa jamais de suffisamment de fonds propres pour assumer ses risques et que son développement s'en trouva freiné. La condominium cessa après la mort de sir Siegmund en octobre 1982, son successeur décidant de mettre un terme à l'expérience américaine, et vendant sa part à Paribas, qui se retrouva le seul maître de l'affaire.

La troisième erreur fut commise dans le management de cette filiale, qui connut des heures tumultueuses. *« Nous avons péché par complexe de l'étranger »*, avoue-t-on rue d'Antin, conscient d'avoir trop longtemps laissé la bride sur le cou à des dirigeants dont la compétence était discutable. Ce fut le cas, d'abord, avec l'ineffable Ira T. Wender, un spécialiste de droit international qui, après une pénible recherche, fut désigné en 1977 pour succéder à Paul Judy, président de Becker depuis les années 60.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 14.)

(1) Grande bataille livrée, et perdue, par les confédérés en 1863 face à l'armée du Nord, qui marqua le tournant de la guerre de Sécession américaine et préfigura la défaite finale du Sud.

LA MUTATION FINANCIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

La fin des chasses gardées

CONFRONTÉ aux graves difficultés que connaissent quelques-unes des banques de tout premier rang (à peine la crise de la Continental Illinois était-elle réglée que la First Bank of Chicago annonçait à son tour de lourdes pertes), le système financier américain est également en passe de subir une profonde transformation interne. Il s'agit de mettre fin à plus de cinquante ans de chasses gardées (le Glass-Steagall Act date de 1933), pendant lesquelles les banques d'affaires et les établissements de crédit étaient cantonnés dans des secteurs d'activité bien distincts. A cela s'ajoutait un compartimentage géographique. Depuis le McFadden Act de 1927, les banques ne pouvaient pas établir d'agences ou de succursales hors de leur Etat d'origine.

Ce n'est encore qu'un projet de loi adopté par le Sénat (où le Parti républicain a la majorité), mais, déjà, assureurs, organismes d'épargne tout-puissants (Savings and Loan Associations et Mutual Savings Banks, caisses de retraite et grandes chaînes de super-marchés et, surtout, firmes de courtage), se préparent à la grande offensive du secteur bancaire traditionnel, bien décidé à prendre sa revanche après avoir assisté, des années durant, à l'érosion de sa clientèle particulière, progressivement aspirée par ces redoutables concurrents.

Les plus féroces d'entre eux sont certainement les maisons de courtage, devenues la « bête noire » des banques de dépôts. Nées la plupart du temps sur les vestiges des anciens départements financiers de banques commerciales dont elles devaient se séparer – aux termes du Banking Act, – ces sociétés d'investissement (Investment Banking Firms) ont pris le statut de maisons de capitaux. Elles se sont lancées dans le commerce des valeurs mobilières avant d'aborder des opérations financières de plus en plus élargies, y compris sur la scène internationale où courtiers et banquiers participent souvent à des montages en commun.

Erigées en véritables conglomérats financiers, ces maisons de courtage ont acheté des sièges sur les principales Bourses de valeurs, ouvert des bureaux un peu partout. A côté de leur activité de courtage traditionnelle (le brokerage), ces puissants organismes financiers pratiquent indifféremment le conseil aux entreprises *(corporate finance)*, le placement de titres pour compte de leur clientèle d'émetteurs *(underwriting)* tout en intervenant sur le marché secondaire sous forme d'achat et vente d'obligations nationales et d'euro-émissions *(trading)*.

Mais cet incontestable développement ne s'est pas produit sans sérieux à-coups. Déjà, au milieu des années 70, plusieurs brokers avaient dû se regrouper pour faire face à la concurrence interne. Une fois surmontée cette alerte, les maisons de courtage ont estimé que leur salut passait par une diversification accrue de leurs services financiers grâce à l'apport de l'électronique. Le lancement, en 1977, par Merrill-Lynch – le numéro un de la profession – de son *cash management account*, un système complexe de règlement des opérations en Bourse, a été le détonateur. Aujourd'hui, les brokers font assaut d'imagination pour inventer de nouveaux produits financiers (quand il ne s'agit pas des mêmes sous un nom différent). Une véritable fuite en avant pour certains d'entre eux qui traversent une grave crise.

A coups de fusions et d'absorptions – dictées par des besoins de capitaux de plus en plus importants afin de participer à des opérations de plus en plus volumineuses et, donc, à risque accru, – le paysage a été profondément modifié. En 1978, pour ne citer que les grandes restructurations, Merrill-Lynch absorbait White Weld and Co. Quelque temps plus tard, Sears Roe-Buck se portait acquéreur de Dean Witter ; désormais, le géant américain de la distribution, qui bénéficie d'un réseau de plus de huit cent cinquante magasins aux Etats-Unis, offre à sa clientèle les services de cet agent de change, mais aussi ceux de sa compagnie d'assurances.

Plus près de nous, à peine le groupe American Express avait-il eu le temps de digérer l'absorption de Shearson Loeb Rhoades (c'était en avril 1984), qu'il récidivait en rachetant aussitôt l'une des plus importantes firmes de courtage américaines, Lehman Brothers Kuhn Loeb, moyennant la somme de 360 millions de dollars. De même Salomon Brothers est passé en 1981 sous la coupe du groupe américain Phibro, spécialisé dans le négoce de matières premières. C'est dans cette liste que s'inscrit la cession par Paribas de Becker à Merrill-Lynch *(voir ci-dessus)*.

Les mauvais souvenirs

« Les résultats du premier semestre 1984 ont été les plus mauvais que les courtiers aient connus depuis plus de six ans », affirme la Securities Industry Association, l'organisation professionnelle de ce secteur où l'on commence déjà à évoquer les mauvais souvenirs des années 1970 et 1976-1977 lorsque la communauté financière avait dû se recroqueviller à Wall Street.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Le volume d'affaires s'est considérablement réduit ces derniers mois sur les grandes places américaines, alors que les cours étaient frappés d'une persistante langueur. Moins d'affaires, donc moins de courtage. Mais, pendant ce temps, les engagements – et les risques – vont croissant sur les autres théâtres d'opérations. *« A une époque où les taux d'intérêt très variables évoluent en dents de scie, nous procédons chaque jour à des exercices de haute voltige. On prend une position à 10 heures du matin, mais si, dans le quart d'heure qui suit, les taux d'intérêt montent de 1/8 de point, on y laisse notre chemise »*, confie ce grand banquier français qui opère depuis plusieurs années aux Etats-Unis, rappelant opportunément le cas de cette banque d'affaires – américaine – qui, de source financière, aurait perdu 240 millions de dollars (2 milliards de francs) environ en une seule journée après avoir été prise à contre-pied par l'évolution des taux d'intérêt.

Alors, les brokers américains sont-ils des colosses au pied d'argile, à la merci d'une évolution conjoncturelle que leurs gourous n'auraient su prévoir ? Sans aller jusque-là, il est certain que le besoin de fonds propres est tel que de « nouvelles opérations à tiroir » sont prévisibles, probablement entre les grands noms de la profession et d'autres firmes qui ont leur place sur des créneaux bien particuliers, comme c'était le cas de Becker-Paribas, *bien connu pour ses* spécialistes du *commercial paper* (billet à ordre).

Pour l'heure, il s'agit surtout de redresser la barre et, dans cette entreprise de navigation à vue, les firmes de courtage n'ont trouvé d'autre solution que de jeter une partie de l'équipage par-dessus bord. Merrill-Lynch, qui procède à une vaste réorganisation de ses services, va supprimer deux *mille cinq cents* emplois sur un effectif total de quarante-trois mille personnes. De même, Dean Witter a licencié une dizaine d'analystes tandis que L.-F. Rothschild se séparait d'une soixantaine de personnes et fermait deux bureaux.

Dans un contexte social aussi difficile, on peut se demander pourquoi un groupe qui licencie une partie de son personnel (Merrill-Lynch) décide, parallèlement, de reprendre une partie du « staff » d'un concurrent (Becker-Paribas). Cela tient au statut assez particulier de ces VRP de la finance que sont devenus ces spécialistes « multi-cartes » de haut vol, prompts à aller chez le voisin – en emportant sous le bras une bonne partie de la clientèle – dès lors que ses conditions sont plus intéressantes.

Avec les « ratés » que cela implique. Témoin ces « as » du « commercial paper » de Becker-Paribas qui sont passés sous le nez de Merrill-Lynch, repreneur de l'affaire, pour aller grossir les rangs de Paine Webber. Mais cette extrême mobilité à double sens – le congédiement est relativement banal – a ses limites et, pour la première fois dans l'histoire de la finance américaine, on a vu la firme Merrill-Lynch – encore elle – intenter une action judiciaire contre *certains de ses collaborateurs passés* à l'ennemi avec armes et bagages. Sans succès, il est vrai.

La contre-offensive de la City

Plus qu'une anecdote, c'est là le révélateur d'un nouvel état d'esprit visant à resserrer les rangs en prévision de la banalisation des services de grande consommation qui se profile à l'horizon. La nouvelle cible est cette clientèle de particuliers qui fournit *« plus du tiers des bénéfices des banques commerciales aux Etats-Unis et, avec le développement des assurances de personnes, les deux tiers de ceux des compagnies d'assurances »*, rappellent opportunément deux responsables de Mac Kinsey (1). Ceux-ci estiment que *« c'est plus la recherche de la proximité des consommateurs que le service aux entreprises qui justifie, pour bon nombre d'institutions financières, la densité d'un réseau de distribution représentant souvent les deux tiers ou les trois quarts de leurs charges d'exploitation non financières »*.

L'enjeu est capital et, la technique aidant, il a largement dépassé *les limites du continent américain*. Progressivement distancée au profit de New-York et, dans certains secteurs, des places asiatiques, la City de Londres prépare fébrilement la contre-offensive contre ces firmes étrangères qui, mettant à profit la vaste réforme des structures entreprises sur les bords de la Tamise, ont conclu des accords « à double détente » sous forme de prises de *participations (limitées, pour l'instant*, à 29,9 % du capital) dans quelques-unes des plus célèbres maisons de titres britanniques.

A Paris, protégés par le monopole, les agents de change sont relativement à l'abri de ces initiatives venues de l'extérieur, même s'ils sont quelques-uns à avoir passé des accords – de portée inégale – avec des confrères anglo-saxons dans la *majorité des cas. Mais c'est plutôt* de l'intérieur que montera la pression. Pour rendre encore plus actif le marché financier, se lancer – prudemment – sur quelques opérations à terme, procéder à des cotations « en continu », qui exigent de jouer la contrepartie, il faut avoir les reins solides. D'où l'obligation de transformer, sans tarder, la nature juridique des charges pour accueillir des apporteurs de capitaux, sans doute d'origine bancaire dans un premier stade. Seul moyen de remédier au système actuel qui repose sur la responsabilité *financière pleine* et entière de l'agent de change (un risque qui, l'expérience l'a prouvé, est bien plus qu'une clause de style) et... sur le trésor de guerre de sa chambre syndicale.

SERGE MARTI.

(1) « Banquiers et assureurs : ne vous laissez pas surprendre », revue *Banque*, octobre 1984.

PRINCIPALES FIRMES DE COURTAGE AMÉRICAINES

1984	1983	Nom	Capital en millions de dollars	Salariés	Bureaux
1	1	Merrill Lynch	2 823	43 064	10 700
2	2	Salomon Brothers	1 279	2 878	812
3	3	Shearson/American Express	1 056	13 465	4 758
4	9	Dean Witter Reynolds	964	17 200	5 900
5	4	E.F. Hutton Group	746	15 824	6 062
6	5	Goldman, Sachs	712	3 251	887
7	8	Paine Webber	499	11 383	4 176
8	6	Prudential Bache	493	11 300	4 800
9	7	First Boston Inc.	424	2 248	760
10	10	Bear, Stearns	420	3 640	900
11	14	Drexel, Burnham Lambert	407	5 310	1 600
12	11	Donaldson, Lufkin, Jenrette	337	3 786	425
13	13	Morgan, Stanley Inc.	291	2 413	780
14	16	Lehman Brothers Kuhn Loeb	290	2 906	495
15	12	Stephens	275	176	91
16	15	Becker Paribas	226	2 003	355
17	18	Kidder Peabody	223	5 513	2 089
18	22	Thomson McKinnon	214	4 119	1 831
19	17	Smith Barney	204	5 400	1 850
20	23	Spear, Leeds and Kellogg	203	1 200	120

Source : Institutional Investor, avril 1984.



L'emprunt « à revenu fixe » de M. Giscard d'Estaing

QU'A l'échelle de l'histoire des quarante dernières années, pour ne pas remonter plus loin dans le temps, le véritable scandale financier soit d'abord les lourdes pertes dont ont été victimes maints épargnants qui ont fait confiance aux gouvernements successifs de leur pays, cela n'est pas douteux et, du reste, n'est guère contesté. Mais le malheur des uns n'est pas compensé par le bonheur des autres. Quoi qu'en ait pu dire mercredi dernier M. Valéry Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse, les déboires essuyés par les innombrables souscripteurs d'emprunts spoliateurs ne sont pas non plus rachetés par l'aubaine dont les acheteurs des obligations du « 7 % 1973 » ont très largement profité.

Depuis le jour de son émission, les prix de détail ont été multipliés en France par 3,15 environ alors que la valeur du « Giscard » a été multipliée par plus de 9. Avantage encore plus exorbitant : les intérêts perçus par les porteurs de l'emprunt ont connu la même ascension, si bien que le Trésor a déjà, pour servir cet emprunt qui lui a permis de recueillir 6,5 milliards de francs, versé quelque 22,6 milliards de francs. De quoi bouleverser, à la vérité, la notion de valeurs « à revenu fixe » ! Tout est si inhabituel dans cet emprunt qu'il faut, sans approuver la malencontreuse initiative du gouvernement de supprimer en cours de route un *avantage fiscal, y regarder à* deux fois avant de crier à l'atteinte du crédit de l'Etat.

L'opération a été si désastreuse *jusqu'à ce jour pour* les finances publiques qu'il n'est pas futile de s'interroger, compte tenu des circonstances de l'époque, *sur la manière dont elle a* été engagée par l'ancien ministre des finances du gouvernement Messmer, devenu par la suite chef de l'Etat. Cela paraît d'autant plus nécessaire que celui-ci, dans les explications qu'il a données la semaine dernière aux journalistes sous la forme d'un extraordinaire plaidoyer *pro domo*, a éludé les questions les plus épineuses auxquelles il est encore plus difficile de répondre après l'avoir écouté.

C'est, on le sait, la révision des statuts du Fonds monétaire en 1978 qui a rendu caduque la première indexation sur la valeur en or de l'ancienne unité de compte européenne et fait entrer en vigueur l'autre dispositif de garantie que prévoyait le décret d'émission du 11 janvier 1973, c'est-à-dire la référence au prix du lingot. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est donné les gants de préciser qu'*« aucune intervention particulière du législateur français n'a été requise »* car la ratification des accords dits de la Jamaïque, conclus en janvier 1976 et portant réforme des statuts du Fonds monétaire, avait été acquise par le vote d'un nombre suffisant de pays membres. Curieuse formulation, car le gouvernement Barre avait bien déposé un projet de loi dans le même sens, mais le Parlement *ne l'a jamais approuvé*. Laissons de côté ce point de procédure.

L'auditeur peu attentif pourrait conclure des propos de *M. Giscard d'Estaing que* la France ne pouvait en tout cas que subir dans cette affaire la loi de la majorité. Or il n'en est rien. *Elle a pris une part active dans* la négociation des accords de la Jamaïque, dont la conclusion n'a été possible qu'à la suite du rapprochement *définitif entre les délégations* françaises et américaine, consacrant le ralliement de la première aux thèses de la seconde *sur les changes flottants* et l'abandon de toute trace d'étalon-or. Ce rapprochement entre Paris et Washington avait *été préparé de longue date*. C'est à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds monétaire – tenue à Nairobi en septembre *1973 – que M. Valéry Giscard* d'Estaing avait accepté dans leur principe les thèses en question, consacrant du même coup *l'abandon de la croisade donquichottesque* conduite pendant longtemps par la France en faveur de l'étalon-or – lequel *implique un prix fixe du métal* – contre le dollar.

Encore faut-il remarquer qu'au début de l'année 1973, quand *l'emprunt a été émis, les accords* de Bretton Woods qui fondaient le système monétaire international sur une base métallique *avaient déjà été vidés de leur* substance.

Une expérience historique constante que les événements *des quinze dernières années ont* amplement confirmée, a montré que la rupture de tout lien avec l'or laisse le champ libre au *déchaînement de l'inflation*. M. Giscard d'Estaing avait raison de penser que la France n'avait aucune chance d'imposer ses vues sur la *stabilité monétaire* (du reste démenties par sa propre pratique). Son tort aura été de méconnaître les conséquences de la victoire des adversaires de l'or, au point de commettre l'imprudence de prévoir une indexation sur le lingot d'un emprunt lancé au milieu de graves troubles monétaires.

PAUL FABRA.

Paribas optimiste malgré l'écroulement de son rêve américain

(Suite de la page 13.)

Le nouveau président se lança dans un développement à tout va, notamment dans des secteurs où il ne connaissait rien, comme les valeurs à revenu fixe, ce qui entraîna le départ de nombreux cadres supérieurs, excédés par les prétentions de l'« Ira-Tollah », comme ils l'appelaient. Ils furent remplacés par d'autres spécialistes, dont certains recrutés fort cher, comme il est de règle à New-York, où une « diva » très performante se paie les yeux de la tête.

Pour couronner le tout, M. Wender, après mai 1981 en France et la nationalisation de Paribas, ne se sentit plus, et, de passage à Paris, déclara tout de *go* : « *Nous ne pouvons pas conserver comme partenaire une société devenue la propriété d'un gouvernement quel qu'il soit. Vous ne prenez pas un pays étranger comme associé dans vos affaires : vous vous bornez à en faire avec lui.* » (*Le Monde* du 17 septembre 1981.)

La clause du « grand-père »

Hélas pour lui! le marasme des marchés financiers américains et l'effet de sa propre gestion firent, pour la première fois, perdre de l'argent à Becker au premier semestre 1982, ce qui eut pour conséquence la prise de contrôle total de la firme par Paribas et Warburg en juillet 1982, et le départ de l'« Ira-Tollah ». Warburg revendant ses parts en mars 1983, comme il a été dit, Paribas se retrouvait seul à la barre, et se décidait à prendre le pouvoir en envoyant comme président un de ses directeurs parisiens, M. Hervé Pinet. Hélas! il était bien tard. Au surplus, M. Pinet était bien mal entouré, notamment par M. John Heimann, ancien contrôleur général en juin 1983, qualifié de « danseur » à Wall Street.

Là-dessus, la crise s'abattit sur le marché financier de New-York, mettant en difficulté un certain nombre de firmes de courtage et d'investment banking, notamment Shearson Loeb Rhoades et surtout Lehman Brothers, toutes deux rachetées par un American Express aux dents longues (*voir l'article de Serge Marti*).

En avril, Becker, qui, comme la plupart de ses semblables, outre ses activités de courtage pur et simple, s'engageait ferme sur le marché, se trouva pris à contre-pied par la hausse des taux américains au printemps 1984, car la firme avait pris position à la baisse. Dès lors, une mécanique infernale s'enclencha. En juin, Paribas dut porter sa participation dans Becker de 57 % à 100 % en rachetant ses parts au personnel, qui en était propriétaire depuis de longues années, et menaçait de quitter le navire.

Malgré une injection de fonds propres supplémentaires, la situation ne pouvait plus être redressée, les pertes devenaient trop lourdes et Paribas dut se résigner à arrêter les frais le plus rapidement possible. « *Il nous a manqué un an, le temps de faire les évictions et les recrutements nécessaires* », estime-t-on rue d'Antin. C'est possible, et non vérifiable, mais l'affaire a révélé cruellement qu'aux Etats-Unis tout n'est pas en or, et qu'une entreprise étrangère peut y laisser des plumes.

Pour Paribas, maintenant, il s'agit de remonter le courant en s'appuyant sur sa première implantation aux Etats-Unis, Paribas Corporation, qui, avec seize autres groupes bancaires, bénéficie de la clause du « grand-père », c'est-à-dire de la possibilité de jouer le rôle de banque universelle, c'est-à-dire d'exercer conjointement les activités de banque commerciale et de banque d'affaires, pratique normalement prohibée par le *Glass Steagall Act*, édicté en 1933 pendant la grande crise. Cette filiale ancienne va devenir le « noyau dur » pour les opérations financières du groupe aux Etats-Unis, en y ajoutant les opérations commerciales de la banque (huit implantations, 4 milliards de dollars de bilan, deux cent cinquante personnes et une grande spécialité, le financement du négoce pétrolier).

Une bonne année pour le marché international

Au-delà de l'« accident » Becker, d'autant plus ressenti que cette aventure américaine avait été montée en épingle les années précédentes, on se montre, rue d'Antin, résolument optimiste pour l'avenir, au point que son président, M. Jean-Yves Haberer, resté volontairement discret à l'égard des médias pendant les trois années qui suivirent sa nomination en février 1982, à la place de M. Pierre Moussa, dans des circonstances dramatiques, veut maintenant se manifester publiquement et montrer que Paribas se porte bien.

Il veut souligner, d'abord, que dans les participations industrielles du groupe, après une période très dense, où les mauvaises nouvelles avaient été bien plus nombreuses que les bonnes, la tendance semble s'inverser, pour la première fois depuis 1981. Les dossiers « brûlants » n'affectent guère Paribas. Creusot-Loire ? « *Nous n'avons que 3 % des engagements sur cette société, donc très peu.* » La Chapelle-Darblay ? « *Nous ne sommes plus que prête-nom pour des concours extérieurs, essentiellement publics* ». Reste, tout de même, l'affaire AMREP, épine assez douloureuse, quoi qu'on en dise, pour l'amour-propre du groupe, dont les représentants, aux côtés de ceux du groupe Total, ont été tenus par M. Miller, président de la firme, dans une ignorance assez stupéfiante sur l'extraordinaire aggravation de sa situation financière. Après le dépôt de bilan, on le sait, les deux groupes actionnaires d'AMREP ont engagé une partie de bras de fer avec la société Bouygues, accusée de bluff, mais qui a obtenu ce qu'elle convoitait, à savoir la location-gérance d'une partie des activités de la société défaillante : c'est la dure loi des affaires. Pour les autres participations en difficulté, Générale de fonderie, SCOA, après épuration brutale de dirigeants vieillissants à qui « *la confiance avait été trop longtemps accordée* », les « *plans industriels mordent* ».

La reconquête

Quant aux activités bancaires, Paribas estime avoir le vent en poupe. Sur le marché financier international, l'année 1984 est un bon cru, avec la direction de onze émissions (1 126 millions de dollars) au 30 septembre, contre huit émissions et 602 millions de dollars pour toute l'année 1983, et le lancement de cinq émissions garanties par des bons du Trésor pour des banques américaines d'épargne et de prêts (Savings and Loans Associations), devenu, désormais, une des spécialités du groupe.

En ce qui concerne la filiale étrangère et, notamment, ce « trésor » qu'est Paribas-Suisse – 20 % des actifs étrangers du groupe et un bénéfice de 230 millions de francs en 1983, supérieur à celui de la banque maison mère (175 millions de francs la même année), – l'opération « reconquête » est terminée. A l'automne 1981, Paribas avait perdu le contrôle de cette filiale au profit de la société holding Pargesa, qui regroupait des associés étrangers, notamment le groupe belge Frère-Bourgeois. Son président d'alors, M. Moussa, dans le souci de préserver les liens avec les associés étrangers avait cédé 35 % des actions de la filiale à ladite Pargesa qui, grâce à une OPA complémentaire, avait réussi à en détenir 55 %. L'affaire lui avait coûté son poste. En outre, elle n'était, en définitive, pas très profitable pour Pargesa, car l'essentiel des opérations de Paribas-Suisse se faisait au travers du groupe et avec sa caution.

Tôt ou tard, l'acquéreur était voué à « traiter », et c'est ce qu'il a fait, puisqu'en mai 1984 Paribas redevenait majoritaire à 70 % dans sa filiale helvétique, moyennant un habillage juridique de nature à ne pas effaroucher les milieux financiers suisses. Naturellement, le rachat s'est effectué à un prix très supérieur à celui de la vente de 1981, assez bas, vu les circonstances, mais, selon la rue d'Antin, il a été « correct » et bien inférieur à ce qu'il aurait pu être s'il avait fallu acheter normalement une banque suisse : les Japonais en savent quelque chose, qui ont payé les yeux de la tête la Banco del Gottardo après la faillite de la banque Ambrosiano.

Quant à la banque Paribas elle-même, son bénéfice a augmenté de 40 % en 1983 malgré des provisions en accroissement de 42 %, et son produit brut a doublé en deux ans, avec des perspectives jugées favorables. Mais le fait majeur, souligné avec une jubilation discrète par M. Jean-Yves Haberer, est que, après « *dix ans de souffrance* », Paribas va pouvoir, enfin, utiliser au mieux ses capacités en hommes, ses qualifications et son savoir-faire, unanimement reconnus, même par les concurrents.

Chacun son tour

On sait qu'en période d'inflation, et donc de taux élevés, les établissements bancaires collecteurs de dépôts, dont une part n'est pas rémunérée (35 % en moyenne actuellement, contre 50 % il y a dix ans), voient leurs marges bénéficiaires augmenter grâce à l'écart qui se creuse entre le coût global de leurs ressources (6 % à 8 % pour les dépôts dits « gratuits » par exemple) et le taux des crédits qu'elles consentent, de plus en plus élevé (14 % actuellement, pour un taux de base revenu à 12 %).

Pour les établissements sans véritable réseau, comme Paribas, et qui s'alimentent par emprunts sur le marché financier, la vie a été souvent dure depuis dix ans : lorsque le coût des ressources monte rapidement, comme cela a été le cas, celui des emplois suit avec retard, surtout si le taux des crédits consentis antérieurement n'est pas totalement révisable. Un tel processus peut, évidemment, s'inverser... C'est ce qui est en train de se passer sous nos yeux en France, avec la baisse de l'inflation et celle du taux d'intérêt qui en résulte. Une telle baisse, la première véritable depuis 1972, risque d'avoir des conséquences incalculables pour l'équilibre du système bancaire, pénalisant les établissements avec réseau collecteur de dépôts, et privilégiant ceux qui n'en ont pas. Chacun son tour.

Suivant un rapport du commissariat au Plan (*le Monde* du 3 octobre), « *le coût du crédit en France ne saurait, à inflation nulle, descendre en dessous de 7 % à 7,5 % sans mettre en difficulté les banques* » (en fait les banques de dépôts). En clair, cela veut dire que, pour les trois grandes (BNP, Crédit lyonnais et Société générale), sans compter les autres, leur taux de base étant de 12 % actuellement, les difficultés commencent à 11 % tandis qu'à 10 %, les comptes d'exploitation entrent dans le rouge, avec l'obligation, au surplus, de constituer des provisions pour créances douteuses en forte augmentation, à l'étranger comme en France. Moralité : il faudra faire payer les services bancaires, notamment les chèques. C'est bien l'avis du Crédit agricole, qui vient de l'exprimer par la voix du secrétaire général de sa fédération, M. Douroux, au congrès de Deauville.

Recrutement

Tout cela fait parfaitement l'affaire de Paribas, expert en services, qui compte 29 % de cadres contre 13 % pour la moyenne des banques, gagne beaucoup plus par tête d'employé, et estime être le seul, ou l'un des seuls établissements à faire du recrutement : + 8 % à 9 % en ce moment. « *Nous avons de la matière grise à en revendre, et nous allons pouvoir l'utiliser à plein* », annonce-t-on rue d'Antin.

Une chose est sûre, en tout cas : la banque française est à un tournant décisif de son évolution, et Paribas, riche de ses structures et de ses cadres, entend bien en profiter.

FRANÇOIS RENARD.

L'EXEMPLE DU PORT DE DALIAN

Les impatiences des autorités locales chinoises face à la tutelle encore très lourde du pouvoir central

Quatorze ports ont été choisis par les autorités chinoises pour attirer les capitaux étrangers et donner corps à la politique d'ouverture sur le monde extérieur. Qu'il existe une volonté d'adaptation aux méthodes de l'économie de marché, la décision récente d'introduire plus de concurrence et donc d'autonomie de gestion pour les entreprises (y compris pour la détermination des prix, pièce essentielle de toute économie libérée de la contrainte de l'Etat) dans plusieurs vastes secteurs de l'industrie en fournit une nouvelle preuve. Cependant la portée de cette décision reste encore à préciser. De même est-il convenu que les ports désignés par les autorités pour accueillir les opérations de « joint ventures » avec des sociétés du monde capitaliste jouiront d'un statut particulier. Mais les textes d'application manquent souvent encore, comme c'est le cas à Dalian (ex-Port-Arthur, en Mandchourie), qui permettraient de définir concrètement le cadre dans lequel les futures entreprises créées en association avec des capitalistes américains, japonais et peut-être européens opéreront. Les limites de la nouvelle politique de libéralisation, on en prend conscience en devinant l'impatience des autorités locales désireuses de secouer la tutelle encore très lourde, semble-t-il, de la bureaucratie centrale.

DU haut d'une colline on peut voir des champs de maïs, de sorgho et d'arachide, des vergers traversés par des chemins bordés de peupliers. « *Après la récolte, tout sera rasé, les collines seront nivelées pour remblayer la mer* », nous dit un responsable de la Compagnie de développement et de construction de la zone de développement économique de Dalian, le grand port qui sert de débouché à la Mandchourie, l'ancien Dairen ou Port-Arthur. Et de nous décrire les grandes artères à huit, six et quatre voies, la nouvelle gare, le port, les usines, bureaux et habitations qui, d'ici quelques années, auront vu le jour dans cette ancienne zone rurale.

Située à 33 kilomètres du centre de Dalian – plus d'une heure de voiture par une route étroite et encombrée de camions, – la zone devrait s'étendre en 1990 sur 50 kilomètres carrés, dit M. Sun Baosun, chargé des relations publiques. Pour le moment, la première phase concerne 5 kilomètres carrés où, après 1985, devraient être installées une centaine d'usines employant vingt mille ouvriers spécialisés dans la chimie, l'électronique, l'équipement de précision, la métallurgie fine, le textile et l'alimentation. Un budget de 500 millions de yuans (1) a été consacré à cette phase par le gouvernement de la ville, qui n'a pas reçu un sou de Pékin ; sur cette somme, 200 millions ont été fournis par les entreprises existantes de Dalian.

La contribution de l'Etat sera la construction d'un port et de voies ferrées de raccordement. Mais les enquêtes préliminaires ne devraient pas commencer avant l'an prochain, alors que la première phase devrait être achevée fin 1985. Dalian fait partie des quatorze ports choisis par la Chine comme lieux privilégiés pour attirer les capitaux étrangers. Moins connu que Canton ou Shanghai, il n'en est pas moins le deuxième port de Chine – et le premier port pétrolier – avec 35 millions de tonnes en 1983. D'abord développé par les Russes, puis par les Japonais, qui l'occupèrent jusqu'en 1945, Dalian a été très tôt doté d'une importante base industrielle (sidérurgie, construction de machines, locomotives, textile, chantiers navals...). La ville se ressent de cette présence japonaise, qui a laissé des quartiers résidentiels à petites maisons basses, des bâtiments pastiches de style occidental, comme les douanes, véritable château féodal en brique. Les Japonais n'ont pas laissé que de bons souvenirs et le développement des échanges économiques a, au début, été durement ressenti par la population, reconnaît-on officiellement.

Un lieu de villégiature aussi

Dalian est aussi un lieu de villégiature, avec ses plages, ses vergers de pommiers. « Ville de congrès » l'été, elle reçoit de nombreuses conférences et – coïncidence ? – bien des hauts dirigeants y viennent en inspection l'été : une demi-douzaine de membres du bureau politique du PC, dont M. Deng Xiaoping, en un an. Le maire de la ville, le très dynamique M. Wei Fhai (*en chinois, son prénom signifie* « Richesses de la mer »), en a sans doute profité pour les persuader de faire de sa ville le pôle des « quatre modernisations » dans le Nord-Est. A proximité de la ville se trouve par ailleurs la grande base navale de Lüda.

Plus que les grandes métropoles, Dalian est un bon exemple de la nouvelle politique chinoise d'« *ouverture vers le monde extérieur* » préconisée par M. Deng, et dont l'étape la plus récente a été, en mars dernier, le choix de ces quatorze ports. Comme toujours, la décision politique a précédé les réalisations concrètes. La législation, nous a-t-on affirmé à Dalian, sera « pratiquement » la même que dans la zone franche de Shenzhen qui jouxte Hongkong ; mais les textes n'ont pas encore été publiés. On sait seulement que le montant des taxes serait de 15 %, que les « joint ventures » comme les opérations purement étrangères seront autorisés.

Toujours est-il que Dalian, comme les autres, et peut-être plus, s'est lancé à corps perdu dans la bataille, au point de négliger un peu trop la campagne de « rectification » idéologique en cours ; Pékin le lui a fait remarquer. Ce port veut tirer avantage de la décentralisation qui s'amorce pour accroître ses prérogatives et secouer autant que faire se peut la tutelle du gouvernement central. Déjà Dalian a obtenu les mêmes prérogatives qu'une province pour la planification et de plus importantes pour sa « politique de portes ouvertes » : la municipalité peut conclure des accords d'un montant de 10 millions de dollars sans en référer à quiconque.

On sent fort bien, entre les lignes, l'impatience des autorités et des industriels locaux, y compris du secteur étatique. La municipalité est plus qu'avant associée aux projets de modernisation ; mais elle voudrait aussi avoir son mot à dire, et même participer activement à la gestion du port – qui dépend du ministère des transports – ou des grandes usines. M. Gao Yongchen, directeur de l'usine textile de Jinzhou, en grande banlieue, modernisée par l'achat de machines suisses, allemandes et italiennes, est obligé d'acheter ses fibres de polyester en Malaisie « *en raison des nécessités du commerce international* » et de la décision des ministères de l'industrie textile et du commerce extérieur. Auparavant, la matière première venait en partie de Chine. Il regrette de n'avoir que « *très peu de contacts avec le monde extérieur* » et de devoir passer par le ministère du commerce extérieur.

Des dizaines de projets qui se recoupent

L'ouverture des quatorze ports signifie l'espoir de la Chine de voir s'installer par centaines des usines de main-d'œuvre, mais aussi, et surtout, des usines ultra-modernes, qui lui permettront d'accélérer sa révolution industrielle. En ce moment, provinces et municipalités rivalisent en invitations, en conférences de presse où elles étalent des listes invraisemblables de dizaines de projets, depuis les caméras vidéo jusqu'à la fabrication de sirop ; ces listes se ressemblent souvent. Mais à Dalian, on semble plus réaliste. Le maire, qui a visité la France au printemps, à l'invitation de la BNP, semble avoir plus la tête sur les épaules.

Il est conscient des avantages de sa ville – situation, ancienne base industrielle, main-d'œuvre formée, proximité de matières premières – mais aussi de ses faiblesses, de la nécessité de moderniser un outil vieillissant et peu productif. Surtout, nous a-t-il semblé, dans le secteur d'Etat, géré de loin par Pékin selon des méthodes fortement bureaucratiques. La politique de responsabilisation des ouvriers – « A chacun selon son travail », ou bien, comme on aime à dire de manière plus imagée, « *l'on casse la grande marmite en fer où tout le monde a mangé* », qu'il travaille ou non – a du mal à se généraliser dans ce secteur. « *On considère comme des gens courageux ceux qui quittent les entreprises d'Etat pour le secteur collectif ou privé* », où les garanties sont moins importantes, mais où l'on peut gagner plus, dit M. Cui Jizhou, du comité municipal pour le commerce et les relations étrangères.

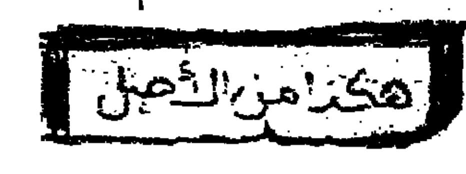
L'Etat se décharge sur les « corporations »

La réponse, ce sont les « corporations » qui se multiplient dans le pays, et sur lesquelles l'Etat se décharge de nombreuses tâches. A capitaux le plus souvent publics (Etat, provinces, villes, entreprises), elles gèrent, comme de bonnes sociétés capitalistes, tirant profit de leurs bénéfices, mais responsables de leurs pertes. Car, et M. Cui est on ne peut plus clair, le socialisme d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier, et surtout pas celui de la révolution culturelle honnie. A la suite de celle-ci, qui avait conduit l'économie « *dans une situation très dangereuse, le comité central du parti a décidé d'arrêter la lutte de classes et la lutte idéologique et de mettre l'accent sur la construction économique* ». De là est né le système du « contrat », en fait la responsabilisation de l'individu ou de l'entreprise.

Si l'ouverture de Dalian se concrétise après ces premiers balbutiements, dans plusieurs années – il faudra pour cela que l'infrastructure suive, – elle se fera, évidemment, au profit des Japonais, proches voisins, et des Américains. Ceux-ci apportent leur aide à un institut de gestion. Les Européens ne sont pas très présents, et parmi eux les Français. A voir l'enthousiasme, parfois excessif mais toujours gentil et fort accueillant, des responsables et un certain dynamisme qui change de l'engourdissement pékinois, Dalian fait sans doute partie des ports qui ont leurs chances. Mais ce n'est pas le moindre paradoxe de la politique actuelle de développement chinois, outre son aspect bien peu socialiste – celui-ci semblant se réduire à son élément bureaucratique, – que de compter sur des ports qui furent longtemps sous domination étrangère, soit par occupation militaire comme Dalian, soit sous la forme de « concessions » comme Tianjin, Shanghai ou Canton.

PATRICE DE BEER.

(1) Un yuan vaut, au change officiel, 3,62.



A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Croissances comparées de la production agricole et de la population

par DANIEL VITRY (*)

MALTHUS a donné dans son *Essai sur la population* (1798) une formulation terrifiante de l'évolution relative de la production agricole et de la population. La production agricole évoluerait comme les chiffres 1, 2, 3, 4 alors que la population évoluerait comme les chiffres 1, 2, 4, 8 ; ainsi l'écart irait croissant et la consommation par tête serait de plus en plus faible. J. Mellor et B. Johnston ont repris cette question dans un article paru dans le *Journal of Economic Literature* : « L'équation de la production agricole mondiale ; les interrelations entre le développement, l'emploi et la consommation agricole » (1).

L'évolution récente de la production des denrées alimentaires de base a trois caractéristiques. La première est une grande différence entre les régions ; cependant, globalement, la production de denrées de base des pays en développement a augmenté légèrement plus vite que la population de ces pays au cours de la période 1961-1977, sauf en Afrique sud-saharienne où la situation s'est beaucoup dégradée. La deuxième caractéristique est le développement considérable des importations de denrées de base par les pays en développement ; celles-ci représentaient 1,5 % des productions locales au milieu des années 50, puis 5 % dix ans plus tard ; les prévisions pour l'an 2000 sont de 8,5 %.

L'erreur des experts néo-keynésiens et marxistes

A cela s'ajoute le fait que l'URSS, exportatrice de céréales dans les années 60, est devenue grosse importatrice. La consommation de produits alimentaires de base a donc pu fortement augmenter surtout du fait des importations ; mais il faut les payer ! La troisième caractéristique est que l'amélioration des récoltes provient essentiellement de l'accroissement des rendements et peu de l'accroissement des surfaces cultivées.

La question la plus délicate est celle de la stratégie de développement à mener. Beaucoup d'économies sous-développées connaissent le dualisme, c'est-à-dire un secteur rural dominant très peu productif et un secteur moderne très capitalistique employant peu de monde. Une population à forte croissance trouve peu à s'employer dans de telles conditions. Après la guerre, beaucoup d'experts, aussi bien néo-keynésiens que marxistes, ont préconisé des stratégies de concentration du capital disponible, transposant sans précautions des théories pour économies développées aux pays en voie de développement. Les résultats ont été désastreux, car le dualisme des économies s'est accru et l'agriculture a été négligée. L'intensité capitalistique a été plus forte que prévu, mais le taux de croissance plus faible que ce qui était espéré. Enfin, les besoins en équipements ont fortement pesé sur les importations au moment où l'on négligeait les productions traditionnellement exportables.

Les pays qui ont connu une évolution favorable ont tous créé une infrastructure rurale, développé la recherche agricole et l'approvisionnement en semences adaptées, mis sur pied un système éducatif de qualité. L'expérience de l'Asie de l'Est montre que les petites exploitations sont très capables d'améliorer grandement leur productivité ; cela va contre la thèse favorable aux rendements d'échelle en agriculture qui a conduit à la création de très grands domaines, en particulier dans les économies socialistes.

Deux articles portant sur les contrôles exercés par l'Etat sont parus récemment. Dans le *Journal of Money, Credit and Banking*, A. Cukierman et L. Liederman se sont intéressés à la question : « Le contrôle des prix et la variabilité des prix relatifs » (2). Il s'agit d'analyser les cas où l'Etat contrôle un certain nombre de prix, les autres étant fixés sur des marchés libres. Si l'on considère l'ensemble du système des prix, la *dispersion des prix relatifs* (la variance) peut alors être imputée à la fois aux prix contrôlés par l'Etat, aux prix sur les marchés libres et aux relations des deux types de prix. L'originalité de l'article est qu'il analyse l'impact sur la variabilité de chaque prix de marché libre des modifications apportées sur les prix contrôlés. Les hypothèses sur l'information des agents économiques sont très raisonnables. En effet, les auteurs supposent que sur chaque marché libre les offreurs et les demandeurs disposent d'une information complète concernant le produit en cause, mais qu'ils n'ont pas toutes les information sur tous les autres marchés ; contrairement à ce que l'on suppose souvent, l'information n'est donc que partielle. Naturellement, tous les prix contrôlés par l'Etat sont connus de tous, ce qui implique en particulier que les hausses de ces prix sont immédiatement répercutées dans toute l'économie. Ces hypothèses sur l'information sont importantes pour procéder aux estimations du niveau général des prix.

Les auteurs sont en mesure d'estimer la variabilité des prix relatifs du secteur libre en utilisant des données mensuelles de l'économie israélienne de la période 1966-1980. Cette période a deux caractéristiques importantes ; la première est que l'inflation a beaucoup varié : à peu près nulle en 1968, mais plus de 130 % en 1980. La seconde est que l'Etat israélien contrôle les prix d'un très grand nombre de produits. Des tests statistiques, il résulte que la présence d'un ensemble de prix contrôlés par l'Etat explique une partie non négligeable de l'évolution des prix relatifs des marchés libres. Cependant, les auteurs ne nient pas que d'autres variables, telles que les coûts d'ajustement des prix ou bien l'*existence de contrats*, doivent également être prises en compte.

Le second article porte sur « Le comportement de spéculation et de précaution des banques du Royaume-Uni en situation de concurrence et de contrôle du crédit », et est paru dans *l'Economic Journal* sous la plume de P. Spencer (3). La période d'analyse va de 1972 à 1982. La réglementation britannique de l'époque prévoyait que les banques devaient respecter un certain nombre de coefficients de réserve en fonction de leurs engagements. En cas de non-respect de *leurs obligations*, les banques avaient des pénalités diverses à supporter, ce qui rejaillissait sur leurs résultats financiers. De ce fait, une partie des postes du bilan des banques ne dépend pas de leurs propres décisions. Si l'on suppose que les banques ont pour objectif le profit, qu'elles vont chercher à rendre maximum comme n'importe quelle autre entreprise, la question est alors de *déterminer leurs demandes* de titres sur le marché financier, compte tenu de l'objectif et des contraintes institutionnelles. L'originalité du modèle présenté est qu'il intègre le coût des pénalités en cas de non-respect de la réglementation. L'un des résultats les plus importants de l'étude est de montrer qu'il faut distinguer la réaction immédiate des banques aux retraits et les mouvements pour retrouver une structure d'équilibre ; ce ne sont pas les mêmes postes de leur bilan qui sont touchés.

L'extension des marchés à terme est considérable depuis une quinzaine d'années ; Chicago est le grand centre de ce type d'opérations qui permettent à des entreprises de se couvrir contre le risque de fluctuation des prix, et aux opérateurs de réaliser des plus-values ou des moins-values. Cependant, il s'agit là d'une conséquence de l'existence des marchés à terme plus que d'un objectif. Plusieurs articles sont parus sur cette question. Dans le *Journal of Political Economy*, qui est le journal de l'Université de Chicago, A. Marcus et D. Modest ont publié un article : « Les marchés à terme et les décisions de production » (4).

Les auteurs raisonnent sur le cas d'un agriculteur ou plutôt d'une entreprise agricole à la dimension des États-Unis, dont la production est incertaine jusqu'au jour de la récolte. Le marché à terme a un très grand avantage dans ce cas puisqu'il permet de vendre la récolte à un prix déterminé avant de l'avoir faite. A la limite, l'entrepreneur peut vendre sa récolte le jour des semailles. On suppose que l'agriculteur a pour objectif de maximiser la valeur de son exploitation. Combien doit-il alors produire ? La réponse est évidente ; il doit augmenter sa récolte *tant que la valeur existante* du supplément de récolte dépasse le coût supplémentaire des semailles. Reste à évaluer la récolte ; c'est là qu'intervient le marché à terme. L'intérêt de l'article est double. D'abord, l'auteur démontre que la décision concernant le niveau de la production ne dépend pas de l'attitude du décideur face au risque ; ensuite, il démontre que, si la production agricole est *traitée comme* une variable aléatoire, la règle traditionnelle de l'égalisation du coût marginal au prix futur actualisé doit être remplacée par la règle suivante : tout franc investi à la marge doit entraîner une augmentation de la valeur prévue de la récolte de un franc. Des tests économétriques montrent que l'utilisation de la règle traditionnelle plutôt que de celle qu'ils *donnent a tendance* à restreindre la production d'un demi à dix pour cent.

Le second article porte sur la question très controversée du rôle stabilisateur ou déstabilisateur que les marchés à terme exercent sur les marchés au comptant. Les études théoriques insistent sur l'information supplémentaire que donne le marché à terme aux opérateurs sur le marché au comptant ; elles ne concluent pas toutes de la même façon. Les études empiriques reposent sur des comparaisons entre l'évolution des marchés au comptant avant et après création d'un marché à *terme* ; *elles concluent généralement* à un rôle stabilisateur du marché à terme. R. Forsythe, T. Palfrey et R. Plott ont eu l'idée peu courante de faire une expérience de laboratoire, comme on en fait en physique ou en chimie, pour faire avancer la question. Ils publient leurs résultats dans un article du *Journal of Finance* : « Marchés à terme et efficacité de l'information : examen de laboratoire » (5).

L'expérience a consisté à mettre des étudiants en situation sur neuf marchés. Les « années » sont divisées en deux sous-périodes, A et B, de sept minutes chacune ; il y a donc deux marchés au comptant et un marché à terme par an. L'expérience dure sept « ans » de suite. Les titres ont une durée de vie d'une année seulement. La rémunération des étudiants va dépendre du nombre de titres qu'ils vont détenir en fin de chacune des sous-périodes.

Le prix d'équilibre entre l'offre et la demande de titres dépend de la *façon dont se forment les anticipations*. Les auteurs ont pu tester deux types de formation des anticipations. Le premier relève des anticipations naïves : les opérateurs estiment que les gains en capital ne sont pas possibles d'une sous-période A à une sous-période B. Il n'y aura de transactions en période B que si les opérateurs s'aperçoivent à ce moment qu'ils se sont trompés. Le second type de formation des anticipations relève des anticipations rationnelles. La différence la plus importante avec le cas précédent est que les opérateurs se décident en fonction du cours qui s'est réellement fixé pendant chaque période sans penser que le cours restera identique d'une sous-période sur l'autre. Les tests sont faits d'abord sans marché à terme, puis avec un marché à terme qui a pour effet d'augmenter l'information disponible pour les opérateurs.

Les résultats sont clairs. L'hypothèse des anticipations rationnelles permet beaucoup mieux que l'hypothèse des anticipations naïves de prévoir les cours des marchés au comptant, en l'*absence de marché* à terme. La présence de marché à terme contribue beaucoup à la stabilisation rapide des cours vers le niveau prévu par l'hypothèse des anticipations rationnelles. Cela provient de ce que les marchés à terme permettent de mieux informer les opérateurs des marchés au comptant des conditions d'offre et de demande futures. Ainsi les expériences de laboratoire vont dans le même sens que les études statistiques.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

---

(1) John W. Mellor et Bruce F. Johnston : « The World Food Equation ». *Journal of Economic Literature*, juin 1981, p. 531-574.

(2) Alex Cukierman et Leonardo Leiderman : « Price Controls and the Variability of Relative Prices ». *Journal of Money, Credit and Banking*, août 1983, p. 271-284.

(3) Peter D. Spencer : « Precautionary and Speculative Aspects of the Behaviour of Banks in the United Kingdom under Competition and Credit control 1972-1980 ». *The Economic Journal*, sept. 1984, p. 554-568.

(4) Alan J. Marcus et David M. Modest : « Futures Markets and Production Decisions », *Journal of Political Economy 1984*, vol. 92, n° 3, p. 409-426.

(5) Robert Forsythe, Thomas R. Palfrey et Charles R. Plott : « Futures Markets and Informational Efficiency : a Laboratory Examination. » *The Journal of finance*, sept. 1984, p. 955-981.

LES AUTEURS

John W. Mellor : International Food Policy Research Institute, à Washington, Etats-Unis.

Bruce F. Johnston : Food Research Institute de l'Université Standford, E.-U.

Robert Forsythe : Université d'Iowa, E.-U.

Thomas R. Palfrey : Carnegie-Mellon University, E.-U.

Charles R. Plott : California Institute of Technology, E.-U.

Alex Cukierman : Professeur associé à l'Université de Tel-Aviv, Israël.

Leonardo Leiderman : Lecteur au département d'économie de l'Université de Tel-Aviv.

Peter D. Spencer : Administration du Trésor anglais.

Alan J. Marcus : Université de Boston, E.-U.

David M. Modest, Columbia University, E.-U.

Le Monde

sports

AU MARATHON DE NEW-YORK

Les 55 000 foulées d'Orlando Pizzolato

Le quinzième marathon de New-York, dimanche 28 octobre, a été marqué par le décès à mi-parcours d'un Français, M. Jacques Bussereau, quarante-huit ans, de Périgueux. Ce type d'accident s'explique probablement en grande partie par la chaleur et l'humidité enregistrées durant la course à New-York.

La délégation française comptait 835 participants sur les 18 365 personnes qui ont couru 42,195 kilomètres (à compléter éventuellement). Les conditions particulièrement pénibles de la course ont affecté les favoris, qui ont laissé gagner Orlando Pizzolato, un étudiant italien de vingt-six ans, dans le temps très modeste de 2 h 14 min 53 sec. Aucun vainqueur n'avait été aussi « lent » à New-York depuis 1975.

Chez les dames, la Norvégienne Grete Waitz, championne du monde et vice-championne olympique, s'est imposée plus facilement, pour la sixième fois, en 2 h 29 min. 30 sec. La course pédestre Paris-Versailles, qui avait été le théâtre d'un accident mortel l'an passé, a, en revanche, été disputée dans des conditions climatiques idéales par plus de 20 000 concurrents. La victoire est revenue au Britannique Karl Harrisson, qui a couvert les 17,2 kilomètres en 50 min. 51 sec. et a précédé ses compatriotes Tootell et Goater ainsi que le Français Alex Gonzalez.

De notre envoyé spécial

New-York. – M. Reagan court-il vraiment mieux et plus longtemps que M. Mondale ? Les Américains ne le sauront pas qui sont pourtant curieux de savoir si les candidats à l'élection présidentielle ont la « pêche ». Ni l'un ni l'autre n'a eu la témérité de participer au marathon de New-York, probablement de peur d'une défaillance, sous l'œil sans pitié des caméras de télévision, comme seul sut le faire le président Jimmy Carter au cours d'un footing prolongé il y a quelque cinq années.

M. Ronald Reagan croit tout de même dur comme fer aux vertus du sport. Il vient de confier à la revue « *Runner's world* » que « *les exercices physiques ont toujours tenu une grande place* » dans sa vie. Le président des Etats-Unis – dont tout le monde sait ici qu'il pratique le culturisme à la Maison Blanche et coupe son bois dans son ranch de Californie – va plus loin. Il assure qu'il est une sorte de propagandiste du dieu de la forme.

Pourquoi pas ? Les Américains sont déjà convaincus. Jane Fonda est leur missionnaire. Et les New-Yorkais des zélotes. L'un d'eux considère le marathon de la « Grosse Pomme » (surnom affectueux donné pas ses habitants à New-York), « *Comme Noël ou Yom Kippour : une cérémonie, un rite, l'un des grands événements de l'année* ».

Pour la quinzième édition de ce marathon, 18 365 participants lui ont donné raison. Parqués confortablement durant trois heures sur une vaste prairie de Staten-Island (l'une des cinq communes de New-York), ils ont pris le départ à 10 h 45 sur l'immense pont du Verrazano entre ciel et terre. Un départ de rêve américain pour tout dire, noyé dans la brume. Une brume déjà prête à craquer sous l'acide du soleil.

Quelque 55 000 foulées plus tard, l'Italien Orlando Pizzolato remportait sa première grande victoire sur cette distance en 2 h 14 mn 53 s Un temps médiocre qui s'explique par la chaleur poisseuse et humide qui a régné après que la ville s'est débarrassée de son fog matinal. La grande Norvégienne Grete Waitz, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Los Angeles, finissait ainsi en *2 h 29 mn 30 s.*, son plus mauvais temps au marathon de New-York depuis qu'elle a pris un véritable abonnement à la victoire, sa sixième depuis 1978.

Mais qu'importent les temps ! New-York a savouré son marathon dans la clameur. La ville était dehors, les pépés en maillot de corps dans l'encadrement des fenêtres-guillotine, les couples de *teen agers* enlacés et agrippés aux escaliers métalliques, les familles, bouteilles de soda à la main, sur les trottoirs, les pasteurs sur le seuil de leur temple. Et chacun de soutenir l'effort suant de ces marathoniens et marathoniennes en leur jetant des gobelets d'eau au visage.

Le profil du coureur

La plupart des 835 participants français, sous les couleurs d'un tee-shirt au sigle de l'Amicale française des coureurs de fond et de Yoplait, s'étaient promis de courir et de regarder. Ils ont vu. Vu Brooklyn, la « ville en papier », avec ses maisons basses payées à crédit. Vu Queens, banlieue sans borne, ses maisons de brique, son accueil chaviré. Vu le Bronx (juste un petit tour) avec une pensée émue pour Maribel, douze ans, le treizième enfant à s'être suicidé ici cette année. Vu Manhattan, l'espace de Central Park, le bois de Boulogne new-yorkais.

Sur la ligne d'arrivée, au cœur de Manhattan, le Tout-New-York s'était donné rendez-vous. Si la délégation française avait sa « *star* » avec M. François Léotard, venu oublier les jeux politiques français pour courir le marathon avec « *six copains de Fréjus* », les Etats-Unis avaient les leurs : les maires de Boston, Denver et Anchorage, les acteurs Burt Young, Roger Bourban, etc. Car le marathon de la « Grosse Pomme » est aussi ce qu'il est parce qu'il intègre ce qu'il faut de snobisme, d'ingrédients bon chic bon genre.

Les ordinateurs ont calculé, avec la science que l'on devine, le profil type du coureur de marathon à New-York. Près de 15 000 personnes sur les 18 365 participants ont fait des études supérieures. Parmi elles se bousculent les dirigeants d'entreprise, les avocats, les ingénieurs, les chercheurs et les enseignants. Des notables portant la quarantaine, prêts à sacrifier ce qu'il faut au dieu de la forme.

Le marathon de New-York est ainsi une affaire dont il va sans dire qu'elle est une entreprise qui marche, sponsorisée à gogo et regardée, à un moment ou à un autre, par vingt et un millions d'Américains à la télévision. Certains en oublieraient presque que lemarathon est une épreuve d'endurance particulièrement éprouvante, parfois épouvantable quand la chaleur se conjugue avec l'humidité.

L. G.

Coup de chaleur mortel

De notre envoyé spécial

New-York. – Le docteur Jean-Pierre de Mondenard, qui vient de publier aux éditions Amphora *le Jogging en question*, a assisté au marathon de New-York au cours duquel un Français de quarante-huit ans, Jacques Bussereau, de Périgueux, a trouvé la mort.

Le docteur de Mondenard a bien voulu répondre à nos questions.

– Les conditions météorologiques particulièrement dures : de 19 à 26 degrés avec un taux d'humidité allant de 65 % à 90 % peuvent-elles expliquer la mort de Jacques Bussereau ?

– Parfaitement. Les conditions climatiques qui ont régné sur le marathon de New-York étaient toutes présentes pour qu'il soit le plus difficile de ces quinze dernières années. Il y avait, d'une part, la chaleur, et d'autre part, surtout, un degré d'humidité élevé.

» Un organisme en plein effort doit lutter contre la surchauffe, et le mécanisme principal qui lutte contre cette hyperthermie est la transpiration. Or celle-ci devient inefficace lorsque l'humidité de l'air augmente : l'air est saturé en vapeur d'eau et ne peut plus absorber celle de la transpiration.

» Le sujet reçoit un message à prendre sérieusement en considération lorsqu'il constate que sa transpiration forme des rigoles sur la peau. Le corps, dans un premier temps, augmente sa transpiration pour limiter cette surchauffe. Mais, rapidement, il se trouve devant un choix impossible : limiter sa sueur pour conserver ses liquides intérieurs indispensables pour poursuivre son actioin, ou alors transpirer à flots pour éviter le coup de chaleur.

» Il faut savoir qu'un sujet qui court une heure verrait sa température passer de 37° à 55° s'il n'avait pas la possibilité d'évacuer sa chaleur par la transpiration. Jacques Bussereau n'a pas été la seule victime de la chaleur puisque les médecins ont dû réanimer dix-huit personnes présentant des symptômes de surchauffe. L'ensemble du peleton a été confronté à cette agression climatique et l'a négociée en réduisant l'intensité de son effort. »

– Grete Waitz, qui a gagné le marathon féminin pour la sisième fois, a déclaré que la version 1984 avait été la plus abominable qu'elle ait courue. Dans le passé, d'autres champions ont-t-ils été confrontés de manière beaucoup plus brutale à ces problèmes ?

– Oui. L'histoire des 42,195 km comporte d'autres exemples d'accidents ou incidents liés à une chaleur torride. La chaleur, bien que mieux supportée par la Norvégienne Grete Waitz, athlète hyperentraînée, a néanmoins pu provoquer les troubles digestifs dont elle a souffert, (ballonnements, crampes à l'estomac), tous comme ceux de l'Italien Orlando Pizzolato, le vainqueur du marathon masculin, qui a dû s'arrêter à huit reprises et se masser le ventre.

– Des milliers de Français s'entraînent pour courir le marathon. La participation à cette course de légende est-elle dangereuse ?

– Les risques dépendent de deux éléments. Ils dépendent d'abord de la plus ou moins bonne préparation à cette épreuve, qui demande une aptitude certaine, et ensuite des facteurs de risques individuels : hypertension, cholestérol, surpoids, surmenage, diabète, longue interruption de l'activité physique, tabagisme, alcoolisme, et surtout parents cardiaques. Une activité physique telle que la course de fond, surajoutée à l'un de ces facteurs, constitue un risque supplémentaire. Dans ce cas, le sport n'est plus la santé. »

Propos recueillis par
LAURENT GREILSAMER.

PARIS-VERSAILLES LA RANÇON DU SUCCÈS

Doyenne des courses sur route de la capitale, Paris-Versailles était depuis toujours citée comme un modèle d'organisation. Les départs échelonnés par vagues de trois mille concurrents toutes les trois minutes permettaient un écoulement fluide des coureurs. L'absence de chronométrage officiel qui en découlait pour la masse décourageait les tricheurs, qui auraient voulu se targuer d'un « chrono » flatteur à l'arrivée pour « épater » leur entourage.

Malheureusement, les organisateurs ont été débordés par le succès comme dans les deux autres grandes épreuves parisiennes sur route. Ils attendaient quelque dix-sept-mille coureurs. Il y en eut plus de vingt mille sous la tour Eiffel, dimanche à 11 heures, pour prendre le départ en dépit du temps frisquet. Vingt mille auxquels vinrent se joindre en chemin des centaines de resquilleurs. De ses débordements naquit une pagaille inhabituelle qui n'a rien enlevé à la beauté de la victoire, dans la course des as, du Britannique Karl Harrisson : le coureur de Manchester, âgé de vingt-huit ans, a surmonté une dure défaillance à trois kilomètres de l'arrivée pour finir en boulet de canon sous le nez de deux de ses compatriotes beaucoup plus expérimentés.

A. G.

JUDO

Les Français retrouvent le panache

L'équipe de France de judo a conservé, le 28 octobre, le titre de championne d'Europe qu'elle avait conquis pour la sixième fois en 1982 à Milan. Elle a battu, en finale, comme il y a deux ans, la formation soviétique. Mais alors qu'il avait fallu des barrages à Milan pour départager les combattants, au Palais omnisports de Bercy, à Paris, la domination des camarades de Parisi a été beaucoup plus nette, quatre victoires à une et deux matches nuls.

Marc Alexandre a été surnommé « Popeye » par ses camarades de l'équipe de France de judo. Il est loin d'être le plus grand et le plus fort d'entre eux. En fait, c'est un poids mi-léger. Mais la puissance de ses avant-bras constitue une arme particulièrement redoutable sur un tatami. Alliée à une technique très pure, celle-ci lui a permis de devenir champion d'Europe au printemps dernier et de gagner ensuite une médaille de bronze aux Jeux d'été. Toutefois, à l'inverse du célèbre marin qui se remplit la panse d'épinards pour décupler sa force avant de se battre, Marc Alexandre n'a pas pu manger pendant cinquante-huit heures, c'est-à-dire près de deux jours et demi, avant de se présenter à la pesée dimanche matin.

Trois jours avant les championnats d'Europe par équipe, il accusait encore sur la balance 4 kilogrammes de trop. « *Après Los Angeles, je ne me suis pas assez surveillé*, a-t-il reconnu. *Cela a été très dur pour combattre. Mais avec le soutien de l'équipe et du public je me suis senti de mieux en mieux.* » Effectivement, Alexandre a produit un véritable récital tout au long de la journée conclue par une splendide projection du Soviétique Sokolov en finale. Assurément, le successeur de Thierry Rey dans cette catégorie des moins de 65 kilos est un champion de grand talent.

Pourtant, la manière dont il a rempli son « contrat » en équipe nationale n'aurait pas été imaginable il y a quelques mois encore. Jamais les entraîneurs nationaux n'auraient pris le risque de laisser un combattant avec un tel excédent de poids si peu de temps avant une compétition internationale qu'il était important de gagner.

Que s'est-il donc passé rue des Plantes, au siège de la fédération ? On n'est pas tombé d'un excès de rigueur dans un excès de laxisme, comme on pourrait le croire si on examine trop rapidement la situation. Le succès continu des judokas français a fait que l'organisation de ce sport est devenu l'étalon de la réussite pour les autres. Autrement dit, une situation en point de mire qui prête à la critique des jaloux et des médiocres quand les résultats sont un peu moins bons. Cela a été le cas précisément à Los Angeles. Trois médailles, dont aucune d'or, sur huit sélectionnés, cela aurait constitué un triomphe pour n'importe quelle fédération. Pas pour celle de judo, qui avait rapporté quatre médailles, dont deux d'or de Moscou, quatre ans auparavant.

Horlogerie

Une fois apaisée la colère provoquée par un arbitrage déficient qui avait pénalisé les combattants nationaux, il restait aux responsables techniques nationaux à faire leur autocritique. Les moyens mis en œuvre pour préparer Los Angeles avaient été très importants. Les sélectionnés s'étaient entraînés plus que cela n'avait jamais été fait encore. Il leur avait pourtant manqué la petite étincelle qui fait la différence lors du tournoi olympique. Le mieux n'avait-il pas été l'ennemi du bien comme le suggère la sagesse populaire ? Après avoir pris en charge l'entraînement avec un souci du détail relevant presque de l'orlogerie, les responsables techniques ont donc décidé de redonner à chacun une plus grande autonomie. Ils ont aussi fait appel à des combattants plus instinctifs, moins calculateurs, pour remplacer des titulaires vieillissants.

C'est ce retour au naturel qu'ont pu apprécier les quelque dix mille spectateurs du Palais des sports. Il y avait le rythme et l'enthousiasme des grands jours. En dépit de l'absence des deux Allemagnes, la tâche des Français n'était pas facile. A vrai dire ils n'étaient pas réellement favoris de la finale contre les Soviétiques. Ceux-ci avaient une double revanche à prendre à Paris : celle de 1982 où ils ne s'étaient inclinés qu'après barrages contre les Français ; celle de la « *non-participation* » aux Jeux olympiques. Pour cela, ils avaient composé une équipe mélangeant leurs champions confirmés avec des combattants qui n'avaient pas encore fait leurs preuves dans les tournois internationaux. En finale, ils alignèrent essentiellement ceux-ci en espérant, sans doute, bénéficier de l'effet de surprise.

En fait de surprise, c'étaient les Français qui leur en réservaient une alors même qu'ils étaient parvenus à ce stade de la compétition un peu plus laborieusement en concédant trois défaites pour aucune dans le camp soviétique. Successivement Douet, Alexandre, Melillo et Vachon ont bousculé leurs adversaires. Seul Nowak, médaille de bronze en poids moyen, a été battu après avoir mené le combat mais, à sa décharge, il faut dire qu'il souffrait d'une entorse depuis le premier combat. Canu et Parisi ont, pour leur part, contrôlé des assauts difficiles assurant le nul. Et, au bout du compte, cela donnait une victoire à panache qui a rendu confiance à la fédération et a cloué le bec aux détracteurs de ses méthodes.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME

M. Alain Calmat va intervenir dans le conflit Godard-Perrin

Le ministre délégué à la jeunesse et au sport, M. Alain Calmat, doit examiner, lundi 29 octobre, le problème posé par le conflit entre le nouveau directeur technique national (DTN) de la Fédération d'athlétisme, M. Alain Godard, et l'entraîneur national de saut à la perche, M. Jean-Claude Perrin (le Monde du 27 octobre).

Après avoir participé à l'épreuve pédestre Paris-Versailles, l'entraîneur du champion olympique Pierre Quinon a rencontré, le 28 octobre, le DTN au siège de la fédération. « Alain Godard m'a confirmé, *a-t-il déclaré*, ce que je pensais : je suis éliminé de toutes responsabilités nationales. Il m'a proposé de faire partie de vagues commissions, de mouvements de recherches... C'est une mise au placard. »

CYCLISME

Vernet et Duclos-Lassalle en prélude aux Six Jours

Les championnats de France sur piste, qui ont eu lieu le 27 octobre à Grenoble, ont été dévalués par l'absence des deux meilleurs coureurs nationaux, Yavé Cahard en vitesse et Alain Bondue en poursuite.

Dans la première discipline, Philippe Vernet, professionnel de fraîche date, a obtenu un succès logique puisqu'il était le seul spécialiste du tournoi et qu'il se trouvait confronté à des routiers. Détenteur d'une médaille de bronze depuis les Jeux olympiques de Los Angeles, le jeune Parisien n'eut pas à forcer son talent pour battre en finale Jean-François Rault, qui avait lui-même éliminé Yvon Bertin.

En poursuite, le match qui opposa Gilbert Duclos-Lassalle à Bernard Vallet fut plus serré, mais le matériel a sans doute fait (ou accentué) la différence : 5 secondes pour un temps honnête (6 m 7 s 37) sur les 5 kilomètres. Duclos-Lassalle chevauchait, en effet, une bicyclette futuriste (petite roue avant, roue arrière lenticulaire et guidon plat retourné), alors que son adversaire utilisait un vélo classique. Cependant, la victoire qu'il a obtenue pour ses débuts en poursuite confirme l'indiscutable retour en forme du coureur béarnais.

Les championnats de France sur piste constituaient, en quelque sorte, un prologue des Six-Jours de Grenoble, organisés du 31 octobre au 6 novembre. A l'image du Tour de France, ils accueilleront, pour la première fois, des féminines, en particulier Jeannie Longo, nouvelle détentrice du record de France du kilomètre lancé en 1 m 9 s 27.

JEUX OLYMPIQUES

Le partage des bénéfices de Los Angeles en question

Le comité d'organisation des Jeux olympiques de Los Angeles (LAOOC) a réalisé un bénéfice de dix fois supérieur à ses prévisions : 150 millions de dollars au lieu des 15 millions espérés. Le partage des bénéfices éventuels avait été prévu dans le contrat liant le LAOOC au comité olympique des Etat-Unis (USOC), contrat aux termes duquel l'USOC devrait toucher 60 millions de dollars (40 %), le LAOOC 60 millions de dollars (40 %) et les trente-huit fédérations sportives amateurs des Etats-Unis se répartir les 30 millions de dollars restants (20 %).

Pour remercier les pays du tiers-monde d'avoir participé aux Jeux en dépit de l'appel à la « non-participation » de l'Union soviétique, le comité d'organisation a cependant suggéré que 3 à 5 millions de dollars soient prélevés sur ces « bénéfices » afin d'être reversés aux organismes sportifs de ces pays. Cette proposition n'a pas été du goût des dirigeants du comité olympique américain : « Je ne suis pas contre le fait d'aider les pays du tiers-monde mais nous devons avoir des priorités et nous devons respecter nos engagements », *a déclaré, le 27 octobre à Orlando, M. William Simon, président de l'USOC. Une commission a donc été créée pour étudier le problème.*

J. A.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE I

(Cinquième tour aller)

*Villeurbanne b. EB Orthez ... 86-80
*Antibes b. JA Vichy ... 98-88
*Tours-BC et AS Monaco ... 65-65
SCM Le Mans b. *Mulhouse-BC 101-97
CSP Limoges b. *ESM Challans 114-99
*Stade Français b. ES Avignon 115-91

La rencontre Caen-BC - CA Saint-Etienne a été reportée au 24 novembre.

Classement. – 1. Antibes, Le Mans, Limoges, Stade Français et Villeurbanne, 13 points, etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Division I

Quatorzième journée (suite)

*Bordeaux b. Sochaux ... 1-0
*Paris-SG b. Rouen ... 3-2
*Tours b. Metz ... 2-1

Classement. – 1. Bordeaux, 23 pts ; 2. Nantes, 22 ; 3. Auxerre, 19 ; 4. Monaco, 16 ; 5. Laval, 16, etc.

Division II

Douzième journée (suite)

Groupe A

*Quimper b. Reims ... 5-0
*Châteauroux et Besançon ... 1-1
*Amiens et Abbeville ... 1-1
*Orléans et Red Star ... 0-0
*Valenciennes b. Dunkerque ... 2-0
Le Havre b. *Angers ... 4-1
*Rennes b. Caen ... 3-1
*Sedan b. Stade Français ... 1-0

Classement. – 1. Mulhouse, 18 pts ; 2. Rennes, 17 ; 3. Orléans, 17, etc.

Groupe B

*AEPB La Roche b. Lyon ... 2-0
Nice b. *Limoges ... 3-2
*Gueugnon et Le Puy ... 1-1
*Cannes b. Martigues ... 1-0
*Béziers et Cuiseaux-Louhans ... 2-2

Classement. – 1. Nice, 19 pts ; 2. Montpellier, 18 ; 3. Cannes, 16, etc.

Hockey-sur-glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Huitième tour)

*Megève b. Grenoble ... 8-4
Saint-Gervais b. *Amiens ... 8-4
*Gap b. Français Volants ... 6-4
*Tours b. Chamonix ... 7-1
*Villard-de-Lans b. Viry ... 4-3
*Briançon b. Caen ... 8-4

Classement. – 1. Saint-Gervais, 16 pts ; 2. Grenoble, 13 ; 3. Megève, 11, etc.

Planche à voile

COUPE DU MONDE DE FUNBOARD

La Française Nathalie Le Lièvre, âgée de dix-sept ans et originaire de Hyères, a gagné la Coupe du monde de funboard 1984 (circuit professionnel), qui s'est achevée le 28 octobre au Japon. Dans l'épreuve masculine, la victoire finale est revenue à l'Américain Robby Naish qui appartient à la même « écurie » que la Française.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Division 1 - Groupe A

(Sixième journée)

Poule 1

*Narbonne b. Tyrosse ... 29- 3
*Aurillac b. Racing CF ... 27- 0
*Stade Toulousain b. Montauban 21-19
Béziers b. *Aire-sur-Adour ... 13- 6
*Tarbes b. Carcassonne ... 30-12

Classement. – 1. Stade Toulousain, 18 pts ; 2. Béziers, 16 ; 3. Aurillac, 14, etc.

Poule 2

*Valence b. Oloron ... 20-10
*Boucau b. Romans ... 20-12
*Biarritz b. Agen ... 10- 9
*Dax b. Bègles-Bordeaux ... 27-11
*La Rochelle b. Hyères ... 6- 3

Classement. – 1. Biarritz, 15 pts ; 2. Agen, Dax, Le Boucau, 14, etc.

Poule 3

*Pau b. Le Creusot ... 17- 6
*Lourdes b. Brive ... 32-14
*Angoulême b. Bagnères ... 6- 0
*Grenoble et La Voulte ... 6- 6
*Montferrand b. Bayonne ... 36- 6

Classement. – 1. Montferrand, 17 pts ; 2. Lourdes, 16 ; 3. Pau, 14, etc.

Poule 4

Mont-de-Marsan b. *Nîmes ... 25-22
Bourgoin b. *Albi ... 43-12
*Toulon b. Graulhet ... 21-15
Nice b. *Tulle ... 13- 6
Perpignan b. *Castres ... 19- 9

Classement. – 1. Nice, Toulon, 18 pts ; 3. Graulhet, Mont-de-Marsan, 13, etc.

Ski nautique

RECORD DU MONDE

Le Français Patrice Martin a amélioré, par deux fois, le 28 octobre, sur le plan d'eau de l'étang de Berre à Martigues, le record du monde des figures.

Le Monde

culture

THÉATRE

« L'OUEST, LE VRAI », de Sam Shepard

Un cauchemar très climatisé

Paris, Texas, le film de Wim Wenders, Palme d'or 84 à Cannes, alimente les conversations des accrochés du cinéma. Or l'auteur du scénario de *Paris, Texas*, l'Américain Sam Shepard, écrit surtout des pièces de théâtre : l'une des plus récentes, *l'Ouest, le vrai*, un succès aux Etats-Unis, tente sa chance à Paris, au Théâtre de l'Athénée, dans une adaptation de Rudi Coupez.

C'est une histoire de scénario, justement. Retiré momentanément dans l'Ouest, dans la maison vide et isolée de sa maman, pour terminer la rédaction d'un scénario, Austin voit soudain débarquer là son frère Lee, qu'il n'a pas vu depuis plusieurs années.

Austin est un *intello* plutôt doux, aux muscles peu survoltés, un type à scrupules, un brin timide, ce qui *n'est pas épatant* pour convaincre les producteurs lorsqu'il veut caser un « scénar ».

Lee est une force de la nature. Une sombre brute, pour un peu. Braqué à mort contre l'établissement. Vivant de vols avec effraction. Il attaque, d'entrée, son frère. L'insulte. L'empêche de travailler. Traîne dans la boue les scénaristes, ces ordures qui ramassent un fric fou en scribouillant des inepties.

Il donne des coups dans les meubles, manipule des laimes, boit *comme un trou*. *A vue de nez*, sa violence n'a pas de seuil. Il fait peur à son frère Austin, exaspéré *par ce discours aussi aberrant* qu'embrouillé.

Arrive le producteur, ou l'intermédiaire exécutif des producteurs, qui vient tâter un peu le scénario d'Austin. Et, là, Lee change de ton, reste grossier et agressif quand même mais mêlant cela à un tel rentre-dedans, malin comme tout, que le producteur commande, illico, ferme, contre une avance cash, un scénario à Lee, remettant à plus tard celui d'Austin. Néanmoins, comme Lee n'écrit pas, c'est Austin qui devra taper à la machine ce scénario de Lee, sous sa dictée (en rendant lisibles les idées de Lee).

Dès que le producteur a tourné les pieds, Lee redevient la brute sauvage, terrorisante, du premier acte. Austin meurt de trouille. Et doit s'exécuter, taper à la machine les élucubrations de Lee, un western, « un vrai ». Evidemment, les choses dégénèrent. Injures. Puis les coups. Dans la bagarre, les deux frères démolissent pratiquement, de fond en comble, la maison de la maman, qui arrive impromptu de l'Alaska.

Telle était en tout cas la violence, la sauvagerie incroyables de cette pièce dans la mise en scène américaine, et surtout dans son adaptation télévisuelle, très remarquable. Et, tout en restant une œuvre de « boulevard bien élevé », cette pièce de Sam Shepard devenait une charge énorme contre le cinéma américain, le trafic des scénarios, les inconséquences des productions, cela se mêlant intimement à une histoire éternelle de « frères ennemis ». C'était aussi une étude curieuse de la fragilité des caractères, parce que Sam Shepard laissait deviner que les personnalités de ces deux frères, si absolument contraires, pouvaient devenir interchangeables, pour un peu...

Au Théâtre de l'Athénée, ce spectacle reste attachant, surtout parce que les comédiens, Roland Blanche (Austin), Richard Bohringer (Lee), Michel Berto (l'intermédiaire des producteurs), Louba Guertchikoff (la maman), bien construits par les metteurs en scène Luc Bérand et Jean-Michel Ribes, mènent la danse avec beaucoup d'acuité et de chaleur. Mais la violence américaine a été considérablement gommée. Lee ne fait plus vraiment peur, les deux frères ne réduisent pas sous nos yeux la baraque en *bouillie*. C'est *mille* fois plus moucheté, et aussi plus drôle.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Athénée. Consulter les programmes, les horaires variant selon les soirs.

MUSIQUE

LE « COSI », de Luc Bondy à Lille

Mozart disloqué

On ne peut que se réjouir de voir si bien collaborer (au lieu de se jalouser) la capitale de la Belgique et celle des Flandres françaises. Depuis des années, les grands événements du *Festival de Lille* attirent nos voisins d'outre-Quiévrain, et, depuis que Gérard Mortier a entrepris sa miraculeuse résurrection de la Monnaie, nombreux sont les Lillois (et même des Parisiens, grâce à un train spécial) qui vont contempler la vérité lyrique bruxelloise.

Cette fois, c'est le Festival qui a invité la Monnaie pour quatre représentations de *Cosi fan tutte* : elles sont les bienvenues à l'Opéra du Nord pour étoffer le programme que Humbert Camerlo et son équipe ont réussi à élaborer malgré les difficultés financières que l'on sait. D'autant que ce *Cosi*, mis en scène par Luc Bondy, est un spectacle moderne et ambitieux, qui a obtenu en juin à Bruxelles des louanges unanimes et des critiques hyperboliques, y compris dans la presse française, célébrant la cruauté, l'amertume, la sensualité exacerbée, la profondeur, la lucidité de cette réalisation qui transformerait radicalement notre compréhension de l'œuvre.

Sortant de l'Opéra de Lille, nous sommes éberlués, n'ayant pas vu grand-chose de tout cela. Sur le plan scénique, il y a certes des originalités et des beautés, mais elles sont le plus souvent à côté de Mozart et superflues. Prenons les décors de Karl Ernst Herrmann (celui qui avait monté à la Monnaie cette très belle *Clémence de Titus, si contestable !*). Dispositif ingénieux : c'est une vaste toile peinte de 11 mètres *de haut et de 190 mètres de large*, qui se déroule vers la gauche, amenant, à divers moments de l'action, un nouveau tableau derrière une vaste terrasse nue où se déroule l'action : une mer brumeuse avec une île magique tandis que le jour se lève ; les caps rocheux se déplacent comme des cuirassés et amènent une profonde forêt, laquelle cédera ensuite la place à une nouvelle vision maritime dominée par une falaise, puis, au moment le plus dramatique, un superbe rideau de pluie où volent des mouettes. Une mer qu'aurait pu peindre Turner, une forêt où les groupes et les éclairages évoquent Watteau, ou, dans le final, une fête nocturne de Lancret, c'est bien.

Mais l'unique indication mozartienne est la baie de Naples ; les lieux sont totalement arbitraires, et *il est inimaginable que toute l'action* se passe en plein air, sans la moindre allusion à un salon, à une maison, à une ville pour cette comédie noble ou bourgeoise, qui présente des jeunes gens désœuvrés dont la seule occupation gît dans les jeux délicieux ou cruels de l'amour.

Luc Bondy, qui a obtenu l'an passé le Prix du Syndicat de la critique dramatique, a déjà réalisé à Hambourg *Lulu* et *Wozzeck* ; c'est la première fois qu'il aborde Mozart, ce qui n'est pas forcément un handicap, comme en témoigne la merveilleuse *Finta Giardiniera* de Gildas Bourdet au dernier Festival d'Aix.

Mais *Cosi* est redoutable, car tout est dit dans la musique ; on ne peut rien ajouter, ni retrancher, on ne peut que l'interpréter en se coulant à l'intérieur, comme l'ont prouvé récemment les merveilleuses mises en scènes de Ponnelle au Théâtre des Champs-Elysées, ou de Michael Hampe à Salzbourg (et, *a contrario*, l'échec du même Ponnelle dans ses dernières *Noces de Figaro*).

Jeux de groupes

Or Luc Bondy casse le rythme musical, non dans les airs, mais dans les récitatifs qu'il ralentit, détaille, maniérise, obstrue de silences ; il invente une multitude de jeux de scène, souvent contestables et déconcertants, qui, en tout cas, disloquent le génie dramatique de Mozart, ses jeux de groupes, ses symétries, sa logique implacable. Mille détails, ainsi, distraient l'attention, redoublent la musique qui a déjà tout dit...

Prenons, au hasard, le début du deuxième acte : Despina lave les jambes de ses demoiselles et montre aussi les siennes ; gros rires de ces dames ; duo où *elles* tournent comme des totons maniérés. La sérénade s'annonce, d'un trou sort un *énorme rocher*. Tandis que commence cette admirable musique, Fiordiligi et Dorabella font le *ménage qui en avait grand besoin* : quel désordre trivial ! Les hommes chantent en coulisse. Pendant la présentation d'Alfonso, les femmes se roulent à terre en se tordant de rire ; quand Despina les pousse vers les hommes, elles sont tout près de les embrasser. Ils s'enfuient au loin. Grand silence. Fiordiligi, l'air stupide : *« Oh, che bella giornata ! »* ; grand silence ; Dorabella rit comme une bécasse. Plus tard, elle donnera elle-même le médaillon à Guglielmo, à plat ventre sur le gros rocher, sur lequel Fiordiligi, à son tour, chantera *Per Pieta*, terminant le bras en l'air *comme la statue de la Liberté*.

Le talent de Luc Bondy n'est pas en cause, mais sa mise en scène est *bizarre, biscornue, et ne nous* apprend rien de nouveau sur Mozart ou la psychologie des personnages. C'est, dans l'ensemble, une mauvaise farce bien troussée, qui atteint une réelle émotion dans le duo de Ferrando et de Fiordiligi (mais il faudrait être dépourvu d'entrailles pour ne pas y céder), encore que Guglielmo et Alfonso soient vraiment trop près de l'action pour conserver un minimum de vraisemblance.

Du point de vue musical, on ne dépasse pas un niveau honorable. L'orchestre de la Monnaie, de belle qualité sonore, est agréablement dirigé par un jeune chef danois, Michaël Schönwandt, qui ne s'élève cependant jamais au sublime et joue en général un ton au-dessous de l'intensité requise.

La distribution, très jeune, sympathique et techniquement solide, manque souvent de charme et de rêve, encore trop verte pour la perfection du style mozartien. La voix de Barbara Madra (Fiordiligi) reste toujours un peu dure, avec une émission abrupte qui la prive d'aura ; le joli timbre de Patricia Schuman (Dorabella) mériterait une voix plus assouplie et scintillante ; Elizabeth Szmytka campe une *Despina insupportable* comme un méchant gamin et amusante, dans un registre commun ; Marcel Vanaud est un *Guglielmo assez* monocorde, nullement pétillant, tandis que Jérôme Pruett (Ferrando) *a un jeu plus varié et émouvant* qui estompe un timbre de qualité moyenne ; enfin, Claudio Nicolaï défend avec talent ce personnage surprenant d'un Alfonso déguenillé comme une vieille sorcière, la perruque échevelée, accablé par les ans plutôt que par sa « philosophie » assez courte.

JACQUES LONCHAMPT

★ Prochaines représentations à L'Opéra de Lille, les 30 octobre et 2 novembre (à 19 h 30), 4 novembre (15 heures).

Le Cantal et le cinéma

En 1979, le département du Cantal ne comptait plus que trois salles de cinéma. Si leur nombre est passé à huit, le mérite en revient à l'association « Rencontres cinéma et monde rural », qui a créé un festival international, un circuit de projections dans vingt-cinq villages, relançant le septième art dans la région.

Le cinquième festival, qui s'est terminé le 28 octobre, a accueilli une cinquantaine de films, dont onze inédits, vus par neuf mille spectateurs. *Biquefarre*, de Georges Rouquier a lancé la manifestation et provoqué des débats passionnés dans les foyers ruraux. Le Grand prix a été décerné à *Jours de tourmente* de Paul Zoumbara (Haute-Volta) ; deux mentions sont allées au *Jardinier modèle* de Pal Schiffer (Hongrie) et à *la Guerre des demoiselles* de Jacques Nichet (France).

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, présent à Aurillac, a rendu hommage aux jeunes animateurs cantaliens. Un protocole en cinq actes a été signé avec le ministère de l'agriculture dans l'esprit de ces rencontres : accès des ruraux à la vie culturelle, aide en équipements, formation, soutien à la vie associative et mise en valeur du patrimoine rural. – *(Corresp.)*.

Banque, danse et mécénat

M. Jacques Mayoux, président de la *Société générale*, a remis à la bibliothèque-musée de l'Opéra de Paris deux maquettes de Léon Bakst, *rachetées lors de la vente* Serge Lifar à Londres en juin dernier. Elles concernent *le Martyre de saint Sébastien et Thamar*, drames chorégraphiques créés par les Ballets russes de Diaghilev au Châtelet en 1911 et 1912. Cette initiative constitue une forme de mécénat originale et importante pour la conservation du patrimoine français.

Inquiétude des responsables culturels

Le syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) a manifesté dans un communiqué sa préoccupation devant le budget de la culture pour 1985 *« non actualisé globalement »*, de la part *« sans cesse grandissante »* des grands travaux, tout en étant *« conscient de la solidarité financière »* nécessaire actuellement. Le SYNDEAC s'indigne d'autre part que la CGT ait mis en cause la gestion de certaines entreprises d'action culturelle (*le Monde* du 13 octobre), et *« déplore la création artificielle de tensions vis-à-vis d'un certain nombre de responsables »*.

Sigma a vingt ans

Le XXe Sigma de Bordeaux se tient du 5 au 17 novembre. Vingt ans sous la direction de Roger Lafosse. Un anniversaire, une occasion de faire le point sur l'évolution du festival et sa fidélité à ses principes : connaissance et confrontation des arts contemporains, y compris ceux nés de la technologie. En vingt ans, Sigma – qui n'est plus symbole de scandale *comme au temps des happenings* – a modifié la vie artistique bordelaise en éveillant la curiosité et l'intérêt des différents publics pour ce qui se fait, ce qui se passe aujourd'hui.

Sigma présente des spectacles dans plusieurs lieux et dispose des Entrepôts Lainé, avec le groupe Fartov et Belcher qui coproduit une création théâtrale, *Ma vie, ma mort, de Pier Paolo Pasolini*, un texte de Kathy Acker mis en scène par Richard Foreman, New-Yorkais, architecte ironique des angoisses et des schizophrénies de notre civilisation. Pour le théâtre, on verra également *le Pouvoir des folies théâtrales*, par Jean Fabre, *l'Espace du silence*, par le Theatro della Valdoca, *le Pêcheur noyé* par le marionnettistes néerlandais Josef Van den Bergo. On espère la compagnie polonaise Stu avec les *Portes du paradis*. Il y aura également des Français, et trois soirées réservées aux troupes régionales. En danse : Jean-Claude Gallotta *(Ivan Vaffan)* et le Ballet Théâtre Epiphane. En musique, un programme très fourni, dont Giovanna Marini, la compagnie Lubat et *Michel Legrand*, qui dirige l'Orchestre Bordeaux-Aquitaine.

Au cinéma, pour la première fois, une rétrospective de John Cassavetes, des « peplum », du fantastique, les meilleurs moments de la nouvelle vague et un thème « modes et look », panorama des mœurs adolescentes, depuis *la Fureur de vivre* jusqu'à Bob Marley et *le Bal* d'Ettore Scola, d'après le spectacle du Campagnol.

EXPOSITIONS

LA CLOTURE DE LA FIAC

Points de vente

Dimanche 28 octobre, dernier jour de la Foire internationale de l'art contemporain, dernières heures. La foule se presse aux portes du Grand Palais, s'embrouille avec celle venue pour le Douanier Rousseau. Voitures, embouteillages. Sous la verrière, les visiteurs arpentent les allées, s'agglutinent ici et là, les stands regorgent de monde. Au guichet « Informations », un écriteau annonce que le catalogue est épuisé et ne sera pas réédité (tiré à 7 500 exemplaires, vendu 100 F, il n'y en a plus depuis vendredi soir). Les organisateurs sont contents, le cap des 100 000 visiteurs sera dépassé à la fin de la soirée, et les premiers calculs permettent d'estimer à 15 ou 20 % de plus que l'année dernière la *moyenne journalière de fréquentation*.

Les marchands sont fatigués par leurs dix jours de bain de foule, mais contents eux aussi. Ils ont vu défilé un public très diversifié, intéressé souvent, curieux des prix. Ils ont bien vendu. Tous ou presque, on ne peut bien sûr pas trop généraliser. Les points rouges, signes d'achat, ponctuent en tous cas de nombreuses cimaises, et l'on sait bien que tous les marchands n'affichent pas ainsi le succès de leurs *artistes*.

Ils ont bien vendu, mais à qui ? La question ne reçoit pas forcément de réponse, pas plus que celles : quoi ? et à combien ? Le collectionneur est quelqu'un de discret qui n'aime pas se faire connaître (fisc et psychologie ici font bon ménage), et la moindre des choses, pour le marchand, c'est de lui assurer l'anonymat. On peut presque redire cela pour les deux autres interrogations.

Cependant, bien des déclarations se recoupent, et l'on apprend notamment que, si l'année dernière la FIAC avait bien marché en partie grâce à l'Etat et aux *FRAC*, les fonds régionaux d'achat, cette année les marchands ont surtout traité avec le *privé*, et pas seulement des collectionneurs étrangers. Beaucoup d'entre eux font la remarque qu'il y a plus de collectionneurs en France qu'on ne le dit généralement, qu'ils ont vu cette année de jeunes amateurs déterminés à se monter une collection en achetant des jeunes artistes, et des œuvres à des prix raisonnables – *leur fourchette* étant à peu près de 15 000 à 45 000 F (le prix des Paszko, poulain de la galerie Le Dessin, ou de Cavallo, celui de Karl Flinker).

Petits et gros mensonges

Du côté des grandes galeries riches, s'il n'est pas sûr que Sidney Janis ait vendu un seul des trois ou quatre Léger qu'il proposait à des hauts prix (autour de 700000 dollars, ce qui n'étonne pas tellement lorsqu'on sait qu'à New-York, lors de la vente aux enchères du 31 octobre, chez Christie's, un Hockney *sera mis à prix à plus de* 250000 dollars !), en revanche, la galerie Waddington de Londres, *qui proposait des œuvres rares et chères* de Calder, de Matisse, de Picasso, de Léger, de Cézanne, de Klee, *de Miro...*, *déclare* tout à fait ouvertement qu'elle a fait 30% de chiffre d'affaires de mieux que l'année dernière. Et *que c'est* mieux que Bâle.

Il reste, bien sûr quelques points noirs, notamment du côté des galeries de promotion étrangères. *Une* galerie comme celle de Lucrezia de Domizio n'a peut-être pas pu rentrer dans ses frais avec son « one man sShow » Beuys, pas plus que les galeries autrichiennes avec leurs artistes. Cependant, Bischofberger, le redoutable marchand de *Zurich*, qui représente plusieurs vedettes de l'actualité internationale, comme Clemente, *David Salle, Cucchi, J.-M. Basquiat*, serait content de sa première participation à la foire cette année, et décidé à revenir l'année prochaine.

Peut-on faire un bilan de la FIAC ? Evidemment que non, car il n'y a pas que les chiffres avoués, mais aussi les secrets, les petits et gros mensonges sur les ventes effectuées. La FIAC est aussi un lieu d'échanges, de rendez-vous, de contacts, de projets d'exposition entre marchands pour l'année à venir : des retombées qui se mesurent mal, encore plus mal que les ventes qui vont se poursuivre maintenant en galerie, grâce à la FIAC ou pas.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

« ORPHÉE AUX ENFERS », à l'Espace Cardin

Une bouffonnerie efficace

Le grand succès remporté par Orphée aux enfers lors de la première, mercredi, à l'Espace Cardin, semble *annoncer une brillante carrière*. L'œuvre d'Offenbach garde son efficacité comique, même si elle a perdu de *son actualité « sacrilège »*, dans sa caricature de la société impériale et de l'*Orphée* de Gluck, voire dans son massacre d'une mythologie réduite de nos jours à des lambeaux.

Pourtant, on ne saurait dire que le spectacle réponde entièrement aux discours actuels sur la réhabilitation de l'opérette. A côté du petit chef-d'œuvre parfait qu'est *l'Etoile* de Chabrier à l'Opéra-Comique, c'est une agréable production de série, mise en scène avec entrain, mais sans grande originalité, par Jorge Lavelli (à qui l'on ferait mieux, en France, d'offrir des œuvres plus ambitieuses, dignes de son talent), jouée avec pétulance par une troupe solide, dépourvue de subtibilité, et un orchestre quelconque que Gianfranco Rivoli s'efforce de tenir en main. On regrette que la bouffonnerie estompe *à l'excès dans cette production* la poésie et le charme d'une partition si joliment écrite.

Max Bignens n'a pas semblé très inspiré non plus dans ses décors : une tente pour le berger Aristée, un *misérable champ de blé au premier* acte ; les gros nuages en barbe-à-papa sur lesquels dorment les dieux de l'*Olympe*, tous sous la même couverture devant une jolie façade de temple où les déesses nues prennent leur douche ; quatre gros poêles pour le vestibule de l'enfer, et une tuyauterie compliquée, rouge comme une voiture de pompiers, pour l'antre joyeux de Pluton.

Dieux, bacchantes et démons s'agitent beaucoup, jusqu'au *milieu* des spectateurs, ainsi que le superbe Actéon changé en cerf, un des clous du spectacle. Les danses et le cancan sur le plancher font un *bruit... d'enfer*. Le violon solo donne une idée assez médiocre de l'enseignement *dans l'orphéon* thébain et rend vraisemblable le mépris d'Eurydice *pour le génie de son époux ; elle n'a* guère plus de chance avec John Styx, qui pue le Léthé à plein nez et *déclare son amour d'une voix râ*peuse, avec des effets gros comme une maison. L'opinion publique de *Bernadette Antoine, savoureuse virago*, courbe les têtes sur le passage de son fauteuil roulant. Jupiter (Maurice Sieyes) et Pluton (Bernard Sinclair) sont, comme il se doit, des mâles avantageux et un peu lourds, Jupiter fût-il transformé en mouche avec un casque d'aviateur à la Mermoz.

Tout ce petit monde chante honorablement, sans finesse particulière, à l'exception du ravissant Orphée, vi*sage de Pierrot rêveur (Marteen* Koningserger) et de Ghisleine Rafanel. Sans donner une dimension particulière à son Eurydice, petite-bourgeoise avide de plaisirs triviaux, celle-ci se révèle du moins véritable cantatrice, avec une technique brillante et même acrobatique, et une belle étoffe vocale, à peine brouillée dans l'aigu. On mentionnera encore le fort charmant Cupidon de l'air des baisers et la Vénus de Florence Raynal, sans oublier le numéro de Mercure monté sur une bicyclette de clown en deux morceaux.

J. L.

★ Chaque jour, sauf le lundi, à 20 h 30 (le dimanche à 15 heures) jusqu'au 1er janvier.

■ ANTONIONI A PONTARLIER. – Le ciné-club Jacques-Becker à Pontarlier consacre sa rétrospective annuelle à Antonioni. Dix-sept films sont projetés, à partir de ce lundi 29 octobre et jusqu'au 4 novembre.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LOIN DU GRENIER : *Lucernaire* (544-57-34), 18 h 30.

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50), 19 h 30 : Macbeth.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Ivanov.
BEAUBOURG (277-12-33). Débats : 19 h : Eté à la fenêtre à Rome. – Cinéma/Vidéo : Nouveaux films BPI : à 16 h : Monolis Drossos, de R. Winter ; à 19 h : Tony's Ground, de N. Clark ; Memorias, de O. Lucien. – *Théâtre/danse* : voir Festival d'automne.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concert : 20 h 30 : I. Cotrubas, V. Reinemann, R. Gothoni (Wolf).
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) : 18 h 30 et 20 h 30. 5e Festival de jazz de Paris.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Mariage de Figaro.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : le Prophète ; 21 h : la Mer blanche.
DIX HEURES (606-07-48), 21 h : Embrasse-moi ou je tire : 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; *II*. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne ; 22 h : Riou-Pouchain.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve : 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h 15 : Ubu enchaîné : 22 h : *Hiroshima mon amour*. II. 18 h 30 : la Femme fauve : 20 h 30 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette. Petite salle. 18 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 : Waiting for the Sun ou la Nef des fous.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : la Dernière Classe. Petite salle, 21 h : Attention à la p'tite marche.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POINT VIRGULE (278-67-03), 18 h : Nicomède.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Emiatej.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
TH. D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 45 : Vie et mort de P.P. Pasolini.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84, I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
BOURVIL (373-47-84), 20 h : Et si le bon Dieu en était une bonne ?
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.
POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent.
TH. 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : J'le f'rai plus, c'est promis.

Le music-hall

A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Turning the Tables.
BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Megumi Satsu.
CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Pepe de Cordoba.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : E. Mitchell.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Jacinta.

Lundi 29 octobre

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Opéra

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : la Périchole.

Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : F. Buffet (Rachmaninoff, Liszt, Schumann).
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Ensemble d'instruments à vent M. Bourgue (Caplet, Mendelssohn, Enesco...).
Théâtre de Paris, 20 h 30 : R. Aussel (Weiss, Rodrigo, Llobet...).
Flap, 20 h 30 : E. Neumark (Mozart, Schubert, Brahms...).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : Sun Glasses ; 22 h 30 : A. Lowman.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) 21 h 30 : M. Laferrière.
ÉCUME (542-71-16), 21 h : Parioca.
ESPACE BALARD (548-18-35), 20 h : Iron Maiden, Motley Crue.
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : G. Barton.
PALAIS DES CONGRÈS (758-17-94) : 19 h 30 et 22 h : R. Charles.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Toot Thielemans.
SUNSET (261-46-60), 22 h : P. Blanchard, F. Sicart, B. Rafaelly, D. Bertram, H. Lavandier.
TROIS MAILLETS (354-00-79), 22 h : N. Simone.

Festival d'automne

(296-12-27)

Centre G.-Pompidou (277-12-33), 20 h 30 : Amado mio.

Festival de jazz de Paris

(273-06-66)

Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : E. Rava octet ; à 20 h 30 : Dave Holland quintet/M. Rose Woman, N.-Y. Ube orchestra.

En région parisienne

IVRY, Théâtre (670-15-71), 20 h 30 : Véli Vélo.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Trique, gamin de Paris, de M. de Gastyne ; 19 h, Cinéma japonais (adaptation littéraire) : Okoto et Sasuke, de T. Kinugasa.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Georges-V, 8e (562-41-46). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Français, 9e (770-33-88).
AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE BAL (Fr. It.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).
LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (228-62-34).
CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
LA CLASSE (It., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.
EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George V, 8e (562-41-46).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).
LA FILLE EN ROUGE (A., v.f.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GARCE (Fr.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bergère, 9e (770-77-58).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
LE JUMEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Pathé Wépler, 8e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
LISTE NOIRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-00-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
LE MEILLEUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
PARIS TEXAS (A., v.o.) : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN, film français de Bertrand Van Effenterre. 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) ; Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
JOYEUSES PAQUES, film français de Georges Lautner. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE MONTREUR D'OURS, film français de Jean Fléchet. Le Latina, 6e (278-47-86).
SPLASH, film américain de Ron Howard. V.o., UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 3 Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 1er (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LES TROTTOIRS DE BANGKOK (**), film français de Jean Rollin. UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount Montmartre, 10e (606-34-25).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).
LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
SOUVENIRS, SOUVENIRS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
SUPERGIRL (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-70). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.). LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).
SUDDEN IMPACT (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
TOP SECRET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA TRICHE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).



SPECTACLES

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14); Républic Cinémas, 11e (805-51-33); Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65); Action Christine Bis, 6e (329-11-30); Marbeuf, 8e (561-94-95); Action Lafayette, 9e (329-79-89).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

BORIS GODOUNOV (Sov., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50); Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

LES CENT JOURS DE PALERME (Fr.) : Paris Loisirs, Bowling, 18e (606-64-98).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-25-97); Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Action Christine, 6e (329-11-30); Lincoln, 8e (359-36-14); George-V, 8e (562-41-46); Action Lafayette, 9e (329-79-89); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); Parnassiens, 14e (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40); UGC Opéra, 2e (574-93-50); Paramount Gobelins, 13e (707-12-28); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06); Mistral, 14e (539-52-43); Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

LE CRI (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES DAMNÉS (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

DE L'AUTRE COTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85); Rialto, 9e (607-87-61).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ESPOIR (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) (**) : Rialto, 19e (607-87-61).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56).

GRAINE DE VIOLENCE (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Logos-I, 5e (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films (h.sp.), 17e (622-44-21).

L'IMPOSSIBLE Mr. BEBE (A., v.o.) : Reflet quartier Latin, 5e (326-84-65).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA KHOVANTCHINA (Sov., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (All.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Galande (h.sp.), 5e (354-72-71); Calypso, 17e (380-30-11). — V.f. Arcades, 2e (233-54-58).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA POURSUITE INFERNALE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

ROCKY II LA REVANCHE (A., v.o.) : Ciné-13 Première (sam., dim.), 18e (259-62-75).

RUE CASES NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LA SOUPE AU CANARD (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

SCIUSCIA (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Templiers (h. sp.) : 3e (272-94-56).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

TOM JONES (Angl., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

ZELIG (A.) : Rialto, 19e (607-87-61).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 15.

CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

CUL DE SAC (Pol., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LE MONDE SELON GARP (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 19 h 05.

PROVIDENCE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 14 h.

LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 21 h.

VIVRE VITE (Esp., v.o.) : Républic-Cinémas, 11e (805-51-33), 20 h.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (*) (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 20.

Les festivals

CINÉ FLINGUE (v.o.), Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), Adieu ma jolie ; l'Homme aux bras d'or ; Ça commence à Vera Cruz ; les Ruelles du malheur.

ERIC ROHMER, Denfert, 14e (321-41-01) : Perceval le Gallois ; la Femme de l'aviateur ; le Genou de Claire.

LE GRAND RETOUR DE LAUREL ET HARDY (v.f.), Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Têtes de pioche.

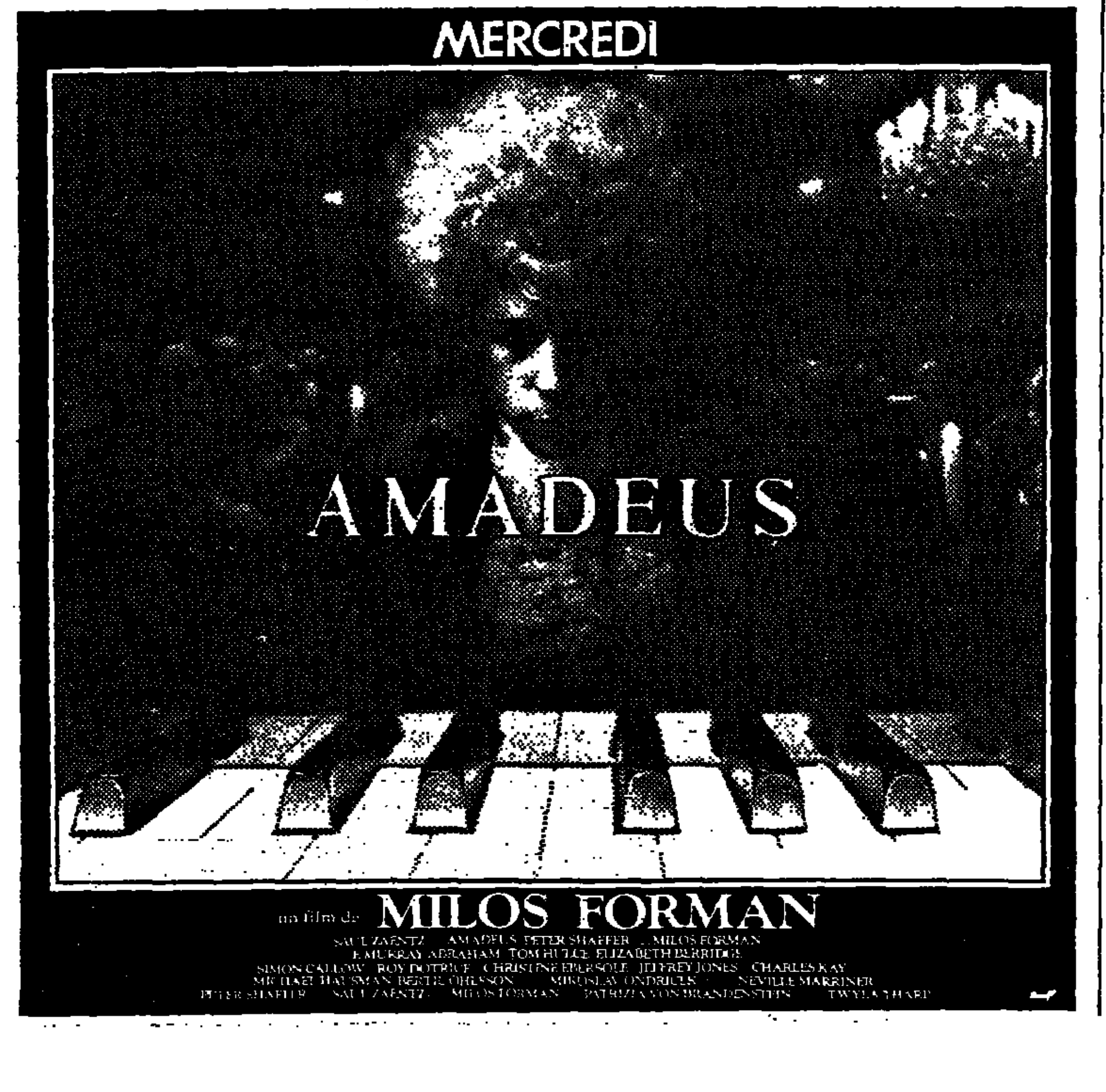
MARILYN MONROE (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Niagara.

MARLENE STORY (v.o.), Olympic Marilyn, 14e (544-43-14) : Agent X 27.

RITA HAYWORTH (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : O toi ma charmante.

ROBERTO ROSSELLINI : LE CINÉMA RÉVÉLÉ (v.o.), Studio 43, 9e (770-63-40) : les Carabiniers, la Prise du pouvoir par *Louis XIV*, Leçon d'histoire.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES







RADIO-TELEVISION

Lundi 29 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 **Cinéma : le Mors aux dents.**
Film français de L. Heynemann (1979), avec J. Dutronc, M. Piccoli, M. Galabru, C. Gérard, N. Garcia (Rediffusion).
Un jeune loup des cabinets ministériels manipule un joueur, professionnel des tiercés truqués, pour causer la perte d'un industriel détenant des dossiers compromettants. Magouilles des champs de courses et machination politique.

22 h 10 **Etoiles et toiles.**
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.

23 h 5 **Journal.**

23 h 25 **C'est à lire.**

23 h 30 **Clignotant.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 **Soirée INA : la Boutique infernale de Denis Diderot.**
Une soirée préparée par Jérôme Prieur et réalisée par Nicolas Stern, Henry Colomer, Olivier Gillon et Philippe Le Guay. A l'occasion du 200e anniversaire de la mort de Diderot.
Près de trois heures de spectacle, une émission géante, composée d'un enchaînement de récits courts (3 min.), plus longs (20 min.), de séquences... pour conter, à la manière d'un petit dictionnaire en images, les thèmes majeurs de l'œuvre de Diderot. (Le Monde *du 27 octobre).*

23 h 20 **Journal**

23 h 35 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma (cycle : le Grand Frisson) Monsieur Saint-Ives.**
Film américain de J. Lee-Thompson (1976), avec C. Bronson, J. Bisset, J. Houseman, M. Schell, H. Guardino.
Un ancien journaliste qui a besoin d'argent accepte une mission de « détective privé » : récupérer des livres de comptes volés. Il est entraîné dans une dangereuse affaire. La présence de Bronson, massif et coriace, ne suffit pas à sauver ce « thriller » anémique.

22 h 10 **Journal.**

22 h 35 **Thalassa.** Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Le pont aux soupirs (le pont qui va relier l'île de Ré à la terre).

23 h 20 **Vidéo à la chaîne.** *Vidéo-Souvenir.*

23 h 25 **Prélude à la nuit.**
« Passacaille », de Haendel, par les Douze Violons de France.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humeur-humour ; 17 h 10, Flamenco ; 17 h 25, Musique verte ; 17 h 40, Chansons puzzle ; 17 h 55, Histoire d'eau ; 18 h 5, dessin animé : Inspecteur Gadget (et à 18 h 55) ; 18 h 30, Sports ; 19 h, Les tritous récupèrent ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **La rencontre à Mayence avec la mort,** de H. Kasper. Avec G. Tréjean, C. Sellers, J.-P. Leroux et C. Semprun-Maura.

21 h 45 **Latitudes** : musiques traditionnelles.

22 h 30 **Nuits magnétiques** : magazine « Ça suit son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Musique de chambre** — Concert en direct du Grand Auditorium de Radio France) : « Suite persane », de Caplet, « Octuor », de Mendelssohn, « Dixtuor à vents », op. 14 d'Enesco, « Suite pour vent », en si bémol majeur de Strauss, par l'Ensemble d'instruments à vent Maurice Bourgue.

22 h 34 **Les soirées de France-Musique** : Darius Milhaud ; à 23 h 5, *le musicien de minuit* : œuvres de Bach, Parker, Stockhausen, Mozart, Vivaldi, par Jean-Claude Veilhan, flûte.

Mardi 30 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 **TF1 Vision plus.**
11 h 50 **La une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Gorri le diable.**
12 h 30 **Variétés : La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **A pleine vie.**
17 h 5 **Croque vacances.**
17 h 55 **Mini-journal pour les jeunes.**
18 h 10 **Le village dans les nuages.**
18 h 30 **Série : Danse avec moi.** Feuilleton brésilien.
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Cocoricocoboy.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.**
Autour des dugongs et des lamantins, mammifères inoffensifs, des herbivores en grande partie massacrés que l'on trouve encore en Floride et à l'embouchure de quelques grands fleuves.
21 h 35 **Magazine : Saga.**
Emission proposée par Michel Tréguer.
La dimension lumineuse ; Le petit journal ; Matière à réflexions (avec la présentation des prix Nobel 1984 de physique).
22 h 35 **Concert.**
« Partita n° 3 », de Bach. « Duo en sol majeur », de Mozart, par Yehudi Menuhin et les solistes de son école.
23 h 10 **Journal.**
23 h 30 **C'est à lire.**
23 h 35 **Clignotant.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **Antiope.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années 50.**
13 h 45 **Aujourd'hui la vie.** *Idées en marche.*
14 h 50 **Série : Timide et sans complexe.**
15 h 40 **Reprise : La chasse aux trésors.**
Au Zaïre (diffusé le 28 octobre).
16 h 45 **Le journal d'un siècle.** De L. Beriot.
Edition 1889 : la tour Eiffel à la une. Clou de l'Exposition universelle, pour le centenaire de la Révolution, la tour Eiffel illustrait à cette époque les capacités technologiques de l'expansion industrielle occidentale.
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 40 **Cinéma : Hatari.**
Film américain de H. Hawks (1961), avec J. Wayne, H. Kruger, E. Martinelli, R. Buttons, G. Blain.
Au Tanganyka, une équipe de casse-cou chasse des animaux sauvages pour les zoos. Deux femmes, dont l'une est photographe de presse, se trouve mêlées à la vie de l'équipe. L'univers de Hawks à l'état pur.
23 h 10 **Chefs-d'œuvre en péril.**
Emission de P. de Lagarde.
L'art naïf : l'œuvre du facteur Cheval à Hauterives, dans la Drôme, la maison de Raymond Isidore, dit le « Picassiette », à Chartres.
23 h 40 **Journal.**
23 h 55 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Cinéma : la Bohémienne**
Film américain de J.-W. Horne et C. Rogers (1936), avec S. Laurel, O. Hardy, T. Todd, J. Wells.
Deux amis, appartenant à une tribu de bohémiens, élèvent une petite fille dont ils ignorent qu'elle est de noble origine. Ce film, adapté d'un opéra, comporte des intermèdes musicaux plutôt ennuyeux et seulement quelques gags de Laurel et Hardy.
21 h 40 **Journal.**
22 h 10 **Document : Soleil noir.**
De Michel Van Zele ; musique de Michèle Bernard.
Michel Van Zele a voulu réhabiliter, restituer la langue, les images enfouies, l'histoire des mineurs du Nord, ces « gueules noires » dont la vie a été un mythe, qui se sont sacrifiés pour relever l'économie de la France et qui sont aujourd'hui oubliés. Un travail sérieux et complet, mais un peu long.
23 h 45 **Vidéo à la chaîne.** Presse vidéo.
23 h 50 **Prélude à la nuit.**
« Une mélodie », de Purcell, par Daniel Delarue, haute-contre.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humeur-humour ; 17 h 10, Ciné 16 : l'Œil de l'autre, de B. Queysanne ; 18 h 40, Albert Camus ; 18 h 55, Dessin animé : l'Inspecteur Gadget ; 19 h, Les Tritout récupèrent ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

12 h **Panorama.**
13 h 40 **Instantané,** magazine musical.
14 h **Un livre, des voix** : « La gloire de Dina », de Michel del Castillo.
14 h 30 **Oldenberg,** de B. Bermange.
15 h 30 **Les mardis du théâtre.**
17 h 10 **Le pays d'ici** : en direct du Perche.
18 h **Subjectif** : agora, avec Michel Serres ; à 18 h 35, tire ta langue : la surprise du texte ; la grammaire du palais ; espace libre : Arletty ; à 19 h 15, rétro ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
19 h 30 **Perspectives scientifiques** : M. Tomkins explore l'atome ; la belle entropie.
20 h 00 **Musique, mode d'emploi** : Jerry Roll Morton.
20 h 30 **Pour ainsi dire** : les poètes du monde.
21 h 30 **Diagonale,** l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : le mois de la photo.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 **Concert** : œuvres de Bach, Mozart, par Edgar Krapp, orgue.
13 h 32 **Repères contemporains** : œuvres de Casanova, Bondon, Kremsky.
14 h 30 **Les enfants d'Orphée** : l'école bruissonnière.
15 h **Les après-midi de France-Musique** : Verdi ou la dramaturgie du pouvoir — l'Eglise, le clan et l'Etat.
18 h **L'imprévu.**
19 h 15 **Le temps du jazz** : portrait d'un jazzman; Intermède; Feuilleton : le blues urbain.
20 h **Premières loges** : œuvres de Massenet, Tchaïkovski, Puccini, Duparc, Hahn par Grace Moore, soprano américaine (1901-1947).
20 h 30 **Concert** : « Tollerunt Domine meum » à huit voix, de Des Prés, « Salve Regina » à huit voix, de De Victoria, « Magnificat » à huit voix, de Aguileira, Grand « Gloria » à sept voix de Monteverdi, « Requiem » de Biber, par l'Ensemble vocal du studio de musique ancienne de Montréal, dir. Christopher Jackson.
22 h 34 **Les soirées de France-Musique** : Darius Milhaud ; à 23 h 5, jazz club : le Gary Burton Quartett.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 29 OCTOBRE

— *Mme Simone Veil,* présidente du groupe libéral à l'Assemblée européenne, est l'invitée de « Face au public » de France-Inter, à 19 h 20.

COMMUNICATION

AUX VIes JOURNÉES INTERNATIONALES DE L'IDATE

L'Europe face aux défis de la déréglementation

De notre envoyé spécial

Montpellier. — L'abandon du monopole des télécommunications aux Etats-Unis commence à faire ressentir ses effets en Europe. La Grande-Bretagne, qui a déjà introduit la concurrence dans ce domaine devenu stratégique, s'apprête à privatiser British Telecom. La France ne peut pas rester à l'abri de ce mouvement de déréglementation et devra imaginer de nouvelles parades. Tel est l'un des principaux enseignements des journées de l'IDATE — qui ont été organisées du 24 au 26 octobre à Montpellier — consacrées, cette année, au « Prix des nouveaux médias ; quelles ressources pour quelles affaires ? » (le Monde du 24 octobre).

Au charisme tranquille que l'on connaît aux hommes d'affaires américains, M. William B. Mac Gowan ajoute volontiers des accents messianiques. Lorsque cet apôtre de la déréglementation aux Etats-Unis s'installe à la tribune qui surplombe les quelque quatre cents participants des journées de l'IDATE — attablés dans la grande salle de la mairie de Montpellier, — chacun retient son souffle et les couverts cessent de cliqueter dans les assiettes.

Calmement, le chairman de MCI, ce trublion dont les assauts sont mis fin au monopole d'ATT, l'une des toutes premières entreprises de la planète, explique qu'une « *révolution* » est en cours, défiant « *les structures de* statu quo *dans la plupart des économies de marché du monde* ». « *Cette révolution*, poursuit-il, *contraint chacun dans le monde des affaires — les entrepreneurs comme les monopoles — à repenser ce que sont les télécommunications, comme à ce qu'elles sont susceptibles de devenir.* »

L'avertissement asséné entre la poire et le fromage a-t-il été entendu ?

Repenser les télécommunications, en France ? Pourquoi ? Avec son chiffre d'affaires de plus de 60 milliards de francs et une force d'investissement dépassant les 30 milliards, la direction générale des télécommunications (DGT) n'est-elle pas l'une des structures les plus performantes de tout l'Hexagone ? A quoi bon y toucher ?

La réalité est moins rassurante. Ça et là les craquements se font entendre de plus en plus nombreux dans la vieille Europe, semblant confirmer le verdict de M. Mac Gowan. Mais l'apostrophe adressée par ce dernier aux spécialistes de la communication, réunis dans la capitale languedocienne, n'était que le lever de rideau annonçant d'autres rebondissements.

Entrant, le lendemain, dans le vif du sujet, l'intervention de M. Andréa Caruso, secrétaire général de la jeune organisation européenne de télécommunications par satellites, Eutelsat, est l'occasion d'une véritable passe d'armes. « *Je serai franc et provocateur* », lance M. Caruso au même auditoire soudain saisi.

« Faites attention ! »

« *Ce n'est pas de désordre dont nous avons besoin en Europe et dans le monde des télécommunications, mais plutôt du contraire (...) La privatisation (...) provoquerait une course effrénée à l'« écrémage » du trafic et à l'abandon consécutif et progressif de la mission première des services publics de télécommunications : la mission sociale (...). Aux responsables des télécommunications internationales, tout particulièrement au niveau gouvernemental, je dis :* « faites attention. »

Ayant, au passage, stigmatisé « *l'avidité des candidats à l'exploitation privée* » et, notamment, la société américaine Coronet — dont une filiale est toujours, en principe, en voie de constitution au Luxembourg pour le projet de satellites GDL — M. Caruso provoque une vive réplique de son représentant présent dans la salle. « *Vous nous accusez de vouloir semer le trouble*, s'indigne M. Mario Hirsch. *Mais, c'est vous qui avez une conception très extensive de vos missions de télécommunications en diffusant des émissions de télévision* ». (NDRL : celles de Sky Channel et de TV 5, notamment, à destination de réseaux câblés ou réseaux d'immeubles, par l'intermédiaire du satellite ECS 1-F 1).

Mouvements dans les travées, brouhahas, confusion...

Concurrence ou privatisation, quels sont les enjeux de ce mouvement de déréglementation, né à l'étranger, pour la France en particulier ?

Les prérogatives des PTT — ou de l'ATT aux Etats-Unis, qui jouait naguère un rôle similaire aux administrations — concernent plus ou moins différents maillons d'une chaîne, autrefois confondus, mais que l'apparition des nouvelles technologies de l'information a contribué à différencier : le transport des messages (*voix ou données informatiques*) sur les réseaux ; les services intermédiaires à valeur ajouté (*stockages, tris, regroupements, etc.*) ; les équipements (lignes, centraux de commutation ou de transit) ; les terminaux (*téléphones, centraux* d'entreprises, etc.).

En France, le transport est, à de *rares exceptions près, du ressort* exclusif des PTT et les équipements réservés, pour l'essentiel, aux *constructeurs nationaux*. Les terminaux sont ouverts au marché libre, mais soumis à un « agrément » ; les services, quant à eux, ont fait l'objet d'une ouverture de la part de la DGT, trop récente encore pour s'être traduite dans les faits. Une situation parfaitement maîtrisée jusqu'à présent, mais que vient bouleverser de nombreux facteurs : le développement de l'audiovisuel de statut privé, les réseaux câblés, les perspectives de moyens de télécommunications portatifs, les satellites *étrangers multiservices et...* les pressions aux frontières sur les réseaux traditionnels.

La guerre des tarifs engagée par des sociétés américaines sur l'Atlantique-nord a contraint la France à s'aligner. Puis de baisser également, comme l'expliquait, lors d'une table « ronde », M. Jean-Jacques Damlaniau, représentant le ministère délégue aux PTT, ses tarifs avec les Antilles, puis avec l'Afrique. Les télécommunications forment un ensemble cohérent depuis les réseaux internationaux aux sous-ensembles locaux, en passant par le trafic interurbain : « *Nous ne sommes plus libres, aujourd'hui, de fixer nos tarifs sans tenir compte de l'attitude de nos voisins.* »

Globalement, le « *simple statu quo n'est plus possible* » a commenté M. Damlamian, en reprenant, sans le savoir, l'expression du président de MCI. Mais, à la différence de celui-ci, il a ajouté : « *Avant de revoir la réglementation, il nous faudra d'abord dégager les choix fondamentaux qui doivent la sous-tendre* ». Un véritable débat est en effet devenu urgent. C'est l'effort à consentir pour sortir d'un moule aujourd'hui dépassé. Avant que s'en impose un autre qui ne serait pas choisi.

ERIC ROHDE.

SIGNATURE D'UN ACCORD FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LE CABLE

Un accord de coopération vient d'être signé entre la Caisse des dépôts et consignations et Vidéotron, principale société québécoise d'exploitation de réseaux câblés, a annoncé vendredi 26 octobre, à Paris, la filiale de la Caisse des dépôts spécialisée dans ce domaine, la Caisse Dépôt Développement (CDD).

L'accord porte sur plusieurs années et prévoit, en particulier, un échange en matière de formation de personnel. *Dans l'avenir, a précisé la* CDD, la coopération entre les deux sociétés pourrait être élargie à d'autres domaines dans la télévision par câble.

Vidéotron, qui a participé à l'équipement de six cent mille abonnés au Québec, n'est pas producteur de programme et ne participera pas, en tant que tel, aux réseaux câblés français.

● *Un sondage sur Canal Plus.* — L'hebdomadaire *le Point* publie le 29 octobre un sondage réalisé par IPSOS auprès d'un échantillon de mille cinq personnes âgées de quinze ans et plus, du 12 au 16 octobre. 79 % des personnes interrogées jugent excessif le prix à payer pour Canal Plus, contre 13 % qui l'estiment raisonnable et 1 % peu élevé. Ces chiffres ne devraient pas surprendre les promoteurs de la nouvelle chaîne, qui misent sur un potentiel de deux millions d'abonnés. Le même sondage révèle que 75 % des Français ne considèrent pas le lancement de la quatrième chaîne comme un événement important, 29 % pariant pour un succès de Canal Plus, 32 % pour un échec de la chaîne payante.

INFORMATIONS « SERVICES »

TOUSSAINT

Les services ouverts ou fermés

PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le 1er novembre.

BANQUES. — Elles seront fermées le 31 octobre, à partir de 11 h 45 ou de 12 heures selon les cas et le 1er novembre.

BUREAUX DE POSTE. — Pas de distribution de courrier à domicile. Seront ouverts les bureaux qui fonctionnent normalement les dimanches et jours fériés.

SNCF, RATP. — Service des dimanches et jours fériés.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Guichets fermés le 31 octobre à partir de 15 h 30 et le 1er novembre.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Guichets fermés le 31 octobre à partir de 12 heures et le 1er novembre.

ARCHIVES NATIONALES. — Fermées le 1er novembre.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — Fermée les 1er et 2 novembre.

GRANDS MAGASINS. — Le Bazar de l'Hôtel de Ville et la Samaritaine seront ouverts l'après-midi.

MUSÉES. — A Paris seront ouverts le 1er novembre : les musées Beaubourg, de l'Holographie, Rodin, Marmottan, des Arts décoratifs (exposition Picasso et le Palais de la découverte. Ile-de-France, seront ouverts Chantilly, la Malmaison, Fontainebleau.

SERVICE NATIONAL

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT 1984/12

Le ministère de la défense communique :

La fraction du contingent 1984/12 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service, les jeunes gens :

a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er décembre 1984;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er décembre 1984;

c) Volontaires pour être appelés le 1er décembre 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er octobre 1984, déposé une demande d'appel avancé;

d) Volontaires pour être appelés le 1er décembre 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er octobre 1984, fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 3 décembre 1984.

DOCUMENTATION

LE BOTTIN ADMINISTRATIF 1984

L'édition 1984 du Bottin administratif actualisée vient de paraître.

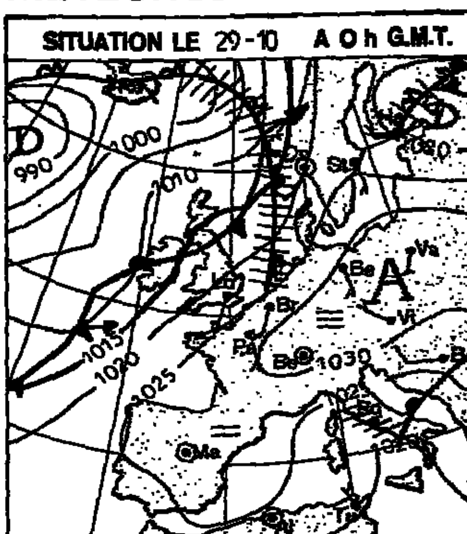
25 000 bureaux et services compétents sur le plan national, régional et local y sont répertoriés. Plus de 50 000 fonctionnaires et personnalités y sont cités, avec la définition précise de leurs responsabilités.

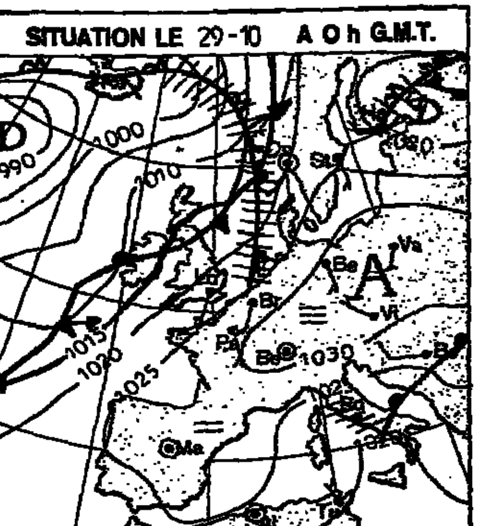
Un sommaire analytique, une table alphabétique des matières, et une table des sigles en rendent la consultation rapide et facile. La table alphabétique des noms cités renvoie aux différents services concernés.

★ On peut se procurer cet ouvrage à la librairie Bottin, 28, rue du Docteur-Finlay, 75015 Paris. Tél. : 578-61-66 (Prix TTC 427 F).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29-10 A 0 h G.M.T.





PRÉVISIONS POUR LE 30-10 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 octobre à 0 heure et le mardi 30 octobre à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe centrale débordent sur la France, repoussant sur l'océan les perturbations circulant de Terre-Neuve aux îles Britanniques.

Mardi, situation anticyclonique d'automne sur une grande partie du pays avec beaucoup de brume ou de brouillard des régions du Nord-Est et de l'Est au Massif Central et à l'Aquitaine. Sur ces régions, des températures encore assez basses, 4 à 6 degrés au lever du jour.

De la Bretagne à la Vendée, et des Charentes au Bassin parisien, à la Normandie et à la Picardie, ciel nuageux mais temps doux, 10 à 12 degrés en début de matinée.

Dans le Sud, des Landes et des Pyrénées au bord de la Méditerranée, beau temps ensoleillé, un peu plus de 10 degrés au lever du jour. Dans l'après-midi, sur la moitié sud, il fera beau, ciel bien dégagé, soleil et températures de 20 à 22 degrés.

Sur la moitié nord, ciel encore assez nuageux mais quelques belles éclaircies se développeront plutôt dans l'intérieur. Les températures ne dépasseront pas 15 degrés au meilleur moment de l'après-midi. Les vents resteront modérés ou faibles, ils souffleront de l'est sur nos régions méridionales et de sud-ouest de l'océan à la Manche.

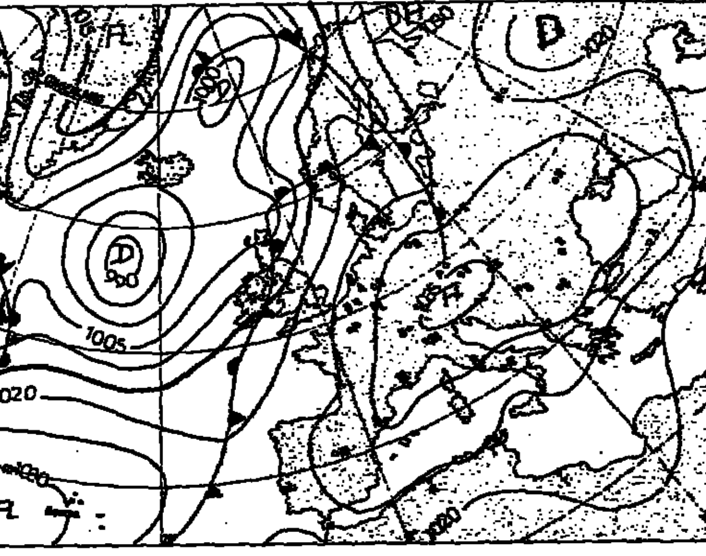
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 octobre à 7 heures de 1027,7 millibars, soit 770,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 octobre; le second, le minimum de la nuit du 28 octobre au 29 octobre) : Ajaccio, 20 et 8 degrés; Biarritz, 22 et 8; Bordeaux, 21 et 6; Bourges, 12 et 8; Brest, 15 et 14; Caen, 14 et 14 ; Cherbourg, 15 et 14 ; Clermont-Ferrand, 16 et 2; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 4; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 4; Lille, 11 et 11; Lyon, 10 et 6; Marseille-Marignane, 18 et 6; Nancy, 6 et 3; Nantes, 17 et 14; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12; Paris-Montsouris, 13 et 11; Paris-Orly, 13 et 11; Pau, 22 et 6; Perpignan, 23 et 5; Rennes, 15 et 15; Strasbourg, 12 et 5; Tours, 15 et 12; Toulouse, 19 et 4; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13; Amsterdam, 11 et 11; Athènes, 24 et 16; Berlin, 11 et 3; Bonn, 14 et 8; Bruxelles, 12 et 11; Le Caire, 26 et 15; îles Canaries, 28 et 19; Copenhague, 12 et 9; Dakar, 31 et 25; Djerba, 24 et 17; Genève, 13 et 2; Istanbul, 20 et 15; Jérusalem, 22 et 16; Lisbonne, 22 et 14; Londres, 15 et 15; Luxembourg, 6 et 5; Madrid, 20 et 6; Montréal, 24 et 7; Moscou, 10 et 4; Nairobi, 24 et 14; New-York, 24 et 15; Palma-de-Majorque, 22 et 6; Rio-de-Janeiro, 27 (max.) ; Rome, 22 et 14; Stockholm, 8 et 0; Tozeur, 26 et 14; Tunis, 22 et 13.

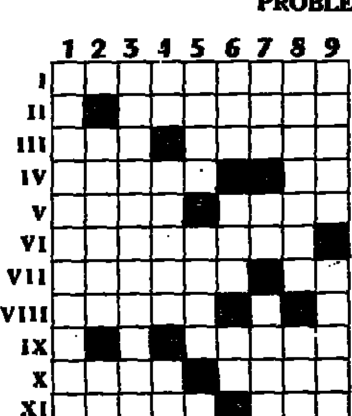
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3829



HORIZONTALEMENT

I. Peuvent facilement manger des briques. — II. Vieille, c'est une sorte de fossile. — III. Où il n'y a rien à prendre. Faire sortir de la pièce. — IV. Pas uni. La moitié de rien. — V. N'est parfois qu'une paille. Comme un serpent qui va s'élancer. — VI. Qualifie l'air de celui qui vient d'être mordu. — VII. Tout à fait naturelle. Possessif. — VIII. Comme la porte, quand on se casse le nez. — IX. Il faut l'arrondir pour qu'il n'y ait pas de poussières. — X. Qui n'a donc pas été mis dans le bain. Sert en cas de besoin quand il est petit. — XI. Bagatelles. N'est pas accessible aux piétons.

VERTICALEMENT

1. Etait plus dur que la tôle. — 2. Un pistolet qu'il faut garder auprès de soi quand on craint un accident. Adverbe. — 3. Auquel on ne peut pas échapper. — 4. Un agrément, en Russie. C'est parfois une planche. Article. — 5. Quand elle est fixe, on déménage. Entourés de feuillage, quand ils sont fleuronnés. — 6. Fait perdre bien des boutons. Qui a donc pu nous enrichir. Langue. — 7. Canton de Suisse. On en fait parfois des ponts. Prouve qu'on a été touché. — 8. Qui risquent d'exploser. Un petit grain. — 9. Finit parfois au rabais. Bien aimable.

Solution du problème n° 3828

Horizontalement

I. Architecte. Amas. — II. Rôle. Allégement. — III. Duel. Ria. Avisée. — IV. Obsidionale. — V. Il. Cent. Krak. — VI. Sapin. Phocéens. — VII. Eructation. — VIII. Drue. Estivant. — IX. Te. Lloyd. Na. — X. Atlas. Agencer. — XI. Dérisoires. — XII. Carie. Planteurs. — XIII. Ecrue. Se. Coq. — XIV. Visée. Très. Chou. — XV. En. SS. Sûre. Pêne.

Verticalement

1. Ardoises. Tu. Cave. — 2. Roublarde. Da. In. — 3. Clés. Pur. Aérés. — 4. Héliciculitrices. — 5. Dentellières. — 6. Tarin. OAS. — 7. Eliot. Ysopets. — 8. Clan. Pied. Il. Ru. — 9. Té. Athos. Araser. — 10. Egal. Ontogénèse. — 11. Eve Est. — 12. Ami. Kelvin. CP. — 13. Mesure. Couche. — 14. Ane. Anonné. Roon. — 15. Steaks. Tarasque.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 31 OCTOBRE

« Le musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, Mme Allaz.

« Un hôtel du dix-septième siècle », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.

« Musée de l'œuvre de Notre-Dame », 15 heures, 10, rue du Cloître-Notre-Dame, Mlle Zujovic.

« Le douanier Rousseau », 17 heures, vestibule du Grand Palais, Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Tombes célèbres du cimetière de Passy », 14 h 30, à l'entrée (Approche de l'art).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la poste (Arcus).

De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« La Sorbonne et le quartier Latin », 14 h 30, devant l'église de la Sorbonne (la France et son passé).

« De l'église Saint-Julien-le-Pauvre au cellier du collège des Bernardins », 15 heures, devant l'église (Mme Lasnier).

« Passages et jardins de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, portail de l'église Saint-Médard (Paris et son histoire).

« Watteau », 20 heures, au Grand Palais (Mlle Rojon).

« Le couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

18 heures, université de Paris VII, amphi. 24, M. Gu Meisheng : « Réflexions sur quelques chapitres du Dao De Jing ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 28 octobre :

DES DÉCRETS

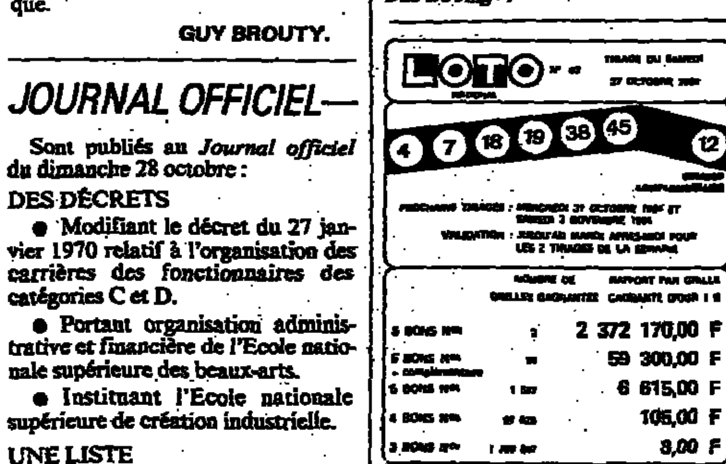
● Modifiant le décret du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D.

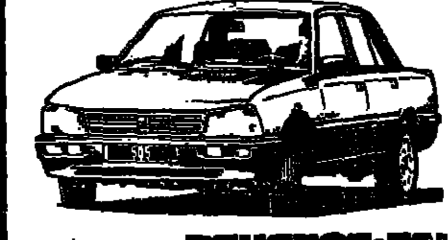
● Portant organisation administrative et financière de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts.

● Instituant l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

UNE LISTE

● De classement des auditeurs de justice de la promotion 1983.





Les Etats-Unis à la veille de l'élection présidentielle

Regards sur l'Amérique



QUATRE années de présidence Reagan ont-elles rendu l'Amérique plus forte ou plus faible ? Sous les coups de boutoir de l'administration très conservatrice mise en place au début de 1981 par l'ancien gouverneur de Californie, la société américaine s'est-elle transformée en profondeur et l'expérience, comme l'assurent certains, est-elle transposable ailleurs et, en particulier, en France ?

Le président des Etats-Unis n'est certes pas un M. Chrysanthèmes. Mais ce serait assurément surestimer son rôle dans le système institutionnel américain que de croire qu'il peut tout. Dans certains domaines relevant de la morale individuelle ou des libertés, M. Reagan et le parti républicain ont dû se contenter de lancer leurs idées, mais jusqu'à maintenant sans grand succès. Un deuxième mandat lui donnerait, de ce point de vue, de plus grandes chances d'imprimer plus durablement sa marque dans la législation américaine. Mais c'est aussi sur ces questions que l'opinion, y compris dans son propre électorat, malgré l'influence des groupes religieux fondamentalistes, est la moins disposée à le suivre.

La ligne pure et dure, prônée par le président républicain, à longueur de discours, ne relève-t-elle alors que de la rhétorique ? Certes pas, mais certaines orientations prises – pas toutes – pourraient, dans l'hypothèse d'une victoire du démocrate Walter Mondale être plus ou moins rapidement révisées. Ce serait le cas, notamment, en politique étrangère et, en premier lieu, pour ce qui est de la confrontation stratégique avec l'URSS. Le retour des démocrates au pouvoir porterait, sans aucun doute, un coup au lobby politico-militaire qui a eu, depuis quatre ans, les mains libres pour faire passer des programmes d'armements coûteux et douteux, quant à leur efficacité, si l'on en croit leurs adversaires.

Mais c'est, sans aucun doute, dans le domaine social et économique que la société américaine a connu, ces quatre dernières années, les chocs les plus directs. Qu'il s'agisse de la protection sociale, de l'environnement, des arts, les vertus de rentabilité, de mobilité, de privatisation sont proclamées sur tous les tons. Notions acceptables en elles-mêmes, mais qui, poussées à l'extrême, favorisent les forts et sont impitoyables aux faibles.

Le président Reagan peut se présenter devant les électeurs avec les résultats d'une relance économique et d'une diminution du chômage et de l'inflation. Mais, outre que, sur ce terrain, l'ouvrage doit sans cesse être remis sur le métier, le bilan, pour être complet, doit tenir compte de la terrible dégradation subie par le tissu économique et social au début du mandat présidentiel. Déjà très rude avant l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, la société américaine n'est pas devenue, sous son règne, moins dure.

M. L.

UN ENTRETIEN AVEC L'HISTORIEN ARNO MAYER

Ombres et lumières, les facettes d'un empire...

Alors que les Etats-Unis ont à leur tête un président ultraconservateur et la France un chef d'Etat socialiste, les traditionnels malentendus entre les deux pays paraissent s'être estompés. Paradoxe momentané ou tendance durable ? Un historien américain, Arno Mayer, professeur à l'université de Princeton auteur de l'ouvrage *la Persistance de l'Ancien Régime* (1), y voit plutôt, quant à lui, le résultat d'une double faillite intellectuelle en Occident et dans le monde soviétique.

« Le président Reagan est en passe d'être réélu. Certains intellectuels de gauche en France considèrent cela comme une catastrophe car ils voient en Reagan une sorte de fasciste. Etes-vous d'accord avec un tel jugement ? Qu'est-ce que vous leur diriez pour expliquer que Reagan est un produit de la société américaine et non un monstre de l'histoire ?

– C'est un produit de la société américaine, mais plutôt un mauvais produit. Ce que les Français saisissent mal dans cette affaire, c'est que les rapports entre l'Amérique et la France sur le plan politique, mais surtout culturel, sont comparables à ce qu'étaient peut-être les rapports entre Rome et Athènes dans l'Antiquité. Ce qu'ils n'arrivent pas à admettre, c'est que l'Amérique n'est *pas un pays impérialiste, mais un* pays impérial qui arrive à s'approprier absolument tout et à reformuler tout à sa façon à elle. Les Français sont choqués quand ils voient la manière avec laquelle les Américains dénaturent les aspects les plus fins de la culture européenne, et en particulier de la culture française.

Un besoin d'amour

– Ces malentendus ont-ils disparu aujourd'hui ?

– La plupart des Français sont beaucoup plus favorables aux Etats-Unis en ce moment que ce n'était le cas il y a une vingtaine d'années. Ce que Washington n'a jamais pardonné à la France, c'est qu'il y a eu, sous l'égide de de Gaulle, un effort pour trouver une troisième voie, qui n'était certainement pas celle de Sartre, mais qui était néanmoins une tentative pour éviter d'être piégé entre deux blocs homogènes. C'est cela que les Américains ont – avaient – du mal à accepter. Ils sont d'autant plus contents de la France en ce moment que M. Mitterrand, en particulier, *alors qu'il a affaire à un président américain que certains* intellectuels français considèrent comme un protofasciste, joue la carte Reagan, presque depuis le début, pour des raisons à la fois de politique intérieure et internationale.

– Autrement dit, cela va mieux entre la France et les Etats-Unis quand Paris se rallie à Washington, c'est-à-dire accepte le leadership américain ?

– Vous savez, les Américains ont une caractéristique : ils veulent être aimés. Il faut qu'on nous admire, qu'on nous adore et s'ils sentent des réserves, alors ils ne sont pas contents. Je crois que, *en ce moment*, les Américains ont l'impression que la France les aime beaucoup plus qu'autrefois et admire leur pays pour toutes sortes de raisons. Quand M. Fabius prêche l'évangile de la modernisation, c'est une douce musique aux oreilles des Américains. Cela nous paraît plutôt « bidon », parce que le concept de modernisation et de modernité a eu son heure de gloire aux Etats-Unis dans les années 50 et 60, et il a été complètement démonté par les spécialistes des sciences *sociales*. On sait très bien qu'il y a toujours un mélange d'ancien et de moderne et que ce sont les amalgames qui comptent. Mais parler de modernisation, cela a « *de la gueule* » du point de vue de Washington.

– Revenons sur l'idée de la troisième voie. Est-ce que vous croyez que l'Amérique aujourd'hui accepte et comprend cette tentative ?

– Je crois que l'Amérique a toujours des difficultés à l'accepter, mais en ce moment une telle tentative n'existe pas, ni au niveau gouvernemental – il suffit d'observer l'affaire des Pershing et l'attitude de M. Mitterrand en la matière – ni dans le domaine culturel. Je crois donc qu'il s'agit d'un moment plutôt privilégié dans les rapports entre la France et l'Amérique dans la mesure où les différends entre les deux pays se sont estompés. Quand M. Mitterrand a paru chercher une troisième voie avec le dialogue Nord-Sud, cela n'est pas allé au-delà d'une certaine rhétorique. Quant à la troisième voie qu'il a cherchée en Amérique centrale à travers l'Internationale socialiste, ce n'est pas allé *très loin non plus*, et les Américains ne se font pas trop de soucis à ce sujet.

– Est-ce qu'on assisterait alors à un déplacement du sentiment anti-américain de la France vers l'Allemagne ?

– J'aurais tendance à penser que c'est cela qui est en train de se passer. Parce que l'Allemagne, à cause de sa situation géographique et de la division Est-Ouest, veut tout de même essayer de reconstruire quelque chose. *Il lui* faut prendre une certaine distance par rapport aux Etats-Unis et je ne vois pas que le même besoin existe en ce moment en France. Il n'y a plus de contraintes intérieures qui forceraient le gouvernement français à suivre une politique absolument contraire à ce que veulent les Américains. Qu'il y ait des nuances, c'est évident, mais les *Américains* sont beaucoup plus à même de les digérer que les Soviétiques à l'intérieur de leur empire.

– La participation des communistes au gouvernement a été malgré tout dure à avaler pour Washington ?

– Au début, il y a eu malaise plutôt que méfiance. Les Américains, du moins beaucoup d'entre eux, ont à l'égard du PC la même attitude que les anciens membres du Parti en France : ils ont d'après moi exagéré le danger de l'appartenance des communistes à ce gouvernement. Mais très vite ils se sont rendu compte qu'il y avait en politique étrangère un effort de la part des socialistes pour se rapprocher de Washington. Ensuite, ils ont admis que le problème n'était pas si dramatique, et l'émotion première a disparu. *Je ne crois pas qu'il y ait en ce moment* la moindre inquiétude concernant une défaillance de la France, que ce soit en politique étrangère ou dans le domaine économique. Bien sûr, depuis le départ des communistes, il y a encore moins de raisons de se faire du souci.

Les séductions culturelles

– Donc au sommet on se rapproche. Mais qu'en est-il des peuples ? Les Français restent très méfiants envers ces Américains qu'ils continuent à ne pas très bien comprendre...

– C'est exactement le contraire. Surtout pour les jeunes Français, l'Amérique est aujourd'hui un pays *très séduisant* : en *raison d'un certain* mode de vie social, de l'activité culturelle et artistique. C'est par ce biais-là que les Américains ont réussi – peut-être sans le vouloir – à désamorcer dans la jeunesse française l'anti-américanisme. Et au fur et à mesure que ces jeunes accèdent à des positions plus importantes dans votre pays, ils apportent une plus grande ouverture d'esprit sur le monde américain. Je crois que c'est un des phénomènes de l'après-68. On a beau dire avec raison que 1968 c'est, comme 1848, un tournant dans l'histoire qui n'a pas tourné, il y a quand même eu un changement et en particulier entre l'Amérique et la France, sa jeunesse, ses intellectuels. De nombreux intellectuels français passent beaucoup de temps dans les universités américaines, ils sont inévitablement séduits, et même ceux qui étaient les plus anti-américains à l'arrivée *sont* complètement transformés au bout de six mois.

– On parle d'anti-américanisme. Mais qu'est-ce que c'est pour vous exactement ? C'est une valeur positive en elle-même ? C'est le rejet d'une certaine politique étrangère, d'une politique économique ?

– Il faut distinguer entre le politique et le culturel. Il me semble qu'en ce moment les Français feraient mieux d'être plus critiques de la politique étrangère américaine qu'ils ne le sont, et qu'ils ne devraient pas se mettre d'une manière aussi totale à la remorque d'un gouvernement qui a à sa tête un président selon moi dangereux, parce qu'il ne domine pas ses dossiers et qu'il est tout de même un peu gâteux. Qui dirige en ce moment à Washington ? Si votre président était gâteux, ce ne serait pas trop grave, parce qu'il n'est pas le chef d'une superpuissance, mais pour l'Amérique, c'est très grave. D'autre part, la difficulté d'être antiaméricain dans le domaine économique, c'est qu'on peut être opposé aux Etats-Unis sur des points particuliers, mais il n'existe pas de formule de rechange. Où est l'analyse sur le système capitaliste international à l'heure actuelle ? Il y a en France, comme aux Etats-Unis, une faillite intellectuelle. Nous n'avons pas de théorie qui nous permettrait de saisir où en est le monde occidental.

– Depuis le « coup de poing » de Nixon en 1971, le monde entier est dépendant du dollar-roi. Vous ne pensez pas que c'est une des sources évidentes de mécontentement à l'égard de la politique américaine ?

– Une des raisons pour lesquelles les Américains ne se sentent pas obligés d'agir en ce domaine, c'est qu'ils savent qu'ils ont l'Europe et le monde entier dans leur poche. Vous parlez du dollar-roi, cela n'a rien à voir avec M. Reagan, absolument *rien. Je suis persuadé que M. Mondale*, sauf contraintes intérieures ou extérieures, continuerait exactement la même politique.

– Finalement, la suprématie actuelle des conservateurs aux Etats-Unis, est-ce que ce n'est pas surtout la faillite des libéraux ? Est-ce qu'il n'y a pas une crise du libéralisme américain qui a inévitablement des prolongements en Europe ?

– Absolument. Cette faillite traverse l'ensemble du monde occidental et c'est une des raisons pour lesquelles on s'entend tellement bien en ce moment.

– Mais enfin, pourquoi les démocrates sont-ils allés chercher M. Mondale, qui ne leur offre qu'une répétition des années 30 ?

– J'étais aux Etats-Unis il y a dix jours, c'est une question qui revient sans cesse dans le débat. Peut-être les démocrates n'ont-ils pas encore trouvé leur Fabius. Peut-être faut-il que les Mondale reviennent au pouvoir parce que si, précisément, les démocrates ne proposent pas une autre politique, c'est parce qu'eux-mêmes ont été piégés par toutes les théories sur le monétarisme et le libéralisme économique. Or on sait très bien que c'est là un discours fondamentalement malhonnête. Il n'est pas vrai que l'économie américaine soit une économie libérale. Elle se trouve beaucoup plus sous le contrôle de l'Etat qu'on ne le pense. Les Américains le savent, mais les Européens, eux, ne le savent pas.

– Le mythe...

– Oui, c'est effectivement le mythe, mais face à ce mythe perpétué et accentué par les républicains, le seul autre mythe à opposer c'est celui des années 30.

Une machine de guerre

– Dans ces conditions, vous paraît-il légitime de débattre du libéralisme en France comme nous le faisons actuellement en nous inspirant de l'exemple américain ?

– Vous devez me pardonner de vous critiquer, vous, Français. Avec l'esprit cartésien qui est le vôtre, vous devriez être les premiers à dire halte, le mensonge est tellement grossier que nous ne marchons plus. Mais, dans votre pays, ce genre de débat, c'est encore pire, parce que cela devient une machine de guerre, non seulement contre le libéralisme politique, mais en plus une machine de guerre anticommuniste, ce qui n'est plus le cas aux Etats-Unis.

– Est-ce que ce n'est pas cela le fond du problème ? Si un certain nombre d'intellectuels français sont tentés par l'idéologie américaine, n'est-ce pas aussi parce que la solution socialiste est devenue aléatoire ?

– Effectivement. L'une des contributions positives de l'Union *soviétique, si je puis dire*, était, dans les années 50 et 60, qu'on avait tellement peur qu'elle ne gagne des positions dans le tiers-monde qu'on a fait des choses, à commencer par le programme de Truman en 1947-1949. Mais, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. *Il y a une double faillite dans le* monde : celle, intellectuelle, idéologique, du monde occidental, et celle, pire encore, du monde soviétique. Et c'est pour cela que les Américains n'ont plus peur du tout d'une percée communiste dans certains pays du tiers-monde et qu'ils ne font plus rien. Le déséquilibre, en ce moment, est énorme entre l'Amérique et l'URSS. Le danger consiste non pas dans la force des Soviétiques, mais dans leur faiblesse.

– Est-ce qu'il y a pour vous dans les valeurs américaines des éléments qui répondent aux questions que vous vous posez ?

– Il existe un phénomène positif dans l'expérience américaine, c'est ce qu'on appelle le « *self-government* ».

JACQUES AMALRIC et MANUEL LUCBERT.

(1) Flammarion, 1983.

(Lire la suite page 24.)

Jours tranquilles à Denver

I. – *« Nous, gens de l'Ouest »*

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

IL y a sans doute plus triste, mais ça n'est à coup sûr pas difficile de trouver plus gai. Denver, Colorado : ah ! l'Amérique profonde, parlons-en. Il faut vraiment être en service commandé pour aller se perdre dans un trou pareil. Et, qui plus est, sans le moindre espoir de trouver une bonne et croquante pépite sous ses bottes. Finie, la grande aventure, épuisé, le filon, les tamis ne servent plus à trier le rayon de lumière de la boue infâme.

« Go West, young man, go West ». Le conseil d'Horace Greeley a connu le succès que l'on sait. Mais *au Colorado, lorsque l'appel fut* lancé en 1859 dans le *New York Tribune*, ce ne fut pas la bousculade. Il ne faut pas confondre Denver et la Californie. D'ailleurs, à l'époque, Denver, on connaissait à peine. On avait surtout entendu par*ler de Montana – eh oui*, les Rocheuses pointaient déjà leur nez de ce côté-là, il y a un siècle ! – et d'Auraria, la bien nommée. Et puis encore d'un coin appelé, on ne sait trop pourquoi, Saint-Charles. Jusqu'au jour où un chercheur d'or, que le *blasphème n'effrayait pas*, déclara qu'il n'avait « *pas encore vu de saints* » à Saint-Charles. Avec un sens tactique consommé, l'occasion fut saisie au vol par un général qui campait depuis quelques mois sur ces arpents de terre plantés de tentes et de cahutes *sommaires : ainsi* naquit Denver-City, un rassemblement hétéroclite de types bizarres, qui passaient leur temps à gratter le sol dans les parages de Cherry Creek et de la South Platte River, plus au nord, et qui s'étaient ins*tallés là avec leurs huit livres de* poudre à fusil et trois gallons de brandy : provision indispensable pour affronter les maladies, les jours de pluie et pour fêter dignement le 4 juillet, le jour de l'Indépendance. Quelques années plus tard, *James W. Denver, gouverneur du* territoire du Kansas, qui avait très involontairement contribué à la renommée des lieux, rendait pour la première fois visite à ces colons attirés par les grands espaces et l'appât du gain rapide.

De cette époque héroïque, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui à Denver, sinon le Brown Palace, ainsi nommé non pas à cause de sa façade de briques, mais parce qu'il fut construit en 1892 par Henry Cordis Brown, riche propriétaire terrien, dont le portrait orne les murs du Capitole de la ville à côté de ceux d'autres *célébrités locales*. Et puis aussi la Molly Brown House, une solide villa victorienne en pierre de taille, à véranda et balcon ajouré, rendue célèbre par « *l'insubmersible* » Molly, la flamboyante épouse d'un certain James Brown (aucun lien de parenté avec le précédent), tout cela parce qu'elle avait réchappé au naufrage du *Titanic*...

Des « booms » en série

De nos jours, l'or noir a remplacé les métaux – l'or jaune et l'argent – dans la fortune de Denver, la plus jeune des grandes villes américaines. *Dans cette cité, d'un peu moins de* cinq cent mille habitants, on compte quelque deux mille sociétés qui travaillent dans les secteurs pétrolier et charbonnier et les services qui leur sont affiliés. Cela faisait huit mille emplois en 1977, mais vingt et un mille en 1982. Ce « boom » est le moteur le plus récent de la croissance dans la région. Dans les *années 50 et 60*, le Colorado a connu le « boom » de l'industrie de défense : la société Martin Marietta s'établissait ici en 1956 pour fabriquer la fusée intercontinentale Titan. Elle est toujours l'un des plus importants fournisseurs d'emplois (*10 000*).

Les activités de la « cité-reine du plateau » se diversifiant sans cesse, il fallut très rapidement, au début des années 70, doter le centre ville d'immeubles de bureaux en mesure d'accueillir les futures vagues d'hommes d'affaires venus de l'Est. Un véritable vent de folie souffla : la valeur des permis de constructions industrielles et commerciales passait de 52 millions de dollars en 1970 à 166 millions en 1980. Denver rivalisait avec Houston dans les offres de « business offices ».

Les nouveaux arrivants faisaient surtout dans la « chip », la « puce » électronique. Quelques-uns des plus grands noms de cette branche industrielle en plein essor s'établissaient à Denver et dans ses environs : ATT (9 400 emplois), Storage Technology (9 000), IBM (6 000), Hewlett-Packard (9 000), Eastmann Kodak, etc. Une nouvelle ruée, à tel point que certains crurent pouvoir prédire la naissance d'une nouvelle Silicon Valley.

Espoirs prématurés, mais suffisamment forts pour drainer vers la ville et ses *suburbs* (faubourgs) un flux ininterrompu de population. De 1970 à 1980, l'augmentation du nombre des habitants à Denver comme dans tout l'Etat du Colorado a été de 30 %, soit trois fois plus *importante que pour l'ensemble* des Etats-Unis (+ 11 %). Les deux tiers de cet accroissement sont dus à l'implantation d'arrivants, souvent des hommes seuls, venus d'autres Etats du pays et avertis des possibilités de trouver ici un job plus facilement. *Une invasion pas toujours vue* d'un bon œil par les résidents plus anciens. Des badges, avec l'inscription *natives*, ont fait leur apparition, puis d'autres affichant *semi-natives*. Même lorsqu'elle ne remonte qu'à deux ou trois générations, l'antério*rité ici est bien portée. En réaction* contre ce phénomène de rejet, certains « immigrants » ont alors arboré des médaillons – « aliens » – proclamant leur statut d'« étrangers ». A quoi, d'autres, plus détachés de ces querelles de certificat d'origine bien mesquines dans un pays où la mobilité est de règle, ont répondu avec un clin d'œil : « *Who cares ?* » (« Ça intéresse qui ? »). L'allusion des « j'm'en foutistes » n'est évidemment comprise que des initiés...

Les partisans de la non-croissance

Cette « guerre des badges » est plus qu'un jeu. Besoin de se donner des *racines* ? Sans doute. Mais aussi crainte d'être entraînés dans un engrenage infernal, dont on finira par être victime, parce qu'on ne pourra plus le maîtriser. Malgré l'espace apparemment infini qui s'offre à eux, les gens de l'Ouest sont particulièrement sensibles aux périls écologiques que colporte avec elle la société industrielle. Et ce n'est peut-être pas un hasard si celui qui fut le plus menaçant adversaire de M. Mondale dans la course à l'investiture démocrate, M. Gary Hart, est précisément un sénateur du Colorado, encore que lui-même ne soit pas un authentique *native* (il est né dans l'Etat du Kansas).

Tout *l'establishment* démocrate de l'Etat a fait sa carrière sur le thème des dangers de la croissance. Jusqu'à maintenant avec un succès évident. Le représentant le plus original de cette espèce particulière de démocrates est le gouverneur de l'Etat, M. Richard Lamm. Son pessimisme invétéré lui vaut le surnom de « *governor gloom* », le gouverneur Cassandre en quelque sorte. La percée politique de cet homme, dont la taille, l'absence d'humour et les interrogations inquiètes sur le destin du monde ne sont pas sans rappeler l'ancien président Jimmy Carter, remonte au début des années 70. *Alors qu'il n'était à l'époque que* simple député au Parlement du Colorado, Richard Lamm partit en guerre, avec la sainte énergie du croisé, contre le projet d'organiser, en 1976, les Jeux olympiques d'hiver à Denver. L'endroit était rêvé. Les *sommets blancs des Rocheuses, les* Rocky Mountains, sont à portée de vue depuis la ville. Les stations d'Aspen et de Colorado-Springs, que les slalomeurs Steve et Phil Mahre devaient rendre célèbres quelques années plus tard, sont par la route rapidement *accessibles*.

Mais Richard Lamm ne l'entendait pas de cette oreille. Pour lui, le « *cirque blanc* » olympique était avant tout porteur de nuisances : bruit, pollution atmosphérique, présence d'étrangers à la région, constructions inutiles et incontrôlées. Les jours tranquilles de la cité risquaient d'en être durablement *troublés*. Non seulement Dick, comme on le surnomme ici, réussit à écarter le projet, mais encore, en 1974, il se faisait élire gouverneur de l'Etat, poste qu'il occupe toujours. Gary Hart et Patricia Schroeder, la plus ancienne représentante (démocrate) à la Chambre, issus eux aussi de ce mouvement, ne sont pas loin d'être également des adeptes de la non-croissance, en tout cas d'une croissance sévèrement mesurée et peu suspecte écologiquement.

(Lire la suite page 22.)



Moins de chômage... et davantage de pauvreté

PLUS de six millions d'emplois ont été créés en moins de deux ans, le taux de chômage a été ramené de 11 % à 7 %, l'économie connaît le « boom » le plus rapide depuis la seconde guerre mondiale, et pourtant jamais en plus de vingt ans le nombre des « pauvres » n'a été aussi élevé aux Etats-Unis.

En août dernier, le bureau de recensement à Washington faisait connaître que plus de trente-cinq millions d'Américains avaient vécu, en 1983, au-dessous du seuil *officiel de pauvreté, fixé à* 10 178 dollars (environ 95 000 F) par an pour une famille de quatre personnes, avec une augmentation de neuf cent mille personnes cette année-là. Ce sont donc 15,2 % des Américains qui sont déclarés « pauvres », taux en augmentation régulière depuis les 11,4 % de 1978, et le plus élevé depuis les 17,3 % de 1965.

Sans doute, une controverse fait rage outre-Atlantique sur la véracité de ces chiffres : l'assistance gouvernementale aux déshérités sous forme de services sociaux sans versement d'argent liquide a fortement augmenté depuis le milieu des années 60, lorsque le président Johnson déclara la guerre à la pauvreté : bons alimentaires *(food stamps)*, logements à loyer modéré, et, surtout, aide médicale gratuite *(medicaid)*, cette catégorie d'assistance étant celle qui a le plus progressé, passant de 2,2 milliards de dollars par an en 1965 à plus de 80 milliards de dollars actuellement, soit 60 % de l'aide publique.

Or l'aide médicale gratuite n'est pas incluse dans le revenu des ménages, calculé pour déterminer le seuil de pauvreté, de même que ne l'est pas l'ensemble des services sociaux, et certains statisticiens proposent de réintroduire ces prestations dans ledit revenu. En ce cas, et suivant les méthodes, de la plus timide à la plus audacieuse, la moins « sociale », le nombre des « pauvres » pourrait être réduit de 10 % peut-être même de 40 %.

Divorce

Mais tout de même, avec le moins « social » des modes de calcul, près de vingt millions d'Américains vivent au-dessous du seuil acceptable dans un pays en pleine reprise économique. Comment expliquer ce divorce entre un retour indiscutable à une prospérité d'ensemble, et une « paupérisation » non moins indiscutable, dont les signes deviennent patents aux Etats-Unis : soupes populaires, sans-abri, etc., comme ils commencent, d'ailleurs, à le devenir en Europe, mais, hélas, sans reprise économique ?

Est-ce une conséquence normale des méthodes expéditives du patronat d'outre-Atlantique, avec ses licenciements massifs et spectaculaires, qui renforcent l'image d'une Amérique dure aux faibles et aux déshérités ? Est-ce l'effet de la politique Reagan de désengagement des pouvoirs publics en matière d'assistance et de réhabilitation de la prise en charge de leurs risques par les citoyens eux-mêmes ?

Comme on peut le soupçonner, et contre l'attente de ceux qui, viscéralement, rejettent le modèle américain, la réponse n'est pas simple.

Toutefois, elle peut se résumer à une constatation majeure : sous l'impact de la crise et de la concurrence mondiales, les Etats-Unis sont engagés dans une formidable mutation qui se traduit par un processus très net de désindustrialisation et une modification en profondeur du marché du travail.

Sans doute, la dernière crise a-t-elle conduit à des licenciements massifs, traditionnels dans un pays où la décision de comprimer les effectifs d'une entreprise reste à l'entière discrétion de l'employeur, même dans les secteurs où les syndicats sont puissants, comme dans l'automobile ou la sidérurgie. Tout le monde conserve à l'esprit la mise à pied de dizaines de milliers d'employés, annoncée sans préavis par Chrysler ou Boeing, sans compter les innombrables décisions de ce genre prises quasi journellement de l'autre côté de l'Atlantique au nom de la « respiration » des affaires. Une entreprise ou une filiale ne marche pas, tel produit ne se vend plus, telle campagne publicitaire a échoué ? *Le bistouri est manié sans retard.*

On sait également que la protection sociale est réduite au minimum, fondée sur la notion de secours temporaire, avec des allocations qui varient suivant les Etats (de 100 à 180 dollars par semaine, 900 francs à 1 600 francs), d'une durée générale plafonnée à six mois (vingt-six semaines), avec, ces dernières années, des prolongations exceptionnelles et limitées dans le temps : jusqu'à mai 1983, la durée d'indemnisation put atteindre quinze mois dans les Etats les plus touchés par le chômage.

Réembauches massives

Mais on sait aussi que dans les entreprises qui procédèrent aux mises à pied les plus massives, notamment l'automobile, les réembauches ont été non moins massives pour répondre à un « boom » de la demande. D'autre part, le taux de chômage a reculé spectaculairement, comme on l'a vu, et des milliers d'emplois ont été créés.

Une série de facteurs sont venus successivement peser sur la structure réelle de l'emploi et des ressources des ménages.

D'abord, l'administration Reagan a entrepris de réduire l'aide sociale, notamment l'aide au logement, dont le montant annuel est tombé de 27 milliards de dollars à environ 10 milliards de dollars. Ensuite, la population active continue d'augmenter, notamment du fait de l'immigration, le plus souvent clandestine, d'origine latino-américaine, mais aussi en raison de l'accroissement du travail féminin et des dernières vagues du *baby-boom*, des années 60.

Enfin et surtout, les emplois perdus dans l'industrie pendant la crise n'ont pas tous été regagnés, loin de là : la productivité a fortement augmenté, avec une robotisation croissante (automobile par exemple), et l'industrie elle-même, essentiellement dans les secteurs lourds, a perdu de la substance, irrémédiablement semble-t-il. De novembre 1982 à juin 1984, la mécanique n'a retrouvé que 37 % des emplois perdus, la production primaire des métaux, 22 %, tandis que la sidérurgie ne regagnait rien du tout après une chute de 33 %.

Emplois dans les services

En revanche, les services non seulement ont traversé sans dommage toute la crise, mais encore ont augmenté de 21 % leurs emplois, que ce soit les banques, les assurances, l'hôtellerie, la restauration, la santé et la réparation automobile.

On pourrait caricaturer la reprise économique américaine en estimant qu'elle s'est faite, pour une bonne part, sur l'ouverture de fast-food et le recrutement de gardiens d'immeuble. Mais une chose est certaine : il s'est produit un formidable transfert d'emplois vers le tertiaire et les services en tout genre, la haute technologie n'ayant pris qu'une place mineure, car même dans la Silicon Valley, s'il y a beaucoup de créations d'entreprises, il y a aussi beaucoup de disparitions.

Or il faut avoir à l'esprit un fait capital. Dans les services, notamment ceux rendus aux particuliers, beaucoup d'emplois sont non qualifiés, souvent à mi-temps, et, souvent, moins bien rémunérés : secrétaires, aides-soignantes, gardiens d'immeuble, vendeurs, caissiers, etc.

Autre fait capital, le taux de syndicalisation, déjà faible aux Etats-Unis (15 % en 1983) et en décroissance très nette depuis les 23 % de 1973, est quasi nul dans le plupart des services, où, d'autre part, la rotation des effectifs peut être rapide s'il s'agit d'emplois non qualifiés. Si un salarié veut obtenir des garanties solides pour la sécurité de son emploi, il doit s'adresser aux vieilles industries à forte et traditionnelle implantation syndicale.

A cet égard, il est tout à fait significatif de constater que, dans l'accord conclu récemment entre le géant General Motors et le syndicat unifié de l'automobile, la priorité est donnée à une plus grande sécurité de l'emploi, aux dépens de la rémunération, qui ne suivra pas la hausse des prix. Ailleurs, c'est la loi du plus fort.

Pour l'économiste américain Anthony Carnevale, « *il y aura de moins en moins de bons postes et de plus en plus de petites situations* ». Le principal économiste de la centrale syndicale AFLCIO ajoute : « *On va avoir une masse de laissés-pour-compte du progrès, dont le niveau de vie baissera et des taux de chômage élevés partout où les seuls emplois disponibles seraient très mal payés.* »

A ces laissés-pour-compte, il faut ajouter tous ceux qui arrivent au bout de leurs vingt-six semaines d'assurance-chômage, et qui n'ont pas tous, tant s'en faut, d'assurance complémentaire privée, les minorités, noires et hispaniques, les « paumés », les femmes abandonnées avec une kyrielle d'enfants, le tout sur fond de diminution des aides publiques. Ce tableau peut apparaître assez sombre, et apporter de l'eau au moulin des démocrates qui, avec le candidat Mondale, accusent le président Reagan d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres.

Ce dernier pourra répondre qu'on ne gagne rien à appauvrir tout le monde et que, effectivement, l'Amérique s'est remise au travail, avec une chute verticale *du chômage. Il pourra aussi faire* valoir que les aides sociales deviennent un fardeau impossible à supporter et qu'elles favorisent le chômage professionnel et le parasitisme.

Comparaisons

	ÉTATS-UNIS	FRANCE
Population totale	232,1 millions	54 millions
Femmes	119 millions	27,5 millions
Hommes	112,5 millions	26,5 millions
Noirs	27,6 millions	Etrangers :
Hispaniques	12 millions	4 millions
Espérance de vie		
Femmes	78,2 ans	78 ans
Hommes	70,8 ans	70 ans
Divorces sur 1 000 mariages (1980)	226	247
PIB		
global	3073 milliards de dollars	3 549 milliards de francs
par habitant	13 239 dollars	70000 francs
Inflation août 1984/août 1983	+4,2 %	+7,4 %
Production industrielle août 1984/août 1983	+9,4 %	+2,1 %
Chômage par rapport à la population active	7 %	9 %
	(Source : Statistical Abstract)	*(Source : INSEE)*

Passer du Nord au Sud

L'hôte de la Maison Blanche, et les républicains avec lui, pourront, enfin, soutenir que le marché de l'emploi est vaste aux Etats-Unis et que, s'il s'en donne le mal, chacun peut y trouver son compte. De fait, l'image selon laquelle l'Américain qui perd son emploi prend sa voiture pour passer de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud est toujours véridique, et elle l'est même davantage en période de « boom » économique.

A cet égard, les Etats-Unis offrent toujours un spectacle étonnant, et le plus souvent incompréhensible au Français qui veut travailler et vivre « au pays », à l'Européen, pour qui changer d'Etat est, la plupart du temps, une impossibilité et un traumatisme. Tout cela est un vieux débat que, de ce côté-ci de l'eau, on tranche avec autorité en affirmant que « *chez nous, tout cela n'est pas possible, ou pas applicable* ». Voire. Est-on bien sûr que ce qui se passe aux Etats-Unis ne soit pas la préfiguration de ce qui pourrait se passer chez nous, la reprise économique en moins ?

FRANÇOIS RENARD.

Jours tranquilles à Denver

(Suite de la page 21.)

« *Nous, gens de l'Ouest, ne sommes pas des Américains comme les autres* », nous dit, de sa voix légèrement traînante, Gene Amole, billetiste au *Rocky Mountain News*, l'un des deux quotidiens d'information de Denver, qui se livrent depuis toujours une lutte au couteau. Gene, lui, est *native*, un vrai de vrai. Son père régnait en maître sur la gare centrale des chemins de fer. De Cherry Hills Village, l'espace résidentiel ultra-chic, dans le sud, avec police privée et gentilhommières cossues, abritées des regards indiscrets derrière des rideaux d'arbres, à La Casita, quartier hispanique où s'alignent, uniformément semblables, de modestes villas en bois aux façades délavées, Gene la connaît bien sa ville et il l'aime tout autant. « *Tout bien considéré*, nous dit-il, *Denver est encore un des meilleurs endroits au monde où vivre et fonder une famille.* »

Aux dernières élections présidentielles, en 1980, ce sceptique au regard doux et un peu blasé – il a débarqué en Normandie en 1944 et il a, ensuite, « couvert » la guerre de Corée – avait voté pour John Anderson, le candidat indépendant. Le choix entre Carter et Reagan lui semblait vraiment être une malédiction. Cette année, il n'est pas beaucoup plus emballé, mais il donnera quand même son bulletin à Mondale « *sans enthousiasme* » et en sachant que ce dernier n'a aucune chance, « *heureusement, peut-être* », d'être élu.

Le juste combat de Gary Hart

Dans le camp démocrate, l'exaltation n'est pas au rendez-vous, c'est le moins qu'on puisse dire. Vis-à-vis du candidat Mondale, la distance, généralement, est marquée, sans méchanceté, juste un brin de condescendance et une pointe de regret. L'affrontement avec Gary Hart, pendant les primaires démocrates, a laissé des traces. « *Nous avons mené le juste combat* », nous dit nonchalamment Kip Cheroutes, lui aussi un enfant du pays, qui a préféré abandonner Washington et ses intrigues – « *une vie de fou* » – pour retrouver son Colorado natal.

Nous sommes attablés à la terrasse d'un restaurant « français » de la zone piétonne. Le cadre est pimpant, un des rares endroits un peu humains du centre-ville, toujours plus écrasé par les immeubles de bureaux de quarante ou cinquante étages – l'un d'eux se termine même en forme de tiroir-caisse, rien d'étonnant, c'est une banque. Le carillon d'un bâtiment public, tout près, égrène ses notes claires. Le temps est clair, le ciel d'un bleu d'azur : à Denver, le soleil brille trois cents jours sur trois cent soixante-cinq.

« *Personne ne pensait que Hart irait aussi loin, qu'il aurait un tel écho dans le Parti démocrate*, reprend Kip *mezzavoce. Car il n'est pas lié, lui, aux intérêts spécifiques de tel ou tel groupe. Il n'est pas allé voir les syndicats pour solliciter leur soutien. Il n'est pas allé non plus quémander auprès des associations pour les droits civiques, et pourtant sur ce point il n'a absolument rien à se reprocher. Non, il a préféré chercher à élargir la base de l'électorat démocrate.* » Enfin, Kip sait au moins, aujourd'hui, depuis qu'il a vu les candidats débattre à la télévision, qu'il ne votera « *pas contre Reagan, mais pour Mondale* ». Maigre consolation.

L'attitude de Kip en dit long sur le handicap avec lequel Fritz Mondale est parti dans la course à la Maison Blanche. Car, après tout, malgré son air d'étudiant dégingandé et sa Volkswagen antédiluvienne, Kip, qui appartient au staff local de la représentante Pat Schroeder, est presque un apparatchik.

Le gouverneur Lamm, guère plus convaincu que le cheval démocrate soit le bon, est encore plus direct : « *Je ne suis pas d'accord du tout avec Mondale dans sa défense pure et simple du système que nous avons mis sur pied dans les années 30. Chez lui, c'est une affaire de conviction. Mais l'idée qu'on ne peut pas toucher au système de protection sociale n'est pas juste.* Le *Medicare* (le système de couverture médicale) *explose, il échappe au contrôle. Il vaudrait mieux que les démocrates modifient leurs vues sur ce point.* » Et d'ajouter, le plus sereinement du monde : « *Moi, je pense, par exemple, que nous devrions élever l'âge de la retraite* ». On comprend évidemment que la Confédération syndicale (AFL-CIO) ait soutenu à fond et dès le début Walter Mondale.

Toujours plus d'impôts !

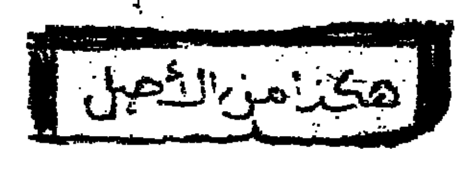
Alors le parti démocrate n'est pas adapté aux défis du temps ? Il traverse une phase de transition ? « *C'est tout à fait mon avis*, répond sans hésitation Dick Lamm. *Je mentionnerai seulement trois points : le Parti démocrate a été un parti créateur de bien-être et de justice sociale, un peu comme le Parti socialiste en France. Mais, aujourd'hui, notre pays subit des attaques économiques de la part d'États comme le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour. Nous devons nous soucier de créer des emplois pour l'avenir. Ensuite, nous sommes trop liés aux intérêts particuliers. Nous demandons ce que les professeurs demandent, nous réclamons ce que les ouvriers réclament. Ça ne va pas, nous n'avons plus de vision large, dépassant ces objectifs limités. Enfin, le parti démocrate ne prend pas assez au sérieux le fait que le gouvernement central échappe au contrôle. Certes, les dépenses militaires sont trop élevées, mais les réduire ne serait pas suffisant. Il faut aussi faire des coupes ailleurs et augmenter les impôts.* » Sur ce dernier point, au moins, le gouverneur rejoint le candidat de son parti. Comme s'il voulait donner raison aux républicains qui affirment que leurs rivaux n'ont qu'un mot à la bouche : toujours plus d'impôts !

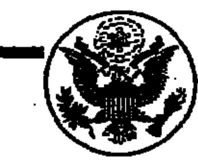
Décidément, chez les démocrates, ce n'est pas la joie, ni l'unité sans faille. L'amertume se double du sentiment d'être complètement oublié par le candidat Mondale. Depuis qu'en 1908, la convention démocrate se réunissait à Denver – pour la première fois, dans une ville de l'Ouest – pour désigner Bryan contre William Taft (c'est ce dernier qui fut élu), beaucoup de neige est tombée sur les pics des Montagnes Rocheuses. Si Harry Truman et sa femme Bess, dont un frère vivait dans la ville, étaient appréciés des habitants de Denver, faisant oublier l'indifférence manifestée auparavant par Franklin Roosevelt, le plus aimé des présidents n'en reste pas moins Dwight Eisenhower.

C'est de Denver que l'ancien commandant en chef des troupes de débarquement alliées lança sa candidature à la présidence, et c'est encore dans cette ville, dont il appréciait le climat et la tranquillité, qu'il fut victime, en 1955, d'un accident cardiaque qui le contraignit à y passer plusieurs semaines de convalescence. Aussi, lorsqu'une électrice républicaine nous confia que c'était à Eisenhower que le personnage de Ronald Reagan lui faisait penser, le message, plus que toute autre considération, était clair : même s'il commet des erreurs, même s'il ne connaît pas ses dossiers, cela n'a pas d'importance, Ronald Reagan a le *fit* avec ceux qui sont prêts à accepter son discours, son message est clair, simple, bref, il passe la rampe. Et ses électeurs y trouvent au moins des raisons de voter pour lui, au moment même où ceux de Mondale continuent de couper les cheveux en quatre et vont se rendre à l'isoloir à pas obliques, comme des crabes.

MANUEL LUCBERT.

(A suivre.)





Comment dit-on « cocorico » en anglais ?

LA scène se déroule le 26 octobre 1983 à Charleston (Caroline-du-Sud), et c'est par excellence l'image que les manuels d'histoire devraient retenir du premier mandat de M. Reagan.

L'avion militaire ramenant de la Grenade le premier contingent d'étudiants américains *« sauvés »* par l'opération « Urgent Fury » vient d'atterrir. L'un d'entre eux, Jeff Geller, vingt-quatre ans à l'époque et tout de blanc vêtu, s'agenouille et embrasse le sol de la patrie avant de lever, en signe d'hommage, deux poings fermés devant trois massifs soldats en treillis qui en rient de plaisir. *« J'ai toujours été une colombe,* va déclarer M. Geller, *mais j'interdis à quiconque de dire un seul mot contre l'armée américaine. »*

Tout est là. Cet agenouillement de musulman en prière et ce baiser à la terre évoquant celui du pape lorsque ses pèlerinages le mènent dans un nouveau pays, mêlent patriotisme et religion. L'étudiant payant tribut à son armée efface d'un coup la vieille identification entre jeunesse et contestation. L'enthousiasme de cette ancienne « colombe » originaire de l'Etat (démocrate) de New-York dit enfin à quel point l'Amérique sous M. Reagan se plaît à ne plus douter d'elle-même et se montre fière de son drapeau, sûre de ses valeurs et de son bon droit.

Aux lendemains du Noël suivant, un gros fabricant de poupées militaires indique que son chiffre d'affaires est, en un an, passé de 45 à 85 millions de dollars. Il n'est pas le seul heureux de la profession, dont un porte-parole explique que les parents *« ne tombent plus dans la même hystérie qu'il y a dix ans à l'idée que leurs enfants aient pour jouets des pistolets ou de petits soldats ». « C'est l'état d'esprit du pays, ce nouveau patriotisme, qui est en l'espèce le principal facteur,* explique-t-il, car, *nous ne décidons pas des tendances mais répondons à la demande. »*

Et cette attente est forte. A en croire le secrétaire adjoint à la défense, M. Lawrence Korb, l'armée n'a *« jamais eu de meilleurs candidats »*. Leur nombre aurait augmenté de 10 % après l'opération de la Grenade, pourtant précédée de la sanglante boucherie de Beyrouth. Ce n'est pas le colonel Mauley Rogers, directeur du recrutement à la prestigieuse académie militaire de Westpoint, qui le contredira. Il a dû faire face, l'année dernière, à 12 700 demandes d'admission pour 1 443 places. *« De nouveau,* dit-il, *jeunes gens et jeunes filles voient un honneur dans le service de la patrie ; les blessures et le martyre endurés pendant la guerre du Vietnam — de la fin des années 60 au début des années 70 — sont apaisés. »*

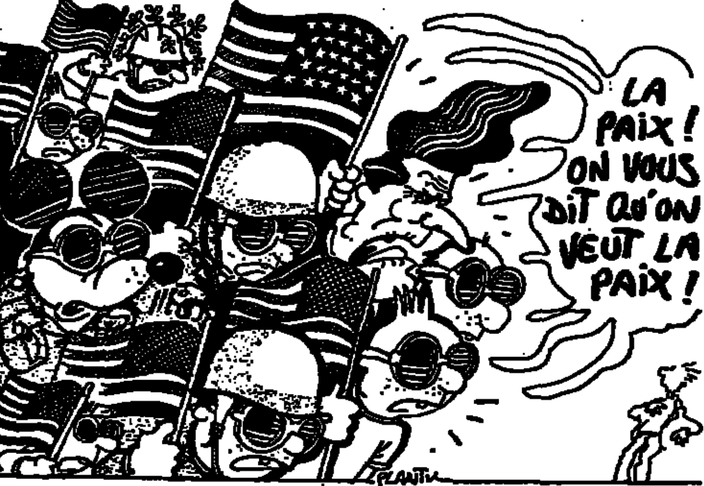
Bannières étoilées et tenues camouflées

C'est peu dire, car les enfants et les cadets de la génération qui voulait *« faire l'amour, pas la guerre »* semblent avoir pris l'exact contre-pied. En développement spectaculaire il y a deux décennies, le pourcentage des femmes américaines ayant eu des relations sexuelles prémaritales avait atteint les 80 % en 1975. Il s'est réduit aujourd'hui de près d'un tiers, et ce n'est pas seulement la terreur suscitée par l'herpès ou le SIDA qui explique le spectaculaire déclin des lieux de rencontres ou d'orgies dans les grandes métropoles de l'Union.

« Le comportement sexuel, explique le docteur Clatworthy, professeur de sociologie à l'université de l'Etat de l'Ohio, *est modifié par une évolution générale vers le conservatisme. »*

Outre les producteurs de mitraillettes en plastique et, bien sûr, les fournisseurs du Pentagone, ce sont aujourd'hui les fabricants de bannières étoilées et de tenues camouflées pour enfants qui font fortune. Les uns et les autres se voient partout dans les rues du pays, et, de passage dans la mère patrie, un correspondant à l'étranger du *New York Times* disait, il y a un an, sur dix pages du magazine dominical du quotidien, sa stupeur d'avoir *« vu de Dallas à Cleveland, en passant par Boston, plus de drapeaux déployés et de plus grande taille »* que tous ceux qu'il avait vus dans son enfance.

Qu'aurait-il dit s'il avait assisté, l'été dernier, aux conventions des deux grands partis ? Voulant couper l'herbe sous le pied à leurs adversaires, les démocrates agitaient à San-Francisco au moins autant de drapeaux qu'il y avait de délégués. Peine perdue : ceux de Dallas étaient des drapeaux vivants, et Mme Kirkpatrick, la représentante de M. Reagan aux Nations unies, pourfendait les libéraux pour toujours *« accuser l'Amérique en premier »*. Les Etats-Unis étaient chantés en technicolor ; un orateur remerciait sous les ovations le président de *« ne pas éprouver le besoin d'excuser l'Amérique »*. Quel fut le grand moment lyrique du discours de M. Reagan ? Une longue évocation des foules rassemblées par la flamme olympique sur la route des Jeux de Los Angeles, où la communion nationaliste fut telle qu'on eût cru que c'était une guerre qu'y gagnaient les Etats-Unis.



Dessin de PLANTU.

Attention pourtant aux contresens. De même que M. Reagan est beaucoup moins « gâchette rapide » que ne le disent les démocrates, ce nationalisme est très peu belliciste. Le débarquement à la Grenade a ravi les Américains parce qu'il a coûté peu de pertes ; qu'il a été bien accueilli par la population de l'île ; qu'il ne portait pas en lui un danger de conflit plus large, et qu'il permettait, sans frais, aux citoyens des cinquante Etats de se sentir fiers, unis et dans leur droit.

Confrontés, au Liban, à la vraie guerre, les Américains, au contraire, n'ont pas voulu, premièrement, voir qu'ils y étaient autrement plus humiliés qu'ils ne l'avaient été en Iran, et ils n'ont eu de cesse d'obtenir, deuxièmement, de leur président le rappel de leurs « marines ». Tous les sondages le montrent : même avec un Congrès qui lui serait plus favorable, M. Reagan aurait demain du mal à convaincre son opinion qu'il faille débarquer au Nicaragua, pourtant sandiniste et tout sauf *populaire*.

Les républicains aiment à souligner que c'est sous des présidents démocrates que l'Amérique s'est engagée dans la deuxième guerre mondiale, puis dans celles de Corée et du Vietnam. Il y a là plus qu'un piètre argument de polémique électorale. Ce constat porte dans l'opinion publique. Après vingt années de bouleversements marqués par les succès bien relatifs, mais spectaculaires, du mouvement des droits civiques, les assassinats politiques, la révolution des mœurs, la guerre du Vietnam, le Watergate, la récession, la crise iranienne et les questions trop compliquées que *M. Carter lui posait, l'Amérique* veut la paix.

Une paix très armée

Oui, la paix : une paix solidement armée à l'intérieur des frontières, bien défendues et à l'abri desquelles elle puisse enfin se retrouver. Le président est un *« nice guy »*, un « brave homme », auquel chacun peut s'identifier jusque dans la simplicité des idées et le mépris des complexités. L'armée peut à nouveau être aimée et complimentée. Dieu et la morale sont remis à l'honneur, et les Noirs et les « Bruns » (hispaniques) priés de se débrouiller seuls ou de se faire oublier.

Ce qui caractérise le « nouveau nationalisme » de l'Amérique, ce n'est pas du tout le bellicisme, mais l'égoïsme sacré d'une nation puissante et de tous ceux de ses nombreux enfants qui partagent sa prospérité. 56 % des Blancs américains se disent *« très nationalistes »*, mais ce n'est le cas que de 35 % des Noirs, qui savent que ce bonheur n'est pas encore le leur.

Peut-être l'Amérique ignore-t-elle, même si ce n'est pas le cas de ses dirigeants, que la reprise de l'économie coûte très cher au tiers-monde et même à l'Europe, mais elle préfère de loin cette situation à l'époque où M. Carter expliquait que la politique de l'OPEP impliquait d'inévitables sacrifices.

Il est difficile de savoir si M. Reagan croit réellement que l'Amérique pourrait être un jour dotée d'un système de protection antimissiles si complètement étanche qu'il la mettrait à l'abri à la fois du danger et de la peur inhérente à la dissuasion. Le fait est, pourtant, que ce fantasme symbolise bien l'Amérique d'aujourd'hui. Il y a cinq ans, des ayatollahs en furie la ridiculisaient et la qualifiaient à la face du monde de *« Grand Satan »*. Elle a maintenant proclamé, par la bouche de M. Reagan, que l'URSS était *« l'empire du mal »*, ce qui signifie essentiellement — *la prémisse ne garantissant* pas l'exactitude de la conclusion — qu'elle serait, elle, l'empire du bien.

Lors de son débat télévisé avec le vice-président Bush, Mme Ferraro avait tenté de s'attaquer à la racine du reaganisme. *« Le patriotisme,* avait-elle dit, *ce n'est pas seulement tirer fierté du pays tel qu'il est, c'est tirer fierté d'un pays assez fort pour relever les défis du futur. »*

M. Reagan lui avait à l'avance répondu, début septembre, lorsqu'il s'était rendu à Nashville, capitale de la country music, pour y entonner : *« Je suis fier d'être américain »*, avant de laisser tomber sous les hurras : *« Tout ce qu'ils* [les démocrates] *savent faire, c'est chanter le blues. »*

Comment dit-on « cocorico » en anglais ?

BERNARD GUETTA.



L'argent privé a pris le relais des fonds publics dans le financement des arts et lettres

Il y a quatre ans, le candidat Reagan déclarait que l'Etat n'avait pas à se mêler de culture. Parmi les premiers organismes atteints par les coupes budgétaires de la nouvelle administration figurèrent le National Endowment for the Arts (NEA) – Fonds national pour les arts – et le National Endowment for the Humanities (NEH) – Fonds national pour les lettres, – les deux principales agences fédérales créées à l'instigation du président Kennedy pour subventionner les activités culturelles.

Cette année, si le discours présidentiel demeure inchangé sur les nécessaires réductions des dépenses de l'Etat, les artistes ne semblent plus visés. Ce n'est pas parce que les budgets ont été réduits au minimum. Au contraire, quelques jours avant que la session parlementaire ne s'achève et que députés et sénateurs ne partent en campagne électorale, ceux-ci ont voté des budgets en nette progression tant pour les « arts et humanités » que pour la radio-télévision publique.

Le NEA bénéficiera en 1985 de 169 millions de dollars, le NEH de 157 millions de dollars et la *Corporation for Public Broadcasting* – la Compagnie de radiodiffusion publique – de 200 millions de dollars pour 1987, de 225 millions pour 1988 et de 250 millions de dollars pour 1989. Ces budgets sont en effet votés plusieurs années à l'avance afin d'isoler au maximum radio et télévision des influences politiques et de permettre le développement de programmes à long terme. Des rallonges peuvent néanmoins être votées annuellement. Cette année, la télévision publique a pu bénéficier de fonds supplémentaires grâce à un amendement à une loi d'aide au Salvador.

C'est dans une large mesure grâce au succès du lobby que les organisations artistiques ont mis sur pied qu'elles ont pu continuer à bénéficier des deniers publics. Elles ont su convaincre à Washington comme au niveau local.

Selon Mme Laurel Dickranian, directrice du développement au Los Angeles Philharmonic, *« les institutions culturelles savent aujourd'hui se battre pour trouver de l'argent dans un environnement très compétitif ». « Si les décisions du président Reagan ont eu un impact négatif en termes de subventions distribuées, elles ont eu un effet inattendu et bénéfique : l'union des institutions culturelles en une coalition viable et unie »*, dit M. Douglas Edwards, responsable des expositions et rétrospectives à l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences.

« Cette concurrence, dit M. Wally Smith, directeur de la station universitaire KUSC à Los Angeles, *rendra peut-être les organisations artistiques plus fortes et plus saines, au détriment néanmoins des plus petites d'entre elles, sans doute les plus créatives. Le défi est pour les institutions reconnues de trouver un moyen de ne pas étouffer les pépinières de talents que constituent les jeunes groupes et d'encourager leur croissance. »*

Pas de pitié pour les petits

Si les institutions reconnues ont su se faire entendre et compenser par d'autres moyens la baisse de leurs subventions, les petites organisations ont souffert. *« Pour une petite association, 2 000 ou 3 000 dollars font toute la différence »*, dit Mme June Gutfleisch, directrice de la California Confederation for the Arts. M. Randall Bourscheidt, conseiller culturel adjoint de la ville de New-York, regrette les effets psychologiques de cette *« rhétorique sur les coupes budgétaires et la priorité aux grands projets »*. Selon lui, *« aujourd'hui, les petites organisations renoncent même à déposer un dossier auprès des pouvoirs publics »*.

Ce découragement est partagé par d'autres, Mme Peg Yorkin, par exemple, directrice du Los Angeles Public Theatre, qui a abandonné les représentations gratuites de *Shakespeare dans le parc* pour louer un théâtre commercial. *« Le temps et l'effort que nous consacrions à concevoir un programme susceptible d'être subventionné n'en valaient pas la peine*, explique-t-elle. *En fin de compte, cela nous créait plus de problèmes que d'avantages. »* Pour M. Alan Rich, le critique musical de *Newsweek*, *« l'aide des pouvoirs publics est tellement faible par rapport aux besoins réels qu'elle en devient presque une nuisance ». « Cela fait longtemps*, ajoute-t-il, *que la politique n'attire plus les meilleurs. La seule aristocratie aujourd'hui est dans les affaires. »*

Tout au long de son mandat, M. Reagan a encouragé entreprises et particuliers à assurer une part plus importante des dépenses de la nation dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture. Le bilan, après quatre ans, est partagé. Des services de première nécessité ayant été contraints de trouver ailleurs le financement qui leur était refusé par les pouvoirs publics, les organisations artistiques sont passées au second plan. *« L'entreprise qui veut se donner une bonne image civique aura du mal*, explique M. Wally Smith, *à refuser de l'argent à un hôpital pour en donner à l'opéra. »* La fragile reprise économique n'a pas, comme l'espérait l'administration, amené les entreprises à augmenter leurs budgets philanthropiques. *« Les entreprises ont*, dit M. Randal Bourscheidt, *deux fois plus de demandes, mais un budget en stagnation. »*

Le secteur privé doit donc choisir. Et l'entreprise préférera financer la manifestation prestigieuse qui va toucher un public nombreux plutôt que les recherches d'un jeune musicien. Le riche particulier aimera financer la construction d'un musée ou d'une université et voir celui-ci porter son nom, plutôt que de contribuer aux frais de fonctionnement d'une association.

Mais les pouvoirs publics peuvent alors intervenir pour donner une direction possible au secteur privé. Une subvention publique, aussi petite soit-elle, peut aider considérablement son bénéficiaire à trouver de l'argent privé. Le National Endowment for the Arts estime, par exemple, que ses « subventions-*défis* » permettent en fait aux associations de recevoir 7 dollars « privés » pour 1 dollar « public ».

L'argent du « Mercado »

Les financements mixtes sont aujourd'hui de rigueur. Prenons l'exemple du Théâtre Mark Taper Forum de Los Angeles. Les pouvoirs publics contribuent pour 7,5 % environ au budget total de 8 millions de dollars, avec une subvention fédérale de 300 000 dollars, une aide de l'Etat de 200 000 dollars, du comté de 60 000 dollars et de la ville de 5 000 dollars. L'essentiel du financement provient de la vente de billets et des sommes récoltées par le Music Center dont fait partie le théâtre. Le Music Center a, cette année, recueilli près de 8 millions de dollars, dont 44 % en provenance de particuliers, 43 % d'entreprises et 13 % de « fondations et divers ».

Parmi ces revenus divers figure, par exemple, le « Mercado » organisé tous les deux ans. Des objets, donnés ou cédés à des conditions avantageuses par des commerçants ou des entreprises, sont ensuite vendus aux enchères lors d'une grande fête publique. Cette année, le bénéfice net a été de 700 000 dollars.

Ce type d'activités sera sans doute amené à prendre de plus en plus d'importance. Une association de Los Angeles, le Grantsmanship Center, organise même des cours destinés aux administrateurs d'associations à but non lucratif afin de leur apprendre à se lancer légalement dans des opérations commerciales.

Le financement de l'American Cinematheque, *qui ouvrira ses portes* à Los Angeles fin 1986, est particulièrement intéressant. Cette cinémathèque sera située dans un parc appartenant au comté de Los Angeles et occupera un tiers du bâtiment central, un prestigieux auditorium aujourd'hui désaffecté. Le reste de l'édifice sera loué à une entreprise privée qui, après avoir pris à sa charge les travaux de rénovation, y installera un hôtel, des bureaux et des boutiques. Le loyer servira à l'entretien du parc, et l'excédent éventuel sera versé à la cinémathèque.

Il faut, pour finir, insister sur la diversité des situations. Certaines villes, certains Etats, sont plus riches que d'autres, ou ont à leur tête, ou parmi leurs contribuables, des citoyens plus enclins à prendre à leur charge des dépenses culturelles. La ville de New-York vient en tête dans ce domaine avec un budget culturel de près de 85 millions de dollars. A Minneapolis, c'est grâce aux efforts d'entreprises qui ont décidé d'accorder 5 % de leurs profits à des activités philanthropiques qu'opéra, orchestres, musées et architecture prospèrent. Et en Alaska, c'est grâce au pétrole. L'Alaska Repertory Theatre a reçu 1 million de dollars de l'Etat et le Visual Arts Center d'Anchorage, 235 000 dollars sur un budget de 600 000 dollars. Ce qui n'empêche pas M. John Blaine, son directeur, de s'étonner : *« Il est quand même étrange que ce soit aux responsables des « endowments » de défendre un budget en diminution, et au Parlement de leur accorder davantage. »*

FRÉDÉRIC DE GOLDSCHMIDT.



Dessin de SERGUEL

RELIGION

Le rigorisme puritain au service d'une mission salvatrice

Il faudrait remonter aux crises et aux controverses que l'Angleterre traversa sous les Stuart pour mesurer ce qu'eut d'exceptionnel l'exode puritain vers la Nouvelle-Angleterre, entre 1629 et 1642. Ce fut, pour l'époque, un modèle d'organisation et d'implantation. Sans rompre officiellement avec la mère patrie, mais en gardant habilement ses distances, même sous Cromwell, John Winthrop, le premier gouverneur de la colonie du Massachusetts, assisté d'une équipe de subordonnés et de pasteurs remarquables, créa de toutes pièces une société qui, tout en se réclamant ardemment de la Bible, ne relevait d'aucune conception préétablie, et dont les vestiges, altérés, bien sûr, par les vicissitudes de l'histoire, restent encore tangibles de nos jours.

On a tellement écrit sur ce sujet aux Etats-Unis qu'il est difficile de donner une idée d'ensemble de ce qui fait l'originalité de cette expérience qui se voulait unique, mais non utopique. Y observait-on, pour reprendre l'expression du grand maître des études puritaines, Perry Miller, une « piété augustinienne », ou bien ne fit-on, sans peut-être s'en rendre compte, qu'importer le modèle anglais de la paroisse rurale en y superposant un rigorisme et un exclusivisme dont on débat encore aujourd'hui, et qui valut à l'aventure puritaine, à certains moments, une réputation de théocratie et d'obscurantisme ?

Ce qui est sûr, c'est que, pour la première fois, dans l'histoire anglaise en tout cas, pouvoir spirituel et pouvoir temporel étaient clairement distingués (quoique fréquemment conjugués) et que, à l'idée d'un Christ embrassant tous les membres d'une collectivité encore très respectueuse, même outre-Atlantique, des rangs sociaux, succéda celle de la « congrégation » indépendante, choisissant elle-même son pasteur et bientôt ses propres fidèles, soumis à des confessions publiques. Bien que toute autorité dérivât en principe de la Bible, dûment interprétée selon les règles de la logique non scolastique et non abandonnée à l'inspiration de tout un chacun (d'où une hostilité farouche à l'égard des quakers et des illuminés de toutes sortes), et que le péché originel doublé d'une prédestination tempérée empêchât la créature de céder à l'orgueil de ses accomplissements, il n'est pas certain que les prédicateurs de la première génération – ils étaient en majorité sortis des universités britanniques ou de Harvard, fondée en 1636, – n'aient pas assigné à la Nouvelle-Angleterre un rôle de rédemption universelle qui servit de référence rhétorique à toute une littérature de glorification des Etats-Unis et de leur mission salvatrice.

Avant guerre, un savant angliciste allemand releva que, de toute la chrétienté réformée c'était l'Angleterre qui s'était le plus profondément pénétrée de l'Ancien Testament jusqu'à s'identifier au peuple d'Israël. Ce qui ne vaut peut-être qu'avec réserve pour l'Angleterre même s'applique sans difficulté aux innombrables sermons prêchés en Nouvelle-Angleterre et, plus tard, dans toutes les colonies tombant par contagion dans sa mouvance oratoire, où l'allusion à Israël dépasse de beaucoup la simple figure de style.

Sans doute le clergé de la Nouvelle-Angleterre se méfiait-il des visionnaires isolés qu'il traquait sans pitié, et les sermons ne sont-ils que de maigres ressources pour juger de la religion telle qu'elle est vécue par les fidèles. On se tromperait également si, en se fiant à l'optimisme débordant des années 50, on s'imaginait que, aux Etats-Unis, la pratique religieuse a été, sans interruption, plus continue et plus intense qu'en Europe. S'il n'y avait pas eu des temps de désaffection, les réveils, si fréquents dans l'histoire religieuse américaine – au point qu'ils servent à « périodiser » celle-ci, – n'auraient pas eu tant de retentissement. Le Grand Réveil de 1740, auquel collaboreront successivement un Allemand, un Irlandais et un anglican venu de Londres, le célèbre George Whitefield, est considéré sérieusement comme le premier « événement » intercolonial, et, bien que l'on puisse arguer qu'il resta sans lendemain, il s'est trouvé un historien pour vouloir prouver, sous une surabondance de textes, qu'il avait apporté au mouvement pour l'indépendance américaine non seulement des vocations d'aumôniers pendant la guerre, mais des justifications spirituelles.

Pourtant il est connu que l'époque de la Révolution est l'une de celles où seule une minorité d'Américains adhéraient à un groupe religieux. Les pères fondateurs ne se sont jamais perdus en oraisons. Pourtant, même en ces temps de basses eaux, il y avait des limites à ne pas dépasser. L'athée militant était mis au ban de la société. Ethan Allen, le héros de la bataille de Ticonderoga, publia en 1784 une attaque contre le christianisme, qui fit scandale. De même, Thomas Paine, qui, avec *Common Sens*, avait publié un best-seller, le premier en territoire américain, fut reçu froidement quand parut son *Age de raison*, qui s'en prenait à la Révolution et à la Bible. Tout le monde lui tourna le dos et il mourut en 1809 dans la solitude et la misère. D'après son biographe, il eut encore quelques lecteurs sur la « frontière » (le Tennesse, le Kentucky), mais celle-ci allait bientôt être reconquise par le second Réveil, qui vit méthodistes et baptistes convertir en masse, durant des *camps meetings* s'étendant sur plusieurs jours, les pionniers que l'appât des terres vierges préoccupait davantage que le salut de leur âme.

Les mormons, puritains singuliers

Plus au nord, le trop-plein humain de la Nouvelle-Angleterre se mettait en marche vers l'ouest, et c'est du plus déshérité de ses États, le Vermont, que vint le fondateur de cette excroissance singulière du puritanisme que constituent les mormons – équipée sans exemple car elle se permettait d'ajouter un livre saint aux Écritures canoniques. Aussi la secte fut-elle partout persécutée, et Joseph Smith, lynché par une foule qui ne tolérait pas la « dissidence » qu'il avait mise sur pied. Après maintes tribulations, il ne trouva la paix qu'au milieu du désert. Le mormonisme a survécu à ces épreuves. Il a même prospéré, sans renoncer pour autant à son ésotérisme et à son autoritarisme. Même auprès des gens frustes qui chassèrent les mormons, le Réveil et ce qui en émanait avait fait œuvre : peu importait l'appartenance à telle ou telle « dénomination », la nouvelle République, qui n'avait pas connu d'« âge des Lumières » comparable à celui qui avait dominé le dix-huitième siècle européen, ne se concevait que sous l'égide du protestantisme et sous la coupe de sa morale dans sa forme la plus sévère.

Aussi le catholicisme entra-t-il, après l'indépendance, dans une sorte d'exil. Déjà déchiré dès le départ – ou l'arrivée – par les luttes de tendances entre croyants de diverses origines ethniques, il eut de plus à supporter l'ostracisme du milieu américain, braqué depuis toujours contre le papisme. Il eut également à supporter la longue suspicion du Vatican à l'endroit de ses sympathies démocratiques, ce qui l'enferma pendant des générations dans un ghetto d'où il n'émergea qu'au milieu de ce siècle. Aujourd'hui, ces temps difficiles ne sont plus qu'un souvenir. Washington a enfin noué des relations diplomatiques avec le Saint-Siège et les ordres religieux – jadis objet d'opprobre pour le protestantisme américain – participent pleinement à la vie culturelle du pays.

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'influence persistante de la religion sur les mœurs, ou du moins sur l'imaginaire des États-Unis, on la trouverait dans ce qui est advenu aux Noirs après la guerre de Sécession.

Peu à peu lâchés par leurs « libérateurs » blancs, ils se firent une religion à eux, plus ou moins dérivée des courants qui étaient entrés en contact avec eux au temps de l'esclavage. Mais, tout comme les Blancs, ils ne sont pas fondus dans une Eglise unique. Méthodistes et baptistes noirs se subdivisent en plusieurs Eglises. Ils ont leurs collèges et leurs séminaires, qui doivent souvent leur fondation et leur survie à la philanthropie du Nord. Et il est tout à fait significatif de cette christianisation *sui generis* qu'elle ait inspiré à un historien américain un des rares livres à travers les pages duquel on sente palpiter une véritable émotion religieuse. Nous voulons parler de l'œuvre d'Eugene Genovese, *Roule tes flots, Jourdain* (1).

Les Noirs ne sont pas seuls, au Sud, à pratiquer avec ferveur. Qu'on se rappelle l'infortuné Jimmy Carter, sans oublier ni sa mère, qui, à l'âge de la retraite, s'engagea dans le Peace Corps, ni sa sœur, Ruth Carter-Stapleton, qui, avec ses livres sur « la guérison intérieure », préconisait une sorte d'auto-psychothérapie, qui lui valut une certaine réputation. Avec Ronald Reagan, apologiste touchant des petites villes de son enfance du Middle-West, celles où il y avait, où il y a toujours, plus d'Eglises que de bâtiments publics, et Fritz Mondale, fils de pasteur, nous ne quittons pas le terroir de l'histoire religieuse américaine, même si les Eglises n'ont plus d'autre message à délivrer que celui de l'édification par le succès et du vote populaire.

ALAIN CLÉMENT.

(1) *Roll, Jordan, Roll*. Ed. Vintage Book. 1972.

On peut se reporter utilement, pour une plus ample présentation, à l'excellent tableau des *Eglises aux Etats-Unis*, de Claude-Jean Bertrand, paru en 1975 aux Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »).

Les facettes d'un empire...

(Suite de la page 21.)

» Vous avez pris conscience en France de l'importance de cette idée avec la décentralisation, mais ce sont des mots parce que c'est tellement contraire à votre histoire, à votre mentalité, que vous n'allez pas y arriver. Mais aux États-Unis, la non-centralisation, le « localisme » est quelque chose de très fondamental. Certes, il peut sortir de là une idéologie populiste de droite, mais je pense pour ma part que ce pourrait être un élément important d'une reconstruction idéologique dans un sens démocratique et libérateur.

– Mais cette carte, c'est M. Reagan qui la joue, même s'il triche. Les démocrates, chez vous, apparaissent comme très centralisateurs, non ?

– Certes, mais ce n'en est pas moins un élément fondamental. Prenez par exemple la manière selon laquelle sont organisées les universités ou dont fonctionne la vie culturelle. La grande contradiction que l'Amérique est en train de vivre, c'est précisément qu'il existe des éléments d'une renaissance démocratique à un moment où le pays est porteur de responsabilités impériales. Il existe aux États-Unis un groupe de jeunes penseurs qui ont été influencés par l'œuvre de Marx et qui en ont retenu des concepts qui renvoient à la tradition démocratique. Je pense par exemple au concept d'autonomie, d'autogestion, pas seulement dans le domaine culturel, mais aussi dans le domaine politique. Il y a, selon moi, dans certains domaines – intellectuel, scientifique, culturel, – une vie beaucoup plus riche, beaucoup plus expérimentale aux États-Unis qu'en France.

Un choix ou une malédiction ?

– Cet « empire », pour vous, c'est le résultat d'un choix ou une malédiction ?

– Je ne suis pas persuadé qu'il y ait véritablement un choix. C'est quelque chose qui nous est tombé dessus, mais, en même temps, cela a été une certaine malédiction. Les valeurs démocratiques qui ont fait de ce pays ce qu'il est se sont perpétuées. Mais l'empire, selon moi, est beaucoup plus immense qu'on ne le dit. Et il a été acquis au rabais, grâce aux deux guerres mondiales, qui ne nous ont rien coûté – laissons de côté les morts, je pense aux aspects matériels, économiques, intellectuels. Quand on devient riche du jour au lendemain, cela ressemble toujours à une malédiction. Mais on ne peut pas dire non plus que c'était innocent, surtout si vous regardez notre politique en Amérique centrale et du Sud. La politique du « gros baton » date d'avant la première guerre mondiale.

– En vous entendant, on a parfois le sentiment que vous attendez de la part des intellectuels européens, français, des réponses à la crise qui frappe le monde occidental ?

– Peut-être. Prenons, par exemple, le système de protection sociale. Est-ce qu'il faut le maintenir en l'état ou l'adapter ?

» Je comprends qu'on puisse poser le problème en ces termes en France où la protection sociale est très développée. Mais, aux Etats-Unis, ce n'est pas le cas. Il faudrait au contraire se demander si on ne peut pas mettre sur pied un système de sécurité sociale comparable à ceux qui existent dans la plupart des pays européens. Donc, si un Gary Hart considère que notre système de garantie sociale pose des problèmes comparables à ceux qui existent dans les pays européens, je dis qu'il se trompe. Il est tout à fait ahurissant qu'un pays aussi riche que l'Amérique, le plus riche peut-être dans l'histoire du monde, connaisse encore des poches de pauvreté et de misère.

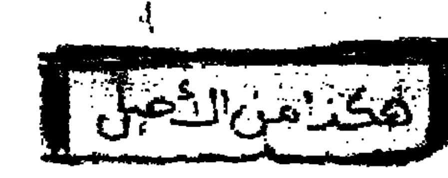
» Il me semble par ailleurs que les discussions que vous avez sur les conditions de licenciement des salariés, qui consistent en quelque sorte à faire du capitalisme à visage humain, sont très intéressantes. J'ai à l'esprit, entre autres, l'accord récemment conclu chez Renault, où il est question de créer un fonds pour la formation des personnels, en particulier des jeunes. Ces questions-là devraient être débattues aux Etats-Unis. Or je vois qu'il n'en est rien, bien au contraire. Chez nous, on développe le secteur tertiaire, dans lequel on peut embaucher des jeunes sans aucune qualification. On engage des caissiers qui ne savent même pas comment rendre la monnaie. D'un autre côté, il y a les exemples négatifs. Je pense au domaine universitaire, qui est chez vous complètement figé. On se demande comment un pays comme la France, qui a la prétention d'apporter des valeurs culturelles à l'ensemble du monde, peut continuer à fonctionner avec un tel système universitaire, digne de l'Ancien Régime.

– Donc, il est abusif de faire trop de comparaisons entre les deux pays...

– Oui, c'est justement la raison pour laquelle tout le débat sur le libéralisme est mal engagé. Si l'on reprend le thème de la décentralisation, peut-être est-il souhaitable qu'en France, une société où tout est tellement rigide, souffle un vent anticentralisateur. Mais aux Etats-Unis, où la décentralisation existe déjà, vouloir accentuer cette tendance risque de mener trop loin.

JACQUES AMALRIC et MANUEL LUCBERT.

La suite de notre supplément « Regards sur l'Amérique » paraîtra demain (numéro daté 31 octobre).



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Home improvement

DIRECTEUR COMMERCIAL

Premiers de notre profession, membre d'un groupe international, nous recherchons un professionnel de la commercialisation pour développer la vente de nos produits actuels (CA 130 MF) et introduire en France des produits complémentaires et leaders des autres Sociétés du Groupe.

Membre du Comité de Direction, il dirige, organise anime l'ensemble des services commerciaux (30 personnes). Soutenu par la notoriété et la qualité des produits, il prend part personnellement à l'action commerciale et au développement des marchés.

Il a la pratique de la vente aux professionnels et au grand public, par exemple outillage, produits de second œuvre du bâtiment, produits d'entretien, etc...

De formation supérieure, il doit pratiquer couramment l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, *salaire actuel, sous réf.* 2387 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

directeur administratif et financier, région nord

Le directeur général d'une entreprise fabriquant et commercialisant des produits techniques destinés à l'industrie et à la grande distribution (100 MF de C.A. dont une bonne part à l'export) et liée à un groupe international souhaite accueillir un tel directeur (250.000 F/an +).

Sa mission : améliorer la rentabilité par un meilleur contrôle de la gestion (achats, stocks, trésorerie, frais divers), développer l'outil budgétaire et bien sûr fournir tous les documents comptables et de gestion liés à sa fonction.

Assisté d'un groupe de collaborateurs, il a autorité sur tout ce qui est comptabilité, gestion, finances, administration commerciale, personnel, achats, informatique (IBM 34).

A 35 ans minimum, de formation Sup de Co + DECS, vous avez acquis une solide expérience de la fonction en milieu industriel et apportez fermeté et rigueur dans votre action quotidienne. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est un atout.

Notre consultante, Mme M. C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4576 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Cabinet de Conseil International
recherche pour

Afrique de l'Est Francophone

- **Directeur de la Planification** Réf. 11
- **Directeur Technique** Réf. 12
- **Responsable Contrôle Gestion & Budgets** Réf. 13

Les candidats devront justifier au minimum, 5 années d'expérience professionnelle dans leur domaine et ce, de préférence, au sein d'une **grande entreprise de Chemins de Fer.**

Un séjour professionnel en Afrique constituera un atout important. Une *rémunération* tout à fait substantielle et un cadre d'expatriation confortable seront offerts au *candidat retenu.*

Envoyer votre CV sous référence du poste souhaité à PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris *qui transmettra*

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

PLEIN CADRE

Société Internationale de Conseils
recherche pour

Afrique de l'Est Francophone

- **Directeur Organisation et Méthodes** Réf. 21
- **Directeur Commercial** Réf. 22
- **Chef de Service Trésorerie & Budgets** Réf. 23

Les candidats justifieront d'une expérience d'au moins 5 années, de préférence, dans une **importante entreprise de Distribution d'Electricité.**

Un séjour professionnel en Afrique constituera un atout important. La rémunération sera très stimulante et les conditions d'expatriation excellentes.

Envoyer votre CV sous référence du poste souhaité à PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris *qui transmettra*

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

PLEIN CADRE



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Grand Groupe Alimentaire International
recherche pour le

cameroun

responsable commercial

Chargé d'animer, de gérer, de contrôler la force de vente d'une région. Le candidat diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, homme de terrain ayant au moins 5 ans d'expérience devra démontrer des qualités certaines de réalisme et de dynamisme. Une connaissance de la gestion d'entrepôt, de la vente et de la distribution des produits de grande consommation en milieu africain serait souhaitée. Toutes les conditions de contrat expatrié sont assurées. Logement et véhicule de fonction.

Ecrire avec CV détaillé sous N° 9104 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne — 75008 PARIS - qui transmettra

Data General

DATA GENERAL FRANCE, seconde filiale européenne de DATA GENERAL, constructeur de mini-ordinateurs, est en pleine expansion (chiffre d'affaires en progression de 46 % cette année).

Notre Directeur du Personnel est promu au siège européen et, en conséquence, nous recherchons le(la)

Directeur du personnel

Membre à part entière du Comité de Direction, il(elle) développe, applique et anime une politique sociale globale qui joue un rôle fondamental dans notre « success story ». Particulièrement au fait des grandes orientations de la filiale, il(elle) conçoit la conduite des ressources humaines qui réalisera la subtile alliance des attentes de nos collaborateurs avec celles de nos clients.

Une formation supérieure, une expérience minimum de 5 ans de la fonction en milieu de haute technologie, une maîtrise parfaite de l'anglais sont des atouts maîtres.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à Jean MOULEYRE, Directeur Général - DATA GENERAL FRANCE - La Boursidière - Porte L - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

join the winning team

MEDIA PA

Data General
a Generation ahead.

Directeur technique "Télécom" à Cannes/Sophia Antipolis

300 000 F

Nous intervenons dans le domaine des télécommunications auprès d'organismes privés et publics pour des installations techniques souvent complexes (220 personnes, 10 000 clients). La qualité de notre matériel et de nos services nous a permis d'acquérir 20% du marché régional avec *des références de tout premier plan. Afin de structurer notre développpement, nous* créons le poste de Directeur Technique.

Rapportant directement au Directeur Général, vous analysez et argumentez les choix techniques à court terme et proposez *les options technologiques de développement de la Société à moyen et long terme. Par la mise en place de méthodes et* procédures de contrôle de qualité, vous veillez à l'adaptation de nos équipements aux exigences de performance des clients. Vous organisez et supervisez notre plate-forme de réparation et dirigez notre service achat.

Diplômé d'une école d'ingénieur (E.N.S.T., E.S.E. ou équivalent) vous avez acquis une première expérience formatrice, de 5 années environ, à orientation Télécom dans un groupe de dimension internationale, en responsabilité de projet par exemple ou dans un service méthodes voire sur le terrain en DOT, DRT. L'envergure du poste nécessite une grande aisance relationnelle, du caractère, de la présence, de l'autorité, tout ce qui fait votre maturité, mais aussi le sens de l'humour pour avoir le «fit» avec notre D.G.

L'évolution du poste est de nature à intéresser les meilleurs d'entre vous.

Bernard Julhiet Psycom Provence vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 1010M, 15 rue Massena - 06000 Nice.



Bernard Julhiet Psycom PROVENCE

Membre de Syntec



BCEOM

Société Française d'Ingénierie

offre dans son groupe de Consultants Internationaux de larges opportunités de carrière à plusieurs experts en :

Gestion des entreprises publiques

et/ou

Economie du développement

planification des transports
analyse des projets

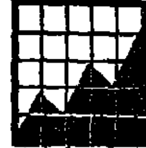
- ☐ *Ils agiront en tant que Conseillers auprès des instances dirigeantes, notamment en Afrique francophone, soit en missions de courte durée, soit en séjours, la scolarité et la vie familiale étant assurées.*
- ☐ *Ingénieurs ou diplômés d'études supérieures, ils s'intégreront dans une équipe performante de 500 personnes, et bénéficieront d'un contrat de droit français auquel s'attachent tous les avantages de l'expatriation.*

Pour nous rejoindre : CV + photo + rémunération souhaitée à :

MEDIA PA

BCEOM

15, square Max-Hymans – 75741 PARIS Cedex 15





Directeur des ventes OEM/Export

ITT Data Systems, filiale informatique spécialisée dans les réseaux de transmission de données, représente une activité nouvelle en forte expansion pour le groupe ITT en France : un développement de 40 à 60 % par an, 50 millions de dollars en 1984, 350 personnes, des solutions de plus en plus complètes dans la gamme produits. S'ajoute à cela un programme fort ambitieux axé actuellement sur l'ordinateur personnel ITT XTRA en vente sur le marché depuis le mois de Septembre 1984.

Une compétence technologique dans le domaine des communications, une présence mondiale, une solide assise financière, une formation permanente aux techniques nouvelles, la valeur des hommes que nous recrutons sont les garants de notre succès.

Afin de renforcer notre réseau de commercialisation, nous recherchons aujourd'hui notre Directeur des Ventes Export/OEM.

Formé aux produits de la gamme ITT DSF, vous en assurerez la distribution à l'export et auprès d'une clientèle OEM (SSII, prescripteurs, constructeurs, etc...). Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous animerez la politique de vente sur vos deux secteurs d'activité et serez ainsi responsable du développement de la clientèle : coordination et supervision des ventes, gestion de la clientèle, management de vos équipes d'ingénieurs commerciaux OEM et Export, aide à la mise en place d'outils promotionnels, participation au développement marketing. Fortement attentif à l'évolution des marchés et des concurrents, vous aurez le souci d'atteindre les objectifs d'ITT DSF pour 1985.

De formation ingénieur grande école, vous avez acquis une solide expérience de 10 ans dans la vente de produits informatiques et principalement sur le marché de l'OEM. La fonction implique outre des compétences techniques réelles et des qualités de manager, une excellente maîtrise de l'anglais et une très grande disponibilité.

Didier Vandamme sera prêt à vous recevoir, ITT Data Systems, Tour Maine-Montparnasse, 33 Avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cédex 15. Tél. 545.67.05.

ITT Data Systems
Entre vous et nous : le dialogue.
ITT



directeur commercial

Nous sommes dans le peloton de tête des fabricants français de la chaussure : *400 Millions de Francs de Chiffre d'Affaires, 1.300 personnes.* Nos produits, chaussures de sport et chaussures "hommes ville" sont principalement distribués auprès des détaillants et succursalistes. Le Directeur Commercial FRANCE partant prochainement à la retraite, nous recherchons aujourd'hui son successeur. Directement rattaché au Directeur Général, ce collaborateur sera responsable de la stratégie commerciale et marketing de son réseau. A la fois Homme produits et Directeur des ventes, *ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration des collections et devra animer une équipe de* 20 représentants exclusifs. C'est un professionnel de la vente ayant une bonne sensibilité produit que nous souhaitons recruter. Il doit justifier d'une expérience similaire acquise dans un secteur mode : chaussure, habillement... Ce poste est basé à VITRE (ILLE-ET-VILAINE) et nécessite des déplacements à concurrence de 50 % de son temps.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 401.84 M à notre Conseil
61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité







BAT TARAFLEX fournisseurs officiel des J.O. de Montréal, Moscou, Los Angeles, filiale du groupe GERLAND (2 Milliards de Francs), recherche son :

DIRECTEUR EXPORT

(LYON)

Les J.O. : Une excellente référence à utiliser pour développer nos ventes à l'Export pour l'ensemble de *nos produits revêtements de sol haut de gamme (salles de sport - industrie - bâtiment...).*
D'autant qu'un nouvel investissement nous permet d'accroître nos capacités de production et donc de vraiment respecter nos délais.
C'est important, lorsque l'on est un vrai négociateur, un animateur enthousiaste et un homme de marketing *imaginatif*, d'être sûr de la *qualité des produits* et de la *fiabilité de la logistique*.
Vous êtes diplômé d'une grande école, parfaitement **trilingue Allemand-Anglais** et, à 35 ans environ, vous avez déjà fait vos preuves sur le terrain de l'Export pour prendre en charge la mission suivante :
- *définition* avec le Directeur Commercial *de la politique* de développement à *l'étranger* (*réseaux, prix,* marketing, promotion).
- animation de l'équipe Export et du département Administratif.

Les consultants de A.I.R. examineront tous les dossiers de candidature (C.V. + lettre manuscrite + niveau de rémunération actuelle).
***Assistance Internationale en Recrutement** - 132 av. de Villiers 75017 PARIS sous réf. M1023.*

F.F.M.J.C.

recrute par voie de concours

DIRECTEURS (TRICES)

de Maisons de Jeunes et de la Culture pour *formation* ou mise en poste.
Importante expérience d'animation exigée.

Ecrire avant le 10 janvier 1985 à FFMJC,
15, rue la Condamine, 75017 PARIS.

JEUNE DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Equipements électro-pneumatiques spécialisés pour industries diverses *(chimie, mécanique, alimentaire, appareillages scientifiques, etc.)*
Ingénieur électromécanicien
ENSI - INSA ou similaire
+ 5 à 10 ans expérience vente et organisation technico-commerciale.

Une industrie de niveau international, en expansion régulière, recherche ce cadre *ayant déjà réussi comme vendeur et* organisateur technico-commercial, pour *sa filiale française établie dans le Haut-Rhin.*
Sa mission : développer un CA déjà important, renforcer et animer le réseau de vente France.
Allemand ou anglais efficacement parlé indispensable.
Poste d'avenir stable.
Rémunération stimulante, évolutive.
Voiture de fonction.
Adr. CV dét. ss réf. 1117 à
SELETEC Conseil
67089 STRASBOURG CEDEX

LA VILLE DE RENNES
recrute

1 DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES

(grade : Directeur de service administratif des villes de 150 000 habitants)
placé sous l'autorité du *Secrétaire Général.*

Il aura pour mission la direction administrative des relations publiques au plan local et la promotion de la ville de *Rennes en France et à l'Etranger,* notamment *sur* les plans économiques et culturels.

Diplôme d'enseignement supérieur exigé.

Expérience du monde économique et des relations *publiques* et internationales.

Anglais et allemand écrit et parlé.

Candidature accompagnée d'un c.v. détaillé à Monsieur le Maire de Rennes, Hôtel de Ville, 35031 Rennes Cedex (pour le 15 novembre, date limite).

Association Tremblaysienne pour le cinéma

recrute

DIRECTEUR (TRICE) SALLE DE CINÉMA

(53.000 entrées en 83)

Conditions de rémunérations :
- *de 6.600 F à 7.400 F* selon états de service ;
- 13e mois ;
- 5 semaines de congés annuels.

Envoyer C.V. + lettre au : Service Culturel, Hôtel de Ville, 93290 Tremblay-les-Gonesse.
Téléphone : 861-96-71, poste 546.

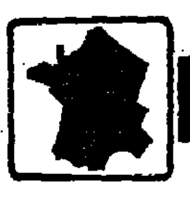
Association loi 1901 spécialisée dans les voyages et échanges internationaux en France et à l'étranger recherche son :

DIRECTEUR(TRICE)

compétences en gestion expérience dans le domaine des activités touristiques. Aptitude à animer une équipe (15 personnes) et connaissance du milieu agricole souhaitées.

Adresser curriculum vitae
sous n° T 68.467 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux



L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3200 personnes dépendant du Ministère de la Défense, recherche :

UN INGENIEUR

**ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
ENTRETIEN DES MOYENS DIRECTS DE PRODUCTION**

DOMAINES D'INTERVENTIONS :
- Dépannage d'ensembles complexes (électricité, mécanique, hydraulique, commande numérique, informatique)

PROFIL :
- Ingénieur électronicien ou généraliste ayant de bonnes bases d'électronique pouvant acquérir des connaissances informatiques (système, logiciels, Fortran, Basic, Pascal).

UN INFORMATICIEN

Développement de l'informatique industrielle et scientifique

DOMAINES D'INTERVENTIONS :
- CFAO et informatisation des méthodes
- Informatique des systèmes de production (DNC, Robot, Atelier flexible)
- Réseau interne de données (machine CN, robot)

PROFIL :
- Informaticien scientifique
- Ingénieur option informatique
  option automatisme industriel
- *Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.*

**Les candidats de nationalité française enverront lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions à :
ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
B.P. 504 — 42328 ROANNE CEDEX.**

JRP/Jean Regnier Publicité



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE DE L'OUEST

**Nous sommes mandatés par un consortium international *exploitant* l'une des *plus* importantes *mines* mondiales de bauxite à ciel ouvert.
Nous recherchons**

UN MONITEUR DE FORMATION SPECIALISTE DIESELISTE

Ses *compétences concerneront essentiellement* les *moteurs* des engins de travaux publics, l'entretien et la réparation des équipements d'injection et de régulation, mais aussi l'organisation des ateliers et les études des postes de travail.
D'un niveau BTS, DUT ou équivalent, il devra posséder une expérience de l'instruction dans ces domaines et avoir travaillé dans les secteurs travaux publics ou exploitation minière.
Ses cours s'adresseront à des ouvriers professionnels et à la maîtrise.
Il devra connaître correctement l'anglais technique et opérer la traduction courante des manuels de service.
Une expérience de l'Afrique serait appréciée.

Nous proposons
- une rémunération attractive en $ US ou FF,
- une infrastructure autorisant une vie de famille dans les meilleures conditions,
- un logement de fonction meublé avec air conditionné,
- une couverture médicale complète avec hôpital ultra-moderne,
- la garantie d'une scolarité normale gratuite sur place jusqu'à 13 ans et une aide pour les études hors Afrique ensuite.

Merci d'adresser lettre *manuscrite* et CV *sous réf. 2910* à



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

**LA FONDATION
LUMIÈRE, VIE, AMOUR
(fondation d'aide aux enfants aveugles ou qui risquent de le devenir)**

recherche

UN MÉDECIN OPHTALMOLOGISTE
pour assurer le poste d'assistant du médecin-chef du service d'ophtalmologie de l'hôpital national de Nouakchott (MAURITANIE).

UN MÉDECIN ANESTHÉSISTE
pour assurer le poste d'assistant du médecin-chef du service d'anesthésiologie de l'hôpital national de Nouakchott (MAURITANIE).
Engagement de 6 mois renouvelable.
Salaire à convenir.
Les candidats devront faire preuve d'un grand engagement personnel et d'un bon sens des *responsabilités et de l'adaptation* à des conditions difficiles. *Expérience professionnelle* de 3 ans souhaitée. Faire offre manuscrite avec c.v. et photo à : Fondation Lumière, Vie, *Amour*, CH. de Grésy 3 1012 Lausanne (Suisse).

J. ménage en Bavière cherche *j.f. au pair. Lui a perdu la vue mais s'intéresse au français. Bigess,* D-8963 Hof 8, RFA.

IMPORTANT CABINET DE CONSULTANTS

recherche

pour poste de

CONSEILLER ÉCONOMIQUE ET FINANCIER AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE D'UN ÉTAT AFRICAIN :

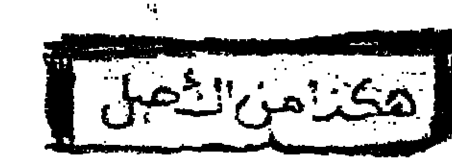
CONSULTANT HAUT NIVEAU

Avec références indiscutables dans ce domaine

- Age minimum 40 ans ;
- Expérience souhaitée 10 ans en temps que conseiller technique auprès d'un Président ou Premier Ministre ;
- Titre universitaire E.N.A., X., F.O.M. ou doctorat sciences économiques ;
- Anglais indispensable.

Mission de 2 ans, avantages liés à expatriation

Envoyer C.V. *manuscrit, photo et prétentions* à RÉGIE-PRESSE, sous n° T 065.860 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

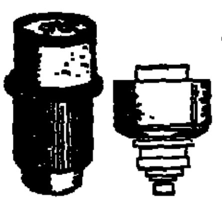


emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF

Hte-SAVOIE

TUBES ÉLECTRONIQUES D'ÉMISSION

1er RANG MONDIAL dans le domaine des Tubes de grande puissance pour la Radiodiffusion et la Télévision.

Nos produits font appel à des technologies complexes très variées que nous devons faire constamment progresser.

Notre service ESSAIS-QUALITÉ souhaite engager

INGÉNIEUR ESE – ENST – IEG – ERG

débutant ou justifiant d'une première expérience.

Ce RESPONSABLE DE PLATE-FORME D'ESSAIS doit entretenir des contacts suivis avec la Fabrication, les Clients et les Utilisateurs.

Nous recherchons des personnes à fort potentiel, désireuses de s'intégrer durablement à l'équipe qui dirige ce service.

Une aptitude pour les langues étrangères et le goût des contacts sont nécessaires pour faciliter les liaisons techniques.

Merci d'adresser C.V. et photo au Chef du Personnel
THOMSON-CSF – B.P. 84 – 74202 THONON.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Jeunes ingénieurs généralistes

N'attendez pas 4/5 ans pour prendre des responsabilités dans les domaines qui vous intéressent : automatique, robotique, informatique industrielle...

Votre diplôme en poche, vous voulez maintenant concrétiser votre acquis scientifique et prendre en charge la totalité d'un projet : le concevoir, en assurer la cohérence avec la stratégie de l'entreprise (technique, financière et humaine), le défendre auprès du Comité de Direction et le gérer jusqu'à sa réalisation au sein de la Direction Technique.

Venez nous rejoindre : Leader sur le marché de la Vente à Distance, nous étudions l'intégration des technologies de demain dans de nouvelles unités d'exploitation.

Pour réaliser nos projets, nous avons besoin de jeunes ingénieurs "Responsables" comme vous.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 45 à
Marie-Agnès CAVANIOL
57, rue de Blanchemaille, 59100 ROUBAIX.







Nous sommes un important groupe industriel français (7500 personnes), leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Nous sommes un des plus importants producteurs français de systèmes électroniques de conversion d'énergie.

Le développement de ce secteur nous conduit à rechercher pour notre usine de **TROYES**, spécialisée dans la fabrication de convertisseurs, un

INGENIEUR D'ETUDES PRODUCTIQUE

ARTS et METIERS, INSA...

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous êtes motivé par la productique et vous maîtrisez l'outil informatique.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité de l'étude et de la mise en œuvre de moyens de production automatisés et intégrés.

Votre fonction, par la réalisation de projets d'automatisation, permettra d'améliorer les performances de notre outil de production.

Merci d'adresser votre curriculum vitae sous réf. E. 3.31 à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

LABORATOIRES INDUSTRIELS DE VICHY
appartenant à la

DIVISION PARFUMS ET BEAUTE DU GROUPE L'OREAL

recherchent

• ANALYSTE-PROGRAMMEUR hf

de 30 ans environ et de formation supérieure possédant une expérience qui lui permette de maîtriser l'architecture et la philosophie d'un HP 3000 au point de se partager entre les applications et le système.

• ANALYSTE-PROGRAMMEUR hf

de 30 ans environ, de formation supérieure, ayant une expérience en milieu industriel sur HP 3000 et convaincu(e) que l'informatique doit être un outil puissant au service des gestionnaires industriels.

Les candidats(es) intéressés(es) par l'un de ces postes, un lieu de travail dans un site agréable et des perspectives d'évolution dans un groupe en expansion devront adresser leur C.V. manuscrit et détaillé, une photo et la rémunération souhaitée à la :

DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES
L.I.D.V.
BP 314 - 03201 VICHY Cédex.

---

250 000 F+ — **Nord**

Cappelle

La France 2 ans... passeport pour l'export

Spécialisés dans les pigments minéraux et organiques destinés à l'industrie, nous sommes un des leaders mondiaux dans notre secteur grâce à notre savoir-faire et à la qualité de nos produits.

Afin de renforcer notre pénétration sur le marché français, nous souhaitons intégrer un **DIRECTEUR DES VENTES** qui, rattaché au directeur marketing, aura pendant 2 ans un crédit pour :
- développer, structurer, animer notre réseau d'agents existant sur la France (6 personnes). Après avoir défini la politique commerciale, il les aide dans la négociation technique et commerciale avec les groupes nationaux et internationaux basés en métropole,
- participer à l'élaboration du marketing-produit grâce à sa connaissance des besoins des clients.

L'objectif France atteint (réseau « musclé », système de gestion commerciale opérationnel, C.A. développé...), il s'attachera alors à accroître notre présence dans certains pays.

Vous avez au moins 30 ans, êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (Chimie). Excellent négociateur, vous pouvez justifier d'une expérience confirmée dans la vente de produits industriels (si possible chimiques) et de vos aptitudes dans l'animation d'un réseau. Partant pour relever le « défi France » durant 2 ans, vous souhaitez néanmoins, par la suite, tirer profit de votre connaissance des marchés export.

Marie-Odile DEBIEVRE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 1569/LM, à l'adresse suivante :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, av. de la République - B.P 319 - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. : (20) 31.24.80

AFCOREM — MEDIA BA

Responsable de production

AUX Ets POMPES GUINARD A NEUVY-ST-SEPULCRE (INDRE)

Sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement, vous aurez la responsabilité :
- de la fabrication en atelier moderne avec objectifs de qualité, de prix et de délai,
- du bureau de méthodes (détermination gammes de fabrication, choix des moyens, organisation).

Animateur de votre personnel (90 ouvriers et 10 A.M.) avec votre maîtrise, vous lui apporterez l'appui nécessaire pour progresser et réussir. Vous serez, avec le B.E., un des moteurs de la conception des produits et de leur évolution.

Ingénieur, diplômé AM de préférence, vous avez compris que nous privilégierons vos qualités d'homme de terrain.

Une expérience de 5 années dans le travail de métaux en feuillard (découpage, emboutissage, soudure) sera un atout supplémentaire.

Pour nous apporter votre compétence, voulez-vous écrire à la Direction des Affaires Sociales, Madame FONTAINE - POMPES GUINARD - 179, bd St-Denis - 92400 COURBEVOIE, en détaillant avec précision le contenu des fonctions exercées. Confidentialité assurée.

POMPES GUINARD

MEDIA BA

Florian Mantione Institut

SSII MONTPELLIER LIEE A UN GROUPE NATIONAL, RECRUTE

Ingénieur conseil

Dépendant directement du directeur, il prend en charge les études d'organisation concernant une importante collectivité locale (schéma directeur bureautique, systèmes automatisés de documentation, etc...). Basé à MONTPELLIER, ce poste convient à un ingénieur ayant six ans d'expérience et de réelles aptitudes à la communication.

Responsable division Aude

Dépendant directement du directeur il met en oeuvre le schéma directeur de l'informatique du département de l'AUDE, joue le rôle de conseiller en informatique, bureautique et télématique du département, développe l'informatique auprès des collectivités locales, crée et anime son équipe. Basé à CARCASSONNE, ce poste convient à un ingénieur ayant six à douze ans d'expérience et de réelles aptitudes aux relations publiques.

Chef de projet

Ajoint d'un chef de division, il est responsable de la conception et de la réalisation de projets concernant une importante collectivité locale.
Basé à MONTPELLIER, ce poste convient à un ingénieur ayant six ans d'expérience.

Pour les trois postes, une connaissance des collectivités locales sera appréciée. Les candidats pourront évoluer au sein d'un groupe de 130 sociétés.
Une définition de Fonction sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV et photo sous la référence LR 1084 S (en précisant exactement le poste) à **Florian Mantione Institut**, conseil en recrutement, route de Laverune, B.P. 5556, 34050 Montpellier Cédex. Discrétion et réponse assurées.

MONTPELLIER - TOULOUSE - PARIS

Parachimie - Transformation Minéraux - 200 Km Est Paris.

INGENIEUR PRODUCTION

Agé de 28 ans minimum, Ingénieur diplômé **(ENSI, INSA, Mines** ou équivalent), vous bénéficiez d'une expérience de 5 *ans minimum dans* une fonction d'animation et d'encadrement d'un atelier ou unité de production dans industrie (cimenterie, verrerie, argile industrielle) d'élaboration et de transformation de minerais par voie sèche ou humide et développant une technologie industrielle au process automatisé. Parfaitement trilingue allemand, anglais.

Notre société fait partie d'un groupe international, notoirement implanté dans cette activité et nous cherchons pour **l'une de nos unités (200 personnes)** près du Directeur de Production son adjoint agissant par délégation en **responsable des moyens de production.** Il veille à produire les quantités requises, respecte les standards de qualité et recherche les meilleurs coûts.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf.5995 MO à notre Conseil
17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX.
58, av. de Wagram 75017 PARIS.

CSNCR

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication





SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche

RESPONSABLE GESTION DES STOCKS

Position cadre

Il a pour tâche d'établir et gérer le plan d'approvisionnements à partir d'un système de calculs de besoins (Mapics).
Il assure la responsabilité du niveau optimum des stocks.
Il est responsable du fonctionnement du magasin.

Adresser C.V. à SERCEL - B.P. 64 - 44471 CARQUEFOU Cedex

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

Ingénieur Achat

RHONE ALPES

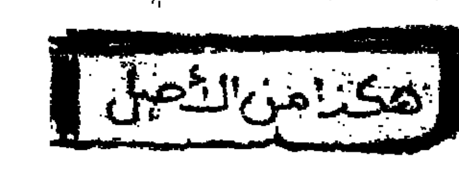
Avec un CA de plus d'un milliard de francs (70% à l'export), une progression de nos ventes d'environ 20% en 1984 et des résultats très positifs, nous *sommes parmi les tout premiers dans notre domaine d'activité (production* de biens d'équipement industriel et grand public). Le Jeune Ingénieur que nous recherchons assurera, au sein d'une équipe jeune et motivée et dans un contexte stimulant, la responsabilité d'une section Achats regroupant plusieurs familles de produits dans des domaines aussi divers que les pièces fonte, *plastique* et caoutchouc, les moteurs électriques, etc... Acheteur *confirmé ou débutant mais disposant d'un fort potentiel, il devra être capable* de maîtriser rapidement les techniques d'achat sur les marchés internationaux, auprès d'une sous-traitance hautement qualifiée et de fournisseurs performants. Homme de communication, il mènera à l'extérieur une négociation permanente et dans l'entreprise une concertation continue *avec les différents services. Il s'exprimera correctement en anglais et si* possible en espagnol. De larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur au sein de notre Société et du Groupe industriel dont elle est filiale.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 410328M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM





emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur ou Assimilé Assistance technique sur chantier pétrolier

Assurer la présence d'une Société de réputation internationale sur les chantiers de forage pour assister et former techniquement les utilisateurs de ses produits à haute technicité.

Une expérience de l'activité pétrolière serait très appréciée, une parfaite utilisation de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste basé en province nécessitera une grande disponibilité pour de fréquents déplacements.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 2398 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66

IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT
Région Ouest Littoral

RECHERCHE

un Ingénieur

dégagé obligations militaires, ayant expérience de quelques années en mécanique ou électricité, dans milieu marine ou Off Shore si possible, et préparé à utiliser informatique, pour assurer responsabilité préparation de la maintenance d'installations complexes (documentation, outillages, rechanges).

un Ingénieur Électricien

confirmé, ayant sens affirmé du commandement et expérience solide du montage et de la mise en route d'installations électriques complexes, pour occuper poste chef monteur électricien

un Ingénieur

diplômé Ecole d'Ingénieurs
libéré obligations militaires, pour promotion méthodes CAO au sein d'un bureau d'études de constructions navales et, en particulier, mise en place d'un système de schématique.
Expérience des constructions navales appréciée.

un Ingénieur

spécialiste du calcul des structures
dégagé des obligations militaires, ayant une expérience dans le domaine de la construction navale ou de l'Off Shore pour assurer responsabilités dans ce domaine au sein d'un grand bureau d'études.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous nº 8.549 *le Monde* Pub. *service ANNONCES CLASSÉES* 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Expérience industrielle souhaitée

2 ESCAE OU SIM.

Hommes terrains, en équipe

CONSEILLER EXPORT	CONSEILLER PMI
Promotion indiv. et collect. PMI. Anglais indiso. 2e lang. souh.	Création, suivi, gestion, dévelopt, redressement.

LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO, PRÉTENTIONS — CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE B.P. 62 — 28005 CHARTRES CEDEX.

GROUPE INDUSTRIEL

recherche
POUR CHALON-SUR-SAONE-71

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

- Suivi de la trésorerie et tenu des comptabilités jusqu'aux bilans et déclarations fiscales.
- Expérience professionnelle confirmée.
- *Connaissance informatique indispensable.*

Poste d'avenir.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous nº T 068.856 M, RÉGIE PRESSE - 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL
recherche

RESPONSABLE PRODUCTION

Placé sous la responsabilité du Directeur d'Usine, il assurera la gestion de la production, l'amélioration de la productivité et de la qualité.
Il attachera une importance toute particulière aux relations humaines et à la sécurité dans son service.
De formation Ingénieur mécanique, niveau ENSI, il possèdera une première expérience en usine.
Anglais indispensable.
Ce poste est basé dans la région Chartres/Rambouillet.
Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 51418 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Une société française, 300 personnes, présente dans les domaines des circuits imprimés souples et des claviers à membrane, recherche un

JEUNE INGÉNIEUR

(A. & M. ou équivalent)

Sa mission : assurer le développement d'un produit porteur à l'échelon Européen.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, à partir d'une information systématique sur les *besoins des clients à court et moyen terme*, de concevoir de nouveaux produits et de nouvelles applications, et d'élaborer des techniques d'industrialisation.

Poste évolutif pour un tempérament entrepreneur, basé dans une Ville Universitaire Centre-Est.

Ecrire à Michel GOYHENETCHE consultants, 18, avenue Parmentier, 75011 PARIS.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RÉGION CENTRE
recherche

PHARMACIEN (H. ou F.) CHEF DE FABRICATION

Dépendant du chef de production, il aura la responsabilité *de l'ensemble des fabrications.*
Il sera l'animateur d'une cinquantaine de personnes. En outre, il devra posséder une expérience approfondie des formes sèches.

Adresser candidature à :
CEPROPHAR (Laboratoires Anphar Rolland), service du personnel, SEMOY 45400 FLEURY-LES-AUBRAIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
Région Alsace - Recherche

INGÉNIEURS

ET PERSONNEL DE HAUT NIVEAU

Expérience dans les liaisons informatiques, les interfaces, les logiciels de base sur mini et micro-ordinateurs.

Une bonne connaissance du matériel et des systèmes d'exploitations digital serait un atout apprécié.

Faire offre avec C.V. détaillé et prétentions s/nº 8543, *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DIGILOG
GROUPE DIGITONE

L'innovation en électronique et informatique

recherche pour son centre **d'Aix en Provence** plusieurs **Ingénieurs** confirmés en Informatique technique, passionnés par leur métier :
• Logiciels de base, • Logiciels graphiques, • Réseaux, • Applications temps réel.
Nous apprécierons la maîtrise des problèmes matériels et systèmes.
Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à DIGILOG, 21 rue Frédéric Joliot, Z.I., 13763 Les Milles Cédex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES
recherche pour son siège social à Marseille

ANALYSTE PROGRAMMEUR DÉBUTANT

Niveau MIAGE
Adresser C.V., photo et prét. sous nº T 068 855 M.
RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris 7e.

Etablissement universitaire
recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉTRANGER

pour poste d'assistant associé en électronique, automatismes, robotique et informatique industrielle.
Envoyer C.V. à I.U.T. 3, rue du Maréchal-Joffre — 44041 Nantes Cédex ou téléphoner au (40) 74-63-71, p. 353 ou 358.

ENTREPRISE DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS BANLIEUE LYONNAISE
recherche

CHEF DE COMPTABILITÉ GESTION ET FINANCE H. OU F.

- Niveau minimum DECS
- Age souhaité env. 35 ans.

Ad. C.V. et prétentions sous le nº 068 833 M,

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Pour faire face au développement de sa filiale chargée de la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières, une importante banque française renforce son équipe de gestionnaires et recherche

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F)

pour son équipe "gestion diversifiée"

chargé de la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement. Il participe dans le cadre de l'équipe à l'élaboration de la politique de gestion.
Son expérience de la fonction d'au moins 3 années obtenue de préférence dans une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances lui permet de bien connaître les différents mécanismes et de posséder une bonne approche de l'ensemble des places boursières.
De formation supérieure, ce jeune cadre possède une bonne connaissance de la langue anglaise.

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F)

pour assister le responsable de la gestion des obligations françaises

chargé de participer à la gestion de fonds communs de placement en obligations françaises et des comptes gérés, d'effectuer toutes les études nécessaires s'y rapportant et d'assurer une aide technique auprès du réseau ainsi que des relations clientèle. De formation supérieure (si possible d'actuariat) votre première expérience de la fonc*tion a mis à l'épreuve votre sens des contacts.*

Ces deux postes s'adressent à des candidats soucieux d'intégrer une structure performante pouvant leur assurer un développement de carrière dans tous les domaines de la gestion de portefeuilles.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions (en précisant le poste choisi) sous réf. 10583 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

La Bureautique et l'Informatique distribuées sont les axes de notre développement. Pour mener à bien nos projets ambitieux, nous recherchons des

Ingénieurs (H-F)

pour développer des logiciels de pointe dans l'un des domaines suivants :
- Stations de travail multifonctions
- Réseaux : Transpac, SNA, ISO

Au sein de petites équipes motivées par un travail de qualité, vous pourrez valoriser votre expérience (2/3 ans) en mini ou en micro.

Une plus-value à vos compétences pointues peut vous être offerte par l'animation d'une équipe de travail.

Contactez-nous en envoyant vos CV et prétentions, sous référence 2910 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.

Bull
Transac

Contrôleur Financier

L'informatique vous attire...

Société américaine, nous valons 140 millions de dollars sur le marché mondial avec une progression de 40% l'an.
En France, au sein d'une organisation jeune et dynamique, nous commercialisons des périphériques compatibles IBM.
Passionnés par notre métier, nous laissons une large place à l'initiative et aux compétences personnelles dans la mesure où elles s'intègrent à nos principes d'actions et à nos objectifs.

Notre réussite dépend en grande partie de la qualité de notre gestion. Vos responsabilités s'étendront à la *Comptabilité*, au *reporting*, à la *Trésorerie*, à la *Gestion du Personnel* et des stocks. Par ailleurs, vous aurez à collaborer étroitement avec les services Commercial et Technique. Vous saurez utiliser les outils existants en les améliorant, créer de nouvelles procédures de contrôle et de suivi... En un mot, faire la preuve de votre efficacité.

Diplômé de l'enseignement supérieur (gestion + DECS), âgé de 30 environ, vous avez acquis une expérience de 4/5 ans en cabinet international ou au sein d'une Direction Financière pratiquant les techniques de gestion anglo-saxonnes. Pour les contacts au niveau du groupe, la maîtrise de l'anglais est un «must».

Merci d'adresser lettre de candidature, *CV détaillé*, photo et *salaire actuel en précisant* la référence M34510 à Rudolph von Raesfeldt TEG 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) *Management* — DESSEIN

A 25 km au Sud de Paris, nous sommes la filiale française commerciale d'un groupe américain dans le domaine du High Tech avec une croissance de 40% par an (50 pers., près de 90 MF de CA).
Pour gérer notre développement dans un contexte de gestion participatif et performant, nous recherchons un

Controller

qui dirigera nos services Finances/Administration (9 personnes).
Auprès du Directeur Général, il assure la comptabilité générale et analytique, le reporting, *le contrôle* de crédit client, effectue les contrôles budgétaires et l'exploitation des résultats, gère la trésorerie et traite avec nos banques. Il supervise l'informatique, la gestion du personnel et les services généraux.
Pour réussir à ce poste largement ouvert à l'initiative, il vous faut être de formation supérieure et comptable (HEC, Sup de Co + DECS), pratiquer un excellent anglais, avoir une expérience ou en cabinet d'audit (4/5 ans) ou en entreprise et bien maîtriser les techniques de gestion anglo-saxonnes.
Personnalité de Manager, vous alliez rigueur professionnelle et esprit d'équipe.
A la rémunération motivante s'ajoutera une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 34310 M à Rudolph von Raesfeldt TEG, 18 place H. Bergson, 75008 Paris



division de SYSTEMA — DESSEIN

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'AVENIR EST DANS L'AIR

Les conquêtes de la haute technologie créent chaque jour de nouvelles exigences. Notre métier : les devancer. Filiale française du géant américain AIR PRODUCTS, nous sommes aujourd'hui le deuxième producteur national de gaz industriels.

La qualité de notre recherche et développement et la modernité de nos équipements sont les fondements de notre réussite.

Pour soutenir notre expansion, nous recherchons des hommes et des femmes capables de répondre à l'enjeu technologique de demain.

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

PARIS

Titulaire d'une maitrise de gestion ou équivalent. vous voulez participer au contrôle de gestion d'une société multinationale et vous possédez de bonnes connaissances d'anglais.

Au contact des opérationnels vous assurez au sein d'une équipe le suivi de la comptabilité analytique. l'élaboration et le contrôle des budgets. P. 01

CHEF DE PRODUIT POUR L'ELECTRONIQUE

PARIS

Aujourd'hui commercial à formation technique supérieure, vous voulez devenir le responsable d'un secteur d'activité à forte croissance.
Les besoins de nos partenaires de l'industrie électronique évoluent rapidement.
Nous vous proposons d'en coordonner l'approche technique et commerciale.
Vous évoluerez au sein d'une équipe internationale afin de participer au renforcement de notre leadership mondial. P. 03

INGENIEUR DE PROJETS

PARIS

Ingénieur grande école, vous avez une première expérience d'engineering dans les industries de pointes telles que la micro-électronique et le nucléaire. Vous parlez bien l'anglais.

Nous vous proposons de concevoir, d'étudier et de réaliser pour notre clientèle des installations d'un haut niveau technologique. Ce poste implique de nombreux déplacements. Très évolutif, il permettra une promotion rapide à un candidat de valeur. P. 02

INGENIEURS COMMERCIAUX

PARIS-LYON

Vous avez complété votre formation technique supérieure par une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits industriels.

Nous vous proposons de rejoindre une de nos équipes commerciales où la négociation d'affaires à haut niveau associée à une large autonomie de décision vous permettront d'exprimer pleinement vos capacités. P. 04

Votre avenir nous intéresse. Cet enjeu vous concerne,
écrivez à Jean-Pierre DEVIGNE, qui sera heureux de vous rencontrer.



PRODAIR TOUR PLEYEL - 93521 SAINT DENIS

responsable SAV vidéo professionnelle

Au sein de SONY-FRANCE, la Division "ENTREPRISES" commercialise la gamme complète des équipements de vidéo professionnelle : caméras, magnétoscopes, téléprojecteurs, systèmes complets de communication, information et formation destinés aux entreprises. Le Service Après-Ventes est assuré principalement par un réseau de revendeurs répartis sur toute la France.

La mission que nous souhaitons vous confier consiste, sous la responsabilité du Chef du Département Technique, à animer et supporter ce réseau : visites périodiques pour informer, analyser les besoins, décider des actions à entreprendre, assurer et coordonner la formation des agents techniques. Ces actions sont complétées par un Laboratoire de réparations basé au Siège, composé de 3 techniciens que vous êtes chargé d'animer.

Pour réussir dans cette fonction, vous êtes de formation supérieure en ELECTRONIQUE, avez environ 30 ans et possédez une expérience de quelques années du SAV "terrain" en contact avec la clientèle. Vos interventions sur les produits d'électronique professionnelle vous ont permis d'acquérir des connaissances indispensables en circuits logiques et en microprocesseurs.

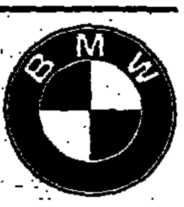
Vous pratiquez l'anglais aisément. Vous avez avant tout un sens inné du dialogue et du service, et aimez travailler en équipe.

Vous disposerez d'un véhicule de société.

Si vous êtes intéressé par cette proposition, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous référence SAV M

SONY® ENTREPRISES

au Service Recrutement de SONY-FRANCE
19, rue Madame de Sanzillon
92210 CLICHY



COMPTABILITE TIERS

Nous recherchons le chef de ce service (5 personnes) qui contrôlera l'application des procédures internes pour les règlements effectués par la société et sera le garant de la sincérité des écritures des groupes "comptabilité-fournisseurs" et "comptabilité-clients".

Le candidat retenu sera un jeune cadre possédant un D.E.C.S. ou ayant acquis une expérience comptable de bon niveau et qui saura s'intégrer dans une société dynamique de renom dégageant d'excellents résultats financiers.

Adressez votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. Guthmann Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

Plus qu'une fonction, Apple vous propose...

Dans une organisation souple et efficace : des responsabilités larges et évolutives - une ambiance jeune et ouverte - un esprit d'équipe. Vous permettant d'assurer votre réussite en contribuant largement au succès d'APPLE. L'informatique personnelle vous attire. Venez nous voir, nous recherchons pour nos services :

assistant budget planning

Vous renforcez notre equipe actuelle et participez à la création de nouveaux outils de contrôle budgetaire en liaison avec notre département informatique.
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (commercial, gestion), vous avez une expérience similaire de 2 ans en entreprise et vous pratiquez l'anglais. Vous maitrisez la comptabilité américaine. Ref. JJM-21-LM-12

assistant finance

Vous êtes responsable du suivi comptable de nos budgets de marketing et de publicité et mettez en place de nouvelles procédures. Vous participez activement au reporting mensuel. DECS, vous maitrisez le reporting et la comptabilité américaine et pratiquez l'anglais. Vous avez une expérience de 2 ans en entreprise ou cabinet d'audit. (Ref. JJM-22-LM-12

responsable comptable

Vous assumez l'entière responsabilité du suivi comptable et financier d'une association en forte croissance.
BTS comptable ou équivalent, vous êtes autonome et bénéficiez d'une première expérience réussie. Vous avez des notions de comptabilité anglo-saxonne et pratiquez l'anglais. Ref. JJM-23-LM-12

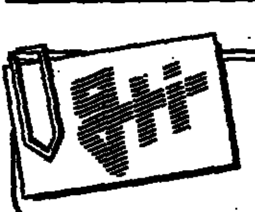
responsable formation

Vous développez et mettez en place le programme de formation interne en collaboration avec notre équipe européenne. Vous établissez et assurez le suivi des déclarations liées à la formation. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DESS, maitrise de droit social), et occupez cette fonction dans un secteur identique. L'anglais courant est impératif. (Réf. JJM-24-LM-12



Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence du poste) à :
APPLE - J.J. MAUCUER - Service du Personnel - Avenue de l'Océanie - ZA de Courtabœuf
B.P. 131 - 91944 LES ULIS Cedex

Apple



SSII en pleine expansion, pour notre première boutique en micro-informatique dans le centre de Paris, recherchons :

UNE RESPONSABLE BOUTIQUE

Dynamisme, bonne présentation, connaissances en micro-informatique, sens commercial et de la gestion sont demandés. (B.T.S. commercial, marketing,...).

UN INGENIEUR COMMERCIAL H-F

de haut niveau, ayant une bonne connaissance de la micro-informatique et fortement motivé par la vente d'ordinateurs personnels.
Interlocuteurs : Directions informatiques, Financières,...

UN TECHNICIEN

possédant un B.T.S. en électronique ou équivalent.
Expérience sur micros appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à :
Christine LAURENT - G.T.I.
17-19, rue de la Croix Nivert - 75015 PARIS.

Contrôleur de gestion parlant anglais et connaissant l'industrie

Des exigences bien légitimes, quand il s'agit de prendre en charge le contrôle de gestion d'une importante division industrielle d'une société rassemblant près d'un millier de personnes dont une centaine à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ajoutez-y une formation supérieure, et plusieurs années d'expérience de la fonction en entreprise précédées idéalement par un passage en cabinet d'audit.

Profil classique pour un poste complet et évolutif : contrôle budgétaire, comptabilité analytique, montage des dossiers d'investissement, tableaux de bord, procédures, études de rentabilité, mise en place du reporting des filiales, interface avec le service informatique. Tout ceci avec l'aide d'une équipe de 4 personnes, dont un adjoint.

Votre professionnalisme sera le meilleur garant de la réussite de votre intégration mais vous savez l'importance du facteur humain dans votre métier. Il faut être ferme sans raideur, ouvert sans laxisme, toujours prêt à informer, expliquer, convaincre. Le poste est basé en région parisienne, de fréquents déplacements sont à prévoir. Merci d'adresser votre dossier sous référence 234 512M aux consultants du cabinet SIRCA en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE FRANCAISE
L'UN DES LEADERS MONDIAUX DANS SON DOMAINE
(BIENS D'EQUIPEMENTS, MATERIELS DE TRANSPORTS)
C.A. 1 MILLIARD DE F. DONT 50 % A L'EXPORT
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER EXPORT

rattaché au Secrétariat Général

SA MISSION A L'EXPORTATION SERA :

• *fonctionnelle :*
- Assistance aux départements produits de la société dans la préparation des offres commerciales et financières; études des garanties COFACE, études de cautions, de préfinancement, de financement, rédaction des offres.
- Etudes générales, analyses économiques et élaboration de règles internes dans les domaines contractuels, juridiques, fiscaux à l'exportation.

• *opérationnelle :*
- Relations avec les banques et l'Administration.
- Mise en place et suivi des dossiers financiers et COFACE des affaires exportation.
- Participation si nécessaire aux négociations commerciales.

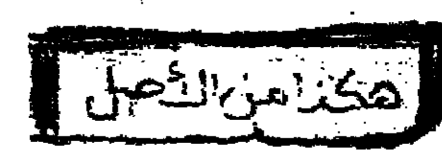
LE PROFIL :

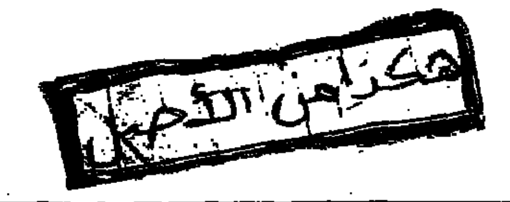
De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une première expérience dans des fonctions soit analogues, soit lui ayant donné accès aux questions financières et juridiques liées aux contrats d'équipement à l'exportation.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 3157 à
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01 qui tr.





Responsable financier et administratif

220.000 F

La filiale française (9 personnes, 27 millions de francs de chiffre d'affaires) d'un groupe de dimension internationale dont la vocation est de fournir à une clientèle industrielle très variée des applications à base de fil d'acier, crée le poste de responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur général France, et en liaison fonctionnelle avec le directeur financier du groupe, il couvrira l'ensemble des problèmes administratifs, comptables, financiers et informatiques de cette filiale. Basé en proche banlieue ouest de Paris, ce poste s'adresse à un cadre âgé d'au moins 29 ans, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent, parlant couramment l'anglais et justifiant d'une expérience significative (4 années minimum) acquise soit en cabinet d'audit, soit dans une société de distribution (si possible affiliée à un groupe international), et qui lui ait permis de maîtriser l'ensemble des domaines concernés par la fonction. Selon les qualités et les compétences présentées la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 220.000 francs. Écrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9075M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

élaborer, rédiger.

Pour faire face à son développement constant, une grande Banque de notoriété nationale recherche un

Rédacteur Concepteur en communication HF

Il sera chargé de participer et de suivre la réalisation de toutes les publications et des différents documents émis par la Banque. Agé de 25 ans ou plus, il sera diplômé de l'enseignement supérieur. Une expérience similaire sera un atout supplémentaire. Lieu de travail : MARNE LA VALLEE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 51425 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

Département Prévoyance

Chargé d'études HF

Sa mission principale consistera à rédiger des études juridiques dans le domaine de la protection sociale en entreprise, des notes de synthèse en matière de législation sociale et fiscale.

Ces études sont essentiellement destinées aux chargés de clientèle afin de les aider à résoudre les problèmes juridiques posés par leurs clients.

Fort d'une Maîtrise en Droit des Affaires et d'une expérience similaire de 2 à 3 ans dans le domaine de la prévoyance, le candidat qui saura allier qualités rédactionnelles et relationnelles, aura de sérieux avantages.

Si vous désirez intégrer l'un des tout premiers courtiers d'assurances d'Europe, adressez votre candidature (lettre et CV) en mentionnant vos prétentions sous réf. A.M.P.





2, rue Ancelle - 92202 NEUILLY SUR SEINE.

L'Assurance aujourd'hui et demain

ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.

Nous souhaitons accueillir :

2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (télétraitement et bases de données).

3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et / ou CICS-DL 1.

Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

Assistance Conseil Organisation Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :

Gérard CHITRIT - Acor Informatique
26, rue Vivienne 75002 PARIS.

Société d'Engineering Offshore recherche

INGENIEUR métallurgie/soudure

Formation ESSA souhaitable.

ayant une bonne connaissance des codes de construction ainsi que des pratiques et règles d'assurance qualité/contrôle qualité.

Il sera chargé de rédiger les spécifications de matériaux et fabrication de structures métalliques offshore, de gérer les programmes d'inspection, de diriger une équipe d'inspecteurs sur les chantiers et chez les fournisseurs.

Expérience : 5ans minimum. Anglais : lu, écrit, parlé indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 51429 à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra.

QUESTIONS SUR MA FUTURE ENTREPRISE.

"Une check-list utile pour les jeunes diplômés (e) s d'écoles scientifiques ou de commerce intéressé (e) s par la vente et l'informatique."

- Se trouve-t-elle dans un secteur en expansion ?
- Est-elle à la pointe de son secteur ?
- Dispose-t-elle d'une technologie avancée ?
- Ses produits et services jouissent-ils d'une bonne réputation ?
- A-t-elle des résultats financiers appréciables ?
- Est-elle prête à me donner assez tôt des responsabilités importantes ?
- M'assure-t-elle une formation de départ, et continue tout au long de ma carrière ?
- Suit-elle une politique de promotion interne ?
- Tient-elle compte du mérite personnel ?
- Offre-t-elle d'intéressants avantages sociaux ?
- Me mettra-t-elle dans de très bonnes conditions de travail ?
- Respecte-t-elle chaque employé en tant qu'individu ?
- Dans mon travail, serai-je entouré (e) de personnes compétentes ?
- M'apporte-t-elle la possibilité d'y faire carrière en renouvelant périodiquement mon expérience professionnelle ?

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais, si vos réponses correspondent à vos exigences prioritaires, nous serons heureux de recevoir votre candidature + CV détaillé : IBM France, département Recrutement-Orientation-Conseils, 2, rue de Marengo 75001 Paris - Référence ICM - 30/10

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos frais de déplacement.



Le bon départ

MASH

UNE CARRIÈRE DANS LE MARKETING

Pour un JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

KODAK recherche pour sa filiale **Eastman Chemical International** chargée de la commercialisation des produits chimiques, matières plastiques et fibres textiles en Europe, Afrique et Moyen Orient un Jeune INGÉNIEUR CHIMISTE désirant faire carrière dans le MARKETING.

Ce poste s'adresse à des candidats :
- parlant bien *anglais*
- désireux d'avoir des responsabilités au sein d'une équipe performante.

Une expérience de la vente dans le domaine chimique ou para-chimique serait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir à Paris, mais implique de nombreux déplacements en France et parfois *à l'étranger*.

Formation assurée en France et aux États Unis.

Écrire avec C.V. et photo (retournée) à :
KODAK PATHÉ - Direction Gestion des Cadres - 8/26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12



Bleu

LES NOUVEAUX MERCURIENS

Les PTT recrutent par voie de concours les spécialistes de la *communication* de demain.

INSPECTEUR PRINCIPAL TECHNIQUE
NIVEAU BAC + 5

Grandes Ecoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités
options : • Electronique • Informatique
• Economie et Gestion Commerciale d'entreprises publiques.

Agés de moins de 30 ans. Epreuves les 6 et 7 décembre 84.
Clôture des inscriptions le 14 novembre 84.
64 places disponibles. Regions . Nord, Ile de France, Normandie ou Picardie.

Demandez votre dossier d'inscription et renseignez-vous sur les possibilités que vous offre une carrière à la Poste et aux Télécommunications en téléphonant (appel gratuit) au **(1) 543.43.43** et **(1) 293.44.10**

ministère des PTT

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Environnement international

Pour son siège européen situé à Paris, IBM recherche

CADRES FINANCIERS DIPLOMES GRANDES ECOLES

• 2 auditeurs pour Audit Interne
Déplacements à l'étranger et en France 95 % du temps. (Réf. AU/M)

• 1 analyste chargé de l'évaluation des coûts (Réf. PR/M)

• 2 analystes chargés des études financières
(l'un d'eux devra posséder une expérience financière internationale dans des établissements financiers, et une connaissance parfaite des langues française, anglaise, allemande) (Réf. FS/M)

• 2 analystes chargés de la planification financière (Réf. PL/M)

Pour les missions ci-dessus, une expérience de 3 ans minimum est exigée.

• 4 cadres comptables
DECS complet minimum, débutants ou possédant une première expérience professionnelle (Réf. AC/M)

Pour tous ces postes, il est nécessaire d'avoir un très bon sens du contact, une bonne aptitude à la communication, de l'initiative et de savoir travailler de façon autonome avec l'aide de l'informatique.

L'environnement international de notre siège européen implique l'UTILISATION PERMANENTE DE LA LANGUE ANGLAISE.

Adressez votre candidature en ANGLAIS, précisant la référence du poste, à IBM EUROPE
Service Recrutement - Tour Pascal - Cedex 40 - 92075 PARIS LA DEFENSE

Pour les candidats hors communauté européenne, merci de joindre photo du permis de travail.



Organisation et Publicité

Société de CONSEIL et de FORMATION de haut niveau de dimension nationale (40 consultants), intervenant auprès des plus grandes entreprises, bénéficiant d'une excellente image de qualité doit faire face à un développement important et recherche

consultants juniors

• Les candidats seront DIPLOMES de GRANDES ECOLES (scientifique ou commerciale) et auront au moins 4 ans d'expérience active et probante en entreprise.
• Ils seront chargés d'interventions ou de missions de coordination auprès des entreprises d'abord sous la conduite de consultants-seniors, puis auront la possibilité d'évoluer rapidement vers une grande autonomie.
Leurs missions requièrent talent commercial et brillantes qualités d'animateur.

consultants et formateurs confirmés

de préférence à temps plein, le temps partiel pouvant cependant être envisagé.

SPECIALITES RECHERCHEES

• Informatique • Qualitique • Relations humaines et management • Organisation et gestion.

Ces postes sont basés à Paris mais supposent néanmoins de fréquents déplacements.

Nous vous remercions d'adresser les éléments de candidature sous référence INS à :

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

Organisation et Publicité

SATELCOM
international

recherche pour son
DEPARTEMENT COMMUTATION

animateur de formation

Sa mission consistera à participer à l'élaboration de documents de stage et à assurer la formation du personnel commercial et technique *des revendeurs installateurs.*
Une bonne connaissance des matériels de commutation est indispensable.
Lieu de travail : PARIS (déplacements en province de courte durée).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence MOAF à SATELCOM INTERNATIONAL
69/71, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

Organisation et Publicité

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour son équipe
"Formation aux Relations Humaines"

DIPLOMES(ES) DE PSYCHOLOGIE SOCIALE
(Diplôme complémentaire de Sociologie ou Sciences de l'éducation souhaité).

pour : – analyse des besoins
– conception et animation de séminaires
2 à 3 ans d'expérience en entreprise seraient appréciés.

Adresser C.V., lettre manuscrite de motivations, prétentions, sous ref. M7 à L et A - 33, rue Vernet 75008 Paris.

THOMSON-TITN

recherche

INGENIEURS-INFORMATICIENS CONFIRMES

possédant une solide expérience des
CALCULATEURS INCREMENTAUX.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence MLA à :
THOMSON-TITN - 5, rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS

Organisme parapublic recherche

INGÉNIEUR FORMATION

diplômé soit ingénieur *ENITHA* ou agricole, soit diplômé fin de second cycle en sciences humaines.

Fonction :
responsabilité de la préparation et de la réalisation *des actions de formation* réalisées par le CNIH.

Salaire mini 8 300 X 13.
Envoyer c.v. + photo au

CNIH

Service du Personnel
BP 309. 94152 Rungis Cedex.

Société de promotion Sanders
19, quai de l'Industrie
91200 ATHIS-MONS

recherche

UN COMPTABLE CONTROLEUR DE GESTION

Chargé du suivi de plusieurs filiales.
Nombreux déplacements en province
DECS ou équivalent exigé.

Adresser c.v., photo et prétentions.

COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE ET ANALYTIQUE

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe chimique de dimension mondiale. Notre C.A. en France, filiales incluses, dépasse 2,5 Milliards de francs.

Nous recherchons notre **RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE et ANALYTIQUE.**

Au sein de la Direction Comptabilité Finances, ce spécialiste animera *une équipe d'une dizaine* de personnes et sera responsable, en priorité, de la comptabilisation et du suivi des secteurs :
– Production / Ventes
– Achats / Ventes
– Dépôts Régionaux.

Il travaillera en relation permanente avec les usines, les services du *siège et les sous-traitants.*

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un jeune professionnel diplômé de l'enseignement supérieur, qui nous apportera son expérience de quelques années et à qui nous offrirons la possibilité de valoriser son acquis dans une multinationale en importante évolution.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2094 M.



Direction des Relations Humaines, B.P. 111,
94250 GENTILLY

HAVAS CONTACT



GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour ses Services Financiers liés à ses activités d'importation automobile

ANALYSTE FINANCIER

ESTIMATION DE COUT PRODUITS COMMERCIAUX, DETERMINATION DES PRIX, CONTROLE BUDGETAIRE.

Formation : DUT (Finance - Comptabilité)
Expérience de 2 ans souhaitée
ou : DECS/Gestion ou Ecole de Commerce
Anglais courant.

Ecrire en adressant C.V. détaillé, prétentions et photo
Service du Personnel - Madame LAIGNEL
56/68, Avenue Louis Roche - 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

PB International Management

Patrick BRUNETEAU
Consultant en recrutement financier
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Une société d'ingénierie, CA 100.000 KF, 250 personnes, recherche son

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Fonction : Rattaché au D.A.F., il ou elle prendra en charge :
- la comptabilité générale de la holding et de ses filiales
- la consolidation des comptes
- les déclarations fiscales et sociales
- la gestion administrative du personnel (supervision de la paie, caisses de retraite, etc)
- les tableaux de bord, le contrôle de l'application des procédures comptables
- le suivi des problèmes juridiques, assemblées, relations avec les commissaires aux comptes, etc.
- *informatique de gestion, développement de nouvelles applications.*

Profil : 28-32 ans, formation supérieure + niveau expertise. 3 à 5 ans d'expérience en cabinet sont vivement souhaités.
Quelques déplacements en province sont à prévoir.
Poste à pourvoir rapidement en proche banlieue Est de PARIS.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. IN/10 à notre Conseil

AFCOREM

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

L'informatique de demain pour une industrie de traditions

Nous sommes l'un des tous premiers spécialistes en France de l'estampage.
Notre vocation est la réalisation de pièces mécaniques aux formes les plus complexes, en grandes séries du type industrie automobile.
Notre progression constante, en particulier sur les marchés extérieurs, concrétise notre effort permanent d'amélioration de la productivité. Nous recherchons notre

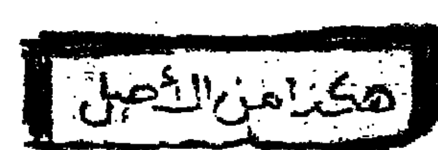
INGENIEUR DEVELOPPEMENT

susceptible de mener à bien cette politique en alliant à nos technologies spécifiques l'apport des derniers développements en matière d'informatique industrielle (FAO, CAO, robotique).
C'est un ingénieur de formation mécanique, ayant démontré lors d'une première expérience réussie, sa capacité à relever ce challenge technologique.
Anglais souhaitable.
Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence 402 123 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65



Groupe réalisant un C.A. annuel de 15 milliards de Francs

Nombreuses entités juridiques dans des activités très différentes recrute pour son Siège à PARIS

ATTACHÉ A LA DIRECTION JURIDIQUE

Réf. 8129

Il assistera la Direction pour l'ensemble des travaux juridiques à réaliser au profit du Groupe. Il devra être en mesure de prendre en charge la rédaction d'accords ou de contrats aux implications importantes.

POSTE ÉVOLUTIF

- **Formation juridique supérieure (Maîtrise DROIT des Affaires ou DESS). Culture générale étendue type IEP Paris très appréciée.**
- **Expérience confirmée, particulièrement en élaboration et rédaction de contrats acquise dans un Groupe diversifié ou en Cabinet d'affaires important.**

JEUNE ASSISTANT JURIDIQUE

Réf. 8130

Il se verra confier, au sein de la Direction Juridique, des missions ponctuelles : recherches, études particulières, rédaction de contrats,...
Ce poste très formateur peut ouvrir de nombreuses perspectives.

- **Maîtrise DROIT d'Affaires (ou DESS) : absolument indispensable.**
- **1re expérience professionnelle dans un service juridique de Société ou en Cabinet (Débutant s'abstenir).**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8129 ou 8130 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Vous, **chef d'entreprise ou directeur commercial** par exemple, êtes-vous capable de vous imaginer une tout autre

ORIENTATION

afin d'exploiter encore plus vos ressources personnelles à long terme ?

Vous allez réussir avec nous parce que vous aidez des entreprises de renommée à réussir encore mieux. C'est une tâche fascinante lorsque l'on attend de la vie plus qu'une routine astreignante.

Si le succès pour vous suppose de vous dépasser continuellement alors examinez ce que nous pouvons vous offrir en tant qu'organisme international de perfectionnement en management et en vente depuis 21 ans.

Cette activité exige des qualités exceptionnelles.

Des études universitaires poussées sont souhaitables.

Un certain talent pour inspirer et dynamiser autrui représente une condition essentielle.

Une bonne dose de modestie pour vous remettre sans cesse en question et une curiosité toujours en éveil sont d'autres atouts importants.

L'expérience démontre que l'âge idéal pour débuter dans cette nouvelle fonction se situe entre 32 et 36 ans.

Une bonne connaissance de l'allemand vous sera utile.

Une réussite exceptionnelle dans la pratique du management et de la vente est indispensable.

Ce que nos clients attendent de nous pourra être l'objet de notre premier entretien.

A vous d'agir maintenant : faites-nous signe si vous désirez mieux connaître ce que nous pouvons vous offrir concrètement. Adressez votre candidature, c.v. et photo à *Maurice Favre*. Toute discrétion vous sera assurée.

FORMATION DE CADRES
GUSTAVE KAESER FRANCE SA
76-78, Champs-Elysées,
75008 PARIS.

COURS GUSTAVE KAESER

AMSTERDAM, BRUXELLES, DUSSELDORF, GENÈVE, HELSINKI, LONDRES, MILAN MADRID, MUNICH, PARIS, PHILADELPHIE, PRINCETON, SYDNEY, STUTTGART, ZURICH

PARIS

JEUNE COMPTABLE HF

Titulaire du DECS, il a déjà acquis une expérience professionnelle de 4 à 5 années en cabinet ou en entreprise.
L'équipe, dont il organisera et contrôlera l'activité, assure la tenue complète des comptabilités informatisées de filiales.
Les travaux requièrent une bonne pratique de la comptabilité analytique et budgétaire, ainsi que de bonnes connaissances en fiscalité.
Merci d'adresser votre C.V. avec prétentions sous réf. 317 JC

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

ASSISTANT RECRUTEMENT CARRIERES HF

Le CAM, filiale informatique de la Caisse des Dépôts et Consignations recherche, pour sa Direction du Personnel UN ASSISTANT RECRUTEMENT/CARRIERES. Il aura en charge le recrutement du personnel de la Direction Technique et la gestion des carrières d'une population d'informaticiens.
Le poste s'adresse à un diplômé (psycho-prat, CELSA, IGS, 3e cycle gestion du personnel) ayant une première expérience professionnelle réussie et une bonne connaissance du milieu de l'informatique.
Qualités indispensables : écoute attentive, relations aisées, méthode et rigueur, facilité d'expression. Déplacements en province à prévoir.
Merci d'adresser votre curriculum vitae détaillé, avec photo et prétentions
à : CAM 4, rue Berthollet 94110 Arcueil.

CAM
«GRANDES MISSIONS, GRANDS MOYENS»

médiasystem

---

responsable service clients (customer service)

MEDICAL PARIS-SUD

Nos produits destinés aux Hôpitaux et aux Cliniques bénéficient de l'apport des dernières technologies de pointe. Aux **Etats-Unis, NOTRE MAISON-MÈRE EST LE No 1 DE SON SECTEUR.** En France, notre développement est prometteur : nous exportons plus des 3/4 de notre production.

Votre mission : organiser un service clientèle performant, privilégiant l'information et la satisfaction de nos clients.

A la tête de votre équipe, votre rôle est essentiel en **support de notre activité commerciale** France et Export.

Vous alliez sens de l'organisation, esprit commercial et aisance dans les contacts. De formation supérieure, vous avez une expérience réussie dans un domaine analogue et parlez **COURAMMENT L'ANGLAIS.**

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PL 12 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité

Account Manager

Dans le cadre du développement de ses activités en France, la Bank of America recherche un cadre d'exploitation de formation universitaire (*française et/ou étrangère*) possédant 3 à 5 ans d'expérience bancaire ou financière.

Ayant acquis une bonne formation en analyse de crédit et ayant le sens du risque bancaire, il devra pouvoir développer une clientèle d'entreprises internationales sur un marché très compétitif en proposant une gamme complète de produits financiers avec l'aide des filiales spécialisées de la banque ainsi que de son réseau international.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Possibilités de développement de carrière en France ou ultérieurement à l'étranger. Rémunération attrayante pour un candidat de tout premier plan.

Merci d'envoyer votre c.v. et prétentions à Mlle Etchanchu, Bank of America
43/47, avenue de la Grande-Armée, 75782 Paris Cedex 16.

BANK OF AMERICA

Jeune ingénieur

THERMIE INDUSTRIELLE

Nous sommes à l'origine d'installations thermiques puissantes à usage collectif et industriel. Notre maitrise des techniques : eau surchauffée, géothermie, reconversion charbon, et des problèmes d'économie d'énergie, nous place au tout premier plan d'un marché qui nécessite cette constante adaptation.
Pour répondre à l'augmentation du volume de nos affaires et aux besoins spécifiques de nos clients, nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR ETUDES

Après une période de formation, celui-ci sera chargé de concevoir et de chiffrer des installations complexes de thermie industrielle.
Ses qualités techniques et humaines devront lui permettre d'évoluer ultérieurement au sein de la société ou du groupe auquel nous appartenons.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'Ecole d'Ingénieur type ENSAM, ENSAIS, ENSI..., option thermie, débutant ou justifiant d'une première expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3954 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Un Organisateur

Groupe international (2 milliards de CA) leader européen dans son domaine d'activité, recherche pour sa Direction Organisation et Informatique un Organisateur.

Sa mission :
- développer les structures et les systèmes de gestion permettant d'optimiser le fonctionnement de la société et des filiales.
- conduire des projets d'envergure (études, conception, mise en place) en coordination avec les responsables opérationnels et en étroite liaison avec l'informatique.
- animer un groupe d'organisateurs.

Profil :
- justifier d'une première expérience de 3/4 ans dans un cabinet de conseil et maitriser les techniques d'organisation.
- avoir une formation Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de gestion
- une connaissance de l'anglais/allemand serait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence 4729 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

DESSEIN



de la conduite de projet sur minis, à la responsabilité d'un service informatique

Filiale française (110 p.) d'une affaire internationale spécialisée dans les économies d'énergie, nous conseillons 4.000 entreprises.

Venez prendre en main (Paris-La Défense) notre petit service informatique. Vous augmentez la puissance du matériel et développez, dans une approche d'aide à la décision, un projet-clé analysant les tarifications d'énergie.

Ingénieur diplômé ou universitaire, vous avez acquis, en trois ans ou plus une expérience en la conduite d'applications *conversationnelles* dans un environnement minis et souhaitez élargir vos compétences. Nos relations avec Londres étant fréquentes, votre anglais doit être "fluent". Votre rémunération est de l'ordre de 180.000 F/an +.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4574 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
Carrières de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un grand groupe français, notre activité concerne la fabrication et la commercialisation de matériels de transmission par fibres optiques. Nous recherchons

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il aura pour mission :
- étudier et réaliser des dispositifs optoélectroniques
- animer pour se faire une équipe de techniciens de haut niveau

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ESE, INPG, ENSEA, ou équivalent. 2 à 3 années d'expérience seraient souhaitées.

INGENIEUR MESURE

Il aura pour mission :
- concevoir, réaliser et faire évoluer des appareillages de mesures micro-mécaniques et optoélectroniques.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur : ESE, ECP, INPG ou équivalent.

Ces postes nécessitent la pratique de l'anglais.

Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 3109 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Ordina

Chefs de projets et analystes programmeurs...

Vous avez une expérience significative sur grands et moyens systèmes IBM (30 XX, 43 XX, 34, 36, 38...), BULL (DPS 7, DPS 8...).
De formation grande école ou enseignement supérieur, technicien certes, vous avez de l'ambition, des facultés d'adaptation et le sens du contact.
Au sein de notre SSCI, sur notre marché - les grandes entreprises - nos équipes réalisent des missions de conseil et d'assistance sur des applications de gestion (administration, finances et industrie).
Notre expansion, nos méthodes de travail vous assureront de réelles perspectives d'évolution.

Adressez lettre, C.V., photo et prétentions à Alain VERNOTTE

Ordina *10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88*

SOCIÉTÉ DE SERVICE HAUTE PERFORMANCE

recherche

JEUNE PHARMACIEN

(H. ou F.)
éventuellement IPI ou CERTIF. LEGIS. anglais courant indispensable.
Poste : responsabilité développement et dossiers AMM. Ce poste convient à un candidat dynamique et évoluera selon ses aptitudes.
Envoyer c.v. et lettre man. IDD, 350, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Organisme professionnel national recherche

1) COMPTABLE

1 an d'expérience
BTS ou équivalent

1) ASSISTANT(E) DE DIRECTION

Auprès du directeur général, issu école supérieure de commerce, dont les fonctions à vocation économique et financière pourront être complétées *par des tâches* de nature comptable.
Adr. c.v. manuscrit à G.E.C. 153, bd Haussmann, Paris-8e.

Centre socio-culturel
Montée de la Carnière
69800 SAINT-PRIEST
recherche

ANIMATEUR(TRICE) SOCIO-CULTUREL

Responsable du secteur enfants et participation à l'animation globale.
BAFD exigé, DEFA en cours. Conventions collectives SNAECSO. Envoyer lettre + c.v. avant le 10 novembre.

EXPERT COMPTABLE
recherche

STAGIAIRE CONFIRMÉ

Plus de 3 ans d'expérience.
Missions variées.
C.V. Mme MARX
expert comptable
77, rue Lafayette, Paris-9e.

Allianz
recherche son

CHEF COMPTABLE

- Vous avez une formation de type DECS ou équivalent.
- Vous avez une bonne expérience de la comptabilité d'assurance.
- Vous avez une personnalité ouverte et dynamique.
- Vos capacités d'encadrement vous permettent maintenant de prendre la responsabilité d'un Service Comptable d'une trentaine de personnes.
- Vous serez responsable de l'établissement de la comptabilité générale jusqu'au bilan, de la comptabilité divisionnaire et vous participerez au contrôle de gestion et à la comptabilité analytique.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions sous réf. 630M à :
J.F ALLIX - 17, rue de la Baume
75008 PARIS - 359.77.55

HLA conseil

---

organisateurs concepteurs

Paris **Banque**

Cette grande banque d'affaires française vient d'élaborer un vaste plan informatique à 6 ans qui met en œuvre des ressources très importantes. *Elle recherche deux organisateurs concepteurs.*

Dépendant de la Direction Organisation et Informatique, en liaison constante avec les directions fonctionnelles de la banque, ils ont pour mission, à partir des besoins exprimés et dans le cadre du schéma directeur, de rédiger le cahier des charges des grands projets et de concevoir de nouveaux systèmes d'information avec définition et mise en place des stratégies et procédures.

Les candidats, de formation grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, âgés d'au moins 28 ans et de fort potentiel, possèdent une expérience minimum de 4 ans dans l'informatique, en réalisation de projets et ils sont motivés pour des fonctions d'organisation et de conception. Une évolution est possible vers les carrières bancaires.

Ecrire avec CV., photo et prétentions sous réf. P182/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille Lyon Marseille Toulouse

Ingénieurs
Réseaux téléphonie

ARN INFORMATIQUE, société spécialisée en télé-informatique et logiciels de base, compétente dans tous les domaines de transmission (données, voix, image) recherche pour elle-même et pour ses clients, plusieurs ingénieurs expérimentés(ées).

Ingénieur, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en informatique et connaissez les réseaux ou la téléphonie (logiciels de base, protocoles de transmission, etc.).

Nous vous proposons d'intervenir sur des projets variés, en réseaux ou téléphonie, au sein d'équipes dynamiques et professionnelles. Chacune de nos équipes est ponctuellement responsable d'un projet de la rédaction du cahier des charges à la livraison de ce projet clé en mains.

Et si le poste de chef de projet vous tente, plusieurs opportunités existent actuellement dans notre société, vous garantissant une évolution de carrière rapide et motivante.

ARN informatique

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à ARN INFORMATIQUE - 51-57, r. Jules-Ferry - 93170 BAGNOLET.

MEDIA PA

LABO-INDUSTRIE

DIVISION HUILES MOTEURS-BOUGIES K.L.G.
recrute

REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

VOUS ÊTES :
- Un homme dynamique, d'excellente présentation ;
- Un vendeur de tempérament.

VOUS POSSÉDEZ :
- Une stature qui vous permet de reprendre un portefeuille important ;
- *Une véritable volonté d'aller de l'avant.*

NOUS OFFRONS :
- Les moyens commerciaux conséquents au service de la notoriété de nos produits ;
- Une rémunération motivante et des frais remboursés (statut V.R.P.) ;
- Une formation spécifique de plusieurs mois dans le cadre de nos délégations régionales.

La région d'origine n'a que peu d'importance,
mais au terme de la période d'intégration,
la résidence sur le secteur d'affectation sera exigée.

EXPÉRIENCE ET MOBILITÉ
SERONT LES CRITÈRES DÉTERMINANTS.

Ecrire en joignant c.v. + photo (indispensable) à :
LABO-INDUSTRIE « Direction Commerciale »
1, RUE LAVOISIER, 92002 NANTERRE CEDEX.



350 000 F+ - Paris
Direction régionale africaine et sud-européenne

Fiscaliste expérimenté, familiarisé avec la législation et *les pratiques fiscales françaises mais également* de préférence avec les fiscalités africaine et américaine, et maîtrisant les contextes comptable et financier, ayant pratiqué en conseil ou dans une entreprise internationale impliquée en Afrique, parlant l'anglais couramment, et capable d'animer une petite équipe de spécialistes, de négocier au besoin sur le terrain, habile à communiquer et convaincre, est recherché pour assurer la relève du présent titulaire, promu au siège international du Groupe.

Formation supérieure, expérience professionnelle de 6 à 10 ans, disponibilité à voyager (raisonnablement), qualités personnelles d'ouverture, de caractère, de communication et de détermination sont les attributs indispensables du futur responsable.

Merci d'adresser à **MEDIA P.A.**, *en mentionnant sur* l'enveloppe la réf. 3212/LM, votre C.V. détaillé, indiquant salaire actuel et coordonnées complètes avec photo, qui transmettra au Conseil International chargé de ce recrutement, qui vous répondra rapidement et confidentiellement.

MEDIA PA



Société Française d'électronique-informatique

Filiale d'un grand groupe industriel, recherche :

un ingénieur commercial
export

Vous serez chargé de la prospection de marchés potentiels à l'étranger, de l'établissement de propositions et de leur présentation auprès des clients ainsi que de la négociation et du suivi des contrats.

Vous êtes ingénieur électronicien de préférence et possédez une expérience minimum de 5 ans dont une partie dans la fonction commerciale.

Vous connaissez les problèmes liés à l'étude et à la réalisation de systèmes électroniques.

La pratique de l'anglais courant est impérative.
Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle)
sous référence 30379 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JRP/Jean Regnier Publicité



Filiale d'un groupe international, nous sommes le premier organisme français d'études de marché (700 personnes),

nous recherchons un

Assistant Statisticien

Débutant ou première expérience.
De *formation IUT Statistiques ou équivalent.*

Intégré à un groupe d'ingénieurs, il assurera la réalisation de projets et développements à caractères statistiques adaptés aux nouveaux services et rationnalisations de la société.
Lieu de travail : Cergy.

R.KATTNING examinera votre candidature sous Réf. 904
A.C. NIELSEN COMPANY 9, Avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy Pontoise.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION.

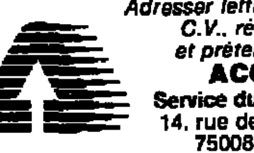
850 personnes - C.A. 600 Millions de Francs
Un des leaders de la fabrication de câbles pour l'électronique, l'informatique, la téléphonie et les équipements d'énergie B.T.

recherche

AGENTS COMMERCIAUX

Ils seront chargés de la prospection et du suivi de la clientèle **dans le domaine des biens d'équipement et des services.**

- Niveau ingénieur ou BTS
- 28 ans minimum
- Expérience dans le domaine exigée
- Déplacements en France à prévoir



Adresser lettre manuscrite, C.V., références et prétentions à :
ACOME
Service du Personnel
14, rue de Marignan
75008 PARIS

bleu

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM GROUPE ABN BANK

dans le cadre du renforcement de son

SERVICE D'ETUDES FINANCIERES

recherche

UN ANALYSTE FINANCIER
(H/F)

de formation supérieure (type HEC, ESSEC, SUP de CO) *pour réaliser des* études sur les sociétés américaines.

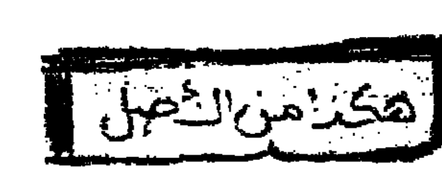
Ce poste nécessite de solides qualités d'analyse et de rédaction, le sens du travail en équipe, de l'aisance dans les contacts et la parfaite maîtrise de la langue anglaise.

De fréquents déplacements aux Etats-Unis sont à envisager.

Une première expérience de deux à trois années dans cette fonction serait très appréciée.

Merci d'adresser CV et prétentions à BANQUE N.S.M. Section Recrutement - B.P. 466 08 - 75366 PARIS CEDEX 08.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65



organisme financier leader du financement automobile recherche

Jeunes diplomés de l'enseignement supérieur

ayant, de préférence, réussi une première expérience.

Après une période de formation, ils ou elles prendront la responsabilité d'une de nos agences.
Une disponibilité géographique sur toute la France (mobilité tous les 3 à 5 ans) est indispensable pour leur promotion au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9511, à Média-System, 104 rue Réaumur 7508? Paris Cédex 02, qui transmettra.

T.N.S.C., (Groupe McDONNELL DOUGLAS)
leader mondial dans les réseaux de transmission de données, constructeur de TYMNET.
Dans le cadre de notre importante expansion, nous recherchons plusieurs

Ingénieurs support système

Responsabilités : Assistance système de nos clients et différents groupes opérationnels de TNSC. Implantation et suivi des nouveaux logiciels, installations et recettes de réseaux d'entreprises et réseaux publics de transmission de données chez nos clients dans toute l'Europe. Conviendrait à ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années en téléinformatique, de préférence au niveau système, chez un constructeur, dans une SSII ou chez un grand utilisateur. Connaissance de procédures de transmission ou d'architectures de réseaux très appréciée.
Ces postes sont reliés à des projets importants de dimension internationale. Ils nécessiteront une pratique fréquente de l'anglais pour laquelle une formation complémentaire pourra être donnée si nécessaire.

TNSC offre :
- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, de réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité.
- Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).

Envoyer C.V. détaillé photo et prétentions s/réf. TSG1 à TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

Publival

Après une expérience terrain, devenez notre conseil en concession.

V.A.G France recherche un

Inspecteur vente

Votre formation (type ESC) complétée par une expérience de la vente terrain a confirmé votre sens de la rigueur et de la responsabilité.
Responsable des résultats des ventes, vous devrez établir un dialogue, développer un conseil auprès des concessionnaires relatif aux méthodes et structures commerciales, mettre en place et suivre les outils d'aide à la vente.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 3198 à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.







V.A.G France

média-system

NOUS RECHERCHONS EGALEMENT SUR PARIS

Réf. 4102M
1 chef de zone export
(1/3 du Monde hors Europe) âgé de 35 ans au moins et parfaitement trilingue. (Français/Anglais/Allemand)

Réf. 4103M
1 assistant commercial import-export
essentiellement sédentaire, mais ayant beaucoup voyagé et parfaitement trilingue.

Réf. 4104M
1 publicitaire
ayant une forte personnalité et des qualités de technicien pour animer, coordonner et gérer les actions hors agence et peaufiner les outils de communication techniques et commerciaux, en anglais et en allemand.

En Europe nous figurons déjà parmi les très grands et nos ambitions sont soutenues par de puissants moyens. Nos clients sont des industriels bien "ciblés" disposant de systèmes de production automatisés (centres d'usinage, etc.) et pour lesquels le mot "productique" est synonyme d'expansion. Pour renforcer notre structure commerciale en France nous recherchons

6 ingénieurs commerciaux

basés à Paris, Toulouse, Nantes, Lille et Lyon

âgés de 30 ans au moins, justifiant d'une solide formation commerciale, d'une ouverture d'esprit technique et d'une expérience de vente chez un grand constructeur de biens d'équipement réputé pour son agressivité commerciale. Si vous êtes un commerçant de haut niveau, doublé d'un gestionnaire soucieux des budgets, des objectifs et de la concurrence, vous saurez vous appuyer sur nos techniciens et notre structure pour évoluer personnellement et financièrement.

Nous avons confié la recherche à IPPA 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Merci d'adresser C.V., photo et rémunération s/réf. 4101 M.

IPPA

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION
recherche pour leur centre de VILLAROCHE (Seine et Marne)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Formation ESIEE - ESIEA - Débutant ou maximum 2 ans d'expérience pour étude d'antennes avions, calcul diagrammes.

Merci d'écrire avec CV, photo et prét. sous réf. 2864 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui trans.*

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Pour faire face au *rapide développement de ses activités*
QUALITE FIABILITE
dans la réalisation de grands projets industriels
IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE
recherche

3 INGENIEURS DIPLOMES

- **CHEF DE PROJETS** électricité-instrumentation
- **INGENIEUR** qualité-logiciel
- **INGENIEUR** responsable de la mise en place d'un système de gestion automatisée *de la qualité.*

3 ans d'expérience et un bon contact sont nécessaires pour réussir dans ces fonctions.

Les compléments d'informations et R.Vs sont obtenus en appelant le (1) 766.41.14.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65



SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des CIMENTS FRANCAIS C.A. 2,8 milliards (consolidé 4 milliards) nombreuses filiales en France et à l'étranger

La Direction Administrative et Financière des CIMENTS FRANCAIS recherche :

Chef du service comptabilité générale H/F

Directement rattaché au Chef du Département Comptabilité il aura la responsabilité d'animer et d'encadrer une équipe de 8 personnes.

MISSIONS :
- planifier et coordonner tous les travaux liés à la sortie des résultats et des bilans,
- superviser et améliorer l'ensemble du système comptable,
- gérer les relations comptabilité-informatique,
- suivre et appliquer l'évolution fiscale et comptable.

Le candidat retenu aura 30 ans minimum, une solide formation comptable et fiscale (niveau DECS ou équivalent) *il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans les mêmes fonctions et au même niveau de responsabilité dans une société industrielle à forte organisation comptable et informatique, une bonne connaissance du plan comptable révisé et de la fiscalité.*
Lieu de travail : LA DEFENSE.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé photo et rémunération souhaitée sous référence 73736 M à Mme CLERE, SELE-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point de Sèvres, 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

Membre de SYNTEC SOURCES

---

adjoint au chef de notre service comptabilité

Société de services internationaux dans le secteur para-pétrolier recherche pour seconder notre Chef Comptable

CADRE COMPTABLE

Age 30 ans minimum, disponible rapidement avec profil suivant :
- B.T.S. comptabilité ou D.E.C.S.,
- 3 à 5 ans d'expérience,
- connaissances approfondies en comptabilité générale et dans la centralisation des salaires et charges sociales,
- connaissances fiscales appréciées,
- anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS 16ème.

Ecrire lettre manuscrite + C.V. s/réf. 8990 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL souhaite recruter

deux cadres de niveau classe V ou VI

ayant acquis au cours des 5 à 7 dernières années de leur carrière une bonne expérience des opérations et du crédit, pour leur confier dans un premier temps le suivi général des relations avec certaines filiales étrangères du Groupe.

Une réussite dans ces postes de «Chargé de territoire» débouche normalement sur l'octroi de responsabilités attrayantes dans une filiale.

Une solide formation, universitaire (HEC - IEP ou équivalent) ou bancaire (ITB - CESB) la maîtrise de l'anglais, le goût des voyages et l'acceptation d'effectuer une partie de sa carrière à l'étranger sont des conditions nécessaires.

Les candidats intéressés doivent adresser leur CV ainsi qu'une photo sous référence 4104/O à : M. PANEL - 138, rue du Théâtre 75015 PARIS *(qui transmettra)*

MJC SAINT-CLOUD cherche

2 ANIMATEURS(TRICES)

plein temps : 2/3 tiers sur secteur enfant ou adolescent. 1/3 sur le fonctionnement global de l'association. Expérience continue de plusieurs années en milieu défavorisé demandée. T. 602-34-12 de 10 à 12 h.

Ets scolaire banlieue sud recherche
ANIMATEUR-ÉDUCATEUR
39 hres hebdomadaires, expérience *milieu scolaire souhaitée.* Ecrire sous le nº T 068.861 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Banque Privée inspection générale

Diplômé d'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, IEP, équiv.) votre carrière vous a permis d'abord de maîtriser l'ensemble des opérations bancaires, ensuite de pratiquer les techniques de l'audit et conduite de missions dans un important réseau.

Un groupe bancaire implanté dans près de vingt pays vous propose dans un premier temps un poste d'inspecteur en France, dans un deuxième temps d'assumer des responsabilités élevées au sein de ses filiales.

Compte-tenu d'implantations en pays anglophones, un bon niveau en anglais financier est requis.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 4124/0 M. BRY - 12, rue de Dantzig 75015 PARIS (qui transmettra)

---

hellige-france

Participez au développement d'un des leaders sur le marché de l'électronique médicale HELLIGE FRANCE
Société en expansion permanente offre d'excellentes opportunités de carrière à

UN PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Votre mission consistera à assurer les objectifs de vente fixés dans le cadre d'une gestion autonome.
Vous serez responsable de votre budget, et participerez à la définition de notre politique commerciale. Votre activité s'exercera au départ de notre bureau régional de Paris.
Nous vous offrons l'appui d'une technologie de réputation mondiale, d'une formation intensive sur nos produits, *d'une rémunération motivante dont l'évolution* sera liée aux résultats + primes sur ventes.
Professionnel de la vente d'équipement médical, qui désirez apporter votre expérience commerciale à une société jeune, dynamique et en pleine croissance, VENEZ NOUS REJOINDRE.

Merci d'adresser votre C.V., photo et souhaits de rémunération à : Monsieur *LEMAIRE - SOCIETE HELLIGE FRANCE* 2, rue de Reims - 75013 PARIS ou téléphonez pour un 1er contact au (1) 583.13.95

ORGANISME DE FORMATION
Délégation **ILE DE FRANCE-PICARDIE**
Vous êtes

INGENIEUR ET/OU TECHNICIEN SUPERIEUR

Vous êtes actuellement en poste en entreprise «minimum 5 ans».

Vous assurez des responsabilités dans *l'organisation et la gestion de production*, et notamment dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- Conception de produits (analyse de la valeur).
- Industrialisation et méthodes.
- Gestion et amélioration de la qualité.
- *Informatisation de la gestion de la production.*
- Ordonnancement et gestion des stocks.
- *Maintenance industrielle.*

Il vous est proposé d'assurer une activité de formation dans le cadre de ses stages pour les entreprises industrielles, tout en continuant votre activité principale dans votre entreprise.

Nous vous demandons :
- Une disponibilité **annuelle minimum de 15 jours.**
- *D'habiter la région parisienne ou la Picardie.*
- Une possibilité d'intervention dès le premier trimestre 1985.
- Une bonne connaissance technique de votre spécialité.

Nous assurons :
- *Une formation accélérée technicopédagogique.*
- Un suivi et soutien pédagogique dès les premières actions.

Merci d'envoyer votre CV *détaillé sous réf. 3034 à* CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui trans.*

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

"Les progrès de l'électronique sont liés à ceux de la métallurgie"

TREFIMETAUX
GROUPE PECHINEY

leader européen, dans son secteur, fournisseur de l'industrie électronique, désire renforcer sa position en proposant de nouveaux produits, lui permettant d'améliorer ses performances techniques et économiques.

Nous recherchons dans l'optique de la commercialisation et du développement *de ces produits*

UN INGENIEUR VENTE/DEVELOPPEMENT

(réf. A)

responsable de la promotion et de la vente de produits haut de gamme, destinés à l'industrie électronique.
Diplômé grande école, ayant l'expérience de l'utilisation des divers matériaux métalliques *et non métalliques dans l'électronique* et connaissant la technologie de leur mise en œuvre.

DES INGENIEURS METALLURGISTES

(réf. B)

diplômés grande école, chargés au sein du service recherche, de la conception et de la mise au point des alliages.

Ces postes nécessitent une expérience de quelques années de laboratoire en thermodynamique des alliages et de leurs aptitudes potentielles à des caractéristiques déterminées.

* * *

L'anglais courant est demandé pour ces différents postes.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV sous référence correspondante à :




BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR
ELECTROTECHNICIEN ELECTRONICIEN

E.S.I.E.E. ou équivalent

Expérience de générateurs de puissance à semi-conducteurs.

Cet ingénieur est recherché par importante société, 1.000 personnes, proche banlieue Sud de Paris, spécialisée dans la fabrication de biens d'équipements lourds et dans le soudage.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous réf. N°151 à **PUBLIALE G.R., 27 Faubourg Montmartre 75009 Paris,** *qui transmettra.*

POUR DEPARTEMENT FINANCIER
d'un important groupe industriel La Défense

UN CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Formation exigée d'analyste programmeur sur gros systèmes.
Expérience nécessaire sur applications financières en milieu bancaire ou industriel.
Sens des relations indispensable.
Déplacements Province de courte durée.
Position : Chef de bureau assimilé Cadre.
Libre rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

Cabinet Avenir Services

92, rue St Lazare, PARIS 9e

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

responsable du service informatique

Vous serez à l'origine du Service Infographique. Ce service aura pour mission la mise en œuvre et l'exploitation de matériels informatiques (VAX 750, PBP 11, IBM PC/AT), et l'implantation du premier système existant de synthèse et de manipulation d'images 3D en temps réel.

Vous êtes attiré par un milieu créatif. Vous êtes issu d'une école d'ingénieurs, et parlez couramment l'anglais, vous *avez une expérience de 2 à 3 ans en environnement* DEC.

Votre poste sera basé à PARIS.
Envoyer c.v. à : PROSPECTIVE et DÉVELOPPEMENT Cedex 1901, 75819 PARIS-BRUNE.

SOCIETE PHONOGRAPHIQUE
Région Ouest de Paris
activité industrielle principale
Moulage, PVC, recherche

INGENIEUR MECANICIEN

5 à 10 ans d'expérience pour prendre en charge la production et l'entretien de l'atelier de pressage.

Anglais indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prét.
ss réf. 2835 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 208.10.65

HILL AND KNOWLTON

leader mondial dans le conseil
en relations publiques et en communication
recherche

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES (H./F.)

pour son département « High Technologies »
(connaissance de l'informatique
ou télématique appréciée).

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES (H./F.)

pour prendre en charge les activités de communication dans l'entreprise (audit, stratégie de communication interne, mise en place des moyens, etc.).

Ces deux postes offrent initiatives et responsabilités dans un groupe de renommée internationale. Ils exigent une formation supérieure, la pratique de l'anglais courant, des capacités à rédiger, une expérience réussie (6 ans minimum) des relations publiques et de la communication acquise en qualité de consultant.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à M. Jean-Pierre PARRY, Hill and Knowlton France 64 bis, rue La Boétie, 75008 PARIS.

LE GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORT

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS LOCAUX RESPONSABLES DE TRANSPORTS PUBLICS

recrute

UN CHARGÉ DE MISSION

Formation juridique.
Expérience des problèmes des collectivités locales et des transports de voyageurs.

Adresser lettre manuscrite + c.v. et prétentions AVANT LE 20 NOVEMBRE 84 à Monsieur le Président du G.A.R.T., 77, bd du Montparnasse, 75006 PARIS.

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE
recherche un

JURISTE
SPECIALISE EN CONTRATS COMMERCIAUX

Expérience dans les divers types de contrats et formalités auprès des Organismes Administratifs Français et Européens.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions à
FIDAL PARIS 18 Bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

Bureau d'Etudes FRANCIS LEFEBVRE

NEUILLY-SABLONS
recherche pour son
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

FISCALISTE CONFIRMÉ

Pour ce poste d'avenir, une formation de haut niveau, le sens du contact et la pratique de l'anglais sont nécessaires.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo au
3, villa Emile-Bergerat,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

Nous sommes une Société Française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après stage, d'atteindre après un an 10.000 F à 15.000 F mensuel

Nous leur offrons :

– une formation complète ;
– une activité prenante ;
– un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo sous n° 4.220
Publicités Réunies
112, bd Voltaire, 75011 Paris
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
– SOIT de bonnes études.
– SOIT la preuve de leur personnalité.

SSII recherche

INGÉNIEURS « LOGICIEL »

Dans les domaines suivants :
– Logiciel de base ;
– Réseaux ;
– « Temps réel » industriel ;
– Bureautique.

Première expérience souhaitée.
Conditions motivantes.

Adr. c.v. et prét. à LIMM, 22, av. E.-Zola, 75015 PARIS.

Organisme professionnel
(industrie de biens de consommation durables)
8e parc Monceau

recherche
pour ses services généraux

ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)

– Formation juridique ou similaire ;
– Expérience 2/3 ans en entreprise exigée ;
– Poste nécessitant titulaire rapidement opérationnel et capable s'adapter à activités variées.

Situation évolutive en fonction de la compétence et de l'efficacité personnelles.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. précis et photo avec enveloppe à votre nom.
Ecrire sous le n° 296.748 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

VILLE DE SÈVRES (92)
recrute par voie de mutation

ATTACHÉ COMMUNAL

chargé de la Direction du Service du Personnel (expérience confirmée)

Adr. lettre manusc. de candid. c.v. et photo à Monsieur le Maire, secrétariat général 92311 SÈVRES CEDEX.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
IBM 38, GAP III
– PL 1, Cobol, CICS sur IBM 43-41.
INSET-ETT
93, bd Sébastopol, Paris-2e.
Mo Réaumur. Tél. : 233-38-25.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Envoyer c.v. avec photo.
Ecrire sous le n° T 68.645 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Mensuel économique spécialisé dans le commerce extérieur offre à

UN(E) JEUNE JOURNALISTE

(2 ANS D'EXPÉRIENCE)

de formation économique ou école de commerce le poste de secrétaire de rédaction avec responsabilité.

Adr. c.v., réf. et prét. à SOREP, 19, rue Galilée, 75116 PARIS.

Société recherche

1 ou 2 AGENTS COMMERCIAUX

en publicité de recrutement, de préférence avec portefeuille. Age minimum 25 ans, homme de terrain, gains importants. LEROUX, 8, square Léon-Blum, 92800 PUTEAUX.

Collaborateur journal cherche jeune fille pour s'occuper d'Aurélie (9 ans) à la sortie de l'école (XIIIe arrondissement). Ecr. s/n° 6 689 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PUBLIAS recrute avec contrat pour service petites annonces Dactylo, Stage 1 an emploi Formation, 18-25 ans, sans limite d'âge pour certaines candidates. Ecr. av. C.V., 121, r. Réaumur, PARIS-2e.

Établissement privé sous contrat d'association recherche
SURVEILLANT PLEIN TEMPS
Tél. : 783-46-35
Jeudi de 9 h 30 à 12 h 30.

La ville des MUREAUX (Yvelines), 35 000 habitants, 40 km ouest de Paris, C.E.S., LYCÉE, L.E.P.
recrute de toute urgence.

UN SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE, titulaire du C.A.F.B. option « Lecture publique » pour responsabilité d'un secteur.

UN SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE, titulaire du C.A.F.B., option « Jeunesse ».

Adresser candidatures avec curriculum vitae et photo d'identité à Monsieur le Maire, conseiller général des Yvelines, Hôtel de Ville, 78135 LES MUREAUX Cedex.

Ass. rech. formateur (trice) expérimenté pour stage ISP 18-25 ans, 1er décembre. Envoyer curriculum vitae, 711, quartier Albert-Camus, 77190 DAMMARIE-LES-LYS.

---

secrétaires

HOLDING AGRO ALIMENTAIRE recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS.
Tél. pour R.-VS. 563-81-47.

Le Monde

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______ Prénom ______

Adresse ______

Code postal ______ Ville ______

Nombre d'exemplaires ______ × 7 F (frais de port inclus) ______

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

• INFORMATICIENS •
la passion et la raison

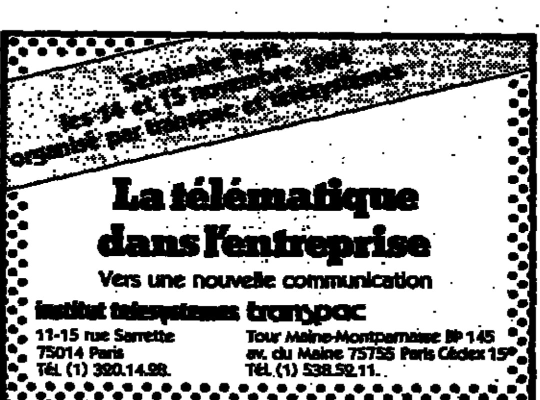
Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier.
Mais cette passion survivra-t-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses.
Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ?
Une étude réalisée par Régie-Presse le Monde, apporte sans doute *un éclairage nouveau sur l'informatique.*
Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite *de préférence professionnelle, accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre* de Régie-Presse Inf., 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

formation professionnelle formation professionnelle



travail à domicile

Artisane effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 051-44-49.

Je dactylographie rapports, mémoires sur mach. électron., qualité, expér., dél. respectés. Tél. : 707-45-81.

Dactylographie, traitement de texte, correction, rédaction, rewriting. Tél. : 268-49-47.

traduction demande

TRADUCTIONS TECHNIQUES
vers l'ALLEMAND sur traitement de texte. Ttes techniques mod. CONTACT DIRECT. H. SCHWARZ, M.A. Tél. : 272-30-64.

BRITANNIQUE fera toutes traduct. de franç. en angl. Délais rapide. 572-15-73.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402 09 PARIS.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

DS 20 Pallas 1970, 120.000 km, très bon état, 15.000 F justifiée. Tél. : 330-54-06 le soir.

DEMANDES D'EMPLOIS

MESSAGE A CHEF D'ENTREPRISE PRAGMATIQUE

40 ans, je souhaite travailler dans UNE ENTREPRISE DYNAMIQUE. Je suis un battant, un gagneur.

- Mon secret : les hommes et le travail.
- Mon juge : les résultats.
- Mon métier : convaincre.
- Ma spécialité : DIRECTEUR COMMERCIAL « bureautique, vidéotique ».

Rompu aux techniques d'animation et de gestion d'un centre de profit au sein d'une multinationale « avec succès » (19 ans d'expérience).
Je ne peux travailler avec des passifs, des peureux qui refusent contraintes et responsabilités et qui pourtant sont impatients de promotion sociale non définie tout en refusant la sanction des résultats.

SI VOUS ÊTES CHEF D'ENTREPRISE ET QUE VOUS COMPRENEZ CELA, rencontrons-nous et parlons objectifs et profits.

Pour tout contact, tél. au 270-64-40 ou écrire sous nº 13.748 M RÉGIE PRESSE - 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

EXPATRIEZ-MOI

Vous voulez développer vos activités et pensez qu'il faut pour cela des hommes de terrain sur place.

Vous cherchez un partant pour l'expatriation, misez sur un

JEUNE EXPATRIÉ
GRANDE ÉCOLE

- Première expérience commerciale internationale.
- Prêt à entreprendre, vendre et organiser à l'ÉTRANGER.

Si le dynamisme et la disponibilité totale d'un moins de 30 ans répondent à vos besoins vous écrivez s/nº 1.453, *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

AGRO-ÉCONOMISTE

I.N.A., I.A.E., SC. ÉCO, ANGLAIS COURANT

Grande expérience gestion et formation agro-alimentaire, produits chimiques, ingénierie.

RECHERCHE POSTE DIRECTION PARIS R.P. + Déplacements.

Téléphone : (1) 734-66-82.

Un emploi ? Non ! une part dans un projet !

Parisien, 61 ans, ancien journaliste professionnel, ayant toujours été totalement indépendant. Forte culture générale (Licence en droit, anglais lu). Prêt à étudier tout projet correspondant à ses possibilités (entre autres : rewriting, conception publicitaire, traitement de documentation, études de synthèse). Pour un premier contact : tél. : 636-61-28. Avant le 1er nov. peu importe l'heure, ensuite, tôt le matin ou tard le soir, ou

Ecrire S/nº 1 468 — *LE MONDE Pub* SERVICE ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

Une rémunération ? Oui ! mais en cas de succès

CADRE DIRECTION
Formation financière, comptabilité commerciale, E.S.C.P., 54 ans, profil esprit jeunes, dynamique, sens contact responsab. Langue anglaise, ancien audit., expér. domaines variés, product. prest. rompu techn. modernes gestion, action commerc. caractère pragmatique alliant humour, rigueur.
RECHERCHE POSTE
Etudiera toute offre, telle relance entreprise, commerce, région indifférente.
Ecr. s/nº 1 432 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille allem. 20 ans. Cherche de suite place « Au pair ». Réponses : Dr. Lakatos, D-8000 München 70, Schusselkarstr. 16. Tél. : 19-49-89-716100.

Désirant changer de décors. Cadre sup. 29 ans. ESSEC 78. Exp. négociation ts niveaux, t.b. connaissances immobilier d'entreprise, et ttes prop. dir. Gén. ou coiales. Tél. : 038-18-32.

J.F. 26 ans, niveau d'études supérieures trilingue, français, anglais, italien, expérience secrétariat, connaissance milieu cinéma, dynamique, parfaite présentation, serait motivée par travail stable et sérieux de relations publiques. Téléphone : 704-53-31.

J.H. Motivé et efficace. réf., exp. : radio libre et périphérique, cherche emploi communications avec responsabilités, étudie ttes propos. Paris, Gabon (Libreville). Marketing, vente exclus. Tél. (70) 28-33-75.

MARIN DE COMMERCE, 39 ans Notion angl. désirant se reconvertir de n'importe quel domaine, cherche emploi bien rémunéré. Tél. : 325-71-23.

ENTREPRISE EXPORTATRICE
Vous souhaitez renforcer votre *EQUIPE DE VENTE* ou vous adjoindre un SPÉCIALISTE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES EXPORT. MA FORMATION ET MON EXPÉRIENCE peuvent vous intéresser.
J'ai 28 ans, je parle Anglais et Russe, prétention salariale base 150 000 F par an.
Ecrire sous le nº T 068.806 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE
35 ans, généraliste, cherche poste à Paris. M. Guez. Tél. 355-18-87 — 806-64-52.

H. 29 ans, bonne présentation, angl. courant, bonnes connaiss. all., esp., expér. vente au public, gros matériel, permis B.C.D. Etudie ttes propos. Déplacements et séjours province et étranger acceptés. Disponible sous 30 jours Ecrire sous le nº 013.747 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 25 a. DEA droit comparé des S.A. ang. & mer. DESS *marché commun, Sc. anglais*, certificat droit anglais (univ. de Londres, King's college), bonne présent. goût du contact et des voyages. Ch. emploi, ne faisant uniquement appel à des qualités de juriste, libre rapidement. Didier Burg, 70, r. Barrault, 75013 Paris. Tél. 580-06-35 — 578-16-85.

CHIMISTE
J.H. 28 ans, DUT, 3e cycle orga., cherche emploi rég. parisienne. Tél. : 581-55-05.

DIRECTEUR EN LOGISTIQUE
H. 38 ans, univers. angl., esp., maîtrise outil informatique.
- 10 ans gestion stocks, achats, distribution.
- 6 ans transports, gestion, parc, éco-carburants optimisation tournées messageries rapides.

Ecr. s/nº 6.679 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 26 ans, étudierait toutes propositions pour poste stable et motivant de secrétaire bilingue (anglais) dans service achats, trafic, expérience import-export, gestion stock sur ordinateur. Paris ou banlieue sud. Ecr. s/nº 6.670 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

URGENT
J.F. 25 ans, 8 ans expérience, ch. poste stable de secrétaire sténodactylo. Ecrire : Mme JULLIEN, 26, ch. des Bourgognes, 95000 CERGY.

X-INFORMATIQUE
41 ans, 16 ans expér. conseil télématique, bureautique. Etudie toutes propositions. Ecr. s/nº 1.475 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR PERSONNEL
54 a. rech. trav. temps partiel ou contrat durée déterminée. Ecr. s/nº 1.476 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, *rue des Italiens*, 75009 Paris.

GESTION D'ENTREPRISE
41 ans, Sc. Po, Droit, angl., *esp., Dir. et Adm. PME*, contrôle de gestion et fin., banque, contentieux, négoc. contrats, ch. poste responsabil. Ecr. s/nº 6.686 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. Ou tél. : 637-07-16.

F. 37 ans, dipl. gest. et adm. com., exc. dactylo, exp. négoc. suivi marchés intern. rech. pour Alger poste :
ATTACHÉE DIRECTION
Gde exp. comm. et adm. de ce pays (12 ans). Etud. tte prop. Ecrire sous le nº 13.701 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 26 ans, DSEC marketing, commerce international, licence russe, anglais, expérience 1 an, cherche place stable import-export Paris ou proche banlieue. Ecr. s/nº 6 687 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Technicien 36 ans, planning ordonnancement lancement suivi de stock, 10 ans d'exp. dont 3 ans en gestion informatique, cours CNAM, BTE, libre de suite rech. situat. rég. parisienne. Ecrire à RÉGIE PRESSE sous Nº T 068787 M 7, r. de Monttessuy. 75007 Paris.

J.F. 27 ans, TRILINGUE ANGLAIS, ALLEMAND, études *sup. Expérience 5 ANS en* France et Allemagne, recherche poste RESPONSABILITES et INITIATIVES, branche COMMERCIALE comportant éventuellement déplac. Expér. acquise dans les domaines des arts graphiques et de la promotion. Tél. H.B. 553-76-20.

Docteur Ing. 50 ans, gestion financière, marketing, biotechnologie, exp. biochimie, microbiologie, technologie alimentaire, pharmacie, pollution, études de faisabilité doc. scientif., études de marchés, recherche actions ponctuelles, missions temporaires, vacations France, étranger. Ecrire sous le nº T 68.801 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 26 ans, diplômée ESC, DESUP d'ergonomie, licence de philo, anglais, allemand courant, expérience 9 mois IBM, étudierait toutes propositions. Tél. 554-30-55 après 18 h.

J.F. trilingue, anglais, espagnol (+ brésil.) expérience. Assistante Ciale export. (devises-Barter — finances AO). Rech. poste intéressant, libre rapidement. Tél. : 7 2 2 - 6 9 - 6 9 .

CHEF D'ENTREPRISE
Cadre direction-gestion, 47 ans, DECS, organisateur, informatic. Offre assistance. Tél. : 803-92-32.

Jdb. 28 ans, Sc. éco, MBA, bonne conn. marché améric., étud. ttes pr. Tél. : 325-06-43.

DOCUMENTALISTE
15 a. Exp. orig. all. + angl. — proficiency Cambridge — en fin d'analyse — cherche travail — Sud-Ouest. Ecr. s/nº 8517 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

CŒUR MARAIS
Grand 2 P. à rafraîchir beau volume. 380.000 F. MATIMO. 272-33-25.

4e arrdt

ILE DE LA CITÉ
NOTRE-DAME
Apprt original de imm. ancien, *SÉJ. avec CHEMINÉE +* 3 chambres, calme, dble exposition, SOLEIL, 2e ét., 1.950.000 F. POSSIBILITÉ PARK. Vis. mardi de 13 h à 17 h. 14, r. du Cloître-N.-Dame.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX Vis. témoin ts jrs, 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

Prox. JARDIN DES PLANTES
3 P. + balc. 1.050.000 F.
récent, stand., tt cft, étage élevé, soleil. 542-40-90.

A VENDRE 2 PCES TT CONFORT
(près du bd St-Germain) Cuis., s. de bns, entrée, w.-c. Tél. le matin avant 9 h. : 707-85-64.

6e arrdt

St-Sulpice, 703-32-31
CARACTÈRE, SOLEIL.

8e arrdt

HOCHE SAINT-HONORÉ GRAND 2 P., entrée, cuis. bains. 550.000 F. 280-26-23.

10e arrdt

RUE LAFAYETTE
Dans bel imm., 2 P., parfait état, calme, soleil très sympathique. 320.000 F. MATIMO. 272-33-25.

13e arrdt

Lisière 5e, maison 200 m² à rénover, jardin, grande cave. Téléphone : 546-26-25.

TOLBIAC
STUDIO + cuis. (s. à manger) CFT, refait neuf, bel imm. ravalé. 210.000 F. 526-99-04.

15e arrdt

4, PL. DU GÉNÉRAL-BEURET de bel imm., ts travaux payés OCCUPÉS 62 et 88 m². Possibilité réunion future s. pl., mardi 30, 17 h 30/19 h 30.

BEAUGRENELLE
2-3 pces, tt cft, vue sur Tour Eiffel, cave, park. 830.000 F. MATIMO. 272-33-25.

16e arrdt

Mº RANELAGH
5 P., 2 bains, services, état impecc, calme, bel imm. p. de t. 1.630.000 F. Visite mardi, 11 h à 16 h. 37, rue DAVIOUD Tél. apr. 17 h : 575-73-94.

17e arrdt

Wagram Villiers. 703-32-44
280 m² GRAND LUXE

11, R. THÉODULE-RIBOT
Ds imm. gd stand., r.-de-ch *APPT DE RÉCEPTION, impec.* gd liv. + chbre, superbe s. de bains + chbre de service. 1.100.000 F. Visite mardi de 16 heures à 18 heures 30.

GUY MOQUET
Imm. neuf, beau 2 p., tt cft. Prix : 590.000 F. 755-82-94.

18e arrdt

Résidence MAIRIE DU 18e
53, RUE DU SIMPLON
IMMEUBLE NEUF de STAND. Prêts conventionnés poss. STUDIO à partir de 354.100 F. 2 PCES à partir de 395.000 F. 3 PCES à partir de 617.000 F. Bureau de vente ouvert du MARDI au SAMEDI de 14 heures à 19 heures Téléphone : (1) 258-44-86 ou CECOGI (1) 576-62-78.

19e arrdt

PRÈS PARCS
Buttes-Chaumont, nouv. Villette, magnifique p. de t. 1900, *3 pces, 75 m², 5e ét., tt cft box* possible, balcon, projet asc. 590.000 F.

2 pièces, 50 m², 2e étage à rénover. 275.000 F.

Immeuble 1930, 8e, asc. 2 pces, parfait état. 300.000 F. A.B.C. — 208-08-14. Le spécialiste de l'Est Paris.

20e arrdt

TERRASSE 36 m², 10e ét. avec asc., vue IMPRENABLE, plein sud, 900.000 F y compris APPT liv. + 2 chbres, belle s. bns, cuis. équipée, tt cft. 276, RUE DES PYRÉNÉES. S/pl. mardi 14-18 h.

92 Hauts-de-Seine

COURBEVOIE FACE SEINE Magnifique 3/4 pces, loggia, vue imprenable, belle cuis. *équip., 9e, asc. dble park.* 1.145.000 F. Frais réduits. COTIMO - 783-62-73.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE
Proxim. immédiate RER et bois. TRÈS BEAU SÉJ., 50 m² 2 CHBRES, ét. élevé. TRÈS BELLE AFFAIRE
DEMICHELI
Tél. 873-50-22/47/71.

Province

SAINT-TROPEZ
CHAPELLE SAINTE-ANNE 2 p., terrasse, jardin. Prix : 800.000 F. Tél. : (94) 97-21-37.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e. 566-00-75 rech. pour clients sérieux APPTS 200 m², 15e, 7e arrdts.

RECHERCHE URGENT
Appt tte surface, même à rénover. Paris ou porte IMMO MARCADET. 252-01-82.

locations non meublées offres

Paris

NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46.
88, rue du Chemin-Vert 75011 Paris Mº St-Ambroise.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers - Paris-Banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PPTAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard Paris-5e. Mº CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. Tél. 889-89-66 - 283-57-02.

Pour cadre supérieur et Personnel IMPORT SOCIÉTÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. dans appts ttes catégories ou villas. Loyer élevé accepté Paris, banlieue. 503-37-00.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS APPTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL
Loc. bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
et CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
ASPAC S.A. 293-60-50 +

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS Secrétariat, télex Téléphone : (1) 727-15-59.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social Tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Locat. courte ou longue durée.
ACTE. 562-66-00.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM - RC SARL Constitution Sté. 763-47-14.

ARTISAN 100 F. RC 180 F. Constitution SARL 2.000 F. S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54, 8 Fbg - Poissonnière, 9e-10e. 770-54-56.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
355-17-50.

locaux industriels

Ventes

RUNGIS
A vendre ou louer Abattoir industriel Municipal à AUZANCES (Creuse), dans une région grosse productrice de bovins et porcins, avec triperie existante et poss. d'install. d'un atelier de découpe. S'adresser à : M. le Maire, 23700 AUZANCES. Tél. : (55) 67-00-17.

fonds de commerce

Ventes

NICE, PART. VEND LIBR. PAP. UNIVERS MÉDECINE, SCIENCES Ecrire PEYRE BP 85 06013 Nice Cedex.

Belle région touristique à vendre bar-brasserie, possibilité *hôtel. Prix : 450.000 F.* Tél. : (54) 77-69-41.

boutiques

Achats

Sté recherche boutique 50 m² maximum en tte propriété pour COMMERCE GRAND LUXE Faubourg St-Honoré, Champs-Elysées et alentours, Saint-Germain. Tél. : 533-41-69.

villas

FACE BOIS BOULOGNE VILLAGE ANGLAIS RAVISSANT COTTAGE Très belle récept. + 4 chbres Charmant jardin plein Sud. EMBASSY - 562-16-40.

VERSAILLES
215 m² utiles (125 m² habitables + 90 m² sous-sol), séjour 50 m², cuisine, 4 chambres, bains, salle d'eau, chauffage central, LIBRE DE SUITE. Voir sur place les 24, 25, 26 et 27 de 14 h à 19 h, 10, impasse Saint-Henri. Prix 1 250 000 F.

immeubles

Groupe financier terrains ou immeubles libres Paris 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 16e. Intermédiaires acceptés, 723-01-20 M. DRAY.

échanges

MONTPELLIER, centre, 200 m² ancien, 10 pièces, jardin. 1.500.000 F. Echange possible OUEST PARIS. (3) 483-08-01.

immobilier information

504-20-00 Ce numéro de téléphone vous informe 24 h sur 24 des nombreuses possibilités de locations de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES PPTAIRES 3, r. Montevideo, PARIS-16e.

hôtels particuliers

PARIS H.P. 100 m²
Poss. jard. privé. 508-53-84.

pavillons

CHEVILLY LARUE Pav. 400 m² terr. gd séj. chemin. 3 ch. cuis. équipée, s. de bs, grenier, gar., 730.000 F. créd. vendeur, 855-61-59

FACE GARE DE SCEAUX Sur jardin 700 m², 5 pièces à rénover, 1.300.000 F. COTIMO 783-62-74.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR appeler ou écrire Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. 227-44-44.

Site unique le Palud-sur-Verdon-04 vend mais. gd T3, 2 terr., gar., terr. 2.6600 m². Px : 360.000 F + long créd. à 10 % taux ancien. Ecr. s/nº 6.491 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

domaines

Vends important domaine viticole appellation COSTIÈRES DU GARD. Possible aménager résidence dans vieux mas caract., site except., prox. plages, golf, aérodrome. Avant. fisc. Tél. : (66) 35-10-85 h bur.

maisons de campagne

PARIS SUD 100 KM FERMETTE RESTAURÉE
PRIX : 475 000 F
salle comm. 40 m², cheminée, poutres, 4 ch., s. de bns, w.-c., *chff. cent. fuel, gar. grange.* Terr. 2 200 m² clos paysagé. EXCELLENTE AFFAIRE. CRÉDIT TOTAL POSSIBLE. IMMO SUD 45680 DORDIVES. Tél. (16-38) 92-70-73 m. dim.

terrains

SUD DE LA FRANCE PRÈS MONTPELLIER 15 MIN. MER
Propriétaire vend directement
TRÈS BEAUX TERRAINS BOISÉS
CONSTRUCTIBLES SUR HAUTEUR VUE ET SITE EXCEPTIONNELS Calme, de 1.000 à 30.000 m² eau, électricité. S'adresser à : monsieur JEAN AZEMAR 34980 COMBAILLAUX TÉL. : (67) 84-20-57, h. b.

Recherche terrain à bâtir banlieue Sud Paris, même avec petite maison. 938-87-27.

Part. vend à prox. de La Ferté-sous-Jouarre terrain en 2 parcelles, l'une de 2 a. 71 avec caravane et abri jardin, l'autre de 1 a. 99. Prix : 20.000 à déb. Tél. : 046-24-94.

viagers

8e. Près gare St-Lazare, 2/3 p., imm. pierre. 288.000, cpt + 1.000. Occupé fme 71 ans. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

propriétés

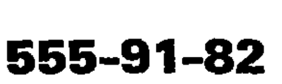
GRIMAUD — 10, rue St-Tropez. P. vend Mas provençal 200 m² sur 2 niveaux, cuisine, living avec cheminée, 5 chambres, studio kitchenette, 2 s. de bains, 2 w.-c. Jardin 1 250 m², calme, vue sur les collines. T. 16 (94) 43-20-95 ou 16 (1) 551-61-91.

A VENDRE à LOUDÉAC
CAUSE DÉPART RETRAITE
TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ
(5.000 m² terrain bien clos)
Prix : 850.000 F.
Tél. (16-96) 28-08-95.

45 km Paris-Sud, pr. Barbizon belle propriété, séjour 70 m² *mezzanine, cuis., 4 chambres* 3 bains, garage, 4.000 m² arborés clos. Tél. 374-73-50.

A vendre libre de petite ville de Touraine 20 km de Bourgueil, belle maison neuve, sur parc 5 500 m². R-de-ch. : entrée, gd séjour carrelé, cheminée, escalier chêne, cuisine équipée, bureau, salle de bains, w-c. 1er ét. : 6 chambres, s. de bns w.-c., cave gd garage (2 voit.) chaufferie. Proche d'un lac, planche à voile, tennis. Px : 750 000 F. Me Lecornec, notaire à Savigné-s/Lathan. 37340 Téléphone : (47) 24-60-03.











Le Monde

économie

ÉNERGIE

La réunion de l'OPEP

(Suite de la première page.)

Le hic est que, pour régler ces problèmes de fond, l'OPEP ne peut, dans les circonstances présentes, éviter de remettre en cause le niveau de ses prix. Le Nigéria, en abaissant unilatéralement ses tarifs, a en effet placé ses partenaires devant le fait accompli. Pour fixer une nouvelle grille de tarifs plus conforme aux cours du marché – où l'écart « normal » entre les bruts lourds et les bruts légers s'est réduit de moitié depuis deux ans, – il faudrait que le pays africain, dont les meilleures qualités de brut ont des prix désormais inférieurs à celui du brut pivot de l'OPEP (29 dollars par baril), accepte de relever ses tarifs. Or M. Tam David-West a été clair sur ce point, liant la décision éventuelle du Nigéria en ce sens à des mouvements analogues des producteurs de la mer du Nord. *« Nous n'avons pas été les premiers à baisser nos prix. Nous avons réagi à une situation qui est dynamique,* a-t-il dit ; *la Norvège a indiqué qu'elle relèverait graduellement ses tarifs en novembre et en décembre. La Grande-Bretagne après le 29 octobre réexaminera la situation. Nous aussi, mais nous ne pouvons pas fixer de date limite. »*

Seize millions de barils par jour

Refusant *a priori* une baisse du prix de référence, et ayant manifestement échoué à convaincre les trois pays fauteurs de troubles de relever dans l'immédiat leurs tarifs, tant que les cours du marché au jour le jour restent inférieurs aux anciens prix officiels, l'OPEP est donc plus ou moins contrainte de tenter une action psychologique pour faire remonter les cours sur le marché, en *jouant sur le seul paramètre sur* lequel elle peut aisément intervenir : *la* production. *Ceci en acceptant* pour un temps de faire une exception pour le Nigéria, considéré comme un cas particulier.

C'est le sens de l'accord de principe *conclu la semaine passée entre* six des principaux membres de l'Organisation, *réunis à Genève* autour du ministre saoudien du pétrole, accord qui, *selon la revue* spécialisée *Middle East Economic Survey,* sera *« presque certainement »* adopté. Il consisterait à *abaisser le plafond de production de* l'Organisation de 17,5 à 16 millions de barils par jour, soit *1,5 million de* barils par jour en moins, le plus gros effort provenant de l'Arabie saoudite (environ 1 million de barils par jour) et le reste de cinq autres pays membres (Koweït, Emirats arabes unis, Venezuela, Libye, Algérie). Le Mexique, pays non membre de l'Organisation, s'associerait également à cette tentative, ainsi – éventuellement – que l'Egypte, pour des quantités symboliques.

Accord réel ? Ou *« simple spéculation »,* comme l'assure un membre de la délégation irakienne. Toujours *est-il que ce plan, destiné à parer au* plus pressé en espérant que la situa*tion du marché se redressera assez* vite pour permettre d'ici à la fin de *l'année d'aborder les problèmes de* fond dans un environnement plus favorable, *ne sera pas facile à mettre* en œuvre. La condition *sine qua non* de sa réussite est sa crédibilité vis-à-vis du monde pétrolier. Il doit donc faire l'objet d'un accord unanime, ce qui n'est pas évident à obtenir, compte tenu de la méfiance réciproque qui règne à l'intérieur de l'OPEP. Les pays acceptant de réduire leur production veulent, en effet, être certains que les autres membres ne vont pas profiter de l'aubaine pour augmenter plus ou moins rapidement leur part du marché.

Le cas le plus difficile est, bien entendu, celui du Nigéria, favorisé par des tarifs désormais plus attractifs que ceux de ses concurrents. Or M. Tam David-West est resté ambigu quant au respect par le Nigéria de son quota. Affirmant en préalable qu'il était hors de question que le Nigéria accepte de réduire sa production (1,4 million de barils par jour actuellement), il s'est contenté d'assurer : *« Nous respecterons notre quota si cela sert l'économie du Nigéria »,* ajoutant : *« Nous ne ferons rien qui risque de trop secouer le bateau de l'OPEP. »*

« Le fait d'accorder au Nigéria un statut privilégié n'est pas sain. C'est du raccommodage. Mais que faire d'autre ? S'il reste dans l'OPEP nous pouvons au moins exercer un contrôle sur sa production », expliquait dimanche le membre d'une délégation des pays du Golfe. Tenus de s'entendre pour gagner au moins un sursis, dans la mesure où le temps – et l'approche de l'hiver – joue pour eux, les treize membres de l'OPEP devront, en outre, convaincre les observateurss du sérieux de leurs engagements. Ce n'est pas le plus simple, compte tenu de l'aimable désordre qui règne actuellement, que ce soit au niveau des prix réellement pratiqués ou à celui de la production.

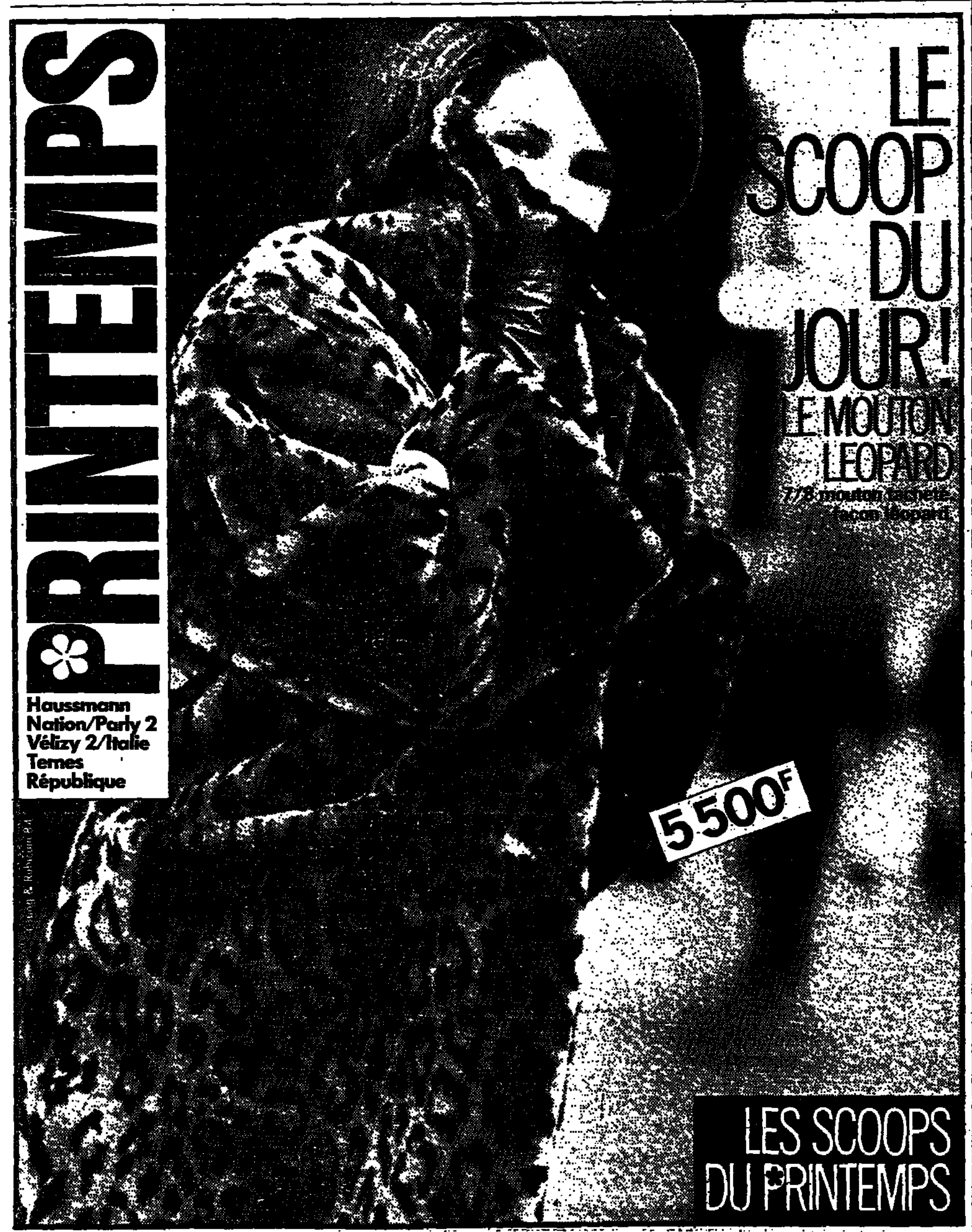
On ignore même le niveau réel de la production actuelle (les chiffres varient de 17 à 18 millions de barils/jour selon les estimations), alors que de ce niveau dépend l'importance de la ponction qui sera opérée sur le marché. Un pays comme les Emirats arabes unis, qui, actuellement, produit beaucoup moins que son quota, faute de prix attractifs, peut, certes, aisément accepter de réduire le niveau officiel de ce quota, mais cela n'aura aucun impact sur le niveau réel de ses ventes...

Complication supplémentaire, le ministre des Emirats arabes unis, M. Al Oteiba, a répété, dimanche, que le problème des différentiels de prix devait être résolu et que, s'il n'y avait pas de solution, il résoudrait ce problème seul, en rentrant chez lui. *« Je ne vais pas attendre d'avoir atteint le niveau zéro pour mes exportations pétrolières et fermer mes puits »,* a-t-il précisé.

Les Emirats arabes unis sont donc plus déterminés que jamais à obtenir un aménagement des prix permettant aux bruts légers de retrouver leur place sur le marché, et menacent, si on ne tient pas compte de leur demande, de réduire seuls leurs tarifs, après la *conférence,* ce *qui* aurait un effet désastreux sur le *marché.*

VÉRONIQUE MAURUS.

● **Reprise de la consommation d'énergie en France.** – La reprise des consommations d'énergie se poursuit : la consommation totale de l'année mobile, c'est-à-dire entre septembre 1983 et septembre 1984, corrigée des données climatiques a progressé de 2,5 % en données brutes). Ce résultat s'accompagne d'une légère progression de la facture énergétique qui s'inscrit pour les douze derniers mois à 180,2 milliards de francs.



ÉTRANGER

INAUGURATION DU BARRAGE D'ITAIPU

Les « pharaons » du Parana

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. – Le barrage d'Itaipu, l'un des plus grands du monde, a été inauguré, le 25 octobre, par les présidents du Brésil et du Paraguay. Il est situé sur le fleuve Parana, qui fait frontière entre les deux pays et se trouve à proximité des célèbres chutes d'Iguaçu. Ce barrage est à la dimension du magnifique paysage – jusqu'*alors inviolé* – qui l'entoure et d'un Brésil qui compte *tirer de ses dix-huit* turbines presque la moitié de l'énergie *électrique* dont les *régions* les plus industrialisées du pays auront besoin dans la *prochaine* décennie.

Quelques chiffres donnent la mesure de l'ouvrage, dont le *coût* est estimé *actuellement* à 15,3 milliards de dollars. Le barrage *lui-même a près de* 4 kilomètres de long et l'intérieur est un véritable labyrinthe avec des murs qui ont jusqu'à 40 mètres de haut. La retenue d'eau a un volume de 29 milliards de mètres cubes pour une surface de 1 350 kilomètres carrés.

Au plus fort des travaux, quarante mille ouvriers ont travaillé *sur le chantier dans les* conditions difficiles du climat tropical. *Il en reste encore douze mille* à pied d'œuvre. Quand l'usine sera terminée, il suffira de douze techniciens pour la faire tourner. Les deux *premières* turbines sont entrées en fonction, qui fourniront 1,2 million de kWh. Les seize autres seront installées l'une après l'autre jusqu'en 1990 et la capacité d'Itaipu sera de 12,6 millions de kWh.

Itaipu appartient à la longue *liste des « ouvrages pharaoniques »* que le régime militaire a mis en chantier au temps du *« miracle économique ».* Il a été commencé il y a dix ans, à une époque où la croissance industrielle était de 15 % par an. Les responsables de l'économie extrapolant ce chiffre sur les années suivantes faisaient alors des besoins énergétiques du pays une estimation qu'il a fallu *réviser à la baisse par la suite.* De cette époque date un accord nucléaire avec l'Allemagne fédérale qui prévoyait la construction de huit centrales nucléaires dont aucune n'a encore vu le jour.

Le calendrier des travaux d'Itaipu a été retardé de presque deux ans. Le coût dépasse de six fois les prévisions initiales *(2,5 milliards de dollars).* Les intérêts des emprunts que le Brésil *avait contractés à l'étranger* pèse lourd – pour près de 40 % – *dans la charge financière.* On craint que l'électricité fournie par le barrage ne coûte trop cher à ses principaux consommateurs, les industriels installés dans le Sud et le Sud-Est du pays.

Selon le traité signé entre Brasilia et Asuncion, le Paraguay a droit à *la moitié de l'énergie* produite. Mais, comme les besoins *de ce pays de 3 millions d'habitants* sont modestes comparés à ceux *de son voisin* (130 millions), le traité prévoit que le Brésil devra lui acheter l'énergie excédentaire. L'affaire est assurément excellente pour le régime du général Stroessner. Côté brésilien, l'opposition s'est préoccupée dès le début du coût d'un ouvrage qui lui paraissait *« surdimensionné ».*

CHARLES VANHECKE.

La Turquie adopte la TVA

De notre correspondant

Ankara. – Après quinze ans d'hésitations, la Turquie a finalement adopté, elle aussi, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à l'exemple des pays de la Communauté économique européenne, dont elle est membre associé. Votée le 25 octobre à l'Assemblée nationale, la réforme, qui prévoit une taxe de 10 % sur la valeur ajoutée à chaque étape de production et de distribution des produits et des services, s'appliquera à partir du 1er janvier 1985.

Grâce à la TVA, le gouvernement de M. Ozal, *soucieux entre autres* d'accélérer l'intégration de l'économie *dans* le système *international,* espère améliorer le rendement du *fisc en* Turquie *où l'évasion* et la fraude fiscales demeurent un fléau national, d'autant qu'il reste de nombreux domaines économiques qui échappent encore à l'imposition. Selon les calculs de l'Institut de statistiques, la TVA rapporterait « au moins le double » des pertes environ 500 milliards de livres turques (10 milliards de francs) provoquées par l'abandon de certains impôts indirects existants.

Les pouvoirs publics espèrent aussi que la TVA, soulageant quelque peu les grandes entreprises, ne manquera pas de susciter de nouveaux investissements et d'encourager les exportations. Bref, en resserrant l'étau autour des opérations économiques insuffisamment imposées jusqu'à présent, on vise à accroître les revenus budgétaires, à réduire le déficit et à freiner l'inflation. Toutefois, les consommateurs, eux, craignent de payer 10 % plus cher, à partir de janvier prochain, tout ce qu'ils achèteront, alors que la hausse des prix est toujours loin d'être jugulée et risque d'atteindre au moins 45 % à la fin de 1984.

Lors des débats, les élus de la majorité ont repoussé une proposition émanant de l'opposition préconisant l'exemption pure et simple de TVA sur tous les produits de première nécessité. *La loi cependant* autorise le gouvernement à procéder *aux réductions qu'il jugera nécessaires* à l'égard de ces produits et ce jusqu'à 0 %, *si besoin se faisait sentir.*

L'opposition devait également échouer dans sa tentative de faire reporter la date d'entrée en vigueur de la réforme à janvier 1986. Elle estime qu'il fallait permettre aux agents du fisc, dont le nombre et la formation sont loin de répondre aux exigences d'un système de contrôle moderne et efficace, de s'y mieux préparer.

De leur côté, plusieurs universitaires jugent le taux de 10 % de TVA « excessif » et susceptible de provoquer une nouvelle hausse des prix, surtout au cours de la preière période de son application. Ils soulignent aussi que les exemptions de TVA sont des plus limitées et concluent que tôt ou tard *« les économiquement faibles seront les grands perdants ».* D'aucuns encore estiment que les revenus supplémentaires *escomptés* par le gouvernement ne pourront pas se réaliser *facilement, notamment* en raison de la *« tradition de production au noir »,* d'autant que le système de contrôle va d'aval en amont, contrairement à la pratique de la TVA dans plusieurs autres pays où ce système fonctionne en sens inverse. De même font-ils remarquer que le secteur agricole, fournisseur de l'industrie, est en général imposé au forfait, ce qui risque de contrarier le nouveau système adopté.

Pour sa part, le gouvernement, optimiste, déclare que, grâce à la présente réforme, le système fiscal turc, qui ne réussit actuellement à drainer que seulement 16 % du revenu national, pourrait en récupérer 20 %. Cela implique également le relèvement, *en accord* avec le Fonds monétaire international, de certains impôts fixes, comme par exemple celui appliqué à l'achat des véhicules ou la vignette.

ARTUN UNSAL.

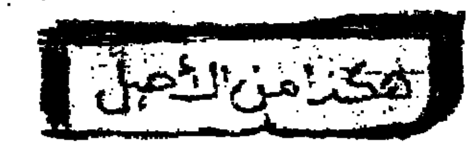
Après treize jours de grève

ACCORD SALARIAL CHEZ GENERAL MOTORS AU CANADA

Un accord de principe a été conclu le 27 octobre entre la direction de General Motors au Canada et les responsables syndicaux des Travailleurs unis de l'automobile (TUA/UAW). Il doit encore être ratifié – vraisemblablement le 29 octobre – par les 36 600 salariés de la firme américaine travaillant au Canada.

Cet accord intervient après treize jours de grève et la fermeture aux États-Unis de trente usines du fait de la forte intégration des activités du constructeur automobile en Amérique du Nord.

Les travailleurs canadiens ont obtenu une augmentation salariale supérieure à celle de leurs homologues américains : à la fin de la convention collective qui couvre trois années, leur salaire horaire aura progressé de 1,95 dollar américain contre 1,60 dollar pour les salariés américains).



AFFAIRES

LA BATAILLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CIT-Alcatel et la société italienne Italtel signent un accord de coopération

Les sociétés française CIT-Alcatel et italienne Italtel ont signé le 26 octobre un accord de coopération technique sur les futurs centraux téléphoniques publics. Il s'agit de développer en commun des pièces essentielles de ces centraux comme les *« cartes d'abonné »*, qui représentent quelque 30 % de leur valeur, et des logiciels.

Cet accord, selon les signataires, est *« ouvert à d'autres partenaires »* et l'on songe à l'allemand Siemens et au britannique Plessey.

CIT-Alcatel, filiale de la CGE, *détient plus de 80 % du marché* français des centraux publics (achetés par les PTT) depuis la reprise de Thomson Télécommunications début 1983. Italtel, filiale du groupe public STET en Italie, emploie 20 500 personnes, pour un chiffre d'affaires attendu pour 1984 de 1 250 milliards de lires (6,2 milliards de francs), et détient 52 % du marché italien seule, mais 70 % grâce à un accord avec la filiale italienne de l'américain GTE et la société Telettra, du groupe Fiat.

L'accord signé avec CIT-Alcatel s'inscrit d'ailleurs dans ce cadre plus large, même si les sociétés tiennent à préciser qu'il *« ne s'agit pas d'un accord à quatre »*. Italtel et CIT-Alcatel vont *« faire converger leurs gammes respectives de centraux, E10 pour CIT et UT10 pour Italtel »*, nous a précisé Mme Bellisario, administrateur délégué d'Italtel (dont on lira l'interview ci-contre), ajoutant : *« Il y aura 20 ou 30 % de parties communes dès 1987. »* D'autre part, Italtel travaille avec GTE et Telettra au développement d'un futur central UT100 qui devrait voir le jour d'ici deux ou trois ans. Comme, de son côté, CIT-Alcatel a besoin d'un successeur pour son E10, la logique de l'accord signé le 25 octobre voudrait que celui-ci soit le UT100 ou un système très proche. Auquel cas, la coopération franco-italienne, loin d'être limitée, serait de grande ampleur : Italtel, Telettra, GTE-Italie et CIT-Alcatel auraient, dans un futur proche, le même central d'abonnés.

Cette stratégie a sa cohérence, elle peut entraîner l'adhésin d'autres partenaires européens et elle est certainement préférable à celle qui a effleuré l'esprit des dirigeants de la ACGE de passer un accord avec ATT ou avec une autre société américaine. Mmais il faudrait l'exposer clairement.., aux PTT françaises qui préféreraient que le successeur du E10 soit un tout autre système : le MT25 hérité de Thomson. La discrétion avec laquelle M. Pebereau, PDG de la CGE, a annoncé cet accord s'explique sans doute pour cette raison.

E. L.B.

« Un acte de confiance dans l'Europe »

nous déclare Mme Bellisario
administrateur délégué d'Italtel

● *Vous venez de signer un premier accord avec CIT-Alcatel, quelles en seront les conséquences ?*

C'est un choix stratégique et un acte de confiance dans l'Europe. Il s'agit d'un cadre qui prévoit des développements en commun pour les centraux téléphoniques futurs. Pour s'entendre entre Européens, on ne pouvait ni dire à l'une des deux sociétés d'abandonner son système actuel pour adopter celui de l'autre, ni attendre vaguement l'an 2000. Il fallait donc un accord très simple, pragmatique, qui signifie qu'à partir de novembre prochain nous travaillerons ensemble sur des *« modules »* des centraux prévus pour 1987. Pour l'instant, le nombre des modules est limité, mais ils sont importants. Déjà, cela nous permettra de réduire nos coûts. Ensuite, pour chaque nouveau développement nécessaire, nous regarderons si nous pouvons le faire ensemble.

J'ajoute que cet accord est ouvert aux autres constructeurs européens. Siemens nous a déjà fait connaître son intérêt pour l'opération.

● *Vous êtes déjà lié par un accord avec l'Américain GTE et Telettra, la filiale de Fiat. Pourquoi, alors, ce nouveau contrat avec CIT-Alcatel ?*

Ces modules que nous développerons avec CIT-Alcatel serviront au *« système national »*, comme nous l'appelons, sur lequel nous travaillerons en pool avec GTE-Italia et Telettra. Il n'y a pas de contradiction.

● *Etes-vous favorable à une « ouverture croisée » des marchés des PTT européennes, comme le demandent les responsables de la CEE et comme la France a souhaité le faire, sans y parvenir, avec la Grande-Bretagne ?*

En principe oui, mais cette approche n'a de sens que s'il y a convergence des centraux téléphoniques eux-mêmes. Sinon, cela nous coûte de l'argent pour nous adapter aux normes de chaque pays, et la part que je vais gagner sur le marché français, je vais la perdre en Italie. Au total, cela ne me rapporte rien. Avec CIT-Alcatel, nous suivons une démarche inverse : les parties communes de nos centraux vont forcer les PTT européennes à adopter des normes communes. C'est ça l'objectif essentiel auquel il faut parvenir.

● *Que pensez-vous de la dérégulation des télécommunications en Europe ?*

Cela ne servirait que les firmes américaines et japonaises. Regardez : les Etats-Unis n'ont déréglementé que les communications dites *« longues distances »*. Ils ont conservé des monopoles régionaux pour les communications locales. Eh bien, en Europe, chaque pays est une région. Faisons l'Europe des télécommunications d'abord, puis nous pourrons nous poser la question. Ce serait une folie d'inverser les choses.

● *Quand on observe la percée d'IBM et d'ATT, n'est-il pas trop tard pour vouloir faire l'Europe ?*

C'est vrai que ce serait beaucoup plus facile de faire un accord avec les Américains. L'Europe, c'est risqué. Mais, d'abord, j'aime le risque. Ensuite, la menace est celle d'être colonisés. Aujourd'hui, l'Europe exporte des matériels de télécommunications et dispose d'une technologie avec près de vingt mille chercheurs dans ce domaine. Nous pourrons, s'il y a unité, être très compétitifs.

Stratégie de cocktail

● *Pourtant, votre maison mère nationalisée, la STET, vient de signer un accord avec IBM ?*

Cette coopération concerne la robotique et les composants. De mon côté, j'ai des contacts avec IBM, mais aussi Siemens, ATT-Olivetti et d'autres, dans la bureautique. Aucune décision n'est prise. Mais, dans ce domaine, une stratégie de « cocktail » est nécessaire, il faut être flexible. En revanche, dans les télécommunications publiques, secteur stratégique, il faut, là, être européen. L'Italie défendra à ce sujet les normes de réseaux OSI développées par les Européens (1) devant les instances internationales de normalisation.

● *On parle justement d'un accord de l'Italie avec IBM sur les réseaux ?*

Rien n'est décidé. Le gouvernement va réétudier cette question. Je crois personnellement que c'est nécessaire...

Propos recueillis par
Eric LE BOUCHER

(1) Open System Architecture. Elles s'opposent aux normes SNA développées par IBM.

M. CHARLES MILLON AU GRAND JURY « RTL-*Le Monde* »

« Le problème n'est pas de dénationaliser mais de redéfinir le rôle de l'Etat »

« Le problème n'est pas de dénationaliser ou de nationaliser ; il est de redéfinir le rôle de l'Etat. Nous ne souhaitons pas que l'Etat produise des casseroles, des parfums, de l'aluminium. (...) Au niveau de la volonté, il faudra que le gouvernement qui émanera de la nouvelle majorité, annonce clairement qu'il veut redéfinir le rôle de Etat et qu'il souhaite dénationaliser les activités qui ne relèveront pas de la mission de cet Etat dans les années qui viennent », a indiqué M. Charles Millon, lors de l'émission le Grand Jury *RTL-Le Monde*, le 28 octobre.

« Après la volonté, il y a l'action, la méthode », a ajouté le secrétaire national du Parti républicain. *« On ne pourra pas remettre du jour au lendemain sur le marché financier toutes les entreprises qui ont été nationalisées. J'ai eu l'occasion d'aller étudier le problème en Grande-Bretagne avec le ministère qui est chargé de la privatisation des activités économiques. Alors que le marché boursier de ce pays est dix fois plus important que le nôtre, on m'a expliqué qu'il n'était pas possible d'introduire constamment sur ce marché le capital des sociétés nationalisées. Il faudra donc établir un calendrier, sans pour autant renoncer, sur le fond, à notre volonté de rédéfinir le rôle de l'Etat »*, a-t-il précisé.

Interrogé sur la question du remboursement des intérêts liés à la dette publique – à l'horizon 1986 – M. Millon a rappelé la solution préconisée par M. Edmond Alphandéry, député du Maine-et-Loire (UDF) pendant la discussion budgétaire. *« Pour alléger le poids de cette dette et faciliter l'épargne et l'investissement en France, il faudra mettre en application la loi sur la « respiration ». Cette loi permet aux sociétés nationalisées de se dégager de toutes leurs filiales qui ne relèvent pas de leurs activités traditionnelles »*, a-t-il rappelé, estimant que la revente de ces activités *« dégagerait environ 20 milliards de francs »*.

LOGEMENT

EN 1983

Le 1 % patronal a aidé 268 000 familles à se loger

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a clôturé vendredi 26 octobre à Lille (Nord) le huitième congrès de l'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement) en affirmant qu'il n'était *« pas normal que les seuls logements locatifs qui se construisent en France soient réalisés grâce à des financements d'Etat très coûteux »* et en souhaitant que *« le prêt conventionné locatif connaisse dans les mois à venir une diffusion plus grande »*.

L'UNIL, qui regroupe les organismes collecteurs du 1 % patronal en faveur du logement (en fait 0,9 % de la masse salariale des entreprises de plus de dix salariés), soit les comités interprofessionnels du logement et les chambres de commerce et d'industrie, s'est préoccupée au cours de ce congrès des moyens de loger demain les salariés malgré la crise du logement locatif et l'essoufflement de l'accession à la propriété.

En 1983, l'UNIL a aidé 267 989 familles à se loger, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à 1982. Sur un total de 11,4 milliards de francs utilisés à cet effet, en particulier 4,6 milliards l'ont été pour des prêts complémentaires à l'accession à la propriété par des salariés, 4,1 milliards pour des versements à des HLM ou à des sociétés d'économie mixte et 1,9 milliard à des sociétés filiales des adhérents de l'UNIL.

La construction neuve bénéficie de 77 % des utilisations (soit 8,5 milliards de francs), dont plus de la moitié (5,2 milliards) provient des organismes d'Ile-de-France. Le montant moyen du prêt est de 31 840 F en Ile-de-France et de 25 040 F en province pour la construction neuve. Dans le secteur ancien (acquisition-amélioration ou amélioration seule), le montant moyen du prêt est de 22 280 F en Ile-de-France et de 20 280 F en province.

AGRICULTURE

● **Trois cent mille œufs britanniques détruits par des aviculteurs bretons.** – Dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 octobre des manifestants ont découvert à Ambrière (Mayenne) un semi-remorque contenant six cent colis d'œufs en provenance de Grande-Bretagne. Le chargement a été détruit. Cette action est revendiquée par le nouveau syndicat breton des producteurs d'œufs créé le 26 octobre à Plérin (Côtes-du-Nord) et qui a entrepris de visiter les différents centres de conditionnement pour vérifier s'ils détenaient des produits d'importation. Les aviculteurs ne comprennent pas qu'on achète des œufs à l'étranger au moment où la surproduction est telle que les cours sont au plus bas, entraînant dans leur chute celle de nombreux éleveurs, pour lesquels le gouvernement et le Crédit agricole ont mis en place une procédure de liquidation.

SOCIAL

APRÈS LA GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LIBRES OPINIONS

Langage de vérité

par JACQUES POMMATAU (*)

UN *conflit vient d'éclater entre le gouvernement et les fonctionnaires.* Le premier prétend maintenir le pouvoir d'achat des seconds. Ceux-ci affichent une perte de 4 % à 5 %.

Le gouvernement raisonne « en masse » : il considère globalement l'évolution des rémunérations dans la fonction publique, en tenant compte des *effets* de report, c'est-à-dire de l'*incidence* des mesures prises au cours de l'année 1983 sur les rémunérations de 1984. Les fonctionnaires, eux, voient cette réalité très simple et tout à fait indiscu*table*, à savoir que leurs salaires auront augmenté de 3 % au cours de l'année 1984, tandis que les prix auront fait un bond de 7 à 8 %.

Au 1er janvier 1985, *leur* salaire ne sera relevé « en niveau » que de 3 % par rapport à celui du 1er janvier 1984. Les prix à la consommation, eux, seront plus élevés de 7 % à 8 %.

Qui a raison dans un *tel débat* ?

⁂

Sans vouloir entrer dans des considérations techniques compliquées (1), on peut faire les remarques suivantes :

1) Le raisonnement dit « en masse » est tout aussi valable – il est *même scientifiquement plus exact – que le raisonnement « en niveau »*. Mais à condition de partir sur des bases saines, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

2) Si l'on se situe dans un raisonnement en masse, il faut appréhender le rapport prix/salaires dans sa continuité, et, dans ce cas, il est légitime de tenir compte des effets de report. *Mais si un accord en masse* est bien conduit, les effets de report des salaires et les effets de report des prix s'annulent à peu près, et la question reste marginale.

3) Les 5,61 % d'effets de report, dont fait état le gouvernement, procèdent d'une tout autre origine :

a) Ils procèdent d'abord des mauvaises habitudes de tous les gou*vernements – de droite comme de gauche* – qui, tel un *mauvais payeur*, ont toujours cherché à reporter le plus tard possible dans l'année le paiement de ce qu'ils devaient aux fonctionnaires.

De ce point de vue, l'attribution de 2 % le 1er novembre, alors que le décalage prix/salaires remonte au printemps, relève de la même démarche.

b) La décision du gouvernement Pierre Mauroy de bloquer les prix et les salaires en 1982 a eu pour conséquence d'accroître très sensible*ment l'écart entre le report des prix que le blocage diminue*, et le report des salaires que le blocage augmente, en retardant la date des ajustements nécessaires.

Le différentiel s'accroît donc, d'où les 5,61 % *constatés en 1984*, qui ne sont pas autre chose que le signe visible du décalage croissant entre l'évolution des prix et l'évolution des salaires.

4) En arguant de ces 5,61 %, qui sont, nous venons de le voir, le fruit de sa politique, pour dire aux fonctionnaires : « Je ne vous dois rien », *le gouvernement* use d'un raisonnement *qui s'apparente* à celui d'un locataire mauvais payeur, qui n'aurait pas réglé son loyer de 1983, et qui, apportant la somme due à son propriétaire en 1984, *lui* tiendrait ce langage : *« Puisque, de toute évidence, je prélève cette somme sur mon budget de 1984, je ne vous dois plus rien pour 1984 ! »*

5) Maintenir le pouvoir d'achat en masse et en moyenne, selon la formule de Pierre Mauroy, reprise par Pierre Bérégovoy et par Laurent Fabius, est un *raisonnement* purement économique. Cela signifie que la masse monétaire distribuée en salaires reste constante. Peu importe, dans ce raisonnement, ce que touche Pierre, ce que touche Paul. Seule *compte l'addition.*

6) Une telle notion ne peut absolument pas fonder une négociation salariale. Le syndicat doit défendre et le salaire de Pierre, et le salaire de Paul. *Négocier les salaires*, c'est défendre *le salaire de* chaque fonctionnaire pris individuellement. Même si le syndicat accepte – voire revendique – une évolution différenciée entre les salaires *les plus bas* et *les* salaires plus élevés.

7) Pour que la négociation en masse soit acceptable, il faut, nous l'*avons vu, que les bases de départ soient saines. Il faut aussi que le* mode de calcul de la masse soit correct. De ce point de vue, la tentative du gouvernement d'inclure dans la masse ce qu'en jargon technique on appelle le GVT est tout à fait inacceptable. *En clair, cela revient à financer sur le dos de l'ensemble des fonctionnaires la promotion de quelques-uns !*

Là encore, il y a confusion entre un raisonnement économique (le coût salarial de la fonction publique) et une base possible de négociation.

8) *Dans une situation économique difficile, un gouvernement peut* certes décider de réduire le pouvoir d'achat de *ses* fonctionnaires. A lui d'en mesurer les risques...

Après *tout, cela s'est produit dans presque tous les pays voisins*, y compris par des baisses nominales de rémunération.

Si le gouvernement avait eu le courage d'annoncer sa *politique*, *sans doute personne n'aurait été content, et les organisations syndicales* auraient légitimement pris leurs responsabilités. Mais au moins le débat aurait été *clair* ; et tous les gens raisonnables auraient pu y participer en toute connaissance de cause.

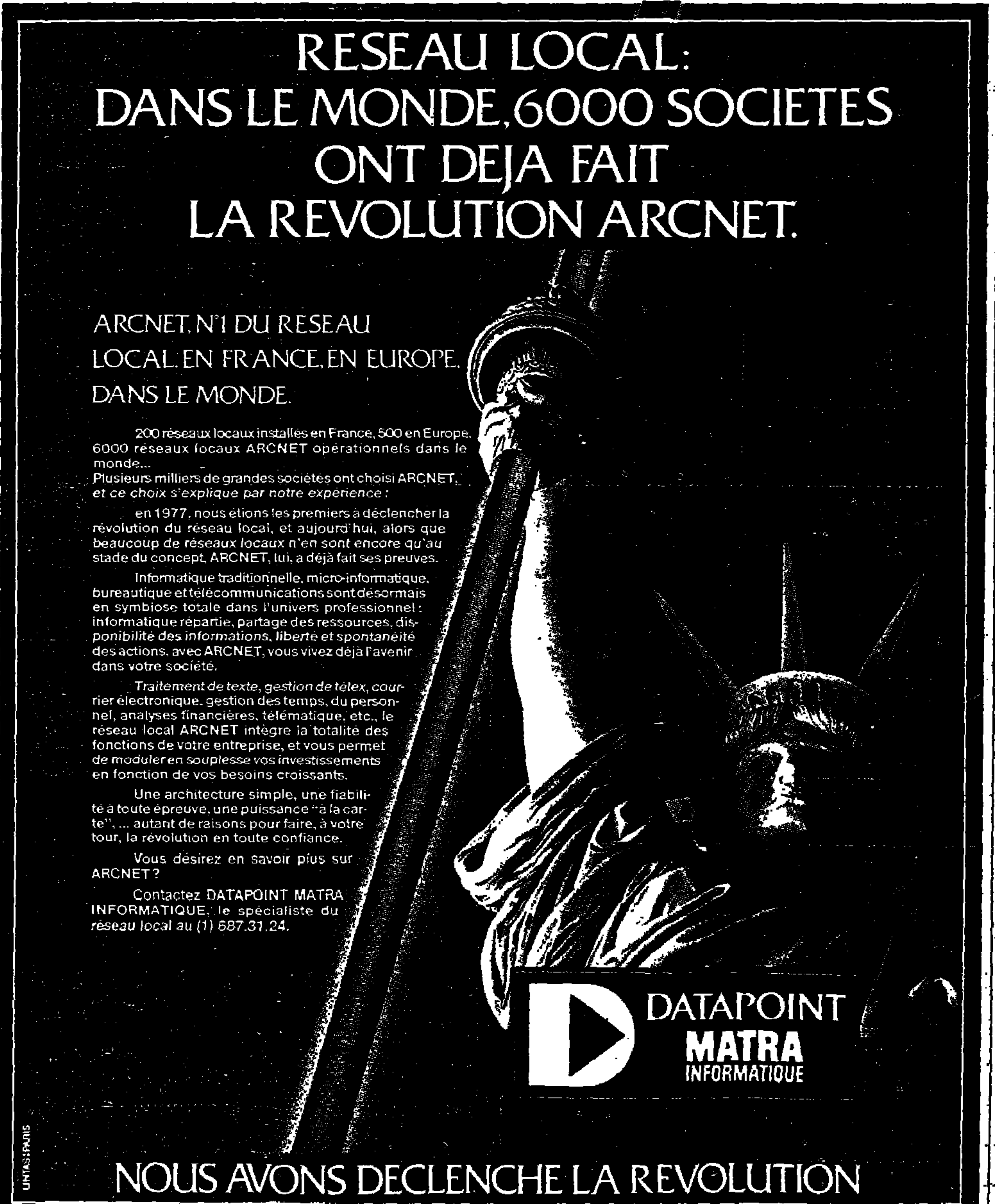
En revanche, vouloir démontrer à toute force, par un raisonnement *tordu, à celui qu'on gruge qu'on lui donne son dû* ne peut provoquer qu'exaspération et révolte.

Telle est la réalité, en 1984, du conflit salarial dans la fonction pu*blique. Où est donc dans cette affaire le langage de vérité prôné, à juste* titre, par le premier ministre ?

---

(1) *Voir cependant étude CRES n° 102, 1, rue Paul-Baudry, Paris-8e Pour mieux comprendre la négociation salariale.*

* Secrétaire général de la FEN.



Les transports pris en otage

par ALAIN FAUJAS

C'est dans *le secteur des transports* que la grève de la fonction publique et des entreprises natio*nales a été le plus durement* ressentie par l'opinion publique. Ce sont aussi les transports qui servent, de plus en plus, d'otage aux protestataires qui veulent populariser leurs *revendications ou leurs combats* : des personnels de Creusot-Loire menacés de licenciement stoppent la circulation ferroviaire entre Lyon et Paris ; des ouvriers des chantiers *navals bloquent un cargo porte-*conteneurs à Saint-Nazaire ; les grévistes des Ateliers français de l'Ouest (AFO) paralysent des écluses du port de Dunkerque ; les person*nels au sol d'Aéroport de Paris* barrent les voies d'accès aux deux aérogares de Roissy-Charles-de-Gaulle ; les contrôleurs aériens mécontents de la limitation de leur droit de grève *retardent les décollages des avions* de plusieurs heures.

Les péripéties de la vie sociale des *entreprises* et des administrations trouvent un exutoire, chaque jour plus important, dans le monde des transports. De tout temps, les syndicats ont cherché à faire connaître leurs thèses au gouvernement ou à l'opinion publique. Quelquefois, il s'agit pour eux de crier *le* désespoir de leurs mandants. Le plus souvent, leur attitude est tactique : dans une *société* pétrie par les *médias, il* est vital de faire parler de soi. Les caméras, les micros, les stylos se mobilisent aisément lorsque la thrombose économique et sociale *menace une société devenue très* mobile.

Le TGV est une cible de choix à cause de son image de *marque* : les gens de Creusot-Loire ont été précédés, sur ses voies, par les ouvriers des Chantiers navals de La Seyne. Les vacances sont devenues *sacrées : les bateliers retenant* des plaisanciers britanniques, en juillet, et les routiers arrêtant, en *février*, les Parisiens en chemin vers les stations de sports d'hiver, trouvent un écho immédiat...

« Bien joué », dira-t-on devant ces actions spectaculaires. Les usagers *des aéroports*, des gares et des routes manifestent, d'ailleurs, un calme étonnant, et parfois même de la sympathie en apprenant qu'ils subiront des retards. Il est normal, *pensent-ils, que chacun se batte* comme il peut pour défendre ses intérêts. Toutefois, pas trop n'en faut. Celui qui a passé plusieurs heures dans sa voiture, devant un mur de camions, *ou celui qui voit le* troisième itinéraire ferroviaire de Lyon à Paris bouché lui aussi, en viennent à s'énerver. Les usagers de la gare Saint-Lazare prennent à partie les cheminots en grève. Des coups de *feu* sont échangés, sur la Saône, entre mariniers et plaisanciers. Un conducteur exaspéré tente de forcer, en Savoie, un barrage de routiers et provoque la mort d'une personne.

Tels sont les *risques* de l'engrenage : l'autodéfense et les exactions qui en résultent immanquablement. Le transport, vital pour la collectivité comme pour les particuliers, risque, dans quelques cas paroxystiques, de connaître des affrontements jusqu'ici limités à l'enceinte d'entreprises, mais plus graves. En effet, les grévistes n'affronteront pas une maîtrise ou bien une direction assistée de quelques « gros bras », mais des usagers en colère.

Même s'il ne s'agit pas des prémices d'une guerre civile, on voit bien le piège auquel les pouvoirs publics se trouvent confrontés. S'ils laissent un conflit paralyser l'économie et le corps social, ils éprouveront de la difficulté à faire respecter l'ordre public, et l'opinion publique se *solidarisera avec les usagers* rendus furieux. S'ils font donner la force publique ou s'ils réquisitionnent les *grévistes, ils provoqueront*, là encore, des troubles de l'ordre public et deviendront *de facto* partie prenante au conflit social concerné.

Face à ce dilemme, les gouvernements successifs naviguent à *l'estime*. Sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, on a peaufiné un réseau postal de remplacement placé sous la responsabilité des chambres de commerce en cas de *grève prolongée des PTT. Sous* la présidence de M. Mitterrand, on est en train de rétablir le droit de grève des contrôleurs de la navigation aérienne, *mais* en l'assortissant d'une *obligation* de service minimal. On tolère que les salariés de Creusot-Loire bloquent la voie du TGV à *Montchanin, mais on les pourchasse* lorsqu'ils interrompent le trafic sur la voie ferrée classique.

Selon toute vraisemblance, le contrat de plan de la SNCF a du mal à voir le jour pour les mêmes raisons. Si le *gouvernement s'écoutait, il* en profiterait pour diminuer de plusieurs milliers le nombre de cheminots. Ceux-ci ne manqueraient pas de se croiser les bras. Un jour – le *25 octobre*, – *ça suffit...*

A BOURG-SAINT-ANDÉOL (ARDÈCHE)

La population se mobilise contre la fermeture d'une usine de Villeroy et Boch

De notre correspondant

Aubenas. – Le groupe Villeroy et Boch dispose de six unités de production en France ; trois fabriquent essentiellement du matériel sanitaire à La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne), à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) et à Oiry (Marne), trois autres des carreaux de grès-cérame à Haubourdin et à Feignies (Nord) et à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), spécialisés dans le haut de gamme.

C'est cette unité ardéchoise qui *devrait être fermée à la fin du* mois de mars 1985 (deux cent vingt-deux personnes). Déjà, en 1983, elle a supprimé une centaine de postes pour redresser une situation financière devenue déficitaire à la fin de 1982. La crise économique touche durement le bâtiment et réduit la demande de carrelage. *Les Italiens*, de plus, proposent des carreaux émaillés à des prix deux à trois fois inférieurs à ceux du grès-cérame rustique de grande qualité. Un ouvrier italien peut produire 2000 m² carrés de carrelage par mois ; un ouvrier ardéchois, 330 m².

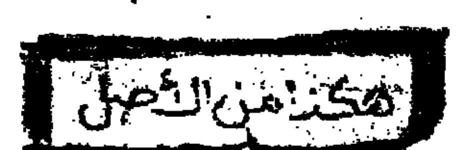
Pour faire face, les experts évaluent à *50* millions de francs les investissements nécessaires à une modernisation de l'usine. La CGT et la CFTC ne manquent pas de souligner que les bénéfices, de 1955 à 1982, ont servi à investir ailleurs : un *seul four construit en 1974.*

Comment contraindre Villeroy et Boch à revenir sur une décision dramatique ? Bourg-Saint-Andéol a perdu quatre cents emplois en moins d'un an du fait de la fermeture d'une chaudronnerie nucléaire, d'une papeterie et de la première diminution d'effectifs chez Villeroy. Si la décision n'était pas revue, c'est 25 % de la population active qui serait touchée contre 18 % présentement.

Il y a quelques jours, mille cinq cents manifestants ont occupé le centre-ville, bloqué les routes, arrêté les trains, vidé les écoles et fermé *tous les magasins et ateliers*. Un appel a été lancé aux pouvoirs publics et à l'ensemble des élus pour obtenir des aides afin d'éviter le départ des petites entreprises vers des zones plus privilégiées des environs.

Envers et contre tout, on veut croire en l'avenir. Délégué du personnel CGT, M. Charles Merletti, qui sera en préretraite en février prochain, a décidé, le 2 octobre dernier, par une grève de la faim, de sauver l'emploi de ses camarades. *« Le plus dur pour moi*, dit-il, *a été de convaincre ma femme et mes enfants. »*

ANDRÉ GRIFFON.



SOCIAL

AU COMITÉ DE COORDINATION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Les conseils régionaux ont accepté une liste unique majorité-opposition

La formation professionnelle ferait-elle l'objet d'une entente, annonciatrice d'une décrispation politique, ou bien faut-il croire que ce dossier, très technique, favorise le rapprochement au-delà des clivages traditionnels ?

Toujours est-il qu'à l'occasion de l'élection prochaine, par les conseils régionaux, des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, une liste commune et unique a été établie par les élus de la majorité et de l'opposition. D'ici la fin de l'année, les assemblées régionales auront donc à désigner leurs représentants dans cet organisme, sans se soucier de leur appartenance politique puisqu'un accord est intervenu entre les différents partis. Ensemble, elles éliront douze titulaires et douze suppléants parmi lesquels on retrouve : pour l'UDF, MM. Jean-Pierre Soisson (Bourgogne), François d'Aubert (Pays de la Loire), Paul Granet (Champagne-Ardennes) ; pour le RPR, Mme Hélène Missoffe (Ile-de-France), MM. Jacques Legendre (Nord-Pas-de-Calais), René Couanau (Bretagne) ; pour le PS, MM. Walter Amsallem (Picardie), Michel Charasse (Auvergne), Marcel Dehoux (Nord-Pas-de-Calais) ; pour le PCF, M. Lucien Villate (Limousin).

Hormis la Haute-Normandie, la Franche-Comté, la Corse, la Martinique et La Réunion, toutes les régions auront au moins un représentant et quelquefois davantage, comme c'est le cas pour le Nord-Pas-de-Calais (3) et le Limousin (2), pour tenir compte des tendances.

Mieux, il apparaît clairement que les conseillers régionaux retenus l'ont été sur des critères de compétence, en raison de leur connaissance du dossier. Ainsi, on ne compte pas moins de trois anciens ministres ou secrétaires d'Etat (MM. Soisson, Legendre et Granet) qui, de par leurs fonctions, on eu à s'occuper de formation professionnelle.

Déjà, lors du vote à l'Assemblée du projet portant réforme de la loi de 1971 sur la formation continue, présenté à l'époque par M. Marcel Rigout, et qui devait devenir la loi du 24 février 1984, on avait pu constater la quasi-unanimité des députés sur le sujet, les abstentions n'étant le fait que d'une réserve toute tactique. Plus tard, à l'occasion de l'adoption des schémas régionaux pour la formation professionnelle qui consacraient le transfert de compétence territoriale, on avait pu observer que les clivages sur des dossiers aussi techniques ne recoupaient pas nécessairement les divergences politiques (*le Monde* du 5 octobre). C'est ainsi, par exemple, que le schéma du Languedoc-Roussillon, à majorité socialiste, a été voté par M. Jacques Blanc (UDF) et par la CFDT, la FEN s'abstenant et la CGT s'y opposant.

En acceptant de composer une liste commune et unique pour le comité de coordination, les conseillers régionaux sont donc allés dans le même sens avec l'efficacité pour seul souci. Les problèmes de formation leur sont apparus trop importants pour qu'ils puissent donner lieu à des affrontements partisans.

Pour autant, et bien que cela représente un signe évident de décrispation, il serait hasardeux de croire que, sur d'autres thèmes moins prioritaires, le consensus puisse être aussi facilement atteint.

A. Le.

NOUVEAU SYSTÈME DE CLASSIFICATION CHEZ CITROËN

Des postes ouvriers enrichis

Au terme de huit mois de négociations, la direction de Citroën a conclu un accord avec la CFTC, la CGC, FO et la CSL sur un nouveau système de classification applicable au 1er novembre. La CGT a refusé *ce texte tandis que la CFDT réserve* encore sa réponse. Pour M. François Cusey, directeur central du personnel, s'exprimant le 24 octobre devant la presse, « *l'automobile, hier industrie de main-d'œuvre, se transforme peu à peu en industrie de technologie* », ce qui entraîne une certaine rupture avec le taylorisme et « *une nouvelle manière de travailler fondée sur plus de participation et plus de responsabilité* ».

L'accord doit permettre une nouvelle gestion des carrières, une évaluation plus sphofistiquée des postes de travail et un élargissement des carrières ouvrières. « *Dès la conception d'une voiture*, a souligné un responsable de la direction du personnel, M. Migeot, *il faudra penser comment on enrichira les tâches au montage.* »

Une des caractéristiques du nouveau système est la création de « *postes ouvriers enrichis qui vont se multiplier dans les années à venir* » et « *qui intègrent, à côté des activités d'exécution proprement dites, des fonctions de contrôle, de réglage, de changement d'outils* ». Citroën a donc mis en place une nouvelle évaluation des postes visant à établir leur niveau de « *complexité* » (de 1 à 8).

La « pesée » de chaque poste, effectuée conjointement par l'encadrement et des analystes spécialisés, vise à définir un coefficient minimum à partir de la formation, de l'initiative, de la responsabilité, de la diversité du travail et des capacités opérationnelles de chaque ouvrier. Ainsi le niveau 1 de complexité qualifie des « *tâches d'exécution répétitives et invariables* », tandis que le niveau 6 est attribué à des ouvriers pouvant procéder à un changement d'outil et à un réglage complexe.

Citroën s'est fixé l'objectif de faire passer d'ici cinq ans le tiers des 21 000 ouvriers employés actuellement dans la filière technique de fabrication à un niveau d'ouvriers professionnels qualifiés, au-delà du coefficient 180. Les ressources brutes (incluant salaire de base, prime de conditions de travail, primes d'ancienneté et d'équipe, casse-croûte, mais hors treizième mois) du coefficent 180 vont du minimum de 6 300 francs au maximum de 7 400 francs. Une nouvelle méthode d'évaluation (avec six critères d'analyse) a également été mise en œuvre pour les employés, les techniciens et les agents de maîtrise. Le nombre de niveaux d'agents de maîtrise va diminuer mais la population de cette catégorie devrait augmenter.

La direction de Citroën voit donc surtout dans cet accord « *l'apparition d'une filière professionnelle de fabrication* », résultant des nouveaux postes enrichis, et des carrières ouvrières « *plus ouvertes, diversifiées et concertées* ». « *Si les besoins de l'usine le permettent*, indique la firme, *un professionnel de fabrication pourra à partir du coefficient 180 passer dans la filière maintenance-outillage et vice-versa* ». Par ailleurs la notion de « *bivalance* » apparaît : un fraiseur voulant devenir ajusteur pourra exercer les deux métiers en complémentarité. Des « *primes de bivalance* » (de 300 à 750 F) pourront être versées.

Chaque année, les ouvriers auront avec leur hiérarchie un entretien individuel d'évaluation, leur progression étant prévue en fonction de leur aptitude technique, de leur polyvalence et de leur ancienneté. La direction a annoncé un « *important programme de formation* » (variable selon les postes de 150 à 480 heures). Le coût de ce nouveau système de classification a été évalué entre 1 et 2 % de la masse salariale chaque année et sera pris en compte dans l'enveloppe consacrée annuellement à la promotion. « *On espère que cet enrichissement en requalifiant les salariés va nous permettre d'éviter des sureffectifs* », a souligné M. Cusey qui parle plus de résorption des sureffectifs futurs que de séparation. Il a rappelé que les licenciements demandés récemment avaient concerné des ouvriers ayant des coefficients inférieurs ou égaux à 175...

M.N.

Un accord est signé pour améliorer la formation professionnelle des immigrés

L'accord a été signé le mercredi 24 octobre en fin d'après-midi par MM. Paul Bouchet, président du Fonds d'action sociale (FAS), et Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, afin de faciliter la formation professionnelle des travailleurs immigrés, notamment ceux des secteurs en reconversion, en tenant mieux compte de leurs handicaps (connaissance souvent insuffisante du français, inadaptation culturelle).

L'accord permet le financement de formations en commun par le FAS (pour un tiers) et par le FNE (pour deux tiers), qui n'étaient pas possible auparavant. Les crédits accordés pour l'ensemble doivent être portés à 140 millions de francs en 1985 (+ 12 %).

Le système de formation est assoupli, pour permettre une formation professionnelle dès le départ, au lieu d'obliger le travailleur à suivre un circuit alphabétisation - préformation (financées par le FAS) - formation professionnelle (financée par le FNE) et laissant plus de liberté pour les horaires et l'organisation de la formation. L'accord incite aussi les organismes de formation à tenir compte davantage du savoir-faire du salarié, à développer les formations utilisables pour plusieurs métiers ou types de métiers, et à employer les acquis des nouvelles pédagogies.

Il prévoit enfin un meilleur suivi des actions de formation : un bilan systématique des acquisitions à l'issue des stages (sous le contrôle du FAS et de l'AFPA) et deux examens du placement des salariés, au bout de trois mois puis au bout de six, sur le plan quantitatif et qualitatif.

● **Mme Dufoix : quatre mille cinq cents aides au retour d'ici fin 1984.** — Sous le titre « Pas d'insertion sans contrôle » le journal *Sans Frontière*, mensuel de l'immigration, publie dans son numéro d'octobre une interview de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui rappelle que de grandes étapes ont été franchies dans le domaine de l'immigration depuis 1981, notamment avec la carte unique de dix ans. Mme Dufoix précise que quatre mille cinq cents travailleurs étrangers devraient bénéficier de l'aide au retour d'ici à la fin de l'année. Pour ceux qui souhaitent rester en France, « *le choix*, ajoute le ministre, *est en tout cas ouvert, même si les perspectives d'emploi en France rendent une reconversion sur place aussi difficile qu'une réinsertion au pays réussie* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,3775	9,3825	+ 35	+ 50	+ 20	+ 45	− 300	− 200
$ can.	7,1144	7,1198	− 103	− 75	− 189	− 149	− 671	− 575
Yen (100)	3,8081	3,8117	+ 129	+ 140	+ 245	+ 263	+ 675	+ 725
DM	3,0670	3,0697	+ 119	+ 129	+ 238	+ 252	+ 621	+ 666
Florin	2,7193	2,7215	+ 98	+ 106	+ 188	+ 199	+ 493	+ 532
F.B. (100)	15,1801	15,1919	− 66	− 17	− 104	− 75	− 681	− 422
F.S.	3,7338	3,7380	+ 168	+ 183	+ 315	+ 335	+ 877	+ 935
L (1 000)	4,9440	4,9492	− 218	− 197	− 461	− 429	− 1387	− 1300
£	11,3590	11,3744	− 33	− 4	− 60	+ 2	− 261	− 93

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 1/4	10 1/2	10 7/8
DM	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 5/8	6
Florin	5 3/8	5 7/8	5 5/8	6	5 3/4	6 1/4	6	6 3/8
F.B. (100)	10 1/2	11 1/4	10 5/8	11 1/4	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 7/16
F.S.	0 3/8	1 1/8	4 9/16	4 15/16	4 5/8	5	5	5 3/8
L (1 000)	14 1/4	16 1/4	15 1/4	15 3/4	15 5/16	15 7/8	15 5/8	16 3/16
£	10 3/8	11	9 5/16	9 11/16	9 3/8	9 3/4	9 5/8	10
F. franç.	10 1/4	10 3/4	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 3/4	11 1/8	11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Mme Marie-José Bobet « femme d'affaires de 1984 ».** – Le prix Veuve Clicquot de la femme d'affaires de l'année 1984 a été remis le 23 octobre à Mme Marie-José Laroche Bobet, PDG du complexe de thalassothérapie de Quiberon (groupe ACCOR) et du centre de beauté Marie-José Bobet. Elle succède à Mme Annette Roux, PDG des chantiers Bénéteau. En la distinguant ainsi, un jury composé de quelque cinq cents personnalités du monde des affaires et de la presse a tenu à souligner *« une réussite dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, traditionnellement masculin, une gestion rigoureuse et une diversification imaginative ayant permis le rétablissement rapide de son entreprise. »*

● **Une convention entre la Côte-d'Ivoire et l'IFREMER.** – M. Lamine Fadika, ministre ivoirien de la marine, a annoncé le 26 octobre, à Nantes, l'intention de son pays de signer une convention avec l'Institut français de la recherche et de l'exploitation de la mer (IFREMER) pour dresser un *« inventaire systématique »* de la zone côtière de la Côte-d'Ivoire. *« Nous comptons négocier une convention générale de coopération »*, a déclaré le ministre. L'IFREMER serait pour la Côte-d'Ivoire *« un partenaire important pour la mise en œuvre d'une politique globale de la mer »*.

CEE

● **PRÉCISION.** – Dans l'article sur le vote du budget de la CEE publié dans *le Monde* du 27 octobre, il fallait lire au début du troisième paragraphe : *« Le Conseil, faute de disposer des ressources nécessaires, a proposé un budget pour 1985* (bien pour 1985) *dont personne ne conteste... »*, le reste sans changement.

Étranger

ÉTATS-UNIS

● **Le montant des prêts à l'accession à la propriété a doublé en 1983.** – Le montant des prêts immobiliers à l'accession à la propriété a atteint le chiffre record de 205,2 milliards de dollars en 1983, soit plus du double du montant enregistré l'année précédente, indiquent des statistiques officielles publiées lundi 21 octobre. La Californie a été de loin l'Etat américain qui a enregistré le plus fort montant de prêts de ce genre : 43,8 milliards de dollars, soit 192 % de plus qu'en 1982. Près de la moitié (47,6 % de l'ensemble) des prêts immobiliers accordés l'an dernier l'ont été dans six Etats : Californie, Texas, Floride, Illinois, New-York et Virginie. – *(AFP.)*

Social

● **La CFDT s'oppose à toute réduction d'emploi chez Bull.** – Le syndicat CFDT du groupe Bull *« dénonce le plan de réduction d'emplois »* que la direction devrait présenter au comité central d'entreprise le 30 octobre. Le syndicat déclare dans un communiqué qu'il *« refusera toutes formes de licenciements, déguisés ou non »*. Il critique globalement les *« choix industriels de la direction »*, la « dépendance croissante vis-à-vis de l'extérieur », *« la politique sociale en régression »*, et s'étonne des réduction d'emplois *« au moment où l'on fait miroiter aux salariés des entreprises traditionnelles en difficulté des possibilités de reconversion dans l'informatique »*.

Bull, qui emploie 25 000 personnes, a mis en place depuis sa nationalisation une *« stratégie de redressement »* à effectif quasiment constant. L'effort porte sur l'amélioration de la productivité et la qualité des produits. Il semble désormais que la direction veuille introduire une réorganisation interne qui concerne pour l'essentiel les services administratifs.

● **Grèves : forte baisse des journées perdues en août.** – Les grèves ont entraîné en août dernier la perte de 14 900 journées de travail, soit moitié moins que le nombre de journées perdues en août 1983 (34 100), selon les statistiques du ministère du travail.

● **La grève du 25 octobre et le projet de budget des PTT.** – Après la grève du 25 octobre dans la fonction publique, la fédération CGT des PTT affirme à propos de ce mouvement qu'il s'agit d'un *« événement considérable » : « En fin d'après-midi, plus de 150 000 grévistes ont été recensés, ce chiffre sera très largement dépassé au moment du bilan définitif. Une telle participation a été rarement égalée. Dans la presque totalité des grands services de la poste, des services financiers des télécommunications, les pourcentages oscillent entre 60 % et 100 %. Ainsi, malgré les campagnes de dénigrement et les pressions de l'administration, le personnel a démontré sa volonté de défendre son pouvoir d'achat, le service public, les revendications spécifiques aux PTT »*. Pour la CGT, la journée du 25 octobre est *« une nouvelle et éclatante motion de censure »* contre le projet de budget 1985 des PTT.

Le Syndicat national des cadres de la direction générale des impôts CGC *« propose que les retenues opérées sur les salaires des grévistes du 25 octobre ne soient pas gardées par l'Etat mais versées à des associations ayant pour objet de secourir les pauvres et les déshérités. Telle sera la réponse des fonctionnaires au vœu de l'abbé Pierre*

● **Technip demande un premier train de 290 licenciements.** – La société Technip, numéro un de l'ingénierie en France, a précisé le 27 octobre qu'elle avait demandé le licenciement de 290 personnes. Elle se réserve de déposer une seconde demande de 145 licenciements à la fin de l'année, en fonction des discussions sur le volet social du plan de redressement et compte tenu du résultat des commandes en cours de négociation.

● **M. Maire : *« Tous les Français n'ont pas de problèmes de pouvoir d'achat ».*** – Interviewé le 28 octobre à RMC, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a contesté l'affirmation de la CGT selon laquelle tous les salariés ont les mêmes problèmes : *« Tous les Français n'ont pas des problèmes d'emploi, tous les Français n'ont pas de problèmes de pouvoir d'achat. Ce n'est pas vrai. Il y a des situations difficiles et très difficiles pour deux millions et demi de chômeurs, pour quelques millions de salariés en difficulté, à l'emploi menacé dans des petites entreprises. Mais il y a aussi, heureusement, c'est les acquis de l'action syndicale, des millions de salariés qui sont dans une situation honnête, et où le problème n'est pas d'aller revendiquer plus de pouvoir d'achat au détriment des autres, ou plus d'emplois. »*

● **Des salariés d'une entreprise de l'Oise renoncent à leur treizième mois.** – Au cours d'une assemblée générale, le 26 octobre, le personnel des établissements Kuom de Rantigny (Oise) a décidé à 65 % de renoncer pour cette année et pour 1985 à leur treizième mois de salaire. Par cette décision, ils espèrent que leur société, qui connaît de graves difficultés, ne procédera pas à une nouvelle réduction des effectifs.

Cet établissement représente la plus grande surface commerciale de vente de meubles du département de l'Oise. En deux ans, les effectifs sont tombés de quatre cents à deux cent soixante salariés et, cette année, le chiffre d'affaires a chuté de plus de 10 %. La concurrence, très importante dans le sud de l'Oise et dans le nord du Val-d'Oise en matière de meubles, pourrait être une raison des difficultés de cette société. – *(Corresp.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIMCO

Le conseil d'administration de SIMCO, réuni le 23 octobre 1984, sous la présidence de M. Maurice GONTIER, a procédé à l'examen des comptes du premier semestre et à ceux, prévisionnels, de l'exercice 1984.

Les loyers émis pour les dix premiers mois de l'exercice s'élèvent, hors indemnité due au titre de la garantie de l'Etat, à 146 000 000 F contre 139 000 000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats prévisionnels permettent d'envisager une nouvelle progression du dividende.

Le domaine immobilier est loué dans sa totalité, tant en ce qui concerne les immeubles d'habitation que les locaux commerciaux.

Vente d'immeubles :

Les ventes d'appartements se poursuivent de façon satisfaisante, elles atteignent :

– 85 % du nombre d'appartements de l'immeuble de Vitry-sur-Seine ;

– et 47 % du nombre d'appartements de celui de Rungis.

Les premières cessions ont été enregistrées sur les immeubles de Saint-Cyr-l'Ecole et Orange, récemment mis en vente.

Nouveaux immeubles :

Le troisième immeuble de bureaux de Saint-Quentin-en-Yvelines a été livré au mois de juillet, les premiers locataires sont entrés dans les lieux, de nombreux contacts sont en cours pour la location des 3 000 m² encore disponibles.

Le premier bâtiment de l'immeuble de soixante-dix appartements, rue des Ardennes, à Paris, sera livré au mois de décembre 1984, les deux autres fin janvier 1985.

La société vient de faire l'acquisition d'un immeuble comportant 2 000 m² de bureaux à rénover partiellement, 27 rue de la Procession à Paris 15e.

L'affaire contentieuse du Manoir, à Nice, a été définitivement réglée par l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence du 28 juin 1984. La SIMCO, qui avait exposé, au cours de dix années de procédure, des dépenses de 10 000 000 de F environ, a été intégralement remboursée des avances qu'elle avait dû faire au titre des travaux de confortation de la colline, des indemnités aux voisins et des frais de procédure.

La mise au nominatif obligatoire des actions décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 1984 sera effective à dater du 23 novembre 1984.

Un communiqué commun avec l'UNION POUR L'HABITATION a confirmé l'accord de fusion intervenu entre les deux sociétés sur la base d'une action SIMCO pour une action UNION POUR L'HABITATION. Les actionnaires seront convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 27 décembre 1984, afin de délibérer sur ce projet de fusion.

UNIBAIL

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 23 octobre 1984

	30-9-83	30-9-84
	–	–
– Nouveaux contrats de crédit-bail signés (H.T.)	MF 107	MF 56
– Chiffre d'affaires (H.T.)	MF 164	MF 184
– Charges d'exploitation, amortissements et provisions	MF 114	MF 125
Résultat d'exploitation	MF 59,8	MF 63,1
Bénéfice net	MF 53,2	MF 60,8

Les résultats confirment qu'une nouvelle augmentation du dividende par action pourra être proposée à l'assemblée générale, sauf événement imprévu.

BIS S.A.

Le conseil d'administration de BIS S.A., société holding du groupe BIS, réuni le 22 octobre 1984, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1984.

GROUPE BIS

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à *988 141 137 F* contre 986 568 524 F pour la même période de 1983, soit en augmentation de 0,2 %.

Le résultat consolidé avant impôt, participation et provision pour investissement dotée, enregistre un recul de 21,9 %. Il s'élève à 17 984 400 F contre 23 036 762 F pour la même période de 1983.

Le résultat net consolidé s'élève à 5 221 241 F : il enregistre un recul de *9,1 %* par rapport au premier semestre 1983 où il atteignait 5 742 160 F.

SOCIÉTÉ HOLDING

Les produits de BIS S.A. s'élèvent à 52 392 393 F contre 70 803 931 F pour la même période de 1983.

Le résultat net s'établit à 16 469 654 F contre 23 832 992 F l'année précédente.

Le conseil a, par ailleurs, analysé les conséquences sur les comptes de l'exercice en cours de la prise de contrôle par BIS France d'un groupe de quatre entreprises de travail temporaire. Il a en outre étudié les conditions dans lesquelles BIS a demandé aux tribunaux compétents l'annulation des accords intervenus le 9 août 1984 entre sa filiale et ce groupe.

Les *provisions exceptionnelles* qui seront passées dans les comptes de l'exercice pour les avances en trésorerie et les cautions accordées par BIS France (environ 24 millions de francs) se trouveront partiellement compensées par l'amélioration des résultats constatés au cours du troisième trimestre 1984 qui devraient se poursuivre jusqu'au 31 décembre 1984.

SILIC

Le conseil d'administration, réuni le 25 octobre sous la présidence de M. Louis Moreau, a pris connaissance des comptes du 1er semestre 1984 et de la situation provisoire du bilan au 30 juin 1984, qui font apparaître après amortissements et provisions un bénéfice courant (hors plus-values de cession) de 23 185 000 F, contre 21 715 000 F pour le 1er semestre 1983.

Le montant des loyers émis jusqu'au 1er octobre 1984 est de 93 millions de francs, contre 88 133 000 F à pareille époque de l'année dernière, étant observé que la vente des bureaux de Midland Bank SA a entraîné la non-facturation des loyers du 2e semestre 1984 pour 2 738 000 F.

Au vu de ces chiffres et des autres éléments de prévision pour le 2e semestre 1984, le conseil a constaté que le bénéfice courant de l'exercice devrait être de l'ordre de 51 millions de francs (contre 43 543 000 F en 1983), à quoi s'ajouteront les plus-values de cession pour un montant net après impôt de 33 900 000 F (dont 31 millions de francs destinés à la réserve des plus-values à long terme).

LOUIS VUITTON

RÉSULTAT CONSOLIDÉ A FIN JUIN 1984 (6 mois)

La Société, introduite en juin dernier sur les Bourses de Paris et de New York (O.T.C.), présente désormais des comptes intérimaires consolidés.

Pour le premier semestre 1984, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 486 MF, en augmentation de 38,2 % sur celui du premier semestre 1983 de 352 MF.

Le résultat avant impôt et charges exceptionnelles liées à l'introduction en Bourse s'élève à 178 MF, faisant ressortir une marge d'exploitation de 37 %, égale à celle de l'exercice 1983.

Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) s'élève à 76 MF, avant les charges exceptionnelles mentionnées plus haut, et à 66 MF après déduction de celles-ci. Entièrement supportées par le premier semestre, ces charges correspondent non seulement au coût proprement dit de l'introduction, mais aussi, pour une large part, aux dépenses engagées pour marquer l'événement à l'égard du personnel et renforcer l'image de marque de la Société.

Le chiffre d'affaires consolidé, pour les trois premiers trimestres de l'année 1984, se situe à 770 MF, en progression de 35,6 % sur celui de la période correspondante de 1983 (568 MF).

Après élimination des effets prix et change, l'augmentation de volume est de 21 %, et de 13 % à nombre de magasins comparable.

La réalisation des actions prévues dans les différents domaines se poursuit de façon satisfaisante.



SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 23 OCTOBRE 1984

Le conseil d'administration de la Société Foncière Lyonnaise, réuni le 23 octobre 1984, sous la présidence de M. de Feuilhade de Chauvin, a pris connaissance des résultats provisoires au 30 juin 1984, présentés selon les nouvelles normes comptables.

Les loyers émis au cours du premier trimestre ont atteint 36 604 000 F contre 32 575 000 F au cours de la période correspondante de 1983, soit une augmentation de 12,37 %.

Le résultat d'exploitation ne progresse que de 4,30 % en raison d'une charge à caractère exceptionnel et d'une importante majoration de la dotation aux amortissements.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 22 944 000 F, contre 21 057 000 F, soit une augmentation de 8,96 %.

Avec la prise en compte du résultat exceptionnel, marqué par une réduction des plus-values de cession, le résultat net du premier semestre est de 14 915 000 F contre 14 119 000 F, soit une progression de 5,64 %.

Les résultats attendus du second semestre devraient confirmer les tendances constatées au premier trimestre.

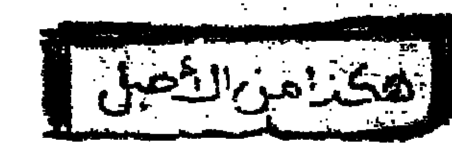
BICM



BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS
15 rue des Pyramides, 75001 Paris

Le conseil d'administration de la Banque industrielle et commerciale du Marais (BICM), qui s'est tenu le 24 octobre 1984 sous la présidence de *M. Jean-Marc Vernes*, a décidé de proposer à une assemblée générale extraordinaire, qui sera convoquée dans les plus brefs délais, d'augmenter le capital de 20 millions de francs à 100 millions de francs par souscription en numéraire.

Cette opération a pour but d'aider au développement de la Banque dont par ailleurs l'exercice social se poursuit favorablement ; sauf événement imprévu, le bénéfice de l'année 1984 devrait être en hausse très sensible.





MARCHÉS FINANCIERS

En Suisse

LES « COUTS DE BOURSE » SERONT PASSIBLES DE POURSUITES PÉNALES

Les personnes qui profitent d'informations confidentielles obtenues grâce à leurs fonctions pour faire des *« coups de Bourse »* seront passibles de poursuites pénales, a annoncé, à Berne, le département fédéral de justice et de police. Les peines prévues, emprisonnement ou amende, pour ce genre d'opérations, appelées *« opérations d'initiés »*, seront également applicables aux tiers (appelés *« tippees »* en anglais) qui en ont profité, ajoute-t-on de même source.

Le département, saisi par le conseil fédéral (gouvernement), à ce sujet, doit présenter un projet de loi d'ici au printemps 1985. Une large consultation auprès des cantons et des partis politiques avait été lancée sur cette question par le conseil fédéral, de novembre 1983 à février 1984. Un avant-projet a été rédigé à partir des résultats de cette consultation, et ce document servira de base de travail.

D'autre part, le conseil fédéral a décidé de ne pas prévoir dans la nouvelle loi d'autorité chargée de contrôler les opérations boursières, comme il en existe une en France (Commission des opérations de Bourse), en RFA ou aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

DÉMATÉRIALISATION DES TITRES

Les détenteurs de valeurs mobilières cotées en Bourse (actions, obligations, parts de Sicav...) non encore déposées en Sicovam, ont jusqu'au 3 novembre 1984 pour les déposer chez un intermédiaire agréé (banque, agent de change...) dans le cadre de la dématérialisation des titres (*le Monde* du 18 octobre 1984). Rappelons que la Bourse de Paris sera close vendredi 2 novembre pour permettre de réaliser l'aspect informatique de cette opération.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	19 oct.	26 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	1508,6	1540,5
Valeurs étrangères	3458,8	3442
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	217,4	223,3
Dont valeurs industrielles	218,5	223
Valeurs étrangères	467,2	465,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 en 31-12-1981)	188,9	193,1
Dont valeurs industrielles	191,2	195,1
Pétrole-Energie	159,1	158,4
Métallurgie	100,9	102,8
Chimie	227,4	225
Bâtim., mat. constr., trav. publics	112,2	113,3
Constructions mécaniques	145,5	151,8
Matériel électrique	197,5	203,8
Automobile et accessoires	123,7	127
Industr. de consom. non alim.	311,5	319,7
Agro-alimentaire	261	263,7
Distribution	121	123,5
Transports	178	180,5
Services	221,8	223,7
Assurances	177,4	181,9
Banques	233,6	240,9
Immobilier et foncier	170,9	178,3
Investissement et portefeuille	210,7	217,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	111,2	112,9
Emprunts d'Etat	112,1	114,8
Emprunts garantis et assimilés	110,9	112,4
Sociétés	111,1	112,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	97,5	98,6
Sociétés	105,7	106,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	179	183
Produits de base	169,5	171,3
Construction	114,8	115,6
Biens d'équipement	159,4	157,2
Biens de consom. durables	171	174,3
Biens de consom. non durables	254,7	253,4
Biens de consom. alimentaires	252,1	253,4
Services	149,6	152,8
Sociétés financières	220,6	227,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	155,6	155,3
Valeurs industrielles	180,5	184,2
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	155,2	156,8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PEUGEOT. – Au cours du premier semestre 1984, la société Peugeot SA a subi une perte nette de 406 millions de francs, contre un déficit de 800 millions pour la période comparative de l'exercice précédent. Ce résultat a été obtenu après pertes et profits et, notamment, dotation d'une somme de 525 millions de francs (contre 985 millions) pour dépréciation des titres de filiales détenus en portefeuille. En ce qui concerne les produits d'activité perçus durant cette période, ils ont été de 325 millions de francs au lieu de 223 millions pour la même période de 1983. Dans le même temps, les charges d'activité ont atteint 220 millions de francs, au lieu de 134 millions en 1983, *« la cause principale de ces variations provenant des opérations financières réalisées par la société au second semestre 1983 et, notamment, l'émission d'obligations à bons de souscription d'actions effectuée en septembre 1983 »*, précise PSA.

Pour ce qui est de la branche automobile, le groupe précise que les deux sociétés Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën ont réussi à maintenir ensemble leur part du marché français au même pourcentage qu'au cours du premier semestre 1983, soit 33,2 %, alors que les marques étrangères ont accru leur pénétration du marché national pour la porter à 34,9 % (contre 31,5 % durant les six premiers mois de 1983).

Au cours de cette même période, les sociétés du groupe PSA ont réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) consolidé de 46,4 milliards de francs, soit une progression, à structure comparable, de 7,3 % d'une année à l'autre. Faisant état d'une nouvelle amélioration de la marge opérationnelle de PSA due, essentiellement, *« aux mesures prises pour freiner la hausse des charges d'exploitation »*, PSA souligne cependant que *« les résultats ne seront pas entièrement conformes à ceux prévus en début d'année »*, en raison de facteurs commerciaux (déplacement de la demande vers les modèles plus économiques...) et industriels (insuffisance des gains de productivité...), voire de l'alourdissement des frais financiers.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	25 oct.	26 oct.
Valeurs françaises	120,6	128,2
Valeurs étrangères	96,3	93,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	25 oct.	26 oct.
Indice général	182,8	183

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 29 octobre ...... 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	26 oct.	29 oct.
1 dollar (en yens)	245,50	246,30

BOURSE DE PARIS — Comptant — 26 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]								

SECOND MARCHÉ / Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1741	1740	Alser	210	....
Calberson	359 90	359 50	Borie	295	....
C.D.M.E.	545	544	Cellulose du Pin	45 10	48 70d
C. Equip. Elect.	233	240	C.G.M.	11 90	....
Dafsa	335	335	Cochery	19	....
Dauphin O.T.A.	1700	1700	C. Sabl. Seine	118 10	....
Guy Degrenne	820	825	Coparex	514	515
Marlin Immobilier	1550	1550	Dunlop	....	....
Métallurg. Minière	179	180	F.B.M. (LI)	70	3 50o
M.M.B	310	306	La Mure	60	60
Om. Gest. Fin.	280	285	Mic	228	....
Petit Bateau	420	405	Novotel S.I.E.H.	1650	....
Petrofigaz	547	546	Profils Tubes Est	1 52	....
Porcn	373	373	Pronuptia	120	110
Salomon	1843	1852	Ripolin	38	....
S.C.G.P.M.	277	278	Rorento N.V.	136	132 50
Far East Hotels	0 95	0 98	Sabl. Morillon Corv.	129	87 o
Sofibus	211	213	S.K.F. (Applic. méc.)	65	60 o
Sovac	634	634	S.P.R.	146	146
Zodiac	1446	1435	Total C.F.N.	44 20	....
			Ufiner	302	319

SICAV 26/10

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	247 85	236 61 ♦	Invest. St-Honoré	696 12	664 55 ♦
Actions-Investiss.	281 57	268 80 ♦	Japacic	118 20	112 84
Actions sélectives	367 79	351 11 ♦	Laffitte-crt-terme	120245 26	120245 26
Aedificandi	392	374 22 ♦	Laffitte-Expansion	690 85	659 52
A.G.F. 5000	260	248 21	Laffitte-France	219 05	209 10
[illegible]					

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1723	1712	1714	– 0 52	2850	Essilor	2820	2830	2830	[illegible]
3810	C.N.E. 3 %	3860	3840	3851	– 0 23	545	Esso S.A.F.	546	541	537	[illegible]
1480	Electricité T.P.	1512	1510	1515	+ 0 19	946	Eurafrance	980	962	980	[illegible]
1082	Renault T.P.	1050	1050	1050	....	670	Euromarché	881	875	875	[illegible]
1501	Rhone-Poul. T.P.	1530	1533	1535	+ 0 32	790	Europe n° 1	811	820	820	[illegible]
[illegible]											

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
320	Free State	336 90	330	330	[illegible]
145	Gencor	151 50	147 50	146	– 3 63
315	Gén. Belgique	315	315	315	....
615	Gén. Electr.	617	614	611	– 0 97
825	Gen. Motors	848	826	830	– 2 12
64	Goldfields	68 40	67 70	67 50	– 1 31
38	Gd Metropolitain	40 75	39 70	39 70	– 2 57
173	Harmony	180 10	177 50	176	– 2 27
38	Hitachi	40 10	39 25	38 95	– 2 86
620	Hoechst Akt.	641	625	622	– 2 96
83	Imp. Chemical	88 50	85 50	85 50	– 3 38
112	Inco. Limited	113 90	111 80	110	– 3 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1560	Siemens A.G.	1623	1565	1559	– 3 94
169	Sony	173 60	170 30	170 20	– 1 95
225	T.D.K.	226	217	219	– 3 09
19 50	Toshiba Corp.	19 95	19 65	19 65	– 1 50
960	Unilever	969	940	925	– 4 54
420	Unit. Techn.	434	420	420	– 3 22
1020	Vaal Reefs	1058	1042	1042	– 1 51
435	West Deep	450 90	450	450	– 0 19
365	West Hold.	386	367 10	366 80	– 4 97
385	Xerox Corp.	386	383	383	– 0 77
1 95	Zambia Corp.	2 02	2 01	2 01	– 0 49

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 286	9 315	9	9 500
ECU	6 843	6 843	....	....
Allemagne (100 DM)	306 900	306 910	292	312
Belgique (100 F)	15 186	15 188	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	271 970	272 200	260	280
Danemark (100 krd)	84 970	84 970	68	83
Norvège (100 k)	106 920	106 030	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 389	11 380	10 700	11 600
Grèce (100 drachmes)	7 492	7 507	6 500	8
Italie (1 000 lires)	4 946	4 948	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	374 120	374 450	358	379
Suède (100 krs)	108	107 820	106	112
Autriche (100 sch)	43 680	43 730	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 472	5 489	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 700	5 700	4 500	5 330
Canada ($ can 1)	7 073	7 077	6 820	7 170
Japon (100 yens)	3 808	3 798	3 670	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/10
Or fin (kilo en barre)	101750	101450
Or fin (en lingot)	101700	101500
Pièce française (20 fr)	609	610
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	601	595
Pièce latine (20 fr)	590	591
Souverain	740	738
Pièce de 20 dollars	4210	4130
Pièce de 10 dollars	2070	2100
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3880	3855
Pièce de 10 florins	615	612

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Explosion de la voiture d'un militant communiste.* – Une explosion, probablement d'origine criminelle, a endommagé lundi 29 octobre vers 3 heures, l'avant de la voiture d'un ancien conseiller municipale communiste d'Antony (Hauts-de-Seine), M. Jacques Mironnet.

● *Revalorisation des garanties de ressources de 2 % au 1er octobre.* – Le conseil d'administration de la structure financière chargée de la gestion des garanties de ressources a décidé d'augmenter de 2 % à compter du 1er octobre le montant des garanties de ressources pour les préretraités. L'allocation minimale de garantie de ressources a été portée de 115,12 francs par jour à 116 francs par jour. La CGT a voté contre cette décision ayant pour sa part demandé un relèvement de 3,6 %.

Le numéro du « Monde » daté 28-29 octobre 1984 a été tiré à 412 928 exemplaires

A B C D E F G

Au Liban

Les bombardements du Grand Beyrouth traduisent les profondes divergences au sein du gouvernement

De notre correspondant

Beyrouth. – La capitale libanaise a renoué avec les obus. Les bombardements des quartiers résidentiels, interrompus depuis la trêve du 4 juillet dernier, ont brusquement repris dimanche soir 28 octobre, traduisant de profondes divergences au sein du gouvernement dit d'« union nationale ». Le quotidien *l'Orient-le Jour* rend compte de l'événement en titrant : « Polémique ministérielle au bruit du canon ».

Les obus qui se sont abattus sur le Grand Beyrouth ont atteint les zones chrétiennes sans faire de victimes. Les bombes qui sont tombées sur Beyrouth-Ouest et sur la banlieue sud y ont par contre fait un mort et six blessés. Selon les radios chrétiennes, ce sont des erreurs de tirs de la part des artilleurs de M. Joumblatt qui sont à l'origine des obus tombés à Beyrouth-Ouest, ce que conteste vigoureusement le parti de ce dernier, affirmant que de nombreuses localités druzes de la montagne avaient été pilonnées avant qu'il ne riposte contre les sources de tir à Beyrouth-Est.

Ces bombardements interviennent au moment où le gouvernement s'emploie à sauvegarder la valeur de la livre par rapport au dollar. Un train de mesures économiques ont été prises à cet effet, samedi, par le conseil des ministres. La hausse des prix décrétée a été admise par la population, parce que inéluctable. C'est en particulier le cas de l'essence, dont le prix était singulièrement bas : le litre est passé de 1,5 à 2,2 livres (soit 1,80 à 2,75 F). Pour éviter la banqueroute, l'Etat devait arrêter l'hémorragie de la caisse des carburants, déjà déficitaire de 600 millions de dollars.

Autre mesure de choc : la fermeture des ports illégaux, au nombre de quinze le long d'une côte de 200 kilomètres, répartis en quatre *groupes : ceux du nord (huit, petits* sauf celui de Tripoli) en territoire sous contrôle syrien, ceux de la zone chrétienne, trois, mais les plus rentables puisqu'ils permettent aux forces libanaises de tirer profit du trafic du port de Beyrouth, et deux dans la zone islamo-progressiste, à l'état embryonnaire, et enfin deux au sud, sous la totale dépendance d'Israël.

L'Etat, spolié de la quasi-totalité de ses recettes douanières, paraît déterminé à agir puisqu'il a menacé de faire bombarder – après les semonces d'usage – les navires récalcitrants. La brusque dégradation de l'état de sécurité, dimanche soir, menace à ce délicat échafaudage. Peut-être, ainsi que le note la presse, le gouvernement a-t-il voulu trop bien faire et trop vite, après une longue période de léthargie. Ce ne sont d'ailleurs pas les mesures économiques qui ont mis le feu aux poudres, mais la titularisation d'instituteurs qui pose le problème du sacro-saint dosage confessionnel. *Tout de suite, le ton est monté* et des accusations véhémentes ont été *échangées entre les ministres* maronites d'une part, chiites et druzes de l'autre. Les sunnites font, en la circonstance, figure de modérateurs et d'arbitres, ce que M. Joumblatt leur reproche quasi ouvertement...

Malgré l'inquiétude suscitée par les événements des dernières quarante-huit heures, on veut considérer à Beyrouth que, le message ayant été transmis une fois de plus à coups d'obus, ce ne sera en définitive qu'une péripétie à laquelle Damas saura mettre bon ordre, au moment où les diplomaties américaine et britannique, agissant de concert, ont écarté le spectre d'un retrait israélien au sud, qui risquait *d'être suivi d'une guerre civile entre* chiites et chrétiens.

Lundi matin, tout était apparem*ment normal dans les rues* de Beyrouth, où les autobus scolaires pro*cédaient au ramassage des élèves.*

LUCIEN GEORGE.

M. MOHAMED MASMOUDI NOMMÉ AMBASSADEUR DE LIBYE A L'ONU

L'ancien ministre tunisien des affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, a été nommé ambassadeur de la Jamahirya libyenne à l'ONU.

Dans un communiqué diffusé à Paris, M. Masmoudi déclare notamment : « *Au moment où Kadhafi s'engage résolument dans une œuvre de progrès, d'union et de paix chez lui, au Maghreb, en Afrique et au Tchad notamment, je serai heureux d'apporter à cette œuvre ma modeste et loyale contribution. (...) En représentant le pays frère et voisin, je continue une belle tradition de la diplomatie tunisienne qui, depuis 1973, avait eu l'honneur de prêter ses diplomates à certains autres pays frères, dont le Qatar et le sultanat d'Oman. Je souhaite que ma désignation corresponde chez les frères libyens à une volonté de mieux faire encore (...), particulièrement avec la Tunisie et dans les autres pays du Maghreb. En ce qui me concerne, je prends l'engagement de continuer à travailler pour le renforcement de la détente, de l'entente et de la coopération.* »

∴

A Tunis, les milieux officiels se refusent à tout commentaire. Cependant, rapporte notre correspondant Michel Deuré, on fait remarquer dans les milieux politiques que la Libye « *s'est livrée à un acte inamical* » en nommant M. Masmoudi sans l'accord préalable du gouvernement tunisien.

Quant à M. Masmoudi, ajoute-t-on dans ces milieux, il est libre *d'accepter le poste qui lui convient* ; il n'en reste pas moins qu'il s'est mis *au service d'un Etat étranger.* C'est M. Masmoudi lui-même, à l'époque où il était ministre des affaires étrangères, rappelle-t-on encore, qui avait autorisé des Tunisiens à travailler pour des gouvernements arabes. Actuellement, aucun diplomate tunisien n'occupe des fonctions officielles dans un pays arabe. M. Masmoudi avait également joué un rôle important pour favoriser la signature de l'accord – mort-né – concernant l'union entre la Libye et la Tunisie, en janvier 1974.

Sur le vif

Champagne !

Dans quel monde vivons-*nous ? Enfin, c'est insensé !* Vous avez vu à la télé ce qui se passe en Ethiopie : six millions d'êtres humains en train de mourir de faim, de crever la bouche ouverte, là, sous nos yeux horrifiés. L'Occident mobilisé dans un sursaut de solidarité émue, empressée, qui multiplie les appels, les secours, les dons, les envois, les ponts aériens.

Et pendant ce temps-là, savez-vous à quoi ils emploient leurs sous, les gens au pouvoir à Addis-Abeba ? A acheter du whisky. Non, je ne plaisante pas, c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux. Ils en ont importé cinq cent mille bouteilles le mois dernier. Et, aujourd'hui même, un nouveau chargement de cent cinquante tonnes de scotch et de sherry a quitté les côtes britanniques sur un bateau hollandais affrété par la marine marchande éthiopienne. Il y en a pour neuf millions de francs. Lourds.

Les Anglais, ça les a scandalisés. Ils ont posé un tas de questions, à ce sujet, à la Chambre des communes. Ils ont demandé à l'ambassade d'Ethiopie à Londres à qui étaient destinés ces flots d'alcool. Est-ce que c'était pour célébrer le dixième anniversaire du régime ? Oui, enfin, non, les fêtes, somptueuses, je le signale en passant, qui ont marqué cet événement sont terminées. Il s'agit maintenant de répondre aux besoins sans cesse croissants, je cite, de la nomenklatura et des diplomates en poste à Addis-Abeba. Ils ne risquent pas de mourir de soif, eux, dites donc !

Moi, ce que je ne comprends pas, c'est le goût immodéré pour le whisky, boisson habituellement très mal vue des gouvernements marxistes. Elle pue l'impérialisme délétère et décadent. Curieux qu'ils ne lui préfèrent pas la vodka. Ou le champagne. Ce serait l'occasion ou jamais de le sabrer, le champagne, là-bas. C'est pas tous les jours qu'on peut se débarrasser d'un coup, sans lever le petit doigt, de millions de pauvres diables.

CLAUDE SARRAUTE.

En Grande-Bretagne

Les contacts de M. Scargill avec le régime libyen font scandale

De notre correspondant

Londres. – M. Arthur Scargill, le président du syndicat des mineurs, est sans doute devenu la personnalité la plus controversée de Grande-Bretagne. Cela n'est pas toujours pour lui déplaire. Mais il se serait certainement passé du tollé qu'il vient de provoquer en reconnaissant, après des révélations du *Sunday Times*, qu'il avait rencontré, au début du mois d'octobre à Paris (1), un représentant du gouvernement libyen et envoyé à Tripoli, la semaine dernière, un administrateur du syndicat (NUM), qui a été reçu par le colonel Kadhafi.

Cela fait particulièrement mauvais effet en Grande-Bretagne. L'opinion se souvient, en effet, de la fusillade déclenchée en avril par les membres de l'ambassade de Libye à Londres, au cours de laquelle un agent de police avait été tué. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues après ce drame, qui avait été précédé au Royaume-Uni d'une série d'attentats contre des opposants au régime libyen. Celui-ci a, d'autre part, été accusé à plusieurs reprises d'aider l'IRA provisoire.

M. Scargill est d'autant plus embarrassé qu'il semble avoir omis de prévenir de son initiative les autres dirigeants de la NUM, si bien que son attitude est quasi unanimement dénoncée, y compris au sein de son organisation. « *Je suis consterné et écœuré d'apprendre que nous sommes en relation avec des meurtriers et des terroristes* », a déclaré le dirigeant de la NUM pour le pays de Galles. M. Norman Willis, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats (TUC), a fait savoir qu'il condamnait catégoriquement la rencontre avec le colonel Kadhafi, même si elle n'a pas donné lieu à une promesse d'aide financière. A ce propos, M. Scargill a aggravé son cas en disant qu'il était prêt à accueillir toute aide « *d'où qu'elle vienne* ». Le leader du Parti travailliste, M. Neal Kinnock, s'est montré plus sévère encore en affirmant que le seul fait d'être en contact « *avec ce régime infâme* » était une « *injure au mouvement syndical britannique tout entier* ».

Cette affaire contribue à affaiblir la position de M. Scargill, au moment où la NUM, après huit mois de conflit, vient de perdre le soutien des contremaîtres et agents de sécurité des mines, qui ont renoncé la semaine dernière à se joindre à la grève. Elle pourrait entraîner de la part de la Confédération une initiative visant à mettre fin à la grève en proposant un compromis, même si cela doit déplaire à M. Scargill, dont le jusqu'auboutisme est de plus en plus fréquemment dénoncé. Des négociations entre la NUM et la direction des Charbonnages doivent reprendre au cours de cette semaine.

FRANCIS CORNU.

(1) Il était venu à Paris pour s'entretenir avec des membres de la CGT à propos de l'envoi de vivres par la centrale française aux familles des mineurs en grève. A la CGT on nous indique qu'en aucun cas la centrale a servi d'intermédiaire entre la NUM et le gouvernement libyen. – (*NDLR.*)

En République fédérale d'Allemagne

Pas de répit pour le chancelier Kohl

Le prochain épisode de l'affaire Flick doit normalement se jouer le *7 novembre prochain*, lorsque la commission d'enquête parlementaire chargée de cette affaire entendra le chancelier Kohl lui-même. Il est peu probable cependant que le chancelier bénéficie jusque-là d'un véritable répit. La démission, le jeudi 25 octobre, du président du Bundestag, M. Rainer Barzel, directement mis en cause, semble n'avoir en rien calmé l'impatience de l'opinion, des milieux politiques et de la presse ouest-allemands.

Tandis que dans certains *milieux politiques on évoque prématurément* l'« après-Kohl », en *spéculant sur les chances respectives* de M. Gerhard Stoltenberg, *ministre des finances,* et Lothar Späth, ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, les sociaux-démocrates, par la voix de M. Vogel, chef de leur groupe parlementaire, réclament une « *intensification du travail de la commission* » et déplorent que le chancelier n'ait pas encore répondu aux questions qui lui sont posées. Les Allemands de l'Ouest guettent fébrilement chaque nouvelle livraison du *Spiegel* (celle de ce lundi contient de nouveaux détails sur l'affaire Flick) et la presse dans son ensemble n'a pas l'intention, si l'on en juge par les titres de ce début de semaine, d'attendre passivement le *7 novembre.*

Nul ne soupçonne le chancelier *Kohl d'avoir fait un usage* personnel de l'argent qu'il a reconnu *avoir reçu du groupe Flick* (650000 deutschemarks selon la presse). Mais l'on veut savoir dans quelle mesure M. Kohl était impliqué dans le marché dont a profité financièrement M. Barzel, et l'on attend de lui qu'il apporte des éclaircissements sur tous les points restés obscurs dans cette affaire. Samedi, le quotidien *Frankfurter Rundschau* affirmait *que M. Kohl avait reçu de l'argent* du groupe Flick « *en liquide, ce qui était inhabituel, et des mains mêmes du fondé de pouvoir de la firme* ». Le *Spiegel* réitère ses attaques en affirmant que « *l'affaire Barzel est depuis le début l'affaire Kohl* » et en faisant état d'« *annotations mystérieuses portant le nom de Kohl* » sur les documents saisis par la justice dans les locaux du groupe Flick.

Mais, surtout, la réaction du chancelier au dernier rebondisse*ment de l'affaire Flick a été mal* reçue. On s'attendait à une déclaration solennelle, au minimum à ce que soit pris l'engagement de mettre un terme, à l'avenir, à ces relations troubles entre milieux économiques et milieux politiques. Rien n'est venu, sinon une mise en cause de la presse, le chancelier ayant affirmé jeudi que « *toute cette affaire n'est qu'une campagne destinée à abattre la coalition* ». Dimanche, le journal *Welt am Sonntag*, citant l'entourage de M. Kohl, annonçait que le *chancelier avait l'intention de* convoquer pour le début du mois *de décembre un débat extraordinaire* au Bundestag sur le financement des partis. Contre-offensive tardive qui a peu de chances de calmer d'ici là les impatiences.

Succès des Verts dans le Bade-Wurtemberg

Les élections communales du Bade-Wurtemberg de *dimanche* permettent de mesurer les pre*miers effets de ce rebondissement* de l'affaire Flick. Six millions et *demi d'électeurs étaient en* effet appelés aux urnes. Ce scrutin, d'après les premiers résultats partiels, s'est traduit par un succès des Verts, un tassement de la CDU et un net recul des sociaux-démocrates. Les Verts *recueillent en moyenne* 8 à 10 % des voix ; ils dépassent 20 % *dans la ville universitaire de* Tübingen, soit plus que le SPD. L'Union chrétienne-démocrate, *bien qu'enregistrant une perte de* 2,7 points par rapport aux élec*tions communales de 1980*, reste de loin la première formation avec environ 37 % des suffrages. Il est vraisemblable que, même si l'affaire Flick a eu sur l'électorat chrétien-démocrate un effet négatif, il a été compensé par la forte personnalité de M. Späth, très populaire localement notamment pour le combat qu'il mène en faveur de la défense de l'environ*nement, et qui apparaît comme* étranger aux accusations qui pèsent *actuellement sur le parti* au niveau fédéral.

Les libéraux ajoutent un nouveau revers *électoral* à une liste déjà longue et n'atteindront pas, *en moyenne* sur le Land, le pourcentage de 5 % des voix. Mais *c'est le parti social-démocrate qui* est le grand perdant de ce scrutin, *où il ne recueille que* moins de 30 % des voix. Là encore, les considérations *locales expliquent* ce mauvais score, plus que des considérations générales et notamment l'attitude adoptée par le SPD à propos de l'affaire Flick.

Le SPD *n'est d'ailleurs* pas épargné par le scandale, et le *Spiegel révèle dans sa dernière* édition qu'il a lui aussi reçu du *groupe Flick 4,3 millions* de deutschemarks entre 1975 et 1982. *Toutefois* cette somme est beaucoup moins élevée que celles dont ont été crédités la CDU et le Parti libéral pendant la même période. Elle a d'autre part pris des chemins moins compromettants puisque cet argent correspond pour l'essentiel à des dons à la Fondation Friedrich Ebert, proche du parti, *mais qui n'est pas un* acteur direct de la vie politique, et *à des abonnements à certaines* publications du parti comme le journal *Vorwärts*.

C. T.

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. Georges Fillioud plaide contre l'anarchie des télévisions privées

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a chaleureusement plaidé, le dimanche 28 octobre devant le « Club de la presse » d'Europe 1, contre une libéralisation de la *télévison par voie hertzienne* qui aboutirait à une anarchie « *à l'italienne* ». Il a *notamment* indiqué que, sur la base du coût prévu de l'expérience grenobloise de début novembre – 600 000 francs pour quatre jours, une télévision privée coûterait 100 millions de francs par an et cinquante antennes 5 milliards de francs, « *c'est-à-dire une ponction absolument extraordinaire sur le marché publicitaire français. Personne n'y résisterait* » (...) *Ce serait la mort pour notre industrie de programmes, pour notre cinéma* (...) *Ce ne sont pas seulement des considérations de caractère économique, qui sont importantes, mais ce sont des considérations de caractère culturel et d'identité nationale* », a ajouté M. Fillioud.

Le secrétaire d'Etat a aussi déclaré que si la cour d'appel confirmait l'ordonnance de non-lieu prononcée par le juge d'instruction à l'égard de Canal 5 (qu'anime Me Jean-Louis Bessis), son « *devoir était de demander au Parlement de réformer la loi* du (29 juillet 1982) *par voie d'amendement, de telle manière qu'il s'agisse bien de laisser à l'Etat la responsabilité d'accorder les autorisations d'émettre en matière de télévision par voie hertzienne* ».

M. Fillioud a annoncé que l'unique décret d'application de la loi du 23 octobre 1984 sur la presse – qui organise le fonctionnement de la commission pour la transparence et le pluralisme – est actuellement examiné par le gouvernement et devrait être publié prochainement.

HAUSSE DU DOLLAR

Poursuivant son mouvement de reprise, le dollar a gagné du terrain le 29 octobre sur les places européennes. A Paris, la devise américaine s'est traitée à 9,390 F en fin de matinée contre 9,315 F à la précédente séance, tandis que le mark allemand s'établissait à 3,0910 F contre 3,0661 F.